LE MONDE diplomatique

DECEMBRE 1976

Reportage:

Le Portugal

(Pages 8 à 11.)

Canada : 1.50 sc. Espagne : 60 pes. Ctalle : 650 lires Abonnements: voir tarif page 6.

Maroe : 5.00 dir.

Publication mensuelle 5, me des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

ANALITÉ: la puissance des empires est aussi — d'abord? — foite de la faiblesse des nations soumises. Faiblesse économique et militaire, sans doute, mais surtout faiblesse politique de ceux qui n'osent pas et, par avance, s'en ramettent à la décision d'un autre. Ainsi du Conseil européen qui s'est terminé le 30 novembre à La Haye après avoir sombrement décidé... d'attendre. D'attendre quoi? D'attendre que M. Jimmy Carter ait pris ses fonctions. Les choix de la C.E.E. devant l'inflation et le chémage, son rôle dans le dialoque Nord-Sud. ses relations avec les pays avabres, etc., tout est dons la dialogue Nord-Sad, ses relations avec les poys orabes, etc., tout est suspendu à l'interrègue de Washington et, dans une moindre mesure, à la décision de l'OPEP sur les prix du pétrole.

Pareille complaisance tente vainement de se camoufler derrière un disrarelle complaisance tente vainement de se camoutier derrière un aiscours « réaliste » : certes, admet-on, gouverner c'est prévoir, mois il ne serait pas sérieux de préjuger les intentions du président-élu des Etats-Unis ou des producteurs de pétrole... Nul ne s'y trompe : cos faux prétextes ne peuvent dissimuler l'impuissance de chaque gouvernement européen à choisir su propre voie sur le plan national et à harmoniser su politique avec celle de ses voisins continentoux. Moi assurée de son avenir, chaque équipe au pouvoir hésite à compter sur su propre détermination ne croit plus en en course politique compter sur sa propre détermination, ne croit plus en son courage politique et, par inaction, s'achemine vers l'abandon.

I Lest vroi que l'Europe est emportée par une double dérive qui la déchire : le fosse se creuse davantage entre l'Europe du Nord, économiquement mains fragile mais gagnée par la conservatisme, et l'Europe du Sud aux évalutions encore incertaines. Mais, si réelles soient-elles, ces divergences pèsent de peu de poids au regard des problèmes communs : d'un pays à l'autre, les écorts dans les toux d'inflation et de chômage, dans le cours des monnaies, dans les excédents ou les déficits des balances commerciales traduisent le même désordre économique qui conduit à des bouleversements politiques. Faut-il encore s'en remettre au hasard d'un destin aveugle, à des décisions prises dans d'autres capitales?

C'est bien pourtant ce qui se passe, et les exemples, hélas ! ne manquent pos. Directement intéressée ou sort des pays arabes, l'Europe n'a pas su instaurer ovec eux une coopération organique qui eut été profitable aux deux parties. Bien plus, elle a laissé sous ses yeux dépecer le Liban, abandonnant à Washington et à Moscou la conduite d'un jeu sanglant qui débouche sur la fausse paix des cimetières. Conçu en Europe, le dialogue Nord-Sud n'a pu s'auvrir que sous la tutelle de M. Kissinger qui l'a dénaturé dès le déport pour le conduire à son probable échec.

Mais, après tout, il s'agit la de problèmes extéricurs, et l'Europe enten-dait se préoccuper d'abord de ses propres affaires... Voire ! Una mission du Conseil européen se rend dans quelques jours à Belgrade, mais c'est après que M. Jimmy Corter out tonu sur la Yougoslavie d'irresponsables propos et que M. Brejnev fut alle s'entretenir avec le maréchal Tito. De même pour le conflit gréco-turc, qui concerne non seulement l'OTAN mais aussi l'Europe, et celle-ci pourtant laisse les Etats-Unis arbitres du jeu en Méditerranée orientale. Au Portugal et en Italie, plus proches encore, l'action des Européens

D AREILLE abdication tient mains oux carences politiques des individus qu'à une option économique dant les gouvernements ne sont pas seuls responsables. Sortant des ruines de la seconde guerre mondiale, l'Europe s'est loissé griser par un mode de développement dont elle mesure aujourd'hui les tragiques conséquences mais auquel elle n'ose pas pour autant renoncer. Elle ne parvient même pas à en admettre les couses structurelles que dénonçait en septembre un rapport d'experts de la C.E.E. : inégalités socio-économiques, gaspillage, priorité donnée à la consommation individuelle sur la consommation sociale, rente de situation accordée aux firmes multinationales qui, par leurs échanges entre leurs propres filiales, alignent les prix vers le haut et spéculent contre les monnaies nationales.

Se cramponner à ce mode de craissance, c'est, pour l'Europe, s'accracher desespérèment à des contres de décision qui lui sont extérieurs : Etats-Unis, OPEP, etc. Pourtant, comme le disait le premier ministre néerlandais, qui présidait le dernier Conseil européen, « quel que soit notre espoir de modérer la hausse (du prix du pétrole), les lacunes de notre système ont des racines plus profondes » et « les maux sérieux dont souffre notre économie sont anciens ». C'est pour ne pas s'attaquer à ces maux économiques à la fois « sérieux » et « onciens » que l'Europe se condomne à l'inoction et à la

L'EUROPE SOUS UNE HÉGÉMONIE GERMANO-AMÉRICAINE?

France comme en Angleterre, sur le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel sera détermi-nante pour l'avenir de l'Europe occidentale. Le grand public et la classe politique incent à s'en rendre compte : le projet patronné par MM. Schmidt, Giscard d'Estaing et Andreotti ne saurait constituer une simple formalité dans le prolongement naturel du traité de Rome. Nous sommes loin, en effet, de la situation economique et du rapport de forces politiques qui prévalaient au moment de la création de la C.E.E., très loin aussi des conditions où une partie de la bourgeoisie liberale et la social-démocratie n'excluaient bas une « Europe des travallleurs », indépendante à la fois de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Car la crise de 1973 est passée par là.

Le temps n'est plus où le général de Gaulle s'efforcait de tenir tête aux Etats-Unis, dont l'Europe occidentale et le Japon menaçaient la suprématie économique. La riposte américaine a profondement modifié les données du problème. Frappés à l'intérieur par la récession (depuis 1965), menacés à l'extérieur par la remontée de rivaux laissés exsangues au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont utilisé à fond, depuis 1973, l'arme du dollar et la hausse du prix du pétrole pour atteindre trois objectifs majeurs : rétablir leur hégémonie sur l'ensemble du système capitaliste, l'Europe en particulier : organiser à leur elancitamenti neisivo ellevuon enu filoro du travail ; remettre à sa place le tiersmonde révolté contre un ordre économique mondiel inacceptable pour la grande

En cette fin de 1976, le bilan de cette entreprise apparaît clairement. Certains dollar est monnaie internationale, l'exportation de la crise par l'élargissement de l'inflation a permis un redressement temporaire de l'économie américaine, Washington a reconquis l'essentiel des positions perdues au Proche-Orient (après l'Egypte, la Syrie a raillé le camp américain) et restauré sous son hégémonie le front des pays industrialisés face aux revendications du tiers-monde.

Mais les échecs ne sont pas moins clairs. Le plus important tient en ce constat : ni les Etats-Unis ni leurs concurrents ne sont sortis de la crise dont la dynamique, échappant à tout contrôle, tend à s'amplifier sous nos yeux. Pourtent dans un premier temps, en exportant leur crise vers l'Europe et le Japon, les Etats-Unis avaient obtenu certains résultats. Du printemps 1975 au printemps 1976, ils avaient provoqué chez eux une reprise de l'expansion de 7,3 %, une

Par JEAN-PIERRE VIGIER

balsse du taux d'inflation (de 10 % à 3 %) et un certain plaionnement du chômage aux alentours de 7 %. Toutefols, depuis mars 1976, cette tendance est bioquée et tend même à c'inverser dans certains secteurs. La production industrielle n'a augmenté que de 0,4 % en juin et de 0,2 % en juillet. La hausse des prix a redémarré (+ 0,5 % en juillet, + 0,9 % en septembre), les ventes au détail se ralentissent, les stocks invendus des entreprises ont recommencé à croître et attelgnent même en juin (avec 3,3 milliards de dollars) leur niveau le plus élevé depuis la fin de 1974, au point le plus bas de la crise. Enfin, avec le raientissement des investissements (baisse de 0.5 % des commandes d'usines en julilet), le taux de chômage atteint 8,1 %: phénomène redoutable pour le syslème car, d'après le département du travail, il faudrait d'ici à 1980 créer au moins

semaine pour le ramener au niveaux par semaine pour le ramener au niveau de 5 % de la population active, ou soixante-cinq mille emplois nouveaux par semaine pour le maintenir au taux actuel de 7 %. Autre aspect sombre de ce tableau : le déficit de la balance américaine des paiements — l'une des principales causes de l'inflation mondiale depuis que le doilar-papier est de fait monnale internaons de dollars en juillet, soit le chiffre

tionale — tend à devenir normal depuis le début de 1976. Il s'est élevé à 827,1 mille plus élevé depuis deux ans. Pour les sept premiers mois de l'année, le délicit a élève à près de 2 milliards de dollars (soit près de 3,5 milliards pour l'année, si la tendance se maintient), alors qu'en 1975 la balance commerciale avait dépagé un excédent de 11 milliards de dollars, Cette situation témoigne à la fois d'un retournement de tendance et de l'échec de la «relance» artificiellement valnement - tentée par M. Gerald Ford

dans l'espoir de gagner les élections.

Fracture du système

D'AUTRE part, les Etals-Unis ne sont pas parvenus à abaisser suffisamment leurs concurrents allemend et isponais. qui ont résisté et marquent même des points sur le plan économique. Le mark et le yen, malgré l'infiation japonaise, montent par rapport au dollar. En dépit d'une situation intérieure difficile (les commandes sur le marché intérieur se contractent, le chômage ne recule pas), l'économie de la R.F.A. se développe en s'appuyant à la fois sur le réarmement (le budget militaire a crû de 20 % par an ces demières années) et sur une reprise des commandes de machines à l'extérieur, dans les pays de l'Est en particulier. Comme celle de l'Allemagne balance commerciale iaponalse est tou-Jours largement excédentaire. Les exportations Japonaises ont en effet atteint, entre mars 1975 et mars 1976, en pleine crise mondiale, 6 milliards de dollars en usines, 6,2 milliards en automobiles et 6 milliards en bateaux. Les automobiles Japonaises reviennent même 30 % moins cher que les modèles européens et américeins correspondants. Les barrières douanières recommencent à s'élever, fracturant l'unité du marché capitaliste, freinant les investissements et précipitant le développement de la crise.

Ainsi, l'un des objectifs essentiels de la guerre commerciale ouverte par les Elats-Unis contre leurs concurrents n'a pas été atteint. Le Japon, en particulier, dispose de plus de 15 milliards de dollars de réserves et rejuse de réévaluer ea monnaie, comme, du reste, la RLF.A., ce monétaire international conclu à la Jamaique. Au 31 mars, le taux annuel d'accrolssement des exportations [apo-naises approchaît des 23 %, contre 10 % pour les importations. Le contraste entre le Japon d'une part, les Etats-Unis et l'Allemagne d'autre part, est frappant, leurs taux respectifs d'augmentation étant de 4 % et 30 % pour les exportations, contre

37 % et 35 % pour les importations. Presque étale dans ces trois pays, la crise s'étend progressivement à l'Europe de l'Est et entraîne une dégradation de la situation des autres pays industriels France, Grande-Bretagne, Italie - et du reste de l'Europe du Sud, Espagne comprise. Les phénomènes sont iden-

Dans ce numéro :

La crise des organisations internationales

(Pages 2 et 3.)

BRÉSIL : les pièges de la < libéralisation >

dans la crise libanaise (Page 14.)

Grandes manœuvres dans l'océan Indien

Le rôle d'Israël

(Pages 19 à 23.)

tiques, même si leur identité est variable : dégradation des monnaies (qui entraîne une hausse du coût des importations réglées en dollars), accélération de l'inflation, baisse des Investissements, montée du chômage, fuite des capitaux vers l'Allemanne occidentale ou les Etats-Unis. le tout accompagné d'une politique d'austerité (imposée au nom du Fonds monétaire international par les prêteurs américains et allemands) qui accélère la spirale qui les aspire vers le bas. La politique d'austérité et de défiation lancée en Angleterre, en Italie et en France débouche sur une aggravation de la situation de ces pays. Même temporaire, une phyxie des investissements risque d'entraîner un écart qui ne pourra être combié à terme et rend parlaitement illusoires les sacrifices demandés dans l'immédiat

Les gouvernements de l'Angleterre et du sud de l'Europe ne peuvent plus s'op-poser aux ambitions des Etats-Unis et de l'Allemagne dans la mesure où ils ne sont plus capables de contrôler sérieusement les mouvements internationaux des capitaux organisès par les sociétés multinationales à l'intérieur même (ou vers l'extérieur) de la Communauté économique européenne. Il s'apit là d'une question essentielle dont évitent officiellement de parler MM. Callaghan, Barre et Andreotti, aussi bien que les partis du programme commun en France ou le P.C.I, en Italie.

aux populations.

(Live la suite page 7.)

Nouvelles perspectives de négociation au Proche-Orient

F LIBAN SOUS **MANDAT**

A guerre du Liban touche à sa fin, laissant un pays détruit, occupé, divisé. Il aura donc fallu dix-huit mois de conflit sangiant et le sacrifice d'une partie de la population — libanaise et palestinienne — pour que s'ouvre la voie menant à l'établissement d'une paix américaine au Prosène-Orient.

au Proche-Orient. au Proche-Orient.
En fait, ce n'est pas une, mais trois guerres qui se sont déroulées au cours de ces dix-huit mois. La principale, qui s'est nourrie des autres, a eu pour objectif de réduire les Palestiniens au point de les contraindre à participer, en modérant leurs prétentions au en modérant leurs prétentions, au règlement négocié de la crise israélo-arabe. La Syrie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite, devenues mandataires d'un consensus arabe, doivent estimer anjourd'hui que l'Organisation de libe-ration de Palestine (O.L.P.) est suffi-samment affaiblie, suffisamment encasamment arianne, suffishment enca-drée, pour être acceptée par Israel et les Etais-Unis autour de la table des négociations. Quant aux deux autres conflits, la guerre civile libunaise pro-prement dite et la guerre menée par la Syrie pour dominer le Liban, ils se sont inscrits, chacun avec ses tabletts particuliers dans cette entreobjectifs particuliers, dans cette entre-prise générale de répression du mou-vement palestinien autonome et armé. D'abord, la guerre civile. La droite chrétienne libanaise, dominante dans

l'appareil d'Etat, fut la première à monter à l'assaut. D'avril 1975 à mai 1976, c'est elle qui prit la responsabi-

Par SELIM TURQUIE

lité de la lutte contre la résistance. Depuis l'accession au pouvoir du pré-sident Frangie en septembre 1970, elle préparait activement cette confrontapreparatt activement cette controliza-tion, armant et entrainant massive-ment ses milices. L'intérêt particulier qu'elle poursuivait étalt la préserva-tion de son pouvoir triplement menacé par la présence de la résistance pales-tinienne au Liban : l'action des fedayin à la frontière israélienne mettalt en à la frontière israélienne mettalt en cause sa prééminence et provoquait une tension qui risquait d'entraîner le pays dans le conflit régional dont la bourgeoisie libanaise avait toujours su rester à l'écart; l'autonomie militaire de l'OLP, brisait le monopoie des armes sur lequel est fondée la domination de la classe au pouvoir; enfin les luttes populaires, les partis de gauche et même la fraction musulmane de la bourgeoisie favorable à une redistribution du pouvoir, se trouvaient encourages, politiquement et vaient encouragés, politiquement matériellement, par la résistance pale tinienne. Pour mettre un terme à cette tinienne. Pour mettre un terme a cette situation, la droite chrétienne n'a pas hésite à déciencher une guerre civile a confessionnelle a dans le but de liquider les Palestiniens et tenter de créer un a petit Liban chrétien » homogène. Mais son action n'a pu se développer que dans la mesure où elle rejoignait une exigence arabe plus

générale : affaiblir la résistance en prévision de la négociation avec Israël. Bientôt acculée à la défensive par la coalition et le renforcement de ses adversaires, la droite n'est sauvée de la débàcle, en mai-juin 1976, que par l'intervention militaire de la Syrie. La deuxième guerre est alors commencée. Le règime syrien poursuit, lui aussi, des objectifs particuliers. Quels que soient les régimes qui se sont succédé à Damas, la Syrie n'a jamais vraiment admis l'existence d'un Liban indépena Damas, la Syrie n'a jamais vraiment admis l'existence d'un Liban indépendant. Le rève de la domination de ce pays ou, mieux, de son « retour » dans la « Grande Syrie », a été un élément invariable dans la politique syrienne. Au moment où les blindés du président Assad franchissent la frontière libanaise, au début de juin 1976, la fraction dominante du pouvoir librage. tion dominante du pouvoir libanals, c'est-à-dire la droite chrétienne, n'est pas en situation de s'opposer à l'entre-prise. L'occasion est inespérée pour Dames cui à l'entre-prise du la libe de l'entre-prise. prise. L'occasion est inespèrée pour Damas, qui a une deuxième raison d'intervenir dans le conflit : Il ne peut permettre, dans le Liban voisin, une victoire palestino-progressiste qui risquerait de déborder sur la gauche son propre règime. En aidant les Palestiniens au Liban — alors qu'elle les encadre étroitement sur son propre territoire — la Syrle exercait un contrôle relatif sur l'OL.P. et contribualt, sans grand risque pour elle, à la ciutte contre l'Etat sioniste».

(Lire la suite page 15.)



A STATE OF THE PROPERTY OF THE

La crise des organisations internationales

LES NATIONS UNIES PEUVENT-ELLES ÊTRE DÉMOCRATISÉES ?

Sont-elles soumises à une e ty-rannie de la majorité »? Cet article s'ouvre sur une analyse de la crise de l'UNESCO provoquée par la décision des Etats-Unis de ne pas payer, en violation d'une convention internationale, leur contribution statuteire à l'Organisation. Il montre ensulte que, en dépit de l'apparition d'une nouvelle majorité, le secrétariat dominé par les trois principaus paya du « centre » : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Occupant un nombre de ment dans les services financiers et ceux du personnel, lis sont en mesura d'exercer un droit de veto occuite. L'article envisage la possibilité, pour la nouvelle majorité — constituée par le llers-monde et quelques pays Industrialisés clairvoyants, partisans de la mise en œuvre du nouvei ordre international, d'utiliser maintenant son pouvoir pour la remise en ordre du secrétariat, même au prix d'une = politisation » de la cinquième com-mission (questions administralives et budgétaires) de l'Assem-

Qui contrôle les Nations unles ?

PUIS décembre 1974, les Etats-Unis n'ont pas payé leur contribution statutaire à l'UNESCO, équivalant au quart du budget qu'ils ont voté. Ils doivent le solde de leur contribution pour 1974 (2,7 millions de dollars) et la période budgétaire 1975-1976 (38,9 millions) (1).

En novembre 1975, le gouvernement américain a donné à l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) préavis de son retraît de l'organisation à partir de novembre 1977. En mai demier, les Etats-Unis élaient en relard dans le palement de leur contribution pour le second semestre de 1975 et pour 1976 (25,9 millions); icl encore, la contribution statutaire des Etats-Unis à un budget qu'ils ont voté se monte à 25 % du total.

En juillet 1975, témoignant devant la commission des relations internationales de la Chambre des repréitants, le président de l'A.F.L.-C.I.O., M. George Meany, demanda instamment que l'on « mette fin au Nations unles pour le développement (PNUD) -. il évoque la e politisation llagrante, outrageante et inconstitutionnelle » du BiT et de l'UNESCO. La guerre sainte de M. Meany contre le BIT est une vielle histoire, qui remonte à la fin de la « guerre froide » quand, au début de 1954, l'U.R.S.S. fut admise au sein de l'organisation : mais ce n'est que l'an demier qu'il s'en prit au PNUD. Cenendant la proposition d'amendement qui suivit son intervention - amendement Zablocki, qui aurait empêché que les ressources fournies au PNUD par les Etats-Unis ne puissent être utilisées par l'intermédiaire du BIT et de l'UNESCO - fut rejetée. Il n'en reste pas moins que le Congrès a réduit, en 1975, la contribution des Etats-Unis au PNUD de 100 à

Quand la règle

de la majorité

devient gênante

Les sanctions financières des Etats-Unis et la campagne contre la «tyrannie de la majorité» ont un sens politique très clair

. Par MARC NERFIN * _

millions: Il a capendant approuvé le montant habituel pour

Le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) a été informé par son directeur exécutif, à sa quatrième session (Natrob). avril 1976), que les palements avalent pris. en 1975, beaucoup de retard sur les engagements et que, d'après les informations en provenance des Etats-Unis. il falialt s'attendre à une très sérieuse diminution des contributions (2). Le fonds du P.N.U.E. avait été établi, en 1972, après la conférence de Stockholm, avec un objectif de 100 millions de dollars pour les cinq premières années, et les Etats Unis avaient alors annoncé qu'ils en fourniraient 40 %. En fait, les contributions américaines se sont montées à 37 % des ressources du fonds en 1973, à 32 % en 1974 et à 23 % en 1975; 10 millions de dollars étalent attendus des Etats-Unis en 1975, mais seulement 3,2 millions furent versés. Résultai de maintes discussions, les Etats-Unis tourniront probablement 7,5 millions en 1976, soit 30 % du total. Le fait que l'U.R.S.S. et l'Angleterre n'aient pas versé — en avril 1976 — les montants promis bilité américaine.

Chacun de ces cas diffère des autres. Le fonds du P.N.U.E. est un fonds volontaire et, quel que soit l'engagement moral que constitue une promesse de contribution, il n'est pas certain qu'il y ait obligation légale de la tenir. En outre, la diminution de la contribution américaine n'a pas été expliquée par une raison politique particulière au P.N.U.E. Dans le cas du BIT, la décision américaine a été motivée par le fait qu'en juin 1975 la Conférence internationale du travail avait financement du Programme des accordé au Front de libération de la Palestine (F.L.P.) un statut d'observateur - mais le BIT avait été la demière des organisations du système des Nations unies à prendre cette décision, et demeure la seula à en être pénalisée. Le préavis de retrait est considéré, par le gouvernement amèricain, comme une - menace (qui), on l'espérait, amè-nerait le BIT à commencer à procéder à cartains des changes nécessaires au maintien de l'adhésion des Etats-Unis », comme le Washington Post du 15 mai 1976 le rapportait (selon les Indications les plus récentes, les contributions dues seront acquittées, qu'il y alt ou non retrait de l'organisation). En ce qui concerne le PNUD, l'amendement Zabiocki, inspiré ou appuyé par M. Meany, fut rejeté, on l'a déjà mentionné.

> Le cas de l'UNESCO, en revanche, ne peut être comparé qu'à la situation créée par le refus de l'U.R.S.S. de payer sa part du coût des opérations des forces des Nations unies au Proche-Orient (FUNU) et au Congo (ONUC) (3). II pose cependant une question plus fondomentale dans la mesure où la décion américaine affecte la totalité d'un budget régulier voté par le pays défail-lant ; en outre, il s'agit de développement et non d'opérations purement poli-tiques. Ce cas mérite ainsi une analyse

plus poussée. A la fin de 1974, le Congrès améri coin adoptuit un amendement à la loi d'oide à l'étranger qui se traduit comme suit : h) Le Congrès donne la directive qu'aucun crédit ne soit ouvert ou dépensé, directement ou indirectement, pour soutenir jusqu'à ce que le président certifie au Congrès que cette organisation (1) a adopté une ligne pleinement conforme à ses objectifs éducatifs, scientifiques et culturels, et (2) a pris des mesures concrètes pour corriger ses récentes décisions de caractère essentiellement politique » (Public Law, 94-559).

Comme il apparaît à la fecture des procès-verbaux du Congrès, la raison de cette décision fut une prétendue - politisation - de l'UNESCO, accusation (ondée sur des votes concernant Israel intervenus au cours de la dix-huitième conférence générale de l'organisation, en novembre 1974.

Les trois résolutions incriminées

sont les sulvantes : RESOLUTION 3.427 qui - condamne israēl pour son ettitude qui est en contrediction avec les buts de l'Organisation (...) du fait qu'il persiste à modifier le carectère historique de la ville de Jérusalem et à entreprendre des fouilles qui constituent un danger pour ses monuments -, et qui « engage le directeur général à s'abstenir de fournir une aide à Israel (...) jusqu'è ce qu'il respecte scrupuleusenent - les résolutions et décisions de l'UNESCO :

 RESOLUTION 48.1. laquelle, complétant - la liste des Etals membres tondés à participer (avec droit de vote) aux activités réglonales dans lesquelles le caractère représentatif des Etats constitue un élément important -, répartit dixhuit Etats membres et membres associés dans les différentes régions, sans inclure laraéi dans région « Europe » de l'UNESCO ;

RESOLUTION 13.1 qui - lance un appel urgent à Israel pour qu'il s'abstienne de tout acte qui fait obstacle à l'exercice, par les populations des territoires arabes occupés, de leurs droits à l'éducation et à le vie culturelle natio-

Il ne s'agit pas ici de rouvrir la discussion sur le contenu des trois résolutions - il n'enlève rien au demeurant au caractère illégal de la décision américaine. Mais quelques éléments paraissent devoir être rappelés pour garder à cette affaire des proportions raisonnab et pour mesurer le caractère excessif de la réaction américaine.

Quol qu'on pense du contenu de ces résolutions ou de leur oppor-tunité, le fait est qu'elles ont la majorité de la Conférence générale. Résolution 3.427 : 64 oui, non, 28 abstentions; resolution 46.1 : 85 out, 2 non, 9 abstentions ; résolution 13.1 : 51 oui, 5 non,

On a beaucoup critiqué la « mapar blocs ainsi, par exemple, le secrétaire d'Etal américain, dans un discours prononcé à Milwaukee le 14 juillet 1975. Cependant, et à supposer qu'il y ait quelque chose à redire au vote par blocs, le tableau I montre que le tiers-monde n'a pas voté « en bloc ». Le seul bloc fut, comme on pouvait s'y attendre, celui des pays arabes d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord et. comme à l'accoutumée des pays de l'Est européen. Quant au reste, les trois continents du tlers-monde montrent, au contraire, une grande dispersion, et même les pays occidentaux (Europe de l'Ouest et autres) ne furent pas unanimes. L'Espagne, par exemple, a voté la condamnation d'israēl (rés. 3.427), tandis que l'Autriche, la Finlande, le Japon et la Suisse s'abstenaient : la France, la Grèce le Portugal et la Turquie, de même que l'Australie et le Japon, se sont sion d'israel dans la région euro-

discussions prolongées sur la question de la modification du caractère historique de Jérusalem et des foullies. Les faits, vérifiés par un certain nombre de missions de l'UNESCO (4), n'ont jamais vraiment été contestés, mais bien plutôt la définition de Jérusalem comme territoire occupé et les antécédents légaux de la résolution. En ce qui concerne le premier point, la position des Nations unies a été définie en toute clarté par les résolutions 2253 et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale (juillet 1967) aussi bien que par plusieurs résolutions du Conseil de sécurité : résolutions 242 (1967), 258 (1968), 267 (1969), 298 (1971). II l'UNESCO de se départir des positions des organes politiques compé-

En ce qui concerne le second point, la discussion juridique concerne la portée de la convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, ratifiée par Israel, et à laquelle se rattache la recommandation 4.32 (principes interna-tionaux applicables aux fouilles archéologiques) adoptée par la neu dait que les puissances occupantes s'abstiennent d'entreprendre des fouilles archéologiques dans les territoires occupés. Il s'agissait là. certes, d'une recommandation et non d'une convention, mais on ne saurait s'étonner que la Conférence générale, ayant voté une telle réso ution, et réitéré ses principes à plusieurs reprises, par exemple dans me résolution de 1968 votée sans opposition, se préoccupe de son application.

La discussion de l'appartenance d'Israēl à la région auropéanne de l'UNESCO doit prendre en considération le fait qu'un débat sur cette question avalt déià eu lleu en 1964 et 1966. Israēl avait alors émis l'avis que la géographie euggéreralt son inclusion dans la région asiatique mais avait demandé une étude approfondie du problème. La Conférence n'avait pas pris de décision et ce ne fut qu'en 1974 qu'israēl

Un phénomène

fort ancien:

la politisation

Comme le montre le tableau I. quatorze des gouvernements euro-péens votèrent en 1974 en faveur de l'amendement Israélien à cet effet. mais onze s'y opposèrent, tandis que quatre s'abstenaient et que cinq étaient absents au moment du vote. Comme on l'a délà indiqué, cette résolution, après le rejet de l'amendement israélien, ne rencontra que deux volx négatives, ceile des Etats-Unis et celle d'Israel, Il convient aussi de noter qu'elle n'implique aucune exclusion d'Israël des activités de l'UNESCO, y compris des réunions régionales comme le montre l'étude de Partan déjà citée. On remarquera qu'en votant le 22 novembre dernier en faveur de l'admission d'israel dans le groupe régional européen, la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi pour les travaux de sa dix-neuvième session, a levé le principal obstacle au palement par les Etats-Unis de leur contribution.

demanda sa classification en Europe.

opolitisation > de l'UNESCO, il y a myopie ou mouvaise foi à prétendre que cette organisation, consacrée à l'éducation, à la science et à la culture, devrait demeurer à l'écart des principaux développements politiques de notre époque. L'éducation, la science et la culture sont partie intégrante d'un processus d'ensemble, et ne sourcient être traitées comme si elles étaient protégées par une tour d'ivoire. Le préammême de la Constitution de l'UNESCO évoque clairement la situa-

tion politique dans laquelle fut établie l'organisation, fondant son objectif sur le besoin de construire la paix dans les esprits. Dans une acception plus étroite, la « politisation » de l'UNESCO n'a pas commencé en 1974 mais, s'il fallait yraiment la doter, il faudraît remonter jusqu'à 1950 ou 1951, quand la Conférence générale et le conseil exécutif appuyèrent, sur la base d'une proposition américaine, la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU « Unis pour la paix » qui, à propos de la Corée, passait outre au veto soviétique au Conseil de sécurité, sujet dont le rapport avec l'éducation, la science et la

Une autre « politisation », et au plan institutionnel cette fols, intervient en 1954 quand la Constitution de l'UNESCO fut révisée, également sur proposition américaine, pour faire des membres du Conseil exécutif les représentants du gouvernement de l'Etat auquel ils appartiennent, au lieu de les laisser comme par le passé, et en tant que

servir à titre personnel, au nom de non en tent que représentants des On pourrait mentionner d'autres exemples de « politisation » : la Ré-

personnes compétentes dans les arts,

les humanités, les sciences, l'édu-

cation et la diffusion des idées,

* L'auteur a été membre, pandant dix ans (1963-1972), du secrétariat des Nations unies où il a travallié avec Sir Robert Jackson (Etude de la capacité du système de développement des Nations unies) et M. Maurice F. Strong (conférence de Stockholm sur l'environment), il a dirigé, en 1975, le projet Dag Hammarskjöld sur le développement et la coopération internationale.

publique de Corée (Corée du Sud) fut admise à l'UNESCO en 1950 et la République fédérale d'Allemagne en 1951, mais la République démocratique allemande dut attendre jusqu'en 1972, et la République populaire démocratique de Corée jusqu'en 1974. Les droits de la République populaire de Chine ne furent reconnus qu'en 1971, à la sulte d'une décision dans le même sens de l'Assemblée générale des Nations unles (5). Aucune de ces décisions ne saurait être rattachée à l'éducation, à la science ou à la culture. Elles montrent que la politisation > a été en viqueur pendant vingt-cinq ans, et que ce n'est qu'au moment où émerge une nouvelle majorité qu'on la déplore. Le problème n'est pas seulement

celui de l'isolement des Etats-Unia dans la communauté mondiele, c'est également celui des contradictions américaines internes. La décision de suspendre le palement de la contribution à l'UNESCO semble, en effet, reposer sur une base juridique fragile. Suivant le sénateur Case, le Sénat avait adopté un amen-

dement à la loi d'aide à l'étranger (Foreign Assistance Act, F.A.A.) Interdisant l'engagement et le palel'UNESCO à « n'importe quel titre ». Mals la contribution à l'UNESCO est inclue dans le budget du département d'Etat, et le règlement de la Chambre n'autorise pas des amendements à des décisions qui ne sont pas à l'ordre du jour ; en fait, la Chambre, suivant le représentant Bingham, ne désiralt interdire le palement de crédits qu'au titre de la loi d'aide à l'etranger. Cette divergence a été surmontée par le Congrès, dont la décision, reprodulte plus haut, utilise une formula-tion plus souple et n'est pas contrainante. Le gouvernement avait donc le choix, et il a pourtant décide de ne pas payer. Sa décision est clai-

nement américaln violalt un accord International. Selon la Constitution de l'UNESCO, ratifiée par les Etats-Unis, la conférence générale approuve le budget de l'Organisation et la répartition des obligations financières entre les Etats membres. Le budget et la répartition pour la periode 1975-1976, qui comportait une contribution américaine de 38,9 millions, ont été approuvés par la conférence, y compris la delegation américaine. Il n'y a pas d'échappatoire légale à un tel engagement - ce que reconnaît d'allieurs la Maison Blanche dans le cas du BIT (- toutes les obligations budgétaires seront pleinement honorées, comme l'exige la loi internationale (6) »). — mais, dans le cas de l'UNESCO, le gouvernement américain, simplement, n'a pas payé. Telle est, au-delà de toute discussion sur le contenu des résolutions de 1974, la raison qui incite à se demander si un système universei et démocratique est encore possible aux Nations unles.

(1) Le Congrès a récemment décidé d'autoriser le paiement du solds dù su titre de 1974. de manière à éviter que les Etats-Unia ne scient privés, cette ahnée, de leur droit de vote à la conférence générale de Nairobi (26 octobre 30 novembre), comme le prévoit la Constitution de l'organisation. (2) Document UNEP/GC/L 36 du mars 1976.

(3) La Force d'urgence des Nations unles au Proche-Orient (PUNU) fut établie par l'Assemblée générale en novembre 1956, après l'expédition franco-briltan nique contre l'Egypte. L'opération des Nations unles au Conco (ONIC) Nations unies au Congo (ONUC) a été décidée en juillet 1980 par le Conseil de sécurité. L'U.R.S.S. fondait son refus de participer aux frais de la FUNU sur le fait que sa création avait été décidée par l'Assemblée générale, et non par le Conseil de sécurité. Le 20 juillet 1962, la Cour internationale de justice a estimé que la charte donnait à l'Assemblée générale le droit d'imposer des obligations financières aux Etats membres. Mais les « réalités politiques à aboutient à un consensus en 1965, toujours en vigueur, qui exclut l'application de l'article 19 de la charte — suspension du droit de toujours en vigueur, qui exciut l'application de l'article 19 de la charte — suspension du droit de vote des Etats membres en returd dans le palement de leurs contributions — aux questions relatives à la FUNU et à l'ONUC. Qu'on le déplore ou non. ce précèdent ne saurait. en tout cas, être invoqué valablement par ceux des Etats membres qui refuseraient à leur tour d'appliquer le principe de la responsabilité collective. (Pour uns discussion de la responsabilité collective et du veto financier. cf. Mathdi Elmandira: The United Nations System: an Analysis, Paber and Faber. Londres, 1973, pages 213-219.1

(4) Et résumés dans uns longue section (pages 11-78) d'un travail de Daniei G. Partan, Documentary Study of the Politicization of UNESCO, préparé pour l'Académie américains des aris et des sciences, novembre 1975.

(5) A toutes ses sessions, de 1951

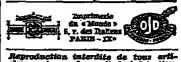
américalos des aris et des sciences, novembre 1975. (5) A toutes ses sessions, de 1951 à 1970, la conférence générals de l'UNEBCO a fidélement suivi la posi-tion américaine au sujet de la

TABLEAU !. — VOTES A LA DIX-HUITIEME CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO (1974) SUR JERUSALEM ET L'INCLUSION D'ISRAEL DANS LA REGION EUROPEENNE

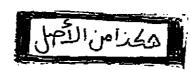
				lem (r	solution	3.427)			Europe	(amend	iement israélie		
Ĺ	Ensemble de la résolution							ragrapi	ae 3)	à la rés. 46.1)			
Groupes de pays	Nbre	a oni »	e non p	Abs- ten- tions	Ab- sents	a oul »	g non z	Abs- ten- tions	Ab- sents	e oui a	e non »	Abs- ten- tions	Ab- sents
L Asie oc- cidentale et Afri- que du Nord	19_	19				19					19		
2. A f r lque (sf Afri- que d u Nord) 3. Asle 4. Améri-	32 19	15 11		12 3	5 5	13		14 3	5 5	1	8 9	16 4	7 6
que lat. 5. Sub - to-	24	6	9	5	4	3	12	£	4	15	2	3	4
tal 2-4	73	32_	9	20_	14	27	_11_	23_	14	16	19	23_	17
6. Europe de l'Est. 7. Eur. de	ц	10			1	10			1		19		1
l'Ouest & Autres	23	3	13	5	2	3	16	2	2	14	1	4	4
pays (1).		<u> </u>		1					<u> </u>	4	<u> </u>		
9. TOTAL .	134	64	27	26	17	59	33	25	17	34	49	29	22



Edité par la S.A.R.L. Is Monde Gérapts:



Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438



. . .

.--

.

OCRATISÉE

1.12

- - -

Vote par blocs et domination d'un groupe

monde qui, en termes politiques, était qualitativement différent du nêtre. Elles comprencient cinquente et un membres — et cant quarante-quatre à la fia de 1975. C'était une création largement angle-sexonne ; la plupart des postes clés étulent occupés par des ressortissants des puitsances occidentales vic-toriouses : Etats-Unis, Angletorra et France. Le droit de veto accordé aux

cittq membres permonents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et U.R.S.S.) no fut, pendant la « guerre froide », qu'ane sorte de protection politique pour l'U.R.S.S., mais l'Organisation demeura sous la coupe de l'Occident en ce qui concerne aussi bien ses finances que son administration. que son administration.

Les choses commencèr nt à changer — très lantement — avec le « grand réveil », la fin de l'époque coloniele, et la conférence de Bancoung (1955), mais la prédominance politique fut maintenue. Avec l'atténuation de la « guerre froide » et la « détente », qui apparurent bientôt comme le début d'un condominium des deux super-paissances, le tiers-monde s'affirma progressivement.

Le « sommet » des non-alignés, réuni à Aiger en septembre 1973, la décision de l'OPEP un mois plus tard, la libération de l'Indochine, tous ces événements contribuèrent à une prise de conscience plus eigué de leur force chez les e damnés de la terre ». Les gouvernements du tiers-monde, qui avaient disposé de la majorité pendant bien des années, commencèrent à s'en servir dans les votes. Un tournant fut, à cet égard, la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (avrii-mai 1974) qui adopta la Déclaration et le Programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international (résolutions 3201 et 3202 (S-VI). Les quelques pays qui avalent pendant si longtemps dominé l'Orga-nisation n'étalent pas préparée à un tel changement, et ils réagirent avec mauvaise humeur, comme le montrent, par exemple, les propos de l'ambassadeur Scali, alors représentant permanent des Etats-Unis aux Nations unies, sur la « tyrannie de

A un niveau plus élevé, le secrétaire d'Etat, dans son discours de Milwaukee (14 Juillet 1975, avant la septième session extraordinaire). évoqua la « confrontation idéciogique, le vote par blocs, et de nou-velles tentatives de manipuler la charle » comme autant de menaces sur l'avenir de l'Organisation. L'Assemblée, dit-il, ne peut prendre des décisions légalement contraignantes, et pourtant des majorités numériques ont Insisté sur leur volonté et leurs objectifs même quand, en termes de population et de contributions financières, elles ne représentent qu'une faible pro-portion des membres. • Il es plaignit de « vote bisisés » ne reflétant pas la « réalité économique », de « la tendance des institutions spécialisées à se concentrer sur les problèmes politiques » et de la « lourde politisation - de l'UNESCO et du BIT. Il menaca de « guitter la scène », ne laiseant aux autres pays qu'une coauille vide ≥.

Une telle déclaration est surprenante pour gulconque a quelque connaissance des Nations unies. Que fut la résolution de 1950 sur la Corée, sinon une tentative (réussie) de « manipuler la charte »? Comment auralt-on pu exclure la Chine jusqu'à 1971 sans le « vote par blocs - ? Quelies sont les majorités qui ne sont pas « numériques .- ? Où sont les statistiques démographiques établissant que le tiersmonde « représente une petite partie des Etats membres »? Est-ce que trois résolutions concernant Israël quand les résolutions adoptées par la dix-huitième conférence générale remplissent un volume de près de deux cents pages - ou l'attribution au F.L.P. d'un statut d'observateur signifient une « concentration sur les problèmes politiques » ? En outre, M. Klasinger a tort quand il evoque la « réalité économique » ; la charte ne prévoit pas de vote pondéré en fonction d'une telle « réalité » mais, quand les Etats-Unis et les autres pays industrialisés le jugèrent aire, ils l'inscrivirent dans les tertes de base des institutions concernées, par exemple le PNUD e mondiale, où ils disposent de fait d'un droit de veto.

Plus récemment, dans un témoi gnage devant le Sénat (30 janvier 1976), le secrétaire d'Etat a exprimé sa position dans les termes polltiques les plus clairs, en termes de pouvoir :

« Le auccès de nos efforts dans la diplomatie Nord-Sud dépend égale-ment d'elforts plus systématiques de notre part pour faire en sorte que chaque pays en voie de développe-ment comprenne que nos relations bliatérales incluent l'attitude de ce pays à notre égard dans les réunions internationales et, en parti-culier, ses votes sur des problèmes de grande importance pour nous. J'el nandé à chacune de nos ambassades d'outre-mer d'Indiquer clairement au gouvernement auprès du-quel elle est accréditée que l'un des facteurs par lesquels nous mesu-rerons la valeur attachée par ce gouvernement à ses relations avec nous sera ses déclarations et ses La façon de voir de M. Kissinger

emble avoir été approuvée par un groupe qu'on aurait pu croire libé-- Il comprend notamment le professeur Gardner, de l'université Columbia à New-York, et le secrétaire de la Dotation Carnegle pour la paix internationale. Ce groupe a transmis à la commission des affaires étrangères du Sénat, en avril 1976, un rapport formulant des recommandations sur la politique des Etats-Unia à l'égard des Nations unies. De manière révétatrice, ce rapport approuve — quolqu'il comprenne par ailleurs quelques succestions intéressantes - le non-palement des contributions à l'UNESCO; Il repose sur la prémisse « du'il n'v e pas de déti plus important pour la politique étrangère américaine que de déterminer ceux des problèmes de l'interdépendance qui peuven encore être traités effectivement par les Nations unies et ceux qui ne le peuvent ». il critique l'évolution récente des Nations unies, notamment ce qu'il appelle « la rhétorique extrémiste sur les problèmes éconoiques », « l'incapacité d'agir » au sulet de l'Angola. « la comportement politisé des organes intergouvernementaux - et se fait l'avocat d'une « participation sélective » — er: particulier au plan financier des Etats-Unis dans le système des Nations unies. Cela signifie, notamment, que « la responsabilité pour l'action devra être conflée, dans toute la mesure du possible, à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à un GATT réformé et renforcé, et à d'autres institutions où les intérêts américains peuvent être convenablement proté-gés » ; cela signifie aussi un « réexamen de l'utilité des institutions des Nations unles, de manière à déterminer si elles continuent à promouvoir les principaux intérêts des Etats-Unis et du monde ». Cela pourrait conduire les Etats-Unis à se ratirer de certaines d'entre elles et à - prendre l'Initiative d'organiser des groupes nouveaux et plus contro-jables qui reflètent nos intérêts et soient mieux en mesure de traiter des problèmes mondiaux ». Enfin, le rapport suggère d'en appeler sux « modérés et aux « pragmatistes » du tiers-monde, c'est-à-dire une poiltique de division du tiers-monde, laquelle, dit-li, « a bien réussi »

ordinaire de l'Assemblée générale, et la création d'une - coalition officieuse de l'ordre mondial » dont le noyau comprendrait les Elats-Unis, leurs alliés européens, le Japon et les pays en voie de développement < sympathisants ».

Face à de telles positions, qui sont la négation des principes mêmes de la charte des Nations unles, il revient, ironiquement, à M. Moynihan d'exprimer une réaction plus saine quand, avant de devenir délégué permanent des Etats-Unis aux Nations unies, il écrivait ce qui suit :

- Nous assistons à l'émergence d'un ordre mondial dominé arithmétiquement par les pays du tiers-monde. Cet ordre est déjà trop avancé pour que les Etats-Unis, ou toute autre nation, puisse penser à en sortir. Cela ne se peut. On peut devenir un dévient dans cette soc mondiale naissante. Un hors-la-loi. Mais I'on v demeure. Il n'v a pas

Les Nations unies furent créées, à la lors de la septième session extra-fin de la guerre de 1939-1945, dans un ordinaire de l'Assemblée générale, nation, qui dérive en premier lieu de la nouvelle réalité internationale. Cette réalité ne correspond pas davantage à cette sorte de monaces péniblement Impuissantes parfois entanduas au suiet du « trêtrait » des Etats-Unis, (Dans une telle situation) n'est-il pas raisonnable d'envisager au plan international une situation quasi parlementaire (dans le contexte de laquelle) LES ETATS-UNIS PASSENT A L'OPPOSITION (souligné par M. Moynihan). Tel est notre sort. Nous sommes une minorité. Ce n'est une siluation ni sens précédent, ni intolérable. La question est ce que nous en taisons. (...) Passer à l'opposition exige d'abord que nous reconnaissions qu'il y a une idéologie particulière à l'œuvre dans le tiers-monde, et qu'elle a sa propre histoire et sa propre logique ; (cela exige) également un changement dans le rôle des porte-parole des Etats-Unis (7) ».

Telle est la situation au plan poli-

tique. Elle est claire : il y a maintenant dans les organes délibératifs du sys-tème des Nations unies, souf au Conseil

Le financement et les formes subtiles

de sécurité, une majorité constituée principalement par les pays — opparte-nant ou tiers-monde ou industrialisés — qui ont décide de mettre en œuvre le nouvel ordre international. Personne ne s'attend évidemment que la minorité, à commencer par les États-Unis, du droit de veto accepte toutes les positions de la majo-rité, lesquelles — à ce plan — na sont de toute manière pas contraignantes. Il est légitime pour les Etats-Unis, et pour tout autre pays, d'être en désoccord — comme ce fut le cas récemment aux conférences de Nairobi, Vaucouver et Genève. Cela devroit pourtant s'appliquer à l'ensemble du système. En d'outres termes, la logique politique de la situation voudruit que les membres permanents du Conseil de sécurité

renoncent à leur droit de veto — une décision qui contribuerait grandement à la démocratisation des Nations unies.

La discussion est demeurée jusqu'à présent ou plan législatif.
Ce qu'il ne faut pas oublier, cependant, c'est que la domination du « centre » sur le système ne s'est jamais arrêtée à ce niveau. Le fait et que anudeit de vete le centre » qu'elle de vete le centre » est que, au-delà des votes, le « centre » a maintenu jusqu'à aujourd'hui et à toutes fins protiques deux autres droits de veto, par le biais des finances et de l'administration.

En ce qui concerne les finances, la plus grande partie des ressources du système proviennent des pays industrialisés — une cituation qui ne peut que continuer, malgré certains ejustements, pulsqu'ils eont les plus riches (actuellement, par exemple, la moitié du budget de l'UNESCO est financée par les Etats-Unis, le Japon la République fédérale allemande, la France et le Royaume-Uni ; 16 % par les autres pays Industrialisés; 13 % par ceux d'Europe orientale et 21 % par le tiers-monde). Cependant, dans un système démocratique, contributions financières et prises de décisions sont choses distinctes. Tout le monde pale des impôts, y compris l'opposition, mais les déci-sions sont prises par la majorité. Les décisions sur le programme et le budget, quelle que solt l'origine des ressources, sont obtenues sur la base : un pays-une voix. Le forum pour les discuter est offert par les nombreux organes législatifs du système, qui délibèrent publiquement. Cependant, comme tout fonctionnaire international informé et honnète en témoignerait, les choses Au cours de discussions privées, à Washington ou au siège des secréntants des Etatstariats, les représe Unis evercent une influence non seulement sur l'usage des contributions américaines, ce qui est déjà inacceptable, mais sur la manière dont la totalité du budget d'une organisation est utilisée. Dans un système des Nations unles qui serait moralisé, cela ne saurait demeurer plus longtemps la prérogative d'aucun gouvernement ou groupe de gouvernements, qu'il appartienne à la majorité ou à l'opposition. Les orientations et le contrôle s'exerceralent publiquement, démocratiquement.

Le « troisième veto » est plus subtil. Il s'exerce par la présence aux postes clés du secrétarial — qui ne sont pas toujours les plus visibles de resportissants du « centre » (ou. parfois, de citoyens nominaux du tiers-monde), en situation d'influencer, cans avoir à en rendre compte, la mise en œuvre réelle des décisions des organes législatifs. Une analyse critique rigourause du processus réel de fonctionnement des secrétarists révélerait ciairement le mécanisme, il n'y a probablement que très peu de cas évidents de violation de l'article 100 de la charte, qui précise que « dans l'exercice de leurs tonctions, le secrétaire général

et le personnel ne solliciteront ni n'accepterent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation », puisque, en réalité, le - troisième veto -opère d'une manière routinière. Les fonctionnalres internationaux ne sont pas de purs esprits; ils sont, en général, culturellement et politiquement déterminés. Il y en a un certain nombre, aux postes de commande réels, qui se contentent d'agir — ou d'empêcher les autres d'agir - en fonction de leurs propres valeurs et de leurs intérêts nationaux. Jusqu'à ce jour, même si les exceptions deviennent plus nombreuses, il n'y a guère de postes clés, dans les secrétariats, qui ne solent soumis à l'influence du département d'Etat ou d'une puissante mission permanente des Etats-

Le tableau il montre à cet égard que plus de la moitié (54 %) du personnel de la catégorie des professionnels au secrétariat des Nations unies sont des ressortissants des pays industrialisés - et même นก sur cing est américain. -- tandis que le tiers-monde n'occupe qu'un tiers des postes. L'Angleterre et la France, seules, occupent autant de postes que chacune des grandes des pays occidentaux est plus marqué et la présence du tiers-monde plus faible, au niveau des directeurs (57 % et 31 %). Qui contrôle le secrétariat? Les deux tiers des fonctionnaires des services financiers et du personnel sont originaires des pays industrialisés occidentaux ; les Etats-Unis seuls en ont presque autant (25 %) que l'ensemble du tiers-monde (26 %). Ici encore, l'influence de l'Ouest est plus marquée. et celle du tiers-monde est encore plus modeste, au niveau des directeurs (76 % pour le Nord, 16 % pour le Sud). Une analyse semblable du personnel des institutions spécialisées révélerait probablement une structure analogue. En réalité, comme un ancien secrétaire général adjoint l'écrivait il y a dix ans, « les Nations unies ne sont cas une organisation internationale, mais une dépendance des Etats-Unia (8) ». Dans un système démocratique, cela devrait évidemment changer Rien ne justifie la position privilégiée du « centre » — qu'il soit dans l'opposition ou non - au sein des secrétariats.

Pour une véritable démocratisation

Un système des Nations unies démocratique exigerait donc qua chacun des Etats membres respecte ses obligations statutoires, accepte d'être mis en minorité et s'abstienne de toute prédominance inconstitutionnelle sur la pro-gramme et le budget de l'organisation. Un changement si radical ne se fero pas d'un jour à l'autre. Une attitude plus réaliste du « centre », c'est-à-dire la reconnaissance de la nouvelle situation et le respect des règles du jeu qu'il a lui-même établies, serait certainement

un pes important, mais une politique qui l'escompterait se détruirait elle-même. Le changement est possible, mais la responsabilité de la décision et de l'action à mener en incombe à la nouveile majorité.

La nouvelle majorité est voste. Elle comprend les pays industriala nouvelle majorité est voste. Elle comprena les poys industria-lisés, petits ou moyens, qui out besoin des Nations unles et ne peuvent accepter qu'elles soient dirigées par le « centre » ni par le condominium des super-puissances qui se dessina. Cette majorité a commencé à s'affir-mer. Elle peut aller plus loin sur la base d'un projet, d'un programme

Le projet, en termes généraux, a été formulé par le « sommet » des non-alignés qui s'est réuni à Alger en septembre 1973 et par l'Assemblée générale des Nations unies.

Soulignant que les structures internes de l'ONU continuent d'être inadéquates, et lançant un appel à la communauté internationale pour que soit rédonnée - à l'objectif du développement la place qui lui revient dans les activités du système des Nations unies, le « sommet » d'Alger invita le secrétaire général à convoquer une - session extra-ordinaire de l'Assemblée générale è un haut niveau politique qui serai consacrée exclusivement aux problèmes du développement, y compris la revitalisation des structures (9) -.

A la suite de cette initiative, l'Assemblée générale, par ea résolu-tion 3172 (XXVIII) du 17 décembre 1973, décida la réunion d'une telle session, afin, notamment, de commencer - à procéder aux modifica tions de structure nécessaires et appropriées pour faire de l'ensemble des organismes des Nations unies un instrument plus efficace pour la coopération économique mondiale ». En outre, par sa résolution 3343 (XXIX) de décembre 1974, l'Assemblée pria le secrétaire général de nommer un petit groupe d'experts de niveau élevé chargés de soumettre - une étude contenant des propositions relatives aux modifications de structure à apporter au système des Nations unles en vue de le rendre pleinement apte à traiter dans une optique d'ensemble les problèmes de coopération économique internationale ..

Le travail de ces experts, dont certains ont été associés au projet Dag Hammarskjöld sur le développement et la coopération internationale (10), aboutit à un rapport intitulé« Nouvelle structure des Nations unles pour la coopération économique internationale = (11) qui dolt plus d'un trait au rapport Jackson de 1969 — l'étude de la capacilé du système de développement des Nations unles (12). Ce rapport ne fut cependant que peu discuté lors de la septième session extraordinaire qui se réunit à New-York en sep-tembre 1975, blen que la plupart doe déléas besoin de la restructuration et se soient télicitées des propositions des experts. En fait, cette session extraordinaire chargea un comité ad hoc sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations unies d'étudier le problème plus avant et de faire rapport à la session de 1976 de l'Assemblée générale. Le comité ad hoc a examiné, cet été, un texte officieux qui fait la synthèse des propositions soumises à son pré-

Ainsi, si le projet est indiqué, le programme n'est pas encore formulé. il serait trop long de présenter ici tous les éléments de la discussion. L'essentiel est peut-être que la crise financière actuelle offre une occasion d'allèger le système au niveau des organismes intergouver-nementaux comme à celui des secrétariats, ce qui implique, notam ment :

 Une redéfinition plus précise des fonctions du système des Nations unies en tent que :

- Forum universel pour la discussion des problèmes globaux. - Instrument de négociation (comme s'y engage is CNUCED depuis sa récente conférence de

 Réseau cohérent d'institutions spécialisées au service d'une coppé-

■ Une concentration des organes délibératifs sur des problèmes concrets et des décisions qui puls-sent être mises en œuvre et contri-buent à l'établissement du nouvel ordre international:

■ La décolonisation des secrétariats de manière à les rendre capables d'appliquer à leur niveau les décisions Votées démocratiquement, à commencer par le nouvel ordre international, la charte des droits et devoirs économiques des Etats et

• Des coupes radicales dans le personnel, les réunions et les publications en nombre superflu, comme une décision récente de la F.A.O. en suggère la possibilité

L'étude sérieuse de la possibilité et des modelités d'un financement automatique de l'ensemble du système,

Parallèlement à la formulation d'un programme, domaine dans lequel il apparaît que le comité ed hoc a falt quelques progrès, il serait également important de délinir une stratégie. Ce n'est sans doute pas par accident — mais parce qu'une stratégie faisait défaut — que la septième session extraordinaire n'a pas discuté vraiment à fond de la restructuration. alors qu'une occasion s'offrait à elle de prendre des décisions très concrètes pour exécution par un secrétariat qui est à son service.

Cependant, les choses pourraient changer bientot. Il ne serait pes surprenant, à ce propos, que la cinquième commission de l'Assemblée générale (questions administratives et budgétaires) commence à se » politiser » Cela signifierait que la majorité, utilisant désormais plus pleinement les potentialités de la situation, prendrait également des mesures concernant le secrétariat. Cela est d'autant pius possible que dans ce domaine, contrairement à ce qui se passe au plan politique, ses décisions sont contraignantes.

ples au niveau tactique, si la majorité était d'avis que les activités des Nations unies doivent être davantage décentralisées et que commissions régionales ou la CNUCED doivent disposer d'une plus grande autonomie, rien ne saurait empêcher le cinquième commission d'en décider ainsi, à la majorité. Ou bien, dans une situation où la contribution américaine à un fonds voloniaire comme celul du PNUD n'est plus prédominante, la nouvelle majorité, qui comprend les pays ecandinaves et la Hollande, pourrait contribuer à réorienter les programmes d'aide

Parce qu'elles éclairent les situations, les crises sont aussi des occasions d'agir. Pour la première fois de son histoire, le système des Nations unles peut être démocratisé -si la nouvelle majorité le veut.

MARC NERFIN.

TARIFALI II -- PERSONNEL DE LA CATEGORIE PROFESSIONNELLE AU SECRETÀRIAT ARMORIAL GRAYEUR _ MAROQUINIER M. FG-5T-HOHORE 21 bb, BD RASPAIL . 26, AV. VICTOR-HUGO PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT - PARIS

IABLEAU II, FI			TIONS						
Rang	Secrétaires généraux ad- joints et sous- socrétaires généraux (1)	D2	DI	P5	P4	P3	P2	P1	Total
1. Stats-Unis 2. France et Angletarre 3. Autres occidentaux 4. Sub-total 1-3 5. U.R.S.S.	3 2 9 14 1	11 11 14 36	35 33 46 114	69 52 96 217 20	105 52 136 293	116 54 130 388 49	120 43 109 272	7 12 18 37	468 259 558 1 283
6. Azires pays d'Europe de l'Est	2 3	13	- 8 - 18	18 38	43 109	17 66 63		3_9	97 278
8. Afrique 9. Asie 18. Asie occidentale 11. Amérique latine 12. Sub-total 8-11	7 4 2 4 17	8 1 6 19	12 29 6 15 62	31 53 9 38 131	61 58 15 62 196	64 19 53 190	63 46 6 50 165	16 2 14 41	250 278 51 242 821
13. TOTAL	34	68	194	386	598	556	465	81	2 382

(1) Il s'agit habituellement de nominations politiques. Sources : Nations unies, Composition du secrétariat, document A/9724, tableau 8.

(7) Une attitude dont il a précisé par allieurs qu'elle consisterait à c encoyer au diable > (a raising hell >) le tiers-monde (New York Times, 27 février 1875) et qu'il a lui-même épousée quand il était délégué permanent des Etais-Unis aux Nations unies. L'article cité ci-dessus a paru dans la revue Commentary en mans 1975.

(8) Hernane Tavares de Sa. The Play within the Play: The Inside Story of the United Nations, cité par Conor Cruise O'Brien dans The United Nations : Sacred Drama, Elmon and Schuster, New-York, 1968.

(9) Nations unies, document A/9330 reproduisant les documents officiels de la quatrième conférence des chets d'Etai ou de gouvernement des pays non alignés.

(10) Rapport de la Pondation Dag Remmarshibild 1975 sur le dévelop-

ment des pays non alignés.

(10) Esport de la Pondation Dag
Hammarskjöld 1975 sur le développement et la coopération internationais : Que /aire - un autre développement, in Development Dialogue,
Uppsals, 1975.

(11) Nations unles, document
E/AC.62/9.

E/AC.52/9.

(12) Sir Robert Jackson, Etude de la copacité du système des Nations unies pour le développement, Nations unies, document DP/5, Genève, 1969, deux volumes. (13) Nations unles, document officieux CRP/Ch./1 du 12 juin

(14) Le conseil de la P.A.O. a adopté, en juillet dernier, une proposition du nouveau directeur géné-ral de l'organisation d'abolir trois cent trente postes, d'annuler cent cinquante-cinq réunions et de sus-pendre quatre-vingt-quatorza pu-bileations.

Crise économique et renforcement de l'opposition officielle

LES MILITAIRES BRÉSILIENS FACE AUX PIÈGES DE LA « LIBÉRALISATION »

La solidité du régime militaire est devenue un suiet de préoccupation pour les milieux d'affaires qui traitent avec le Bresil. La crise économique laisse en effet éclater au grand jour les faiblesses du système politique. Visiblement, l'électorat populaire a choisi depuis deux ans de jouer le jeu de la « libéralisation » en accordant ses suffrages au Mouvement democratique brésilien (M.D.B.), le seul parti d'opposition qui soit reconnu. Mais ce parti devient alors un partenaire gênant pour le régime soucieux de se ménager une façade démocratique sans toucher aux structures mises en place après le coup d'Etat mili-taire de 1964.

A gravité de la situation économique du Bresil a cessé d'être un sujet tabou. Elle est maintenant publiquement admise par le gouvernement et soigneusement prise en compte par les milieux financiers occidentaux qui, faisant la part du risque, renchérissent les conditions de leurs prêts. A lui seul, le service de la dette extérieure (23 milliards de dollars) va immobiliser 4,5 milliards de dollars en 1976, soit la moitié des recettes d'exportations prévues pour cette année. Dans le pays, le taux d'inflation doit

atteindre 50 %, alors même que le taux de croissance fléchit régulièrement : de 10 % en 1974, il est tombé à 4 % en 1975 et ne devrait pas dépasser 2 % en 1976. Il s'ensuivra, pour la première fois car la population brésilienne continue à s'accroître au sythme de 3 % l'an (1). Certes, d'autres pays en voie de développement, tels les Philippines, le Mexique, l'indonésie, se trouvent dans une situation d'endettement chronique similaire à celle du Brésil. Cependant, la vulnérabilité de de sa dépendance, encore plus marquée. à l'égard du marché international. A part le pétrole, qui représentait 23 % des importations en 1974, ce sont les machinesoutils et les minéraux non ferreux qui accaparent l'essentiel (46 % en 1974) des achats brésiliens à l'extérieur. Aussi le gouvernement avait-i mis sur pied un plan d'investissements destiné à augmenter la capacité de production nationale dans ces deux derniers secteurs. Mais l'aggravation récente de la situation économique l'a contraint à diminuer de 40 % les investissements publics prévus pour 1977, réduisant du même coup les instruments dont il comptait se doter pour lutter contre la dépendance extérieure. Après des années d'Imprévision et de gaspillage, le gouvernement brésillen se comporte aujourd'hui comme une ménagère qui, pour se chauffer, brûlerait portes et fenêtres

La physionomie de la dette

L ES banques occidentales opérant sur le marché des eurodollars, où le Brésil a accaparé à lui seul 26 % des prêts concédés en 1975 à cinquante et un pays du tiers-monde, cherchent désormais à obtenir davantage de garantles pour leurs interventions au Brésil (2). Ainsi. fait sans précédent, en décembre de l'année dernière, des banques commerciales s'associèrent à la Banque mondiale dans le but de disposer d'une garantie supplémentaire pour un prêt de 150 millions de dollars accordé à ce pays. Par ailleurs, il n'est pas exclu que, selon l'exemple récent du Zaîre, le gouvernement brésilien demande prochainement la réunion de ses créanciers pour entreprendre une renégociation de sa dette extérieure.

Sur ce plan, le changement fondamen-

dans la physionomie de l'endettement extérieur de certains pays en voie de développement, tels le Brésil ou le Mexique, n'est pas sans conséquences politiques. Traditionnellement, les emprunts de ces pays étaient alimentés en majorité par la Banque mondiale, le Fonds moné taire international, les banques régionales de développement et autres institutions de crédit gérées par des organisations Internationales. Cependant, dès le début des années 70, les banques privées ont de prêts, tendance qui a pu s'accentuer à partir de 1973 avec l'afflux des dépôts en provenance des pays producteurs de pétrole. Aujourd'hui, 43 % de la dette extérieure brésilienne et 50 % de ceile du Mexique reviennent à des banques

S'inquiétant de cette évolution, le sénateur Frank Church, président de la souscommission du Sénat américain sur les que le Congrès pourrait être amené à concéder des aides financières à certains

pays dans le seul but de garantir la soivabilité du système bançaire américain... Les difficultés causées à la fin du slècle demier à la Banque Barings par la cessation des paiements argentins offrent un précédent historique qui devrait inciter à la prudence. Le prix Nobel d'économie Vassily Léontieff n'a-t-il pas raconté un jour comment lui-même, alors qu'il était conseiller économique du gouvernement chinois, lui avait suggéré de déclarer la banqueroute : de toute manière, les chel'aide de prêts étrangers resteraient en Chine. Sans en arriver là, un gouvernement brésilien tant soit peu nationaliste pourrait retourner sa propre insolvabilité contre ses créanciers et s'assurer d'une

Pour l'actuel gouvernement de Brasilia. la perspective d'une renégociation de cette dette n'est pas un signe de réussite. Mais on imagine l'arme redoutable qu'elle offrirai' à des dirigeants guidés par d'autres orientations politiques.

marce de manœuvre olus large pour négo-

cier le remboursement de sa dette exté-

D'ores et déjà, le montant des prêts et des investissements occidentaux a atteint le seuii à partir duquet on s'interroge sur la viabilité politique du réglime qui en bénéficie. Et les milieux financiers intercomptes de la nation et les movens dont dispose le gouvernement de Brasilia pour assurer sa propre continuité. Ainsi s'explique, sans doute, l'attention avec laquelle ont été suivies à l'extérieur les élections municipales du 15 novembre, dont l'enjeu n'aurait en temps normal suscité qu'un Intérêt minime. A la faveur de la crise économique, les analystes occidentaux s'aperçoivent en effet que le système politique instauré après le coup d'Etat milltaire de 1964 comporte de dangereuses

Un système électoral sur mesure

D EVANT un auditoire médusé, un universitaire brésitien proche du gouvernement affirmalt récemment à Oxford que « le régime brésilien ne pouvait pas se démocratiser, car il perdrait alors se tégitimité - : la formule traduit bien la confusion idéologique dans laquelle s'empêtrent les milieux officiels de Brasilla. mais, en même temps, elle résume parfaitement le caractère hybride du système politique actuel.

Après l'échec de deux premières tentatives en 1955 et en 1961, les militaires s'associèrent à la droite traditionnelle pour monter de nouveau à l'assaut du pouvoir en 1964. Précédé de manifestations des classes moyennes dans les arandes villes, selon une méthode au allait être de nouveau employée au Chili en 1973, le coup d'Etat d'avril 1964 résulta d'un compromis entre la droite civile et les militaires. Ce pacte fut matérialisé par le système électoral mis en place depuis tors au Brésil.

A la suite de purges qui ont éloigné du Parlement et de la vie politique des centaines de leaders progressistes, mais aussi des modérés comme l'ex-président Juscelino Kubltschek, les partis politiques traditionnels ont été dissous et un bipartisme a été instauré. Face au parti officiel. l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA), Mouvement démocratique brésiller (M.D.B.) devait devenir le moyen d'expression de l'opposition tolérée par le régime. Parallèlement, des mesures furent torat populaire dans la vie politique : les élections directes à la présidence de la République, aux gouvernements des Elats et à des centaines de mairies furent supimées. Il revint au Parlement et aux assemblées des Etats de nommer respectivement le président de la République et les gouverneurs des Etats : simple formalité, dans ces enceintes restreintes du pouvoir, consistant à homologuer la dési-gnation des candidats officiels. A leur tour, les maires de certaines villes considérée. comme « stratégiques » durent être

111

Deputs lors, le suffrag. direct ne peut s'exercer que pour élire les membres du Parlement des assemblées des Etate et les dirigeants des municipalités non « stra-

tégiques -. Dans l'esprit des militaires et des juristes de droite, ce système électoral devait créer une démocratie de façade, où un parti officiel, l'ARENA, permettrait l'institutionnalisation progressive du pouvoir face à une opposition contrôlée et fermement tenue à l'écart des véritables centres de décision. Dans la mesure où les faveurs de l'administration ne pourraient être obtenues qu'à travers les locaux et régionaux de l'ARENA, le parti officiel paraissait assuré d'une large clientèle, faute d'avoir une véritable audlence politique au sein de la population. La nouvelle législation électorale pouvait ainsi sauver l'illusion du pluralisme, en reconnaissant l'existence de deux partis bien distincts qui, au demeurant, exclualt toute possibilité de combinaisons locales au bénéfice de candidats n'avant pas la confignce du régime.

Mais, depuls quelques années, cette belle construction a produit des résultats tout à fait opposés à ceux qu'escomptaient les militaires. Trois séries de phénomènes expliquent ce renversement de situation. Tout d'abord, pour que l'ARENA puisse jouer son rôle d'Intermédiaire entre l'ad-ministration et la population, il eût été souhaitable que les tâches qui lui étaient dévolues fussent clairement définies par le gouvernement et acceptées par l'entaire. Ce ne fut pas le cas.

L'autoritarisme grandissant, surtout sous la présidence du général Medici (1969aux technocrates de ravir à leur profit le pouvoir dans l'Etat, au détriment des organismes à travers lesquels devait théoriquement s'institutionnaliser le régime. Tenus à l'écart per l'administration, les élus de l'ARENA n'ont pu s'affirmer comme les distributeurs des faveurs de l'Etat ; l'Implantation nationale du parti s'en trouva naturellement affectée. En outre, la

Par JULIA JURUNA

récession économique, dont les effets vint entraver la réalisation de projets spectaculaires et de réalisations de prestige dont le régime comptait se prévaloir.

Un élément supplémentaire, propre à la sociologie électorale brésilienne et dans lequel le populisme avait trouvé ses racines acheva de gripper le mécanisme politique institué par les militaires : les masses défavorisées exercent une telle pression à la base de la pyramide sociale que l'opposition, dans la mesure où elle offre une possibilité de contestation fût-elle populiste - au système social et

TOUTES les dispositions introduites pour faciliter l'essor de l'ARENA favorisent maintenant le M.D.B. La fidélité obligatoire à la légende du système bipartite empêche les élus du M.D.B. de céder aux sirènes gouvernementales ; le bipartisme donne au M.D.B. les caractéristiques d'un rassemblement d'opposition, facilitant l'organisation d'un front réunissant les diverses factions de l'opinion démocratique et progresslate.

Des études portant sur les résultats des élections de 1974 contribuèrent d'autre part à lever certains doutes qui pesaient. et pas uniquement au sein de la droite. sur la réalité du suffrage populaire au Brésil. L'examen statistique du vote populaire dans les grandes villes démontra, en effet, que cette partie de l'électorat avait perçu très nettement les enjeux politiques des élections législatives. Les couches populaires, qui jusqu'alors avalent marqué leur opposition au réglme par des votes blancs ou nuis (la législation brésilienne n'autorise pas l'abstention), sont revenues sur leu- position, accordant désormais leurs suffrages au parti d'opposition (5). C'était infliger un cuisant démenti aux idées, fort répandues dans la classe dominante, voulant que les partis politiques soient des formes institutionnel tées à la réalité brésilienne. Du même coup, certains secteurs de l'opposition, conception élitiste fondée sur le « retard culturel - des masses, ont dil revoir leurs

Le M.D.B. avait donc prouvé qu'il était capable de symboliser une opposition au régime. Seralt-il en mesure de représenter efficacement les forces sociales qui le soutenalent? Les d'irigeants de ce parti parurent les premiers surpris par l'étendue de feur succès de 1974. Ils revenaient, en effet, de très loin. Les leaders politiques qui, en 1965, créèrent le parti, étalent conscients du scepticisme qui entourait leur initiative. En 1966, pour protester contre l' « élection » du général Costa e Sliva à la présidence, ils envi-La renaissance de 1974 a donc provoqué une véritable mutation au sein de cette formation politique ; il s'agissalt de toute évidence d'un mouvement en profondeu de l'électora qui changeait les données de la politique brésilienne. Mals comment déployer une opposition nationale au régime sans s'attirer ses foudres?

« La révolution de 1984 a éclos pour maintenir et pertectionner le régime démocratique au Brésil »: telle est l'interprétation que donne le M.D.B. du coup d'Etai qui a porté les militaires au pouvoir (6). Cette phrase résume bien les ambiguités qui existaient parmi les forces sociales ayant collaboré au renversement du gouvernement Goulart. Elle montre aussi l'habileté manœuvrière de l'opposition parlementaire brésilienne.

Certains commentateurs observent que les périodes de légalité constitutionnelle on été relativement brèves dans le Brésil contemporain et que, d'autre part, l'exercice du suffrage universel a été trop souvent entaché d'irrégularités pour s'enraciner solidement. La réalité est plus complexe. Il faut d'abord noter que l'absence de tradition démocratique n'exciut pas une tradition et une pratique nentaires qui sont, peut-être, parmi les plus vivaces en Amérique latine. Au contraire de ce qui se passe dans les pays européens, et plus proche en cela de la vie politique américaine, le Pariement brésilien, très actif dès le début du dix-neuvième siècle, est le lieu où s'affrontent les intérêts régionaux plutôt que les classes sociales. A l'Intérieur du pays, les diversités régionales ont toujours posé aux partis politiques des problèmes d'organisation « horizontale » aussi considérables que ceux de l'organisation « verticale -, liés quant à eux à la définition d'objectifs communs aux différents groupes sociaux. Ainsi, au moment même où le mécanisme de cooptation des élites eu seir de la classe dirigeante se trouve bloqué par la diversité des intérêts sectoriels engendrée par la crise écono on eurait tort de sous-estimer l'habileté ctique des politiciens traditionnels à la tête du M.D.B. Il existe maintenant des conditions objectives favorisant le railiement de l'électorat populaire à un parti politique endurci par les riqueurs de l'osdisposant d'une large expérience parlementaire. L'apparition d'un nouveau parti travaliliste qui, au contraire du P.T.B. de Vargas et de Goulart, naîtraît et grandirait dans l'opposition, constituerait un événement politique d'une importance considérable au Brésii. Le M.D.B. est-l capable d'opérer cette mutation politique ? Les élections municipales du 15 novembre ont apporté quelques éléments de réponse. il convient tout d'abord de rappeler que

économique en place, est assurée de gagne: les élections (4).

En 1974, lorsque le général Gelsel ralance de la politique d'institutionnali-sation du régime. Dès sa nomination, le nouveau président fait appel à l'- imagi-nation créatrice des politiciens ». Il faliut cependant se rendre à l'évidence : l'ARENA n'était plus un outil efficace pour accom-plir les grands desseins du régime. A la surprise de tous, en effet, les élections législatives de 1974 tournérent à l'avantage du Mouvement démocratique brésijien, qui recueillit 61% des suffrages. Depuis lors, la mécanique électorale s'est retournée contre ceux qui comptaient en

Le bipartisme contre le régime ché le M.D.B. d'organiser des directoires municipaux dans le tiers des villes concernées par les élections. Dans un quart de ces mêmes villes, le représentant de l'ARENA était candidat unique. Par alleurs, certaines villes industrielles importantes, comptant une forte majorité d'électeurs ouvriers qui avaient opté pour le M.D.B. en 1974, étalent désormais considérées comme « stratégiques » et, à ce titre, exclues des élections, leur maire étant directement nommé par le gouvernement. L'ARENA était ainsi assurée des le départ d'une forte avance et du contrôle d'un nombre important de mairies. D'autre part, après son échec aux élections législatives de 1974, pour une large part attricommunication de masse avalent exercée sur l'électorat rural (l'usqu'alors soumis au contrôle des propriétaires et des autori-

> Majoritaire dans les grandes villes, le M.D.B. a vu son influence se tasser auprès de l'électorat rurai et des petites villes. Sans doute les enjeux purement locaux de ces élections ont-ils limité les effets dynamiques que le bipartisme imprimait à l'opposition représentée par le M.D.B.; dans de nombreuses villes, candidats de l'opposition et du gouvernement menèrent une campagne qui ne les distingualt guère

gande par voie de radio et de télévision.

Autant de détails qui affaiblissent singu-

lièrement la portée du succès obtenu par

l'ARENA avec une majorité de 54 % des

De surcroît, l'effacement partiel du caractère oppositionnel du M.D.B. explique la recrudescence du vote nul dans certaines régions. Il est significatif à ce propos que la majorité des deux cent quarante mille bulletins nuis (soit 12 % des suffraces exprimés) enregistrés dans l'aire de Rio-de-Janeiro aient porté la mention = leijao prêto = (haricot noir). allusion à la pénurle et à la hausse du prix de cette denrée de base de l'alimentation populaire au Brésil, à l'origine de

Cette désaffection partielle de l'électorat montre en tout cas que le mouvement d'adhésion populaire au M.D.B. pourrai: ne cas être durable. A défaut d'un encadrement régional efficace, l'impiantation du parti a été difficile dans certaines régions. Cependant, le problème majeur découle des limites qui sont imposées à son action par les autorités militaires. La situation de « libéralisation en sursis » dans laquelle vit le pays freine le mouvement de rénovation des structures du M.D.B. qui s'imposait après sa poussée de 1974. Son appareil est en grande partie aux mains de politiciens qui ont pratiqué une opposition juridique for-

uses adhésions nouvelles recuei:lies par le parti s'expliquent par des rivalités régionales sans grand rapport avec les options politiques progressistes inscrites dans son programme. Et lorsque je couperat du gouvernement tomba sur quelques-uns des élus du parti, cassant leurs mandats de députés, les réactions de l'appereil ne furent que mitigées. Le reflux d'une partie de l'électorat enregistré le 15 novembre n'est pas pour déplaire à ceux qui, au sein du M.D.B., craignait la montée de nouveaux leaders régionaux sous la pression de la base.

li existe ainsi une réelle dichotomie entre l'appareil du M.D.B. et la vitalité de sor électorat. Néanmoins, la prudence de sex dirigeants ne constitue qu'une mince garantie pour le régime. Les dangers potentiels représentés par cette oppositior sont multipliés par les effets d'entraînement qu'elle provoque à tous les niveaux de la société civile. La détente introduite dans le climat politique par la poussée du M.D.B. en 1974 a încité ici et là dans le pays des juges, des médecins, des haute fonctionnaires à sortir de la réserve qui leur était imposée par la répression pour dénoncer les tortures, la coronation des fonctionnaires et les abus de toute sorte qui gangrénent le corps

Cela explique que les militaires son-gent de nouveau à modifier le système électoral, éliminant cette bombe à retardement que pourrait constituer le M.D.B. s'il poursulvait sa progression lors de prochaines élections nationales. La création de trois ou quatre nouveaux partis pourrait venir à bout des risques que comporte la situation actuelle. Un parti du centre, formé par les éléments des anciens partis conservateurs, le P.S.D. et l'U.D.N., fournirait la base d'appui du gouvernement Geisel. A sa gauche seraient solés, dans une formation qui serait la cible toute désignée de la répression, les éléments progressistes de l'ancien P.T.B. et de l'actuel M.D.B. Tandis que, servant de repoussoir à l'opinion démocratique, se constituerait à droite un parti regroupant les partisans de l'ancien président Medici et d'autres éléments fascisants qui combattent actuellement l'évo-

Comme le plan établi en 1965, ce schéma est théoriquement viable. Il reste à sayoir si le mouvement populaire ne déjouera pas une nouvelle fois les calcuts de ceux qui, périodiquement, confisquent son destin.

(1) CI. l'article de Charles Vanhecke :

« Il d'y a plus de « modèle brésillen »
de lutte contre l'inflation », le Monde
du 9 novembre, ainsi que l'importante
étude marue dans l'Economist du 31 juillet
1976, sous le titre « A Survey of Brazil :
Change in Direction », dont l'auteur est
Robert Harvey.

(2) Source : Morgan Guaranty, citée
par l'international Herald Tribuze du
novembre 1976

(3) CI Neusmeek du 29 novembre 1978 :
e Bigh Hooss, Deen Debis ».

(3) Cf Neusineek du 29 novembre 1976:

• High Hopes, Deep Debts s.

(4) Cette donnée s'est constamment vérifice depuis la seconde guerre mordiale. Elle trouva sa meilleure illustration dans la politique suiviz par Goulari à 13 présidence de la République entre 1952 et 1964. Pendant cette période, le président a constamment agi parallèlement aux organismes institutionnels, apparaissant comme le chef d'une oppostion qui se manifestait au sein même du pouvoir. Nétrissant les implies d'un système qui ne permettait pas l'accomplissement des réformes sociales revendiquées par les masses.

masses.

(5) Cf. Os Partidos e as Eleições no Brasil. édite par Bolivar Lamounier et Feruando Henrique Cardoso, CEBRAP, Blo-de-Janeiro, 1975.

(6) Extrait du « Manuel » que le M.D.B. a édité à l'intention de ses candidats lors des élections de 1974 sous le titre Democracia com desenvolvimento e fustica social, éd. Horizonte, s/d, Brasilia.

- Villes « stratégiques » et changements d'étiquette

ES résultats officiels des élections municipales qui, le 15 novembre, ont conduit aux urnes quarante millions de Brésiliens, ne seront comnus qu'à la mi-décembre, lorsque les autorités des Etats septentrionaux seront en possession des chiffres provenant des villes les plus éloignées de l'Amazonie. Cependant, les résultats déjà connus, portant sur 70 % du total des suffrages, ne subtront plus de modifications majeures (1). Des dizaines de villes importantes sont-considérées comme « stratégiques » et, de ce fait, leur maire est nommé directement par le gouvernement: on y vote uniquement pour élire les conseillers municipaux. Farmi ces villes, on compte les capitales des vingte tun Etats et des trois Territoires de la Fédération, les centres urbains situés aux abords des frontières internationales — très nombreux dans l'Etat du Rio Grande do Sul, — mais aussi des zones industrielles ayant une forte concentration ouvrière, telles les villes de Volta Redonda (industrie sidérurgique), Santos (zone portuaire) et Cubatao (pétrochimie). A cette liste s'ajoutent d'autres villes dont le caractère « stratégique » est moins évident, leur inclusion dans cette catégorie relevant davantage des manœuvres politiques régionales que de critères liés à la « sécurité nationale ».

dans cette catégorie relevant davantage des manueuvres politiques régionales que de critères liés à la « sécurité nationale ».

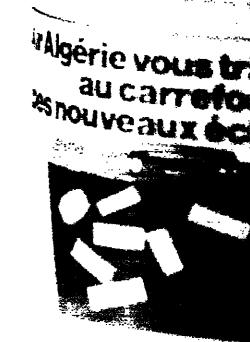
Dans les vingt-quatre capitales des États et des Territoires, l'ARENA et le M.D.B. sont à égalité, chacun d'entre eux obtenant le contrôle de douze villes. Cependant, le M.D.B. est vainqueur dans les trois plus grandes villes du pays. Sao-Paulo, Rio-de-Janeiro et Belo-Horizonte, et obtient ainsi 59 % des suffrages exprimés dans l'ensemble de ces vingt-quatre centres urbains. La situation est inversée lorsqu'on examine le résultat du scrutin dans l'intérieur des vingt et un États (les résultats des élections dans l'intérieur des territoires de Rondônia, Amapa et Roraima ne sont pas encore connust. Si l'on exclut le vote dans les capitales, l'ARENA est majoritaire dans dix-neuf États, seuls les États du Rio-Ge-Janeiro lui échappant au profit du M.D.B.; elle obtient un total de 61 % des voix dans les régions de l'intérieur. Cela lui permetita de devancer le M.D.B. dans le total général, avec 55 % des suffrages exprimés.

exprimés.

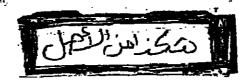
Par rapport aux précédentes élections municipales de 1972, les projections des résultats déjà connus indiquent que le M.D.B. doublera probablement le nombre de ses maires élus, mais ce n'est qu'à moyen terme que se dessinera le profil définitif des zones d'influence respectives des deux partis. En effet, au contraire de ce qui est prévu pour les conseillers municipaux, les députés et les sénateurs, la loi électorale permet aux maires de changer de parti après leur élection, sans que leur mandat soit pour autant annulé Ainsi, dans l'État de Sao-Paulo, sur quatre-vingts maires élus par le M.D.B. en 1872, seuls cinquante lui sont restés fidèles jusqu'à la veille du scrutin du 15 novembre.

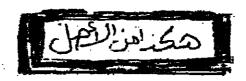
Les actuelles luttes de tendances au sein du M.D.B., très vives à Sao-Paulo et à Rio-de-Janeiro, laissent présager le passage à l'ARENA de dizaines de maires élus par l'opposition.

(1) Cette étude porte sur les résultats publiés cinq jours après le scrutin ; cf. le journal *O Estado de Sao-Paulo* du 20 novembre 1976.



AT A DECEMBER OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF





BERALISATI

Guérilla au Sahara, tensions sociales et élections

LE ROI DU MAROC UTILISE HABILEMENT SES ATOUTS FACE A UNE OPPOSITION LÉGALE PLUS HOMOGÈNE

E 12 novembre dernier, les Maro-cains ont été appelés à élire leurs conseillers municipaux et communaux. Pour la première fois depuis treize ans, l'opposition partici-pait activement à une consultation electorale. Même si des irrégularités ont pui être constatées — pressions even pait activement à une consultation electorale. Même ei des irrégularités ont pu être constatées — pressions exercées par certains pachas et par la police notamment — elles ont été relativement moins nombreuses qu'à l'ordinaire. Premier résultat remarquable : les candidats présentés par les formations politiques, y compris les partis gouvennementaux, n'ont remporté que 35 % des sièges à pourvoir. La majorité revient à des élus sans étiquette, amalgame de petits on grands notables nursux, de commerçants modestes ou riches, de commércants mover en eux ses proprès sympathisants, l'opposition n's pas manqué de rappeler que, pour être « indépendants », ces candidats n'em étalent pas pour autant « non neutres » ni de stigmatiser la conduite de ceux qui avalent mené campagne à coups de distributions gratuites de farine, d'huile ou de repas.

Le taux d'abstention dans les villes a été plus élevé qu'à la campagne : à Casablanca, par exemple, il a atteint la moitié des inscrits, contre 34.5 % pour l'ensemble du pays. Le récuverture des listes électorales avant le scrutin n'avait déjà pas provoqué un affinz de nouveaux inscrits. Mais il est prématuré d'évaluer la part des abstentions volontaires et celle que l'on peut attribuer à une désaffection à l'égard de la vie politique tradition-nelle.

Ces élections se sont souvent dérou-lées dans une atmosphère de kermesse (voitures sonorisées, tribunes dans les rues), comme un anniversaire de la rues), comme un anniversaire de la a marche rerte » pour la « reconquête des provinces sahariennes ». Conjuguant socialisme avec nationalisme, des opposants, récemment sortis de prison, ont dénoncé les abus de vingt ans de corruption tout en se félicitant de la lutte menée pour « recourrer l'intégrité territoriale ». Alors que l'on votait, l'armée restait sur le pied de guerre au Sahara. Sitôt les élections terminées, le souverain chérifien, qui, depuis l'attaque du Boeing royal en 1972, n'avait pas quitté son pays, est allé présenter, du 22 au 25 novembre, en visite officielle en France, l'image de ce Maroc « nouveau ».

Grâce à la « libéralisation » en cours, le régime marocain paraît donc avoir retrouvé une crédibilité qui avait été fort ébranlée par deux tentatives de coup d'Etat militaire et par un début d'insurrection armée dans le Moyen-Atlas, en 1973. Ce rétablissement, beaucoup d'observateurs l'imputent à l'intelligence politique de Hassan II. Recherchée avec assiduité par le roi, cette personnalisation du régime n'a rien de surprenant. Le souverain fait preuve d'une habileté incontestable, mais l'homme qui négocie aujourd'hui avec M. Bouabid, dirigeant de l'Union socialiste des forces populaires (US.F.P.), parti d'opposition qui se réclame de l'héritage de Ben Barka, continue à confier au colonel Diimi, ancien chef de la police politique, les responsabilités les plus importantes : le commandement de l'armée chargée du « maintien de l'ordre » au Sahara. du « maintien de l'ordre » au Sahara

Une difficile démocratisation

L autorité est bien au cour de la situation actuelle. En 1956, la monarchie, ramenée au pouvoir par un mouvement national aux racines popu-laires profondes dut s'appuyer momentanèment sur toutes ses composantes (exception faite des communistes), même les plus antagoniques. L'expémême les plus antagoniques. L'expérience d'un gouvernement de coalition prit fin quatre ans après : l'istiglai et ses transfuges, qui créèrent l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), partisans de l'indépendance, furent rejetés dans l'opposition.

La politique suivie à partir de 1960, qui privilégie la grande propriété foncière, un nombre réduit de familles affairistes et les investisseurs étrangers (1), a provoqué de violents soubresauts : une manifestation lycéenne tourne à l'émeute populaire à Casabianca en 1965, les ouvriers du phosphate font, en 1969, la grève la plus longue de leur histoire, des jacqueries éclatent dans les campagnes contre les expropriations des terres, l'armée elle-même passe à l'offensive en 1971 et 1972, avant que des opposants, traversant la frontière aigérienne, ne viennent s'attaquer, en mars 1973, à des postes de la gendarmerie. des postes de la gendarmerle.
L'isolement de la monarchie est
alors sérieux. Elle survit grâce à la
division de ses adversaires et à la
abression. Des militers d'armosants repression. Des miners du opposants connus et de mécontents ou de « suspects » anonymes sont arrêtés, des dizaines sont exécutés ou meurent sous la torture (2). La crise sociale favo-

la torture (2). La crise sociale favorise le développement de sectes religieuses fanatiques du type des « Frères musulmans » égyptiens : encouragées par les autorités dans leur chasse aux sorcières contre l' « athéis me marriste », elles en viennent, en décembre 1975, à assassiner un des principaux leaders de l'opposition. Oman Benjelloun. L'enquête pour retrouver les véritables responsables est au point mort... Dans ces conditions, ranimer le sen-timent national en rouvrant le dessier du Sahara ne pouvait suffire à clari-fier le climat politique. Les tentatives faites en 1973-1974 (soutien à la cause palestinienne pendant la guerre d'octo-bre, « marocanisation » de certains secteurs économiques, appels en direc-

rate liques -

nte d'Aliquelle

tion de la nouvelle génération de cadres) n'avaient pas eu alors d'autres résultats significatifs que d'améliorer la position du Palais pour des négo-ciations avec les partis. Hassan II pro-mettait de démocratiser le régime mais reculait sans cesse les échéances. L'opposition allait l'aider à tenir ses

L'opposition allait l'aider à tenir ses promesses.

Tirant les leçons de quinze années d'expérience, l'opposition légale infléchit sensiblement sa strategie : le retour aux libertés publiques cessa d'être un préalable à toute participation pour devenir un objectif à conquérir par étapes. Alliée au Farti pour le progrès et le socialisme (P.P.S., ancien parti communiste), l'U.S.F.P., créée en 1974 à partir d'une scission de l'U.N.F.P., se proclame « le parti de la classe ouvrière, celui des fellahs petits et moyens, des petits commerçants, des artisans, celui de la jeunesse » (3). Ce parti expérimente, à sa façon, une forme de « compromis historique ».

Dans un premier temps, il espère

historique ».

Dans un premier temps, il espère déborder l'initiative sur le Sahara, qu'il a encouragée, en demandant qu'on distribue des armes pour chasser le pouvoir colonial espagnol. La « marche verte » fut pacifique, et l'armée, très ébranlée en 1972, est réorganisée et équipée. Dans un second temps, l'opposition, dans son ensemble, accepte de s'associer à un programme accepte de s'associer a un programme de consultations électorales et modéra ses exigences : elle ne remet pas en question la Constitution approuvée en 1972 par un référendum qu'elle avait boycotté : el le renonce à attendre l'amnistie politique (4) et le retour de tous les exilés.

Qu's donc obtenu l'opposition jusqu'à présent ? Essentiellement de faire entendre sa voix et la libération, l'été dessire d'avaire et le libération, l'été dessire d'avaire et le libération de ses l'amnis et le libération de ses les libération de l'avaire et le libération de ses les libérations de ses les libération de ses les libérations de ses le

entendre sa voix et la libération, l'été dernier, d'environ trois cents de ses militants, plus le quart des sièges des conseils municipaux et communaux. On est loin de la lame de fond qui, en 1960, lui avait donné 75 % des suffrages. Dans quelques villes, notamment à Rabat, elle peut obtenir la présidence des assemblées. Mais que pourront faire des présidents dont les pouvoirs réglementaires restent étroitement contrôlés par le ministère de l'intérieur et dont la nomination doit être ratifiée par un dahir (décret)

Par ELSA PINGAUD-ASSIDON *

royal? Si les présidents doivent four-nir a les ministres, les ambassadeurs et les directeurs » de demain, comme l'a souhaité le souverain dans son discours de juillet dernier, ne va-t-on discours de juillet dernier, ne va-t-on pas voir se ditierer à nouveau une opposition hétérogène dont les différents éléments ne posent pas les mèmes conditions à leur participation au pouvoir? ITUS-FP, semble, par exemple, être la seule formation politique pour qui les prochaines étections législatives, annoncées pour le printenps, constituent l'étape la plus significative de la démocratisation de la vie publique. Pour les autres formations, la participation au gouvernemnt, est un enjeu négociable dès maintenant.

Cela dit, l'objectif de tous les partis d'opposition reste d'être associés à des postes de responsabilité — au niveau gouvernemental — pour tenter d'orien-

L'aide extérieure et la dette

L'aide extérieure

L'opposition, favorable à une industrialisation, trouve dans le récent programme d'investissements publics des raisons d'être satisfaite. En effet, la priorité donnée jusqu'à prèsent à la construction de barrages d'irrigation, qui avait surtout renssi à renforcer la grande propriété foncière, marque le pas devant les ambitieux projets envisagés pour l'industrie : parmi ceux-ci, l'ancien projet d'une industrie sidérurgique à Nador, qui a toujours eu pour l'opposition, valeur de symbole de l'indépendance économique, est remis à l'honneur et, en plus du programme de production d'acide phosphorique, en cours de réalisation, la capacité de transformation locale des phosphates doit être sensiblement accrue dans les prochaînes années.

Pour réaliser ces investissements, le Maroc doit, toutefois, s'endetter. En effet, le déficit de la balance commerciale, qui atteint près de 5 militards de francs pour les huit premiers mois de 1976, a doublé par rapport à la même période en 1975. Cette

* Assistante de sciences économiques à l'université de Paris-IX-Dauphine.

ter les choix économiques et sociaux dans un pays où, malgré les encoura-gements donnés à l'initiative privée, l'Etat réalise l'essentiel des investissements.

Four cette conquête de l'apparell d'Etat, l'opposition légale est idéologiquement plus homogène que naguère : la fraction c populiste a, favorable à l'action armée — les c basristes, du nom de leur leader, Basri, — a été décimée par la répression qu'elle a suble en 1973 et pinsieurs dizaines de ses membres sont encore emprisonnès; une partie de la nouvelle génération a quitté la gauche légale pour fonder des organisations a marxistes-léninistes a clandestines; l'articulation entre le principal syndicat, l'Union marceaine du travail (UM.T.), et le grand parti de l'indèpendance, l'Istiquai, s'est démantelée au fil des successives scissions de ce parti qui, malgré son programme social égalitariste, est aujourd'hui constitué de petits et moyens notables.

dégradation résuite des effets conjugués de la baisse du prix des phosphates et de l'accroissement de s'importations, imputable en particulier aux dépenses militaires qui représentent, selon les chiffres officiels, le tiers des dépenses budgétaires. Les apports du tourisme, qui ont connu une contraction estimée à 25 fb. et les rapatrlements des salaires de l'émigration ne couvriront qu'une partie, plus réduite que l'année dernière, du déficit commercial. Cette situation financière précaire a peu de chances de s'améliorer si l'on en croit une étude rècente des Nations unies (5): selon cette étude, le Maroc se situera, en 1980, parmi les pays en voie de dévelopement, au rang des plus déficitaires par leur balance des palements, très précisément à la troisième place derrière l'Egypte et le Zaïre.

Ce n'est donc pas en fonction de critères purement économiques que le Maroc a pu, pour la première fois, avoir accès au marché des eurodollars: le 8 juillet dernier, quinze banques internationales ont, à Londres, souscrit un emprunt marocain de 40 millions de dollars.

Le Maroc peut compter, grace à sa position stratégique, sur un soutien de ses alliés traditionnels, les Etats-Unis et la France, dont les intérêts à cet égard concordent désormais plus qu'ils ne se concurrencent. Après une période dincertifique le résigne est maistenant d'incertifude, le régime est maintenant considéré comme le meilleur garant de la consolidation du flanc ouest de la Méditerranée dans le camp atlantique. On ne lui épagne donc plus ni le soutien financier ni l'aide militaire.

plus ni le soutien financier ni l'aide militaire.

Il reste que, au sud du nouvel « axe » Paris-Madrid-Rabat, une guérilla s'est installée au Sahara ex-espagnol. Cette situation se traduit, pour le moment au Maroc, par un blocage des salaires — alors que les prix croissent au rythme de 10 % l'an. — par le recours à l'emprunt, pour une part prélevé automatiquement sur les salaires, sans compter les pertes en vies humaines dans les rangs de l'armée. Les grèves de courte durée qui ont éclaté ces derniers mois, en particulier dans les transports et dans le secteur public, semblent montrer que les appei du souverain à la « pair sociale » ne sont pas partout entendus. Les incidents pas partout entendus. Les incidents qui se sont produits fin novembre dans la province d'Oujda et au cours desquels les forces de l'ordre ont officiellement fait trois morts confirment

(1) De nombreux ouvrages et articles d'économistes et de sociologues marocains traitent de cette question, en particulier ceux d'Aziz Belai et de Mohamed Labbabi.

(2) Cf. Comité de lutte contre la rèpression au Maroc : « Maroc-rèpression, prison, immigration », 1976.

(3) Libération (périodique de l'U.S.P.P.), nº 8, novembre 1976.

(4) On dénombre plus de quatre cents prisonniers politiques, sans compter les dizaines de militants syndicaux arrètés à l'occasion d'un grève ou, comme ce fut le cas l'été dernier pour quatre-vingt-quatre d'entre eux énigrés, au moment de leur retour de l'étranger. Parmi ces prisonniers, un condamné à mort, jugé à Rabat en juin, et deux cent quarante et un « marxistes-léninistes » qu' attendent depuis deux ans de comparaitre devant un tribunal.

(5) Conférence des Nations unies pour le commerciales et le développement (CNUCED) : « Perspectives commerciales et besoins en capitaux des pays en voie de développement sur la période 1976-1890 », 1976.

Correspondance

Les grandes firmes et les organisations internationales

A la suite de l'article du projes-seur Erich Jacoby intitulé « L'in-fluence croissante des transnatio-nales dans le système des Nations unies » (le Monde diplomatique, juillet 1976), M. B. Chadenet, vice-président de la Banque mondiale, nous écrit :

1) La RIRD et la F.A.O. ont bien mis sur pied un Programme de coopération, grâce auquel soixante experts agricoles emprunteurs de la BIRD à préparer leurs projets. Mais ce programme n'a aucun rapport avec le Programme de coopération industrielle de la F.A.O., auquel la BIRD n'est par associée :

2) Sur les soixante-dix prêts, d'un mon-2) Sur les soitanus-dix prets, d'un mon-tant total de 1,7 milliard de dollars, consacrés depuis un an au serteur agri-cole, la moitié a été consterée à des projets de développement rural avec, conformément an discours prononcé par M. McNamara à Nairobi en 1973, la préoc-cupation d'assister les cultivateurs les plus payvres; un tiers des projets a été préparé avec l'aide de la F.A.O. et aucun n'a impliqué la coopération des sociétés transnationales.

[M. Érich Jacoby nous adresse les remarques sulvantes: a) le Programme de coopération est financé principalement par la Banque mondiale et est établi au siège de la F.A.O. sous le nom de Centre d'investissement. Avec le Programme de

coopération industrielle et la Field Liaison Division, il constitue le « Département de développement » qui détient la principale responsabilité de la stratégie de développement de la F.A.O.; b) de plus, depuis le 8 octobre 1970, le Programme de coopération industrielle a conciu un accord de travail avec la Société financière internationale, qui est une filiale de la Banque mondiale; c) en coopération avec la F.A.O. et le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Banque mondiale a étabil un Groupe de

consultation sur la production alimentaire et l'investissement dans les pays en
développement (C.G.F.P.I.) qui joue un
rôle important dans la politique de développement. Ainsi, au stade de la planification et de l'action, la Banque mondisle
a nécessairement une importante responabilité dans le fait que les sociétés
d'agro-business — bien qu'aucun nom ne
soit cité dans les rapports de la Banque
— occupent une place de partenaire
extrêmement favorisé dans le programme
de développement rural de la Banque.]

Les multinationales et l'élevage

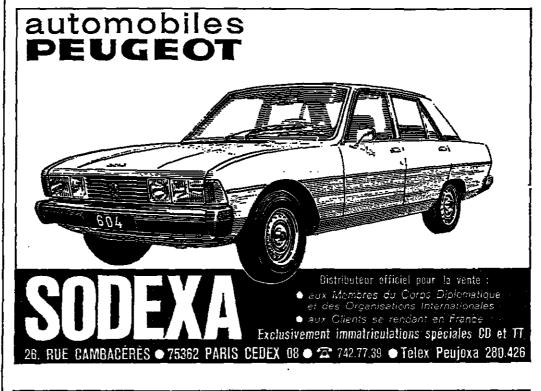
Ayant pris connaissance, avec quelque retard, de l'article de José S. da Veiga intitulé a Quand les multinationales jont du ranching » (le Monde diplomatique, septembre 1975). M. Jean Heer, conseiller de direction de la conseiller de direction de la société Nestlé, nous écrit :

Après avoir assuré qu'investir dans la création de grandes fermes d'élevage serait plus rentable qu'investir dans des projets industriels, l'auteur affirme que dans le nord-est du Mato-Grosso et les zones limitrophes des provinces du Para et de Golas se trouvernient des ranches de plusieurs sociétés, au nombre desquelles il cite Nestlé.

Connaissant le souci de vérité qui est

je tiens à préciser que Nestlé ne possède aucun ranch ni dans les régions citées, ni au Brésil, ni ailleurs. Nestlé ne possède dans le monde ni cheptel, ni pian-tations, ni magasins. Elle assure, en revanche, toutes les opérations allant de la fabrication à la distribution. Elle est évidemment propriétaire des terrains où sont installées les fabriques qui lui appartiennent et qui, dans les pays où elles sont implantées, contribuent au développement de la région. Dans les pays du tiers-monde, l'implantation des usines de produits laitiers, par exemple, va de pair avec une participation à la formation des agriculteurs. Cette politique est conforme au rôle d'entreprise industrielle que Nestlé assume depuis plus de cent ans.





La «vieille garde» impose au premier ministre un virage à droite

ARRESTATION le 3 novembre de deux vice-ministres du gou-vernement fédéral ainsi que de trois leaders de l'opposition, suivie le 20 novembre de celles de dizaines de 20 novembre de celles de dizalnes de professeurs et de fonctionnaires, a révélé la gravité de la crise politique qui couvait depuis quelques mois en Malaisle. Elle marque le retour en force, après une certaine éclipse, de la «vieille droite» dans un pays qui semblait avoir définitivement choisi d'être gouverné « au centre », avec tolérance et modération.

Le premier ministre, M. Hussein Onn, qui a succèdé en janvier à son bean-frère Abdul Razak, décède, paraît avoir de plus en plus de difficultés à poursuivre dans la ligne tracée par ce dernier. On assiste en effet à une offensive générale, ouverte ou camou-flée, de tous ceux que la politique du

L'autorité que Razak s'était assurée sur le parti dominant (l'UMNO), sur les autres partis de la majorité (Front national) et sur l'appareil d'Etat était pratiquement totale. M. Hussein Onn ne possède pas le même charisme et n'a pu obtenir les mêmes allégeances. Or ce n'est pas de bon cœur qu'une partie de la classe politique et des milieux économiques avait vu l'administration s'engager dans la vole définile par Razak. Le pian de « restructunistration s'engager dans la vole défi-nie par Razak. Le pian de « restructu-ration » de la société malaislenne inquiétait à la fois les Chinois (puis-qu'il visait à donner aux Malais une part sensiblement plus grande du revenu national) et les possédants de toutes races, car il tendait à étendre le secteur public et à accroître de ce fait les pouvoirs d'une bureaucratie que l'on chargeait en outre de lutter contre la pauvreté. contre la pauvreté.

La politique étrangère de non-ali-gnement, en particulier l'attitude posi-tive et ouverte de Razak envers la Chine populaire et les Etats indochi-nois, suscitait d'autre part des réserves que la recrudescence, importante depuis 1975, de l'activité des guérillas commu-nistes en Malaise n'avait nas contri-1975, de l'activité des guèrillas communistes en Malaisie n'avait pas contribué à apaiser. Bien que le gouvernement lui-même eût maintes fois reconnu qu'il ne disposait d'aucune preuve que le P.C. de Malaisie fût soutenu ou ravitaillé de l'extérieur, l'opinion des milieux de droite était que le gouvernement aurait dû obtenir de Pêkin ou d'Hanoï qu'un frein fût mis aux activités des « terroristes communistes ».

La politique économique elle-même

UAND bien même serait-elle négative, il jaut toujours écrire l'histoire, et sans craindre qu'il soit trop tard. Peut-être, alors, n'en

Dans cet esprit, Jean Sainteny, ancien commissaire de la République à Hanoi, avait publié des 1953 son Histoire d'une paix manquée, 1945-

1947. L'ancien commissaire de la

marine et ancien conseillet de l'Union

marine et ancien conseiller de l'Union française Jacques Raphaēl-Leugues aura attendu près d'un quart de siècle pour lever le secret sur la trame de ces a ponts de lianes » qu'auraient pu accrocher entre deux pays en guerre ses missions au Vietnam en 1953 et en 1954 (1). Ecrivant la «chronique d'une hesse éponde » l'auteux r'honores par l'auteux princates d'une hesse éponde » l'auteux r'honores par l'auteux princates d'une hesse éponde » l'auteux princates d'une hesse éponde » l'auteux princates de l'une partie de l'une partie de l'une partie de l'Union partie de l'unio

d'une basse époque n. l'auteur s'honore d'avoir été, avec un Messmer, un Sain-teny, un Mus, un Buu-Hoi, un Savary

et un André Lemaire, « de ceux qui ont essayé de conjurer le destin » face à ce qu'il appelle « le conformisme idiot des hommes, l'immobilisme d'un régime et de ses politiques ». Que ses missions

rien, de son propre aveu, «servi à rien», cela importe autant, sinon davantage, à la comprehension a posteriori du drame indochinois.

teriori du drame indochinois.

Sans doute est-il instructif d'apprendre comment s'élabora dans le cabinet de Vincent Auriol, président de la République, et avec la bénédiction d'Antoine Pinay, président du conseil, la mission de contact qui allait être confiée au prince Buu-Hoi, éminent savant vietnamien, avec le soutien logistique — en Inde — de J. Raphael-Leygues et du professeur André Lemaire. Sans doute, aussi, prendra-t-on intérêt au détail de l'opération et à sa dimension a sainique ». Mais ce qu'on retiendra, aujourd'hui, ce sont plutôt les traitrises multiples qui contribuèrent à son échec et dont la moindre, à en croire l'auteur, ne fut pas la dissimulation d'écoutes de la radio vietminh qui eussent pu signifier une réaction, selon lui positive, de l'adversaire.

de l'auversare.

L'homme politique qui signe ces pages accusatrices va peut-être un peu loin dans ses aversions lorsqu'il quali-jle le conflit indochinois de « guerre M.R.P.» (Mouvement republicain populaire, démocrate-chrétien), mais a-t-il tort de douter qu'un Georges Bidault,

annarait-elli

sens péjoratif du terme.

n'échappait pas aux critiques et, blen que l'inflation eût été maîtrisée (et réduite à un taux annuel de 2%), on attribusit le ralentissement de la crois-sence non seulement à la baisse de la sance non seulement à la naisse et la demande extérieure (due à la récession dans les pays industrialisés), mais aussi au découragement des investisseurs et promoteurs irrités par le dirigisme croissant, les réglementations excessives et les discriminations à l'encontre des Chinois.

Définir le danger communiste

A U sein de l'UMNO, cette conjonc-que Razak avait réussi à contrôler tout en favorisant néanmoins celle des « jeunes progressistes ». Mais la multi-plicité des problèmes auxquels devait faire face le gouvernement exigeait que l'on prenne la mesure de tous les risques pour établir une échelle de priorités. Il a semblé qu'au début le gouvernement se soit surtout préoccupé de relèver le défi des guérillas commude relever le défi des guérillas commu-

nistes.

Le ministre de l'Intérieur, M. Ghazali Shafle, homme fort du régime, a tenté de mobiliser l'opinion contre le danger communiste, affirmant que le pays était maintenant engagé dans une « lutte à mort » pour sa liberté. Les médias, à son instigation, dramatisèrent à tel point la situation que l'opinion commença à se demander comment une force rebelle évaluée à deux mille cing cents ou trois mille hommes armés cinq cents ou trois mille hommes armés pouvait ainsi menacer un Etat de 12 millions d'habitants et tenir en chec une armée moderne et dix fois plus nombreuse. Les doutes sur la solidité interne du régime et sur l'aptitude de la police et des forces armées s'en trouvèrent renforcés, ce qui contribus à démoraliser davantage encore les miliens économiques. On encore les milieux économiques. On dut convenir que la propagande devait rectifier son tir.

Plus que les agissements des « terro-ristes » (en fait efficacement conte-nus), c'est l' « infiltration commu-niste » dans l'appareil d'Etat que la latte d'appareil d'Etat que la droite s'efforça alors de dénoncer. Elle porta ainsi la lutte politique sur un terrain où l'ensemble du gouvernement n'était guère disposé à la suivre.

La classe politique malaisienne reste certes dominée par une hostilité pré-cise ou diffuse au « communisme », mais les risques ne sont pas perçus par tous de la même façon.

un Jean Letourneau, ministre des Etais an jeun lecourneud, ministre des Etals associés et haut-commissaire à Sai-gon, alent pu être « dupes de ce qu'ils faisalent»? Du ministre (qui le fut de 1950 à 1953), il pense qu'il avait

donné à la mission Buu-Hoi - Leygues -Lemaire « son accord, non son adhé-sion » et qu'il prononça certaines décla-rations intransigeantes à seule fin de la faire capoter.

Non moins sévèrement s'expriment

les jugements que cet admirateur du julur maréchal de Latire porte sur certains chefs militaires, en particulier les généraux Valluy et Salan. Luimême officier de marine, et relatant d'ailleurs dans ses premiers chapitres

les operations auxquelles il prit part en combattant, J. Raphaël-Leygues

en comoattant, J. Kaphael-Leygues n'en avait pas moins compris, et très tôt — avec son chef, l'amiral Battet — l'inanité des combats au Tonkin, le scandale de la torture et les pesanteurs d'une armée « dont chaque corps, écrit-il, vit selon une espèce de loi tribale ». Mais à cette armée, et c'est là une de ses explications de la guerre, il fallati donner « des satisfactions de

il fallatt donner « des satisfactions de

il fallati donner « des satisfactions de métier, de carrière ». Allant plus loin dans ses hypothèses, mais avec moins de chances d'y rallier le lecteur, le futur député U.N.R. du Lot-et-Garonne se dit convaincu que la guerre d'Indochine dura uniquement a parce que des hommes politiques et des généraux voulaient que l'armée restât loin de la métropole et ne rappelât pas de Gaulle ».

rappelât pas de Gaulle ».

Il faut savoir que les héros de l'auteur de Ponts de llanes — outre ses « complices » de la mission avortée — s'appellent Battet, de Lattre, Messmer, Sainteny, Mendès France (et quelques autres, dont l'académicien Georges Duhamel); cela concourt à animer une galerie de portraits qui, Dieu merci!, ne sont pas tous antipathiques et qui — avec un Vincent Auriol, honnête et de bonne volonté — réhabilitent quelque peu une IVº République

litent quelque peu une IV. République assez malmenée à travers ces 250 pages

passionnées et passionnantes, qui autre-ment ne seraient que navrantes.

(1) Jacques Raphaël-Leygues, Ponts de lanes, Missions en Indochine 1945-1954, fachatte, Paris, 1976, 288 pages, 48 F.

Une Etude du Bureau du Coordinateur des Nationa Unies pour les secours en cas de catsstrophe (U.N.D.R.O.)

"Les Nations Unies face aux catastrophes naturelles"

Por Gérard LANGEAIS

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Public,
Secrétaire International Adjoint du « Corps Mondial de Secours ».

Préfuce de Michel Copède Ancien Président de la F.A.O. 1976 — Un volume 13,5 × 18 cm, 120 pages PELX DE VENTE : 45 F - PRANCO : 49 F

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

24, rue Soufflot, 75005 PARIS. - Téléphone : 633-89-85.

ANDRE BLANCHET.

La IV^e République et la première guerre d'Indochine

"PONTS DE LIANES", de Jacques Raphaël-Leygues

Il ne semble pas faire de doute que, pour M. Hussein Onn (qui suit en cela la ligne Razak), l'essentiel est, tout en assurant l'ordre et la sécurité, de ne pas casser la croissance, de maintenir l'empiol, l'investissement productif et la concorde raciale, d'obte-nir ainsi la confiance du peuple dans le succès de la lutte engagée pour éliminer la pauvreté et instaurer une société plus juste, notamment pour les Malais. On pense stériliser ainsi le termaiais. On pense stériliser ainsi le ter-rain sur lequel pourrait croître le communisme. Il a donc semblé à M. Hussein que, pour obtenir la relance souhaitée, il faliait assoupilr la poli-tique suivie jusqu'ici à l'égard des compagnies pétrolières, effarouchées par les conditions posées par le direc-

Par PHILIPPE DEVILLERS

teur de la compagnie d'Etat Petronas, rassurer à la fois les investisseurs étrangers et les compatriotes chinois, sensibilisés notamment par les contrôles prévus par l'Industrial Coordination Act de 1975.

On ne pouvait néanmoins rassurer t obtenir cette relance économique On ne pouvait néanmoins rassurer et obtenir cette relance économique qu'en évitant de trop grossir le danger communiste, au moins sous sa forme armée. Par ailleurs, il fallait prendre garde de ne pas irriter les tenants de la prépondérance malsise : accepteraient-ils qu'on renonce ainsi, même momentanément, à contenir le dynamisme financier des Chinois ? En choissant comme premier ministre sissant comme premier ministre adjoint le Dr Mahathir, qui symbo-lisait en quelque sorte l'intransigeance nationaliste, M. Hussein Onn a cher-ché une caution pour cette politique conomique plus souple et plus libérale qu'il juge necessaire. De fait, ce fut le Dr Mahathir qui, le 22 septembre, annonça l'assouplissement des procé-dures d'investissement, un changement de directeur à la Petronas, mais qui en meme temps confirma la priorité donnée par le troisième Plan à la lutte contre la pauvreté et à la restructu-ration de la société.

L'offensive des conservateurs

L A droite a accepté cet infléchisse-ment indispensable à une relance dont ses membres seront probablement les grands bénéficiaires. Elle a même salué avec faveur ce qui lui semble être aussi une défaite des éléments « dogmatiques et socialisants » de l'équipe Razak. Ce n'est cependant pour elle qu'un premier pas : tout restera précaire à ses yeux tant qu'on n'aura pas mis fin à ce qu'elle appelle la dangereuse inflitration du « progres-sisme » dans les milieux politiques, les mass media, etc. mass media, etc.

A la vérité, les classes privilégiées s'inquiètent des progrès de la conscience politique dans les jeunes générations et dans les couches pauvres de la population. Elles redoutent de voir bientôt se créer un «front de classe» multiracial des pauvres contre les riches et de pe plus pouveit les reconstitues et de per plus pouveix les reconstitues et de per plus peuveix de per plus et de per plus peuveix de per plus de per plus et de per plus peuveix de per plus peuveix de per plus et de per plus peuveix de peuvei les riches, et de ne plus pouvoir jouer, comme par le passe, sur les antagonismes ethniques pour mobiliser les électeurs et étouffer toute contestation ou indiscipline. Les efforts des tation ou indiscipline. Les efforts des communistes (jusque-là essentiellement chinois) en direction des milieux musulmans les inquiétent tout particulièrement; d'où l'accent mis par la propagande officielle sur l'incompatibilité de l'islam et du communisme athée. La droite, qui ne dit jamais mot du progressisme arabe, souligne à l'envi que l'islam est la barrière la plus efficace contre le socialisme.

Les derniers mois ont montrà que

Les derniers mois ont montré que la «vieille garde» conservatrice se

PARIS - TROCADERO

Hôtel particulier exceptionnel 1 200 m2 de planchers i 450 m2 jardin mitoyen d'autr. jard. **PASTEYER**

266-35-84 le matin.



CROCODILE

156, rue de Rivoli, 156 ededede Mêtro:Loùvre ededede

sentait désormais assez forte pour imposer sa ligne contre les jeunes « progressistes » qui dominaient la scène du temps de Razak. La confrontation avait commencé dès la fin de 1974 lorsque le premier ministre du Sabab. Tru Mustanha du démission-1974 lorsque le premier ministre du Sabah, Tun Mustapha, dut démissionner, puis lorsque le premier ministre de l'Etat de Selangor, M. Harun bin Idris, qui était aussi président de l'organisation de jeunesse de l'UMNO, impliqué dans une grave affaire de corruption, avait dû se « mettre en congé ». Ses partisans, nombreux et influents, n'avalent pas pu dissuader M. Hussein Onn de donner le feu vert à l'ouverture d'un procès qui avait about à la condamnation de l'incuipé et à son exclusion de l'UMNO (en mars 1976). Or il était un des leaders de la fraction dure, la plus conservatrice.

Par une étrange coîncidence, c'est quelques jours avant la réunion, le 1° juillet, du Conseil suprême de l'UMNO, que l'on apprit, de façon spectaculaire, l'arrestation le 32 juin du rédacteur en chef du principal quotidien du pays, M. Samad Ismail, journaliste brillant qui avait été un des conseillers les plus écoutés de l'équipe Razak. Il avoua, en prison, être communiste depuis de longues amées. C'est un des chefs de file de la droite conservatrice, M. Sayed Jaafar Albar, qui fut étu le 1° juillet chef de la jeunesse de l'UMNO, contre le candidat de M. Husseln Onn. M. Albar se manifesta immédiatement en demandant une épuration impi-Par une étrange coincidence, c'est en demandant une épuration impi-toyable des communistes infilités dans l'administration et les partis. Mais MM Russein Onn et Mahathir répondirent qu'une enquête aurait lieu et que le gouvernement se refusait à se lancer dans une chasse aux sorcières.

La pression des conservateurs s'ac-crut brutalement après la publication le 2 septembre d'une confession complète de M. Samad Ismail qui avoua avoir reçu mission, des 1957, d'infiltrer l'UMNO; il avait, dit-il, toujours agi dans l'intérêt du communisme international, s'était employé à rendre le communisme acceptable pour les milieux musulmans, s'était fait les milleux musulmans, s'était fait beaucoup d'amis dans tous les partis et avait exercé sur eux une certaine influence. Confession surprenante, à la vérité, par son ton comme par son contenu. Ce fut la stupéfaction d'abord, puis vint la réflexion: qui avait été le jouet ou l'instrument de ces communistes, et depuis quand? Un immense soupçon était ainsi soudain jeté sur l'ensemble de la politique Razak.

La droite n'a fait, depuis septembre, qu'accroître sa pression, et son objectif est devenn très clair : il s'agit d'éliminer ou de paralyser toute la faction des « jeunes progressistes » à qui Razak avait conflé d'importantes responsabilités. Le 6 octobre, au cours d'une audience de son second procès, mettait en cause un personnage politique, le vice-ministre Abdullah Ahmad, qui avait été le bras droit de Razak La confession de M. Samad Ismail permettait désormais à M. Harun de se posser en victime d'un convolct de glan mettati desormais a M. Hartin de se poser en victime d'un complot du clan des « progressistes », infiltré par des communistes, désireux d'abattre tous ceux qui étaient indéfectiblement attachés à la religion, à l'ordre, etc. Le 10 octobre, M. Albar exigeait que soient rapidement éliminés de l'UMNO et de l'Etat tous les éléments influencés par le communisme. Le 23 octobre, le Conseil suprème de l'UMNO, rèuni à Penang, reintégrait M. Harun dans le parti, et cette fois tout basculait à droite. Le 1st novembre, une éparation immédiate du parti était aunoncée : le 2, les deux vice-ministres, MM. Abdullah Ahmad (technologie et sciences; et Abdullah Majid (travail) démissionnaient. Le 3, lis étalent arrêtés. Ces arrestations, comme celles qui ont suivi, ont été opérées en vertu de l'Internal Security Act (ISA), qui permet de détenir sans jugement, pour une durée indéterminée, toute personne dangereuse pour la sécurité de l'Etat.

L'offensive des conservateirs pour s'assurer l'hégémonie dans le gouvernement et l'État vient ainsi de remporter une série d'importants succès. La c'vieille garde » se refuse à transiger sur les principes qui l'ont irspirée depuis 1946, à admettre une remise en cause, même limitée, du caractère féad. en cause, meme minue; la catalate et féodal (au sens propre), paternaliste et même réactionnaire de la société tra-citionnelle malaise. L'anticommunisme est une fois de plus son arme essen-tielle et il s'agit d'imposer à M. Hussein Onn une politique bien déter-

minee.
En polarisant à nouveau une société
que Razak s'était efforcé de détendre
en lui assignant des objectifs communs, la droite ne va-t-elle pas ravier muns, la droite ne va-t-elle pas lavier toutes les tensions, précipiter l'évolu-tion qu'elle cherche précisément à briser et rendre fatale la création, sur une base multiraciale et démocratique, d'un Front populaire?

 APRES LE COUP D'ETAT EN THAILANDE. - Contrairement à ce THAILANDE. — CONTRIFEMENT à ce qu'il était affirmé dans l'article de Tao Kom sur la Thailande publié dans notre dernier numéro. la Voix du peuple de Thailande, organe du P.C. thailandais, pro-chinois, s'abstient de toute allusion au souverain.

• L'AMERIQUE DE JIMMY CAR-TER. — Dans l'article de Marie-France Toinet sur le phénomène de l'absten-tion dans les élections américaines (cf. le Monde diplomatique de novem-(cf. le Monde diplomatique de novembre), une erreur d'impression nous a fait écrire que les dernières élections législatives aux Etats-Unis remontaient à 1972. C'est 1974 qu'il fallait lire, comme le suggérait d'allieurs le tableau accompagnant l'article.

— A défaut de renvoi dans le texte, la note 6 publiée au bas de l'article de Diana Johnstone consacré à l'analyse de la « stratégie trilatérale», dans le même numéro du journal, paraît incomplète. L'ouvrage cité. America in a Hostile World, est de Zbigniew Brzezinski (à paraître aux éditions Basic Books).

Basic Books).

• UN FONDS A LA MEMOIRE O'ORLANDO - LETELLER ET DE RONNI KARPEN MOFFITT. - L'Institute for Policy Studies à Washington annonce la création d'un fonds a la mémoire d'Orlando Leteller et de Rouni Karpen Moffitt, assassinés le 21 septembre à Washington. Voue à la défense des doutes de l'Incomp à la défense des drotte de l'Incomp à la défense des droits de l'homme, fonds se propose d'encotrager la recherche sur des thèmes précis : relations entre politique économique et répression, effets du militarisme et de la course aux armements sur les droits de l'homme, mécanismes de la répression, etc. (The Letelier-Moffit Memorial Fund of Human Rights, 1901 Q Street, N.W., Washington D.C. 20009).

Le Monde. de l'éducation

numéro de décembre

LES ENFANTS ET LES LIVRES

LE TÉMOIGNAGE D'UN ÉTUDIANT FRANÇAIS EN CHINE

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France: 50 F - Étranger: 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Cisude JULIEN Rédactrics en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) : VOIE NORMALE

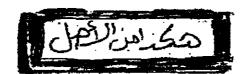
Prance, DOM. TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Nîger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guínée, Tunisle, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Autres pays

PAR AVION (abonnement et taxes) ;

TOM (sauf T.F.A.L.), République malgache, État comorien 118 Libye, Egypte, Arabie Saoudite,

(Chèque postal : Paris nº 4207-23) Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. Rédaction : 248-73-23 Adresse télégraphique : Jourmonde, Paris Telex: Le Monde 650-572 Paris

THE BAROOU



IS ET LES LIVRES

L'EUROPE SOUS HÉGÉMONIE GERMANO-AMÉRICAINE?

(Suite de la première page.)

L'inflation est pourtant allmentée par l'actuelle structure économique et politique de l'Europe. Une part toujours croissants — anviron 20 % seion certaines estimations — du profit des firmes multinationales résulte directement de la epéculation permanente aur les variations des taux de change qui découlent de la disparité entre les monnaise et les économies de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud. Or, sans rompre avec les structures économiques de l'Europe occiden-tale, il est impossible de contrôler les mouvements des capitaux. Plus de 6 milliards de dollars ont quitté la France depuis juin 1976 pour s'investir aux Eists-Unis, en Suissa et en République fédérale d'Allemagne. Les échanges de marchan-dises entre filiales des sociétés multinationales servent de plus en plus de vecteurs à des transferts spéculatifs de

visible de la crise : la fracture des pays d'un côté, ceux qui contrôlent encore tant bien que mai la crise et l'inflation, de dégradation économique. Cette fracture Impose aux classes dirigeantes de l'Europe l'édification rapide d'un cadre Institutionnel qui permette de maîtriser les souvaincus de cette guerre (« froide ») ouverte par les Etats-Unis contre leurs concurrents commerciaux du Japon et de l'Europe occidentale En ce sens, le projet de Parlement européen — destiné d'abord à diluer et noyer les forces de gauche du sud de l'Europe dans une majorité de démocrates-chrétiens et de sociaux-démocrates contrôlés par les Etats-Unis pour ensuite briser leur résistance — constitue aujourd'hul une contrepartie essentielle de la « latino-américanisation » du aud de l'Europe.

tique de proconsulats économico-políticomilitaires confiés à des alliés sûrs : la R.F.A. an Europe, le Brésil en Amérique latine. l'Iron au Proche-Orient, le Japon

4º Organiser ces zones en entités avec lesquelles les Etats-Unis traiterent collectivement au tieu de traiter individuellement avec chacun des pays qui les com-

posent : contrainement à M. Kissinger, qui privilégiait les négoclations bilatérales, M. Jimmy Carter se propose d'encourager une construction européeane daminée par l'Allemagne. On s'explique sans peine, dans ce cadre, la nature du ralliement des démocrates-chrétiens et de la socialdémocratie européanne au projet de Parlement européen de MM. Schmidt, Gis-

donné aux projets germano-américains par

d'importants éléments des classes diri-

geantes des pays concernés L'élection

du Parlement européen au sultrage un-

versel consultre une étape décisive dans

l'intégration des divers pays au sem d'un

ricanne Ces mêmes classes dirigeantes

bénéficient de sympathies dans les rangs

de la social-démocratie. Les partis socia-

listes allemand, trançais et portugais

constituent un élément escentiel pour la

réussite du projet august le parti travail-

communistes qui comme le P.C.I., se

réclament de l'eurocommunisme, souhai-

tent aussi son succès. L'aboutissement

tionté nu instruce aspecani nela let mub

vie politique, économique et sociale à

consiste à s'accrocher à la puissance

économique germano-américaine qui pour-

l'intérieur des nations européennes.

Le proconsulat allemand

S UR le rôle ainsi dévolu à l'Allemagne. Les forces de gauche en France et en Italia semblent frappées de cécité. Si elles souhaitent un avenir européen relativement « autonome », elles ne peuvent éviter de s'interroger sur la nature et la dyna-mique de l'évolution de l'Allemagne occintale. Cette évolution préfigure, en effet, (voir le « dossier » du Monde diplomatique, octobre 1976) ce que serait leur sort dans une Europe intégrée, à la fois « protégée » par les Etats-Unis et dirigée en leur nom par la République lédérale

L'Allemagne parle déjà le langage d'un maître à l'égard des régimes affaiblis par la crise. Etat fort de type constitutionnel, symbiose originale d'anciennes traditions et d'une technocratie à l'américaine, l'Aldernières années de la première armée conventionnelle d'Europe occidentale (voir ci-contre), de toin supérieure aux armées française et anglaisa Ses cadres, comme en témoigne un scandale récent, ne sont pas tous exempts d'une certaine nostaigle et de sympathies pour les « héros » militaires du IIIº Reich. En violation des traités, la R.F.A. a même amorcé avec le Brésil, le Chill et l'Afrique du Sud une collaboration atomique qui peut toujours déboucher sur la fabrication d'armes

Fort de l'appui américain, le chanceller Schmidt a liquidé en quelques semaines la politique extérieure de M. Glecard d'Estaing. La seconde partie du projet Giscard, cui visait d'abord à ramener la France dans le camp américain, puis à partager avec l'Allemagne le pouvoir en Europe, ne correspond évidemment pas aux objectifs de la politique américaine. M. Schmidt a donc refusé le « directoire » proposé, laissé tomber le franc et entrepris de démanteler tous les obstacles sconomiques (Europe agricole comprise) à l'hégémonie américaine sur l'Europe. La mainmise allemende aur l'industrie nucléaire et sur l'électronique, le rétablissement de son hégémonie sur l'industrie de l'acier, témolgnent avec éclat de la váritable nature de la dynamique ouverte par la R.F.A.

Rien n'indique que le cours des événements puisse être modifié. Sur le plan intérieur, l'Allemagne glisse vers la droite. La chasse aux sorcières dans les administrations et les entreprises, les encouragements à un système de délation publique par la grande presse de droite, l'écrasement de toute contestation par la police, avec le soutien d'une large part de l'opinion publique, la multiplication des associations d'anciens nazis, etc...

gère un autre choix el invite à lutter contre la crise économique tout en refusant une hégémonie extérieure fondée eur la prédominance du dollar et sur le projet actuel d'élection du Parlement européen au suffrage universel. card d'Estaing et Andrectil.

La seconde solution de facilité pousse les pays européens à s'associer au front des pays riches face au tiers-monde, alors que le réalisme économique et politique incite à refuser une telle confrontation, à défendre au contraire l'idée d'un mora toire sur les dettes des pays les plus pauvres, à soutenir la réévaluation des prix de leurs produits - ce qui suppose, refonte de la consommation et de l'organisation du travail dans les pays deve-

tant vassalise l'Europe. Le réalisme sug-

C'est uniquement à partir de ces deux choix qu'il deviendre possible d'organiser de nouveaux circuits economiques appuyés sur la neutralisation de la Méditerranée el une coopération sur des bases nouvelles avec les pays progressistes du

De telles options peuvent modifier le destin de l'Occident et évite- aux peuples européens le statut néo-colonial inscrit dans la nouvelle politique américaine, qui souhaite, en les contrôlant plus étroitement, les utiliser pour discipliner le tiers-

JEAN-PIERRE VIGIER

La nouvelle politique des États-Unis

P ORTE au pouvoir par une coelition apparemment hétérogène alliant le complexe militaro-industriel et les syndicats acquis à la collaboration de classes. M Jimmy Carter ne correspond guère à l'image libérale que lui attribue complaieamment la gauche européenne. Pour s'en convaincre il faut étudier les textes de la Commission trilatérale, qui n'a certes bat only nu sompre complet bont semparer du ocuvoir mais qui, plus simplement, a su faire converger des hommes représentatifs de certains intérêts et de certaines conceptions politiques (voir le Monde diplomatique, mars et novembre 1976). Un populisme de droite à l'intérieur (y compris le lutte contre le chômage et une dose d'infiation qui sera exportée) s'y combine avec un durcissement, dans le vocabulaire et dans les faits, de l'imperialisme. Une nouvelle politique étrangère américaine se dessine, qui va modifier à terme les données des rapports de force dans le monde. Elle peut se résumer

autour de quatre grandes orientations : 1º Etablir un nouveau type de relations entre les Etats-Unis et les pays sociata terreur - est stabilisé, le langage et la pratique de la coexistence perfectionnés par M. Henry Kissinger ne seront plus utilisés de la même manière : une nouveile confrontation prend forme, les Etats-Unis utilisant leurs armes économiques (vantes de blé, octrol de crédits, etc.) pour arrecher à l'U.R.S.S., au coup par COUD, des concessions plus importantes que par le passé.

listes : considérant que l'a équilibre de

2º Cesser de subordonner le conflit Nord-Sud au conflit Est-Ouest : en clair. les Etats-Unis vont accentuer leurs efforts en Airique et en Asle (comme ils l'ont déjà fait en Amérique latine) en vue de contrôler — et de disloquer — l'unité d'ailleurs relative du tiers-monde : les dirigeants africains et arabes en particulier feront les frais de cette politique.

3º Redéployer, conformément aux thèses de M. Schlesinger, ancien chef du Penta-gone, l'effort militaire américain vers l'organisation d'une force d'intervention aéronavale capable d'intervenir sur tous les points du globe : l'abandon de certaines bases américaines à l'étranger s'accom-

COMMERCE EXTERIEUR

L'excédent de l'Allemagne et du Japon et le déficit des autres pays

		Septembre 1975	Juillet 1976	Septembre 1976
Etats-Unis	Export	9 104	9 716	9 871
(en millions de dollars)	Import	8 826	10 093	11 448
	Solde	+ 284	— 377	— 1 577
Grande Bretagne	Export	1 585	1 955	2 140
(en millions de livres)	Import	1 807	2 482	2 595
	Solds	-222	527	365
France	Export	17 461	23 745	22 068
(en millions de francs)	Import	17 819	23 482	26 156
-	Solde	— 358	+ 263	4 988
Italie	Export	1 969	2 988	2 713
(en millions de lires)	Import	2 384	2 583	3 225
	Solde	— 415	+ 105	512
Allemagne fédérale	Export	18 496	21 332	23 680
(en millions de marks)	Import	15 733	18 739	18 400
	Solde	. + 2 763	+ 2 593	+4609
Japon	Export	4 468	5 782	6 920
(en millions de dollars)	Import	4 051	4 777	4 820
•	Solde	+ 417	+ 1 005	+ 1 200

● PRODUCTION ET COMMERCE EXTERIEUR : - P.N.B. 1975	
L'ARMEE ALLEMANDE :	
L — Forces armées : terre	
Défense territoriale	
II. — Corps de bătaille :	
Divisions mobilisées (infanterie)	
III. — Forces aériennes de combat :	
Escadrilles de chasseurs-hombardiers	
IV Marine de guerre :	
Sous - marins 9	
Poseurs de mines	

La puissance de l'Allemagne

(1) Dont 333 chars ultra-modernes, 1 273 chars plus anciens, 1 525 lance-

Sorveillance côtière

Source : Stockholm International Peace Research Institute.

ENTRE LE BAROQUE ET LE CYNISME RESPONSABLE

L'Europe des iconoclastes =

EUROPE, ou tout au moins une certaine Europe, est morte. Que ceux qui en doutent encore lisent Pavans pour une Europe défunte, de Jean-Marie Benoist, et les Baisons dangersuses, de Twickenham (1). Les danx jennes auteurs le proclament chacun à sa danx jeunes auteurs is proclament charun a sa manière, futieuse chez Pun, modérée chez Pautre. Mais laur entreprise est salutaire : compant avec les illusions et les mensonges, tous deux veulent croire à la résurrection de l'Europe, et reprendre à espérer.

Jean-Marie Beneist est un pamphiétaire baroque. Du pamphiétaire, il a le souffie. C'est plaisir de le voir fustiger les tenants d'une Rurope des technocrates et des thuriféraires de Pâmérique — ceux pour qu'i le « dél'i américain » Famerique — ceux pour qui les ceux ente main s' fait encore rêver à bous faire ressembler à un quelconque Japon de POccident. Il leur propose « le vrai défi européen, qui est de retrouver les sentiers de cette Europe autre, celle de la phralité et de l'Elistoire, du dialogue et de la culture, riche de ses différences ».

Cela nous vant des pages savoureuses où potre auteur pourchasse quelques modes, pour en finir une fois pour toutes avec l'infâme — lisez : les Bourguignons. Voici notre Amagnac : « Sous les Beurgingons. Voici notre armagnac : « Bous prétexte de simplification libérale avancée, imitant prétendument les mours atlantiques, on nous somme de choisir entre deux types de société, antre deux cliques, deux camps dont l'un est l'anathème de l'autre. (...) Belle conséquence de l'élimination du gaullisme en France, seul centre échangeur capable de respect de seul centra échangeur capable de respect de l'autre et de nuances, de défi aux deux blocs. Tout ce qui transgressera ce manichésme infantile, cette opposition symétrique, sers pour nous hienvenu. De cette France, de cette Europe binaire et manichéiste, nous pe voulons pas. »

Puisqu'il faut résister, nous sommes au 17 juin 1948. Point de salut en dehors d'une Europe de la dissidence : une Europe unie et non pas intégrée, dissoute, qui sera sociale et culturelle, e capable de récuser le matérialisme bourgeois et le fétichisme de la croissance et de l'économis de marché, une Europe révolutionnaire ».

Cotte Europe, Jean-Maris Beneist la voit à égale distance du « grand silence des steppes et des supermarchés », organisée en une confédération, avec une capitale nécessaire, Athènes, pratiquant le multilinguisme et faisant réspda, ma Expo fortement entoben est un entitate bienque se settement entoben est un entitate bienquente se unmentalement est ruseut tembre

universei terait un jamboree où les paysans de l'Aveyron voteront pour un candidat petit-bourgeois de la Ruhr et les journaliers du Mexsogiotne pour un vieux lord écossais, il pro-pose de le tempérer par une Chambre haute issue des délégations des Parlements nationaux. Ainsi redessinée, l'Europe portera ses regards dans toutes les directions, comme il lui revient : vers la Méditerrance, vers le tiers-monde, pour qu'il se libère de la menaca qui partout le guette de devenir le champ clos de l'affronte-ment indirect des deux super-puissances, Il

de la diplomatie, témoigne lui ansst pour une Europe de la dissidence, mais sans méconnaître les rapports de force économiques, politiques, militaires, que tissent entre elles les nations. Son récit est plus organisé et touillé.

Pour lui, également, l'Europe reste marque du peché originel de l'économisme. Mais il ren-vole dos à dos les eurocrates, fervents de l'éco-nomie moderne et de sa référence atlantique,

Par PIERRE MAYER

reconnaît d'ailleurs que son idée quadriconti-neurale associant l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique et la Chine est une gageure, puisqu'il fandrait que les peuples européens découvrent que leur salut est « dans l'ecceptation du fait qu'ils font partie du tiers-monde ». Et pourtant la tentative opérée au Partugal à l'époque de la « révolution des celliets »

n'a-t-elle pas fait long feu ? Kufin, vis-à-vis des Etats-Unit, Jean-Marie Benoist lance le projet Insolite, tout d'un messianisme protecteur, d'un plan Marshall culturel à rebours pour leur redonner la « mémoire de ce que furent la culture et la technologie qualitative et secto-rielle du Moyen Age et du passé de l'Europe ».

CONOCLASTE et sans complexe, Jean-Marie Benoist est résolument baroque dans ses idées, Benoist est résolument baroque dans ses idées, et jusque dans son style. Il recourt à des images birarres — e l'absence de voix européanne est criante » — et à quelques atrocités néologiques pour soutenir son rêve d'avanir d'un monde révolu. Ainsi voit-on l'Europe « se ressourcer » dans les traditions de la piuralité, refusant de « sacraliser » l'absurde, observer les forces qui nt « comité » ses différences, et la « complexiout « occuité » ses différences, et la « complemination » de la bureancratis soriétique, on bien encore « s'obsédant » du modèle périmé de la Harvard Business School des années 58, « dynamiser » les régions et « défanatiser » les Arabes à l'égard d'Esraèl. Mais son livre vant par ce qu'il est : un signe et un témoignage pour es temps dur et désolé.

qui prônent une Surope archalque, méditerra-néenne, protectrice indulgente du tiers-monde. Twickenham part d'un constat : « De cette Surops ariésienne, tout le monde parle, mais nul ne la voit jamais et qui n'en veut. Il ne faut pas se leurer : à tous le « statu quo » (l'état des choses) convient » Et li ajoute : « Il est temps de proclamer les raisons dangereuses qui lui imposent d'exister, par un nouveau réalisme sans ferreur excessive », concluant à l'urgence d'une politique européenne définie comme « un art volontaire, une science exarte capable de mesurer les données et de chiffrer les conséquences à l'aune d'un cynisme respon-

On saura gré à l'auteur de brosser le nouvel ordre du monde avec sagnelté, dans un tableau vivant et enlevé Cela nous vant, depuis la fin de la a guerre Itoide s entre les deux blocs, une vision mains manichéenne des choses. L'U.R.S.S. et les Stats-Unis étant assurés de leur destruction mutuelle en cas de recours aux armes nucléaires, la protection américaine de l'Europe n'est ni automatique ni absolue. Un système planétaire s'esquisse avec, au sommet, le duopole des super-puissances, à la base, les nations offrant une marge de mandeuvre au sein des alliances et, partout, la diversité des zones d'intérêt régional Mais, dans ce système, l'Enrope est absente et ne participe pas à un ordre multipolaire en gestation.

Pourtant, Patlantisme — « une légitimité morte à laquelle s'accrochent les régimes poli-

tiques d'Europe occidentale, une mystification réciproque » — est démodé. Ainsi la menace américaine est assimilable au maintien perul-cieux d'illusions dilatoires pour les Européens. Quant à la menace russe, elle est plus considé-Table encore et ses perspectives de domination sont plus effrayantes, d'autant qu'il « faut déplorer avec plus de raisons les tiraillements l'empire soviétique que la cohésion de ses

forces s.

L'Europe pourrait-elle inspirer un monde
« bariolé » ? Twickenham l'espère, sans trop y
croire. Elle est « entre le tiers-monde dont elle
partage les faiblesses, les Etats-Unis qui la partage les faiblesses, les Etats-Unia qui la protégent et l'U.R.S.S. dont le voisinage rend l'amitié nécessaire, entre l'Atlantique qui bords son industrie, les masses continentales qui l'oppressent et, au sud, les mers successives où, tour à tour, les histoires se confondent et les réves s'éloignent s. L'auteur esquisse des orientations, notamment quant à une défeuse euro-péenne, et il met en garde la gauche au ca-où elle arriverait au pouvoir dans les pays méditerranéens. « La social-démocratie, dit-il, mediterrancent. La social quemorrate, divin-n'a jamais eu le goût de l'histoire. Les réformes qu'elle organise suffisent à ses ambitions. En charge du bonheur immédiat des hommes, elle modère le changement intérieur par sa sou-mission extérieure. Mais, à la longue, le pacifisme et la démission dissipent la volonté. C'est peut-être cela qui, à terma, et surtout dans les pays latins, où les forces sont rudes et bien

tranchées, la condamne. » Est-ce bien sûr ? Twickenham croit revenu le est-ce nien sur? Twickennam croit evenus temps des grands politiques, alors que les médiocres se pavament devant l'Europe défunte et que les Européens semblent pris de lassitude devant l'histoire. Et l'Europe peut-elle échapper à cette loi de l'histoire : aucune grande construction ne s'est forgée par le jeu des intérêts, mais l'identification d'une parconvillés essegrace à l'identification d'une personnalité sous-lecente autour d'un modèle perçu et bâti comme tel par opposition et conflit ? Or l'Europe n'est capable ni d'inventer un nouvel archétype de la modernité ni même de se découvrir des ennemis réels on imaginaires. Face au monde qui court devant elle à perdre baleine, l'Europe se révoque elle-même et va s'épuisant en réveries.

(1) Jean-Marie Benoist, Parans pour une Eu-rope défunté, Ed. Hallier, Paris, 1978, 199 pages, 26 P. — Twi-kenham, les Raisons dangereuses, Ed. Hailier, Faris, 1978, 221 pages, 36 P.

LE PORTUGAL en équilibre instable

Une droite impénitente guette le parti socialiste divisé qui doit affronter de lourdes échéances économiques dans un cadre démocratique fragile

le mur... » Ainsi s'exprime M. Antonio Barreto. ministre du commerce extérieur et de l'agriculmajeure que connaît la jeune démocratie portu-L'opposition n'est pas en reste pour illustrer un diagnostic tout gussi implacable, « Nous sommes és, nous dit M. Joao Cravinho, ministre de l'industrie dans le quatrième gouvernement provisoire, sur un bateau qui a pris le large avec moins de six mois de vivres et sans gouvernail

Au-delà des images, il n'est pas un discours politique qui ne fasse référence à cette crise veaux responsables savent que, désormais, l'avenir politique du pays est largement tributaire du rétablissement des équilibres économiques. Au sentiment du « tout est possible » de l'après 25 avril 1974, succèdent les très moralisatrices lois d'airain du jeu économique, venant rappeler l'impossibilité de vivre éternellement au-dessus de

Le bilan s'établit ainsi : le Partugal importe près de deux fois plus qu'il n'exporte. Ce déséquilibre commercial, conjugué à l'affaissement des recettes traditionnelles (tourisme, envois des émigrés), a créé un impressionnant déficit de la balance des paiements : plus de 21 milliards d'escudos en 1975, soit près du dixième du produit national brut (P.N.B.) (1). La banqueroute n'a pu être évitée qu'en puisont mossivement dans les réserves d'or et de devises, qui ont fondu au soleil de la révolution (cf. tableau). A

LE DEFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA DIMINUTION DES RESERVES DE DEVISES (en millions d'escudos)

	1973	1974	1975
Solde de la balance commerciale	29 365	—60 080	48 328
Transferts des émigrés	+27 056	+28216	+24 392
Revenus du tourisme	+ 7896	+ 6 553	+ 3788
Solde de la balonce des palements	+ 8556	<u>20 921</u>	<u>—21 448</u>
Réserves d'or et de devises	69 200	53 600	39 600

cette sombre image, il convient d'ajouter une inflation galopante, de l'ordre de 25 % l'an, et un niveau de chômage qui grimpe allègrement vers les sommets : 180 000 chômeurs en avril 1974, 350 000 en décembre 1975, plus de 500 000 à présent, soit 15 % de la population

Toutes ces perturbations signalent l'ampleus de la rupture réalisée le 25 avril 1974. Habitué depuis cinq siècles à vivre sur l'extérieur — les aventures coloniales prenant le relais des grandes découvertes maritimes — le nouveau Portugal est confronté à une tâche de reconversion en profondeur de tout son appareil productif. Fin le temps des matières premières au rabais et des débouchés assurés sur les marchés protégés des colonies. Comme le souligne M. Antonio Barreto, « le réveil est dur pour cette petite et moyenne bourgeoisie qui a prospéré « à l'ombre du coco-tier » et qui doit, tout d'un coup, affronter la hasards de l'histoire ant voulu que l'entreprise décolonisatrice — qui oblige le Portugal à vivre sur ses ressources intérieures — coîncide avec la crise des économies occidentales et la quosifermeture de leurs frontières aux vagues migratoires. L'émigration, véritable soupape de sécurité de la machine économique portugaise, en est freinée d'autant ; et cela au moment où les « retornados » (rapatriés des ex-colonies), émi-grants potentiels, refluent par dizaines de milliers

Cette superposition de deux déséquilibres physiques résume bien la nature des problèmes posés a l'économie portugaise : elle dispose de moins de ressources pour nourrir une population plus nombreuse. De surcroit, la machine s'est « grippée » à la suite des bouleversements politiques internes. Dans le climat de liberté retrouvée, l'euphorie revendicative a pu se donner libre

cours. La redistribution des richesses effectuée à cette occasion est loin d'être négligeable : en deux ans, la part du travail dans le revenu national est passée de 50 à 60 %, celle du capital a régressé de 50 à 40 %. Autant dire que l'initiative privée, traumatisée par la violence du choc et désormais contraînte de cohabiter avec un large secteur public, demeure convalescente.

reux croisés de critiques

nouveaux conflits politiques portugais. D'un bord à l'autre de l'échiquier politique, on a beau répéter le même leitmotiv — « l'austérité est bien des ambiguïtés demeurent derrière ce slogan qui fait trop facilement l'unanimité. Quelle politique d'austérité? Pour quelles fins? lote surprenante dans ce concert, le président de la C.I.P. (Confédération de l'industrie partugaise), M. Antonio Vasco de Meio, se retranche derrière un libéralisme de bon aloi : « Vous parlez avec un homme profondément attaché aux vertus de l'économie de marché. Si l'on ralentit politique d'austérité ne tue la pou d'or. » Le patron des patrons préfère, quant à lui, mettre l'accent là où le bât blesse les entrepreneurs : « Pour moi, ajoute-t-il, la seule question importante du moment demeure : le peuple portu-gais est-il prêt à travailler? Ou attendra-t-il les bord de la faillite? »

De son côté, M. Vitor Constancio, député du P.S. et conseiller économique de Mario Soares, convient qu' « il faut que quelque chose change au sein des entreprises, dans les relations de travail. Nous n'avons pas de système d'incitation et de pénalisation lié à l'effort personnel de régimes capitalistes et dans les pays de l'Est ». Il souhaite que l'on tienne le langage de la franchise : < li faut avoir le courage de dire que les mesures de rétention salariale indispensables pour contenir la consemmation toucheront presque l'ensemble de la population et donc una partie de la classe ouvrière. Celle-ci doit consentir à ces sacrifices pour préserver ses conquêtes (notionalisations, contrôle ouvrier sur la gestion, etc.), sinon, la nécessité d'une telle politique resurgira tôt ou tard, mais conduite alors de manière beaucoup plus dure par la droite. >

Au siège du P.C.P., M. Alvoro Cunhai tient à dénoncer cette politique de « grignotage » des ocquis ouvriers : « Le souvernement cherche à entraver, dans la pratique, l'exercice des conquêtes socioles. Il ne parle plus que de réglementer le Reportage d'YVES HARDY

ministre, jusqu'à la lutte des classes. » Là, un joyeux éclat de rire égaye le visage du leader communiste. Il reprend : « Si l'on veut que la il faut que les restrictions de co tent d'abord les privilégiés, au travers des biens non plus acceptée si l'on cherche à réintroduire la dynamique du système capitaliste dans les secteurs nationalisés et où s'exerce le contrôle

Pour M. Joco Martins Pereira, ex-secrétaire d'Etat à l'industrie et directeur de l'hebdomadaire d'extrême gauche A Gazeta, « l'enjeu de la de guerre » au Portugal. Mais il existe alternative, et une seule, à la répression : c'est la mobilisation des gens, telle qu'elle était réalisée par exemple dans le Chili de l'Unité populaire ».

Un pari impossible?

A L'AUTRE bout du spectre politique, les sons de cloches enregistres sont bien différents. Le Dr Sousa Franco, l'un des chefs de file du P.P.D. — parti populaire democratique, reconverti ré-cemment en P.S.D. (parti social-démocrate), s'interroge : « Je me demande si ce gouverner socialiste minoritaire aura la force politique nécessaire pour appliquer de réelles mesures d'austé-rité... » Le vice-président du C.D.S. (Centre démocratique et social), M. Amaro Da Costa, nous signale que « le problème de l'économie portugaise confiance. Une confiance qui fait défaut surtout chez les investisseurs, mais oussi chez les consom mateurs, les touristes et les émigrants ». Construisant ses réponses comme des tirades, il marque une pause avant de s'élancer : « Si le gouvernement veut éviter que la crise économique ne devienne une crise politique aux conséquences imprévisibles, il doit gouverner plus, il doit gouverner mioux, il doit gouverner plus vite. >

Pris sous les feux croisés des harcèlements de la droite, qui lui reproche son manque de fermeté, et des réticences de la gauche, qui le soupconne de voulair faire une politique de récupération capitaliste, le gouvernement de M. Mario Soares n'a pas la partie belle.

Devant l'urgence des solutions à trouver et l'ampleur des tâches à accomplir, on est fondé à se demander : n'est-ce pas un pari impossible pouvoir, une prétention outrecuidante que de se considérer comme un gouvernement de salut national alors que le jeu parlementaire l'a contraint à des accords tactiques tantêt avec le P.C.P., tantôt avec le P.S.D. et le C.D.S.?

En tout cas, il faut reconnaître à ce premier se voiler la face devant les difficultés à surmonter. nous M. Antonio Barreto. Il nous faut promouvoir des matières premières. C'est un programme de travail pour dix à vingt ans. Inutile de penser que d'ici là la balance commerciale puisse devenir

M. Vitor Constancio surenchérit : « Si l'on considère en outre que la résorption d'une partie du déficit de la balance des paiements, par des améro un de l'actuelle politique économique, il aut se rendre compte que, dans le même temps, Chez les responsables des politiques sectorielles prévaut le même ton désabusé : « Le 25 avril désespérée, nous confie M. Edouardo Pereira, actuel ministre de l'habitation et de l'urbanisme. Pensex que nous ayons à faire face à un déficitnt de six cent mille foyers environ. Mêure si 25 % du budget de l'Etut continuent à être consacrés à la construction, comme c'est le cas sette année, nos carences en matière d'habitat ne

Dans cette difficile situation, « l'absence de Moura, ex-ministre des affaires sociales, ajoute à la confusion ». Dans le cadre de ce système original d'économie mixte où le secteur bancaire est entièrement nationalisé (3), « il qurait été ssaire de mieux définir les nouvelles règles du jeu économique ». M. Vitor Constancio, qui fut secrétaire d'État à la planification des traisième, cinquième et sixième gouvernements pravisoires, est le mieux placé pour répondre : « L'instabilité politique est la raison majeure de l'absence de plan. Préparer un plan de développement, c'est un travail de longue haleine. Par ailleurs, les coalitions politiques très disparates des anciens gouvernements ne favorisaient pas le choix d'une stratégie nette de développement pour le pays. » Il conclut avec prudence : « Si nous avons le stabilité nécessaire, ce plan devrait être prêt avant la fin de l'année 1977. »



Ce décalage entre moyens et l'ambition des objectifs ne laisse pourtant pas d'inquièter. Les milieux bançaires auque les échéances sont proches : le

conditions de solvabilité — entendez, des réserves d'or - pour permettre le financement du déficit existant tout au plus pendant un an...

Mais il est non moins sur que, si les conditions existantes se perpétuent, la crédibilité du Portugal sur la scène internationale disparaîtra bien avant l'expiration de ce sursis. M. Mario Soares, qui, pendant un temps, donnoit l'impression de vouloir se reposer sur les aides étrangères (4), éprouve à présent le besoin de tirer la sonnette d'alarme. « L'heure de la vérité est arrivée, déclare-t-il dans sa très solenneile allocution télévisée du 9 septembre. Il n'est donc pas possible d'ajourner plus longtemps des problèmes que nous devons affronter avec courage, si nous voulons souver la démocratie. » Au lendemain de cet avertissement, l'homme de la rue a surtout retenu que l treizième mois ne serait payable qu'en bons du tresor. A côté de cette « épargne forcée » qui provoque les réactions les plus passionnelles Cela ne se serait jamais produit du temps de cafés — la panoplie anticrise est apparue bien légère. Hormis la hausse de la surtaxe sur les importations (de 20 à 30 %), aux effets limités, les mesures prises pour entraîner une contention générale de la consommation n'auraient provoqué qu'une amélioration indirecte de la balance des paiements. D'où la nécessité du nouveau train

Incertitudes économiques et ambiguïtés politiques

de mesures, annoncé le 8 octobre, qui revêt davantage d'aspects de politique dure (5). Ce dispositif soulève plusieurs questions. Le

premier ministre pouvait-il se permettre d'aller plus lain à l'approche des élections municipales du 12 décembre? Les mesures annoncées serontelles appliquées? Aussi paradoxale qu'elle paraisse, cette interrogation prend tout son sens pour qui connaît un tant soit peu le fonctionnement de cet incroyable caphamaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, — la bureaucratie portugaise n'est exempte ni de cas de corruption, ni de détournements de décrets ministériels. « Il faudra un jour recenser, me dira avec une Ironie amère un membre de l'actuel gouvernement, le nombre de circulaires ministérielles publiées au Journal officiel qui sont toujours restées lettre morte. »

Autre motif de préoccupation : les mesures d'austérité rencontreront-elles le consensus social nécessaire à leur succès? Force est de constater que las tensions sociales n'ont pos disparu avec le 25 novembre. Loin de là. Aussi le premier ministre, en tenant le langage d'un homme « de droite » pour annoncer son plan d'austérité, langage qui a inquiété jusqu'à ses plus fermes partisans — on les a rassérénés en leur assurant qu'il s'agissait d'un discours tactique, -- a suscité un reflexe de classe chez les travailleurs. Aujourd'hui, dans la ceinture industrielle de Lisbonne et Setubal, comme chez les travailleurs agricales de l'Alentejo, les militants socialistes ont plus de mai qu'hier à se faire entendre. Cette « maladresse » est plus significative qu'il ne semble au premier abord. Tout se passe comme si la gravité des perturbations économiques avait

un effet paralysant sur la réflexion politique. Jamais ne fut mis en avant ce qui aurait pu constituer l'originalité d'une réponse socialiste à la crise. Ne faut-il pas chercher l'origine de cette carence dans la nature profondément hétérogène du P.S. portugais? Ce caractère composite, on en retrouve le reflet dans la diversité des projets

politiques qui coexistent au sein même du parti. Pour les feaders de l'aile droite, il s'agit de constituer l'importante classe moyenne du pays (1,5 million de personnes) en base d'appui priviéglée, au besain en encourageant ses projets d'entreprises privées dans le cadre d'un capita-lisme libéral qui maintiendrait un petit secteur nationalisé comme reliquat de sa référence au socialisme. A la gauche du parti, des hommes comme M. Lopes Cardoso continuent de soutenir à l'inverse que la base sociale du parti devrait être « les classes travailleuses au sens large ». L'ex-ministre de l'agriculture — il a démissionné de son poste le 3 novembre pour dénoncer justement la ligne politique « confuse » du P.S. souhaite que « la redressement économique soit

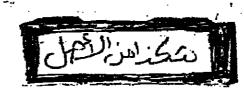
(1) 1 eccudo : 0.16 F environ. Les perspectives pour 1978 sont encore plus noires ; les calculs officiels prédisent un déficit de 35 militards d'accides (5.5 militards de francs).

(2) Chiffres probablement inférieurs à la réalité en raison de l'afflux des rapariés des ex-colonies dont le nombre ne fait encore l'objet d'aucune d'automnt prédise.

(3) À l'exception de trois banques étrangères : la Crédit Franco-Portugais, la Banco do Brazil et la Bank of London.

(4) La totalité des aides étrangères dont beficie le Portugal denuis mai 1976 ne peut guère combier que la motté du déficit de la balance des palements.

(5) Surfate portée à 60 % pour l'importation des biens de lune (vins. tabsca. articles de parfumerie. fourrurs. etc.), obligation de dépôt correspondant à 50 % de la valeur de la marchandise importée (dépôt qui restera galé — sans intérêt — peudant cent quatre-vingts fours au moins), contingentement de certaines importations, etc.





the being

The second second

er eine ber dam

sa trevial and a resident of the factor

Approximate the second second

Landing of the state of the state of

ent to the training of the contract of the con

rate ().

pensé comme condition de la poursuite de la transition au socialisme ». « On a beaucoup parlé, dans le passé, ajoute-t-il en souriant, du PREC (processus révolutionnaire en cours). Tout le problème est qu'à présent nous n'entrions pas dans un nouveau PREC où le même sigle signifierait cette fois Processus de récupération de l'écono-mie capitaliste. »

Certes, l'unité du P.S. est un gage de la stabilité des institutions, et M. Mario Soares joue d'ordinaire parfaitement le rôle de trait d'union. Mais n'est-il-pas à craindre, si cette entreprise dé clarification interne n'est pas menée à bien, que les incertitudes de la reprise économique se prolongent autant que le maintien des ambiguités politiques du P.S.? Ne convient-il pas d'abord de les élimi-ner pour assurer la réussite du plan d'austérité?

Du Beira littoral au Minho

Q UE dit le « Portugal de l'intérieur » de ces loutes politico-économiques ? Après un séjour dons le Minho et le Tros-os-Montes, on est tenté de répondre : rien. « Tous ces débats, c'est bon pour Lisboune », s'entend-on inévitablement répondre. Mais n'engagent-ils pas l'ayenir du pays?
« Nos problèmes sont autres », rétorque, imperturbable, l'interlocuteur payson. Pour saisir ce profond scapticisme et découvrir la noture des difficultés des gens du Nord, indispensable donc de faire toble rase des préoccupations de la

En quittant la route principale qui relie Lisbonne à Porto, pour emprunter les chemins de campagne de la province du Beira littoral, la vision de ces épis de maïs brûlés sur pied vient roppeler. l'étendue des dommages causés cette année par la sécheresse. On en trouve la confirma-tion à hauteur de Coimbra : le rio Mondego, qui, en octobre, irrigue la province, n'a plus que des allures de ruisseau. Les conséquences de ce manque d'eau sont parfois dramatiques dans cette zone de minifundia (6) où l'agriculture de subsis-tance fournit souvent le complément indispensable au revenu ouvrier du ménage. Eternelle question des structures agraires archaïques. Eternel écueil de l'individualisme paysan. Pourtant, dans le district d'Aveiro, on s'efforce de renouveler les données de ce vieux problème. Un paysage de petits dâmes blancs - les salines - ouvre les portes de cette cité, un peu pompeusement appelée « la Vanise du Portugal », pour roppeler au touriste la présence de quelques canaux et gondoles.

Les techniciens agricoles de la brigade d'Aveira misent beaucoup sur la renaissance du mouvement coopératif (dans le secteur des produits laitiers et leurs dérivés) pour tirer de sa léthorgie la population du district. Sept nouvelles coopératives nées depuis le 25 avril sont venues s'ajouter aux deux plonnières de la période républicaine qui ont survécu aux tentatives de démantélement de l'époque salazariste. Chaque coopérative dispose de son réseau de salles de traîte mécanique disséminées dans les villages.

Pour M. Diamontino Simoes, l'un des technirour M. Diamantino Simoes, l'un des techni-ciens agricoles, « chaque fois que surgit un problème agricole majeur dens la région, il est à présent débattu en assemblée générale. La coopérative devient le creuset d'une nouvelle conscience rurale pour cet paysons qui votent majoritairement P.S.D. ou C.D.S. ». Espoir plus que réalité? Sons doute. L'un de ces agriculteurs, rencontré près de Vagos alors qu'il conduisai deux de ses quatre vaches à la traite (« les deux autres vont mettre bas », tient-il à préciser),

trie laitière, elle, nous exploitait. Avec la coopérative, le problème c'est surtout les returds de ent. > 11 revisse sa cosquette puis, sans s'inquiéter de la présence de l'ingénieur, dit d'un cir convaincu : « Dites quesi que les directeurs, une fois élus, se prennent parfois pour des seigneurs. » La soixantaine bien tassée, anaiphabéte - « j'ai commence è travailler aux champs è l'age de dix ans », — il laisse échapper avec ameriume : « Depuis le 25 avril, les choses se sont même aggravecs pour nous. Les prix du sucre, du riz, de la morue, des vêtements, etc., montes plus vite que les telaires. Alors, par manque d'argent, nous n'evens pas profité du supplément de liberté. » C'est à l'écoute de tels propos que l'on mesure mieux les limites de la « révolution des cuillets ». Les compagnes de « dynamisation culturelle » du M.F.A. pouvaient blen distiller des éclaircissements idéologiques, le payson attendait, lui, qu'on lui garantisse le prix des produits et des engrais. Comment deux ans de bouleverse-ments politiques ont-ils pu laisser rigoureusement intacts les vieux circuits de commercialisation et les pratiques spéculatives des grossistes? Au début de la campagne, le kilo de pommes de terre coûtait 4,50 escudos le kilo ; les mystères du jeu de l'offre et de la demande l'ont rapidement corté à 7 escudos (7).

L'ancien ministre de l'agriculture, M. Lape Cardoso, avoue la gravité de la question : « Il est vroi que pratiquement rien n'a été fait dans ce domaine et que le petit poysan reste à la merci des intermédiaires classiques. De très sérieux et rapides efforts doivent être faits pour développer le pouvoir d'intervention direct de l'Etat dans les circults de commercialisation et pour favoriser l'essor d'organisations de petits agriculteurs, en vue de cette commercialisation, dons un cadre coopératif par exemple. »

Les premières pentes que l'on gravit en se dirigeant vers l'est signalent les contreforts du Tros-os-Montes. Les voitures se font plus rares et laissent la voie à la traction animale. Deux bœuts, sous un joug de bois sculpte, tirent une lourde charrette de tain. Camme si le temos s'était arrêté il y a quelques siècles. A proximité de la frontière espagnole, nous découvrons bientôt cu fond d'une vallée verdoyante le petit village de Rio-de-Onor. Etonnant paysage qui a inspiré au cinéaste Antonio Reis la magnifique évocation poétique du Tras-as-Montes. Mais, la encore, beauté rime trop souvent avec pauvreté. Devant une maison de bois aux fenêtres ciselées, une vieille dame au visage ridé fait sécher ses haricots sur un linge. « Vous voyez, monsieur, nous travaillons, nous travaillons, et nous avons peine à nous nourrir. C'ost tout ce que nous faisons de notre vie. » — « Ne te plains pas, interrompt alors sa voisine, elle aussi vêtue tout de noir, nous sommes privilégiés, nous ne menquons pas d'eau. » Le problème de l'eau, même en dehors des périodes de sécheresse, est ou centre de toutes les conversations. L'absence de système d'irrigation conduit parfois les paysons à détourner l'equ. souvent contingentée, de son usage domestique pour l'appliquer aux cultures. D'où les innom-brables querelles relatives aux abus de tel ou tel. Qu'ils sont loin les débats politiques de la capi

La voiture cahote sur la route défoncée pour rejoindre, plus au sud, Miranda-do-Douro. L'hos-pitalité, qui ne se dément pas, ne peut faire oublier le dénuement, lot quotidien de la vie ruraie de cette province. A quelques kilomètres du barrage qui régule le cours du Douro pour en tirer des kilowatts-heure, il n'est pas rare de rencontrer des hameaux où l'on s'éclaire encore à la bougie. L'électricité existe, mais pour le

Dans la capitale du Tras-os-Montes, Bragance, les responsables paraissent démunis pour repondre à toutes les demandes provenant des alentaurs. « C'est une région abandonnée », nous avouers le capitaine Pinheiro, qui faisait office de prési-dent de la chambre municipale, en attendant les prochaines élections. Il rectifie à peine : « Depuis le 25 avril, il semble qu'à Lisbonne il y ait une meilleure ouverture à nos problèmes qu'aupara-vant. Pour ce qui est des changements, c'est tout ce qu'on peut dire. » Virile poignée de moins d'accueil, cheveux en brosse, le gouverneur civil équivalent de notre préfet, — qui nous reçoit au pied levé, est major de son état. Décidément les militaires portugais ont un pied bien ancré dans la vie politique du pays! Le major Fernando Gomes nous tient le même langage désenchanté : L'isolement reste le problème numéro un. Si le plupart des villages sont reliés à Bragance, bien peu le sont entre eux. Etonnez-vous, après, que les prix de nos produits, grevés par les transports, ne soient pas compétitifs. » Sur un ton d'impuis-sance lasse, il poursuit : « Qu'il s'agisse d'édu-cation, d'habitat ou de santé, je n'ai pas le pouvoir de résoudre les problèmes locaux. Tout dépend de Lisbonne. Il n'y a qu'en metière de travaux publics que je dispose d'une certaine autonomie. Alors, nous revendiquons que la régionalisation; inscrite dans la Constitution, devienne une réalité. » Que le gouverneur se rassure : Lisbonne vient de créer une commission spécialement chargée d'étudier l'aménagement du Tras-os-Montes I Une commission de plus. On ne troublera pas de sitôt la quiétude de ces montagnords d'un autre

Survivance du féodalisme et phénomène religieux

Cet héritage Fernandes. Ek bien, ces zélés propagandistes expliquaient oux paroissiens, jusque dans leurs sermons, que le cercle est l'image de la vertu et qu'avec le C.D.S. on se rapprochaît de la soind'une période rêvolue n'est, hélas ! pas le seul à subsister. teté. » Il ne faut pas sous-estimer l'impact de tels commentaires dans les milieux ruraux où la Dès que l'on monte plus au nord, les survivances du féoreligiosité reste vive. D'autant que les publications dalisme se montrent religieuses ont un considérable pouvoir d'endoctrinement sur ces foyers, que vient tempérer un peu aujourd'hui la télévision. Feuilleter une colplus nombreuses. A mi-chemin entre Porto et Viana-dolection de Cruzada (la Croix), sorte de bulletin paroissial du diocèse de Braga, est édifiant à plus d'un titre. Les cibles sont politiques, le ton péremptoire. Sous une rubrique intitulée « Voter pour quel parti? », on peut lire ces mots : « Le catholique est libre de s'inscrire ou de voter pour l'un quelconque des partis non marxistes, mais ne peut adhérer ni voter pour les partis marxistes (8). » Les conseils les plus moralistes voisinent avec l'anticommunisme, et M. Mario

> Pour savoir ce qui Inspirait ces libres adaptations de l'Evangile, une visite à l'archevêché semblalt apportune. « L'archevêque est alité, il ne receit pas », me fut-il sèchement répondu.

Soares n'est pas épargné (9).

« Bien, puis-je prendre rendez-vous avec l'évêque auxiliaire ? (10) « Non, car il a pour principe de ne pas occorder d'interviews. » — « Le chanoine Edouardo de Melo est-il disponible ? » (bras droit de l'archevêque, « dans toute l'acception du tenne », me dira un membre du clergé local). « Non plus, il est en vocances. »

Avant de m'éconduire poliment, le secrétaire de l'archevêque se décida à rompre le temps d'une phrase son silence de troppiste : « Nous ae sommes pas en mesure de vous donner notre point de vue, car la situation politique est trop changeaute. Revenez dans quelques mois. »

« C'est bien un signe de l'attentisme actuel de l'Eglise, commentera pour moi un responsable de l'Action cotholique. Il semble que la kiérarchie ait décidé de ne pas se compromettre avec ce gauvernement, sans retuser de le soutenir. » L'Eglise sait qu'elle peut se permettre cette poli-tique de prudente expectative. Solidement implantée au Portugal depuis le quatrième siècle pour ses principaux diocèses, elle a une autre notion du temps et peut faire fi des aléas politiques. Les régimes politiques passent, l'archevêché



l'exportation « Ca a toujours été comme ca », nous dit, d'un air résigné, la plus ancienne du groupe. La vie d'une famille de pêcheurs de Fao semble marquée par le même rythme immuoble. Dans une ruelle du village, sur une toite cirée posée à même le sol, une femme dispose, pour la vente, les poissons que viennent de ramener son mori et son fils. Car ici, on continue d'être pêcheur de père en fils. « De mon temps, l'allais à la pêche en ramant, nous dit le père, au visage hâlé por le vent. Aujourd'hui, mon fils dispose d'un petit moteur sur sa barque. » Jetant un coup d'œil vers sa femme qui s'affaire avec une vieille halanca à plateaux et des co reprend : a Auparavant, les femmes attendaie notre retour sur la plage, tout le temps de notre voyage en mer. À présent, elles peuvent rester à

(environ 23 F) pièce, la laine étant fournie par

le patron. Ce dernier posse régulièrement dans le

village pour romasser les productions destinées à

10000 Un peu plus loin, l'œil est agressé par une inscription à la peinture qui s'étale sur toute la largeur d'une façade : « Deus nos livre do com-munismo » (Dieu nous garde du communisme). A Fao, comme dans beaucoup de villages du Minho, l'archevêque et les cociques continuent de régler les consciences.

la maison, préparer les repas et vendre le poisson.

Your voyer, les choses changent... >

Braga, « la Rome portugaise », n'est guère qu'à 35 kilomètres. Pour une fois, le surnam est justifié. Déambuler dans les rues de Braga en compagnie d'un prêtre est un bon moyen d'évaluer pesanteurs religieuses de cette cité. Arrivés à la hauteur d'une église, il vous en apprend le nom, puis a tout juste le temps de répondre à la respectueuse révérence d'un paroissien ou au discret sourire d'une sœur que, déjà, se présente un nouvel édifice religieux. La scène se reproduit tout le long du chemin.

Les oubliés du Nord

BRAGA, c'est aussi le flet d'un archevêque qui D s'est rendu fameux en prenant la tête de la croisade anticommuniste de l'été 1975. Il expricroisade annicommuniste de l'été 1775, il expri-mait tout haut et un peu vertement ce que pensait la majorité de l'épiscopat. Seule l'histoire des rapports de l'Eglise et de l'État au Portugal fournit les ressorts d'un tel comportement. Avec le 25 avril 1975, l'épiscopat a craint que ne se répète l'aventure républicaire de 1910-1926, période très anticléricale durant laquelle de nom-beutes bloss de l'Étalise furent configurée la breux biens de l'Eglise furent confisqués. La parfaite entente cardiale qui régna ensuite entre Solazar et son ami, le condinal-potriarche de Lis-bonne, Cerejeira, fut concretisée par le concordat de 1940. « L'Eglise a payé ce régime de faveur, me dira un ecclésiastique, par un silence tenace sur la politique de Salazzar et même de Caetono. coloniale ou sur la répression intérieure, qui n'épargnait pourtant pas les aumôniers de l'Action cotholique, vous n'en trouverez pas. >

Ces engagements Jamais reniés - l'archevêque s'est offert pour présider le Te Deum du quarantième anniversaire du coup d'État de 1926 : ont été adaptés aux nouvelles circonstances politiques. « Le C.D.S. est le parti le plus proche de la doctrine de l'Eglise », n'a pas craint d'affirmer le prélat. Du coup, certains prêtres du diocèse se sont crus autorisés, durant la dernière com-pagne législative, à de curieuses exégèses sur les sigles des partis. « Vous sayez que le sigle du C.D.S. est composé d'un cercle vers lequel deux flèches convergent, me roppelle le père Souso

Et pourtant, des signes de changement



Tout le nord du pays n'est pourtant pas, comme le Trasos-Montes, figé dons sa légende de zone ricale. En suivant la route sinueuse qui mène à Vila-Real et Regua, on entre dans le domaine des vignes du Douro, le terroir du vin de Porto. Les « quintas » (propriétés), d'une superficie

long des terrasses blen aménagées ou flanc de la montagne. Le 4 juillet 1976, une petite c bombe » a secoué cette région prospère : la création du syndicat des travailleurs agricoles du district de Vila-Real. Ainsi le nord le plus traditionnel n'était plus épargné par cette « maladie du Sud », pour reprendre les termes d'un industriel de Porto. La période de maturation fut longue, puisqu'il fatiut près de deux années de contacts prudents et de réunions discrètes pour loncer ouvertement le projet. Aujourd'hui, au siège du syndicat, on se frotte les mains. Après trois mois d'existence, près de mille travailleurs agricoles sont déjà affiliés. Indéniablement, ca succès, signe d'une évolution des mentalités, a été favorisé par la publication de la loi de « arrendamento » (loi de fermage), équivalente par son importance, dans le Nord, à la loi de réforme agraire pour

Cette loi, qui permet aux métayers d'exiger du propriétaire la transformation de leur statut en fermier sur la base d'un contrat écrit, présente pour l'agriculteur l'avantage de faire baisser la rente versée aux propriétaires (11) et lui fournit des gages de stabilité : le contrat écrit s'appose aux expulsions. La loi devrait également favoriser une rationalisation des cultures dans la mesure où le nouveau fermier pourra les choisir en fonc-tion de la qualité de la terre, et non plus des exigences du « seigneur », comme disent encore les agriculteurs. Les difficultés d'application de la loi, en raison de l'opposition des propriétaires et des lourdaurs de l'opporeil de la justice, on simplement permis d'amorcer le combat syndical. L'un des nouveaux adhérents remarque ainsi : « Mon propriétaire essaye de tourner la loi en disant qu'elle ne s'applique qu'aux vins de ention courante et non aux vins de Porto. » C'est un exemple parmi beaucoup d'autres. Les jeunes syndicalistes de Regua restent cependant conficients. « Si, event, nous n'evens rien pu faire, me déclare l'un d'eux, c'est que nous étions seuls. Aujourd'hui, nous gyons le sentiment d'être

Quels sont ces soutiens? Le ministère de l'agriculture, d'abord, dans la mesure de ses faibles moyens; les militants du P.C.P., ensuite, qui tentent de faire oublier, sur le terrain notamment de l'assistance juridique aux agriculteurs, les

erreurs commises par l'organisation des « ligues paysannes » (12). M. Mario Rodrigues, rédacteur en chef du journal A Terra (proche du P.C.P.), dont le siège est à Porto, milite en faveur de la pleine application de la loi : « Dans le cadre miers du nord de Porto), explique-t-il, existe un collectif d'avocats d'une dizaine de personnes qui a bien da mal à satisfaire à toutes les andes. Malgré tout, au total, près de cinquante mille contrats auraient déjà été signés dans le centre et le nord du pays sur trois cent mille exploitations concernées par la lai. » « C'est déjà un grand pas en avant, conclut-il, surtout si l'on considère que les grands propriétaires proclament partout autour d'eux qu'il faut être communiste pour vouloir l'appliquer. =

Les limites de ces transformations sociales en cours, on les trouve dans le district même de Regua, pourtant à la pointe du combat. Les agriculteurs de cette région partagent leur temps entre le travail des vignes des « quintes » et un minifundio dont ils sont propriétaires et qu'ils louent même parfois pour compléter leurs revenus. Face aux patrons des « quintas », les paysans se sont regroupés, mais ils préservent jalousement leur droit sur le minifundio. Situation contradictoire où l'esprit individualiste s'alimente des titres de propriété, aussi faibles soient-ils. Comme nous le dira M. Lopes Cardoso, « le comportement de ces paysans est bizarre. On a l'impression que, en tant que fermiers, ils sont pour le statut du fermage, et que, en tant que propriétaires, ils sont contre ». Enumérant les divers obstacles que rencontre la mise en pratique de la loi, M. Lopes Cardoso s'attarde sur les résistances psychologiques, « les plus dures à surmanter ». « Nous avons tenté, dit-il, de persuader les agriculteurs de l'intérêt que revêt pour eux une telle loi. Mais vous connaissez la prudence paysanne. Beaucoup pensent que le processus en cours n'est pas irréversible et craignent que, en réclamant aujourd'hui l'application de cette loi à leur propriétaire, celui-ci ne s'en souvienne demain, dans une autre conjuncture politique. » Prudence ou réalisme?...

La bataille du logement

DE l'ensemble de ces zones reculées de l'arrièrepays, beaucoup n'ent pas voulu attendre dans la misère le temps des mutations. Le mouvement de désertion se poursuit encore. Pour ceux qui n'ont pas été tentés par l'aventure étrangère, l'exode rural s'est généralement achevé à Porto. La situation du logement, dans cette ville qui compte plus de huit cent mille habitonts avec ses banlieues, reste comme un stigmate de cette croissance artificielle. Seul le réalisme d'un Zola rendralt bien compte de l'état de précarité, sinon de « taudification », d'une grande partie des habitations. Le vieux centre historique qui se serre le long du fleuve (quartiers Ribeira et Barreda) a du mol à dissimuler, molgré son pittoresque, la surpopulation de ses maisons délabrées. Dans les tristements célèbres « ihlas » de Porto continuent

de s'entasser trente mille personnes. Cette forme d'habitat, contemporaine de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle, subsiste bel et blen. De minuscules maisons (environ 30 mètres carrés de surface au sol), appuyées les unes sur les autres, forment deux longues bandes parollé séparées par une étroite ruelle dans un coin de loquelle sont casées les installations sanitaires. Les lotissements des quartiers périphériques ne valent guère mieux. Un long inventaire est inutile cor un qualificatif décrit bien leur état : « ihlas en l'air », les ont surnommés leurs habitants.

L'actuel responsable de la politique du logement. M. Edouardo Pereira, distribue les responsabilités : « Le problème du logement provient en grande partie d'une absence de politique de fixation des populations dans les zones rurales (un Portugais sur quatre vit dans les districts de Lisbonne et de Porto) : c'est ce manque de politique d'aménagement du territoire que nous nous effor-çons de combier à présent. » Dans cette situation de crise, comment s'étonner qu'au lendemain du 25 avril l'une des premières offensives populaires, à Porto comme à Lisbonne, ait été l'occupation des maisons vides? L'ariginalité de ce mouvement fut aussi de donner naissance à de nombreuses commissions de « moradores » (habitants), créées sur la base des quartiers, et à un organisme, le S.A.A.L. (13), à la fois émanation de ce mouvement et interlocuteur privilégié du ministère du logement, notamment pour les entreprises de rénovation. Le S.A.A.L. préconise en effet le relogement sur place, afin d'éviter la migration des populations vers la périphérie et de ne pas briser la vie communautaire qui s'est instaurée dans les quartiers.

(Lire la suité page 10.)

(6) Sur les soixante-neuf mille exploitations que compte le district d'Aveiro, 53 % ont moins de 1/2 hectare et 24 % entre 1/2 et 3 hectares.

(7) C'est un problème qui n'est pourtant pas nouveau. Dans le livre qu'il a publié en 1968, le Portugal et Salazar (Editions ouvrières). Christian Rudel no'sait déjà : « Comme cette classe intermédiaire de commerçants parasites (...) lait le loi et imposes ses priez, la culture de la pomme de terre a régressé en certaines régions et il laut maintenant importer ces tubercules. Et cet exemple est loin d'être isolé »

(8) Allusion an P.S. et an P.C., « deux partis jumeaux » Seion Cruzada (mai 1976). jumeaux » seion Cruzada (mai 1976).

(9) e Comme rinistre des alfaires étrangères des premiers gouvernements provisoires, il a négociá, notamment à Lusaka et à Alvor, en collaboration evec les communistes, notre retrait précipité et honteux d'outre-mer. » (Cruzada, janvier 1978.) (10) Celui-là même qui s'est auparavant « illus-tré » au Mozambique en expuisant les pères blancs (11) Dans le cas d'une terre qui produisait, par exemple, quatre mille litres de vin, au lisu de donner au propriétaire deux mille ou deux mille cinq cents litres, l'agriculteur ne lui versera plus que 70 centavos par litre; la diminution est appréciable.

(12) Le P.O.P. tindait à faire des ligues paysannes des appendices des syndicats de travailleurs agri-coles, sans prendre en compte la spécificité des problèmes des potits paysans propriétaires. (13) S.A.A.L. Servicio de Apoyo Ambulatorio Local (service d'aide locale Itinérant).

miques *litiques*

man or green so

(Suite de la page 9)

Un motif de surprise pour qui visite Porto aujourd'hui est que le 25 novembre n'ait pas transformé profondément cette situation assez exceptionnelle. Le S.A.A.L. n'a rien renié de ses engagements : les commissions de « moradores » doivent toujours permettre de faire de « la question du logement l'un des oxes de la mobilisation et de l'organisation populaires ». Le P.S., de son câté, continue de voir dans les associations d'habitants un embryon de ce pouvoir populaire dont il conteste la « représentativité ». Le gouvernement poprsuivra la concertation avec nous, nous dira avec lucidité un responsable du S.A.A.L. tant qu'il ne pourra pas faire autrement. » De fait, le S.A.A.L. de Porto a su se rendre Indispensable sur le plan technique, en ralliant à lui une large fraction des architectes de la ville. Toujours fortement influencé par l'extrême gauche, il a su éviter les écueils partisans. Enfin et surtout, il a conservé la totale confiance des « moradores », ll suffit, pour s'en convaincre, d'assister à une assemblée générale de délégués élus par les quar-

Plus de deux cents personnes sont assises dans cet amphithéâtre de l'École des beaux-arts de Porto. Le public n'est pas celui d'une assemblée générale étudiante, même s'il y règne parfois un climat aussi passionné. Les femmes sont venues avec leurs jeunes enfants qui s'endorment sur leurs genoux, au fil de la soirée. Bien qu'il n'ait visité qu'au pas de charge les zones de Porto en reconstruction, M. Edouardo Pereira a été confronté, lui aussi, à cette mobilisation des « moradores ». Dans le quartier d'Antos, qu'il s'apprêtait à qu'itter aussi vite qu'il était venu, une habitante prend le temps de l'interpeller : « Alors, monsieur le ministre, vous n'allez tout de même pas nous donner du préfabriqué? » — « Non, non, rétorque ue peu surpris M. Edouardo Pereiro. La solution technique dépendra de vous et du S.A.A.L. »

Si les apparences sont sauves, M. Edouardo Pereira tient, dans le cadre plus serein de son bureau, des propos qui ne laissent pas de doute sur les nouvelles orientations de la politique du logement. « Ce mouvement révolutionnaire des « maradores » a connu une ampleur et une virulence qu'il n'est pos possible de maintenir après le 25 novembre. Nous ne sommes plus dans un cadre révolutionnaire. Nous sommes à présent dans le cadre du droit, le cadre démocratique du développement du pays. Il nous faut par consé-

quent danner des gages à l'initiative privée pour qu'elle se lance à nouveau dans la construction. Er cette optique est incompatible avec une politique systématique d'occupation de maisons. »

Ce choix a des implications sociales considérables. On évalue à 70 % la part des demandeurs de logement insolvables par rapport aux prix pratiqués par le secteur privé. Dans combien d'années la construction publique pourra-t-elle satisfaire leurs besains? Par ailleurs, les « désoccupations » de maisons se sont multipliées durant l'été. Les réactions de protestation ne se sont pas fait attendre. M. Edouardo Pereira en a même fait les frais. Sequestré pendant plusieurs heures, à la fin du mois d'août, il a pu tester le mécontentement des « moradores » devant les expulsions et entendre leurs revendications : « Casas sim, barracas não » (des moisons oui, des taudis non). Malgré les risques de déchirement du mouvement des « moradores » et l'affaiblisse-ment du S.A.A.L., lié peut-être à son institutionnalisation, les habitants qui ont fait du problème du logement une affaire collective, depuis deux ans, ne se laisseront pas si facilement diviser. On peut alors parier que, dans ce secteur où les orientations « socialistes » sont des alus contestables, se jouera une bataille importante entre le sur une vingtaine de bambins. Il est 17 h 30. Arrive alors, dans une benne tirée par un tracteur, un groupe de paysannes alentejanes de retour des champs. Elles échangent quelques mots avec les nurses, lancent un petit « Viva Otela! » en souriant — elles ont toutes voté pour Otelo de Carvalho aux élections présidentielles — et s'éloignent en prenant leurs enfants dans les bross

Le président de la C.A.P. du district de Portolegre nous emmêne en pêlerinage sur les lieux où, le 4 avril demier, il a, avec ses amis, « chasse les communistes ». « Les rouges voulaient s'oppo-ser à le tenue de notre assemblée générale pour l'approbation de nos statuts, nous dit M. Francisco Moura, mais, ce jour-lè, nous leur avons montré notre force. » Seule l'armée, intervenue de toute urgence, a réussi, à tir de grenades, à séparer les protagonistes avant que la bagarre ne fasse dovantage de dégâts. Les séquelles de cette crise sont encore partout vivaces ici et, dès que l'on aborde le thème de la réforme agraire avec les adhérents de la C.A.P., l'animosité se donne libre cours : « C'est le syndicat qui met dans sa poche l'argent des récoites », dit l'un. « Ils ont abatta tail pour renflauer les coopératives », surenchérit un outre. Sur la route de Campo-Maior, surnommé « Moscou » par la propriétaire, adhérent de la C.A.P., qui nous accompagne, le ton indigné se fait encore plus vigoureux : « Regardez le maîs des communistes, comme il a poussé, regardez leurs tomates comme elles sont belles. Eux, ils n'ont pas manqué d'eau. C'est scandaleux, ces privilèges des U.C.P. >

A l'évêché de Beja, Mgr Falcao, qui nous reçoit dans son opportement de la vieille ville, vêtu d'une stricte soutane, n'hésite pos à parler de la réforme agraire. « Comment voulez-vous que la hiérarchie catholique donne se caution à des occupations qui ont affecté jusqu'aux terres de l'Eglise? » En toute franchise, il ajoute: « Traditionnellement, l'Eglise au sud s'appuyait sur les familles riches, les grands propriétaires. Les curés des paroisses recevaient un appui éconon spirituel et apostolique de la part des latifundiaires et de leurs familles. » Sur un mode pru-demment impersonnel, il professe ensuite une virulente accusation : « On dit que 200 000 tonnes de blé récolté dans les U.C.P. ne sont pas rentrées dans les siles de l'État, cette année. On soupçonne que ce blé a été vendu clandestinement en Espagne par les responsables des syndicats pour alléger les dettes des coopératives... » José Casqueiro, le jeune secrétaire général de la C.A.P., rencontré à Santarem, ne croit pas devoir reprendre l'occusation à son compte : « Des détournements ? Oui, il y en a eu, mais 200 000 tonnes, ça me semble beaucoup. > « Des preuves matérielles de ces abus? Non, je ne peux yous en fournir, mais je peux vous assurer qu'il y en a eu, sinou la C.A.P. n'existerait pas. » « Nous sammes profondément anticommunistes et c'est naturel pour qui a vécu ici le gonçalvisme », poursuit José Casqueiro, avant de s'emporter contre sa « bête noire », « ce marxiste radical qu'est Lopes Car-

L'intéressé ne s'émeut pas trop de telles critiques. « Elles ne disqualifient que la droite qui les utilises », dit-il. Confiant dans la réforme agraire, dont il dressa — avant d'abandonner ses responsabilités gouvernementaies — un bilan positif, « à verser en premier lieu eu crédit des travailleurs agricoles eux-mêmes », il confie cependant ses inquiétudes : « Le processus ne s'oriente pas vers une mise en autogestion des nouvelles unités agricoles, mais vers une gestion bureaucratique par les directions syndicales. » Elevant le ton, M. Lopes Cardoso dénonce « cette situation intolérable qui conduit les travailleurs à ciccepter les ardres d'une direction syndicale qui n'a pas été élue démocratiquement, sous peine de ne plus trouver de travail dans les U.C.P. ».

M. Alvaro Cunhai, lui, commence par relever le gant : « Si les syndicats de travailleurs agricoles avaient attenda après le ministère du travail pour procurer de l'emploi aux nombreux asvriers agricoles en chòmage, je me demande où en serait la réforme agraire? » Et le secrétaire général du P.C.P. de compléter sa réponse par ce constat presque autocritique : : Nos cellules des U.C.P.—qui, d'ailleurs, ne marchent pas comme nous aimerions qu'elles marchent (17) — comprennent de 15 à 20 % des ouvriers agricoles. Comment, dans ces conditions, exercer un monopale? Nous sommes influents, c'est indéniable, mais nous ne sommes pas sectaires. »

Chacun campe donc sur ses positions, tandis que, dans le Nord-Alentejo, le feu continue de cauver sous la cendre. Tirant du buffet un pistolet qu'il glisse dans sa poche avant de sortir, cet adhérent de la C.A.P. de Campo-Major commente son geste d'un ton qui se veut rassurant : « C'est devenu une habitude, Ici, on ne sait jamais... » Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, qu'il faudra beaucoup de talents de négociateur au nouveau ministre de l'agriculture — même si le P.C.P. et l'extrême gauche se montrent prêts à c jouer le jeu » — pour éviter l'éclatement de ces conflits latents, de nature à précipiter une intervention de l'armée.

Nouvel écueil : des centaines de milliers de « retornados »

S'il est un autre problème méconnu dans le Portugal d'aujourd'hui, c'est bien celui des « retarnados » ou « desalojados », le s ropatriés des excolonies (Angola, Mazambique, Guinée, Timor...). En

actobre 1976, soit plus d'un an après la mise en place du pont aérien entre Lisbonne d'une part et Luanda et Maputo d'autre part, il était impossible de savoir exactement combien le Portugal avait accueilli de réfugiés. Cette ignorance affecte les plus hautes autorités du pays. D'un ministre à l'autre, les évaluations varient de trais cent mille à un million. Les opérations de rapatriement se poursuivant, la vérité est aujourd'hui plus proche du million que de trois cent mille, dans un pays qui compte moins de dix millions d'habitants. Jamais sans doute les responsables de l'inévitable décolonisation n'avaient pensé que ce reflux (14) connaîtrait une telle ampleur. Alors que Bloncs et Noirs qui fuyaient le M.P.L.A. au le Frelimo s'entassaient dans le hall de l'aéroport de Lisbonne, sans aucune perspective, il fut décidé à la hâte de les loger dans les hôtels et pensions de la capitale. Le plus sérieusement du monde, avec une certaine fierté même, le sous-directeur de l'IARN (Institut d'appui au retour des nationaux), M. Nuno Tavora, peut déclarer aujourd'hui : « Au Portugal, nous avons l'esprit d'improvisation ! » !! omet simplement de mentionner les résultats catastrophiques de cette politique au jour le jour.

Avec les difficultés financières que l'on sait, le gauvernement portugais se permet de subventionner en quelque sorte ces hôtels à quotre ou cing étoiles (Sheraton, Ritz...) où vivent une partie des « retornados ». Comme s'il appartenait à l'Etat d'épanger les déficits de l'industrie hote dus à la baisse de fréquentation touristique. La scandale des « tickets de restaurant » alimente aussi toutes les conversations de café. M. Enrico Roseta, qui fut chef de cabinet de l'ex-secrétaire d'Etat aux « retornados », M. Amandio de Azevedo (P.S.D.), raconte : « L'IARN versait environ cent soixante escudos par jour et par personne en indemnités de repas. Dès lors, les fausses factures sont devenues protique courante : cinquante escudas revenaient au rapatrié (à multiplier par le nombre de membres de sa famille) et cent dix tombaient dans la poche du restaurateur. Chacun trouvait son compte... sauf les finances de I'IARN (15). >

M. Nuno Tavora tente de nous expliquer ces abus : « Vous savez, avec les anciens gouvernements qui se succédaient, des papiers se perdaient, personne ne savait où ils étaient... On a pensé aussi un moment que ce problème relèverait du ministère de l'administration interne, puis on a créé un secrétariat d'Etat particulier. Pour mettre un peu d'ordre dans tout cela, nous avons signé un contrat avec I.B.M. pour le traitement automatique des données. Mais nous avons encore des difficultés avec des entreprises publiques qui revendiquent une telle tâche pour elles. » On est atterré devant une telle incurie administrative, d'autant que ces privilèges bénéficient à la minorité de « retornades » qui ont pu trouver place dans les grandes villes du pays.

Vu de Bragance, le problème prend ses réelles dimensions. Au moins le gouverneur civil, le major Fernandes, connaît les chiffres de son district : « Chez nous, les « retornados » forment des à présent le quart de la population totale : ils sont quarante mille sur une population de cent soixante mille, et quotre mille dans la seule ville de Brogance, qui compte vingt mille habitants. » ici, il n'y a pas d'hôtel Sheraton. Sur les hauteurs de Bragance, réparties en deux quartiers, séparées par la caserne de la garde nationale, une centaine de maisons préfabriquées ont été installées au mols de mai dernier. « Nous evens du les monter nous-mêmes, me dit avec une exaspération à peine contenue Joaquim Santos, qui vient tout droit de Benguela. La municipalité s'est seule-ment contentée d'amaner l'électricité jusqu'au quartier et de poser les compteurs pour nous faire payer. Même les branchements particuliers, c'est nous qui les avons faits. » Son voisin semble encore plus démuni que lui. Au-dessus de quelques planches, hâtivement assemblées pour constituer un buffet de cuisine, il a encadré l'attestation de l'Eglise norvégienne faisant état du don de la maison. « C'est un bienfait du ciel, murmure-t-il. C'est tout ce qu'il nous reste. » De fait, les aides les plus substantielles sont venues de la Norvège et surtout des États-Unis, qui ont récemment versé 1 milliard d'escudos pour favoriser la réintégration

1)

Ces dons ne diminuent en rien la rancœur des rapatriés à l'égard du gouvernement. Ils nourrissent, par contre, le ressentiment des populations locales à l'égard de ces nouveaux venus « qui vivent sur notre dos », comme on le dit ici. La recrudescence de la prostitution, la nouvelle flambée de racisme, sont encore venus accroître les tensions sociales. N'est-il pas déjà trop tard

pour enrayer l'inévitable escalade? Avec son air bonhomme et sa voix pleine d'une assurance tranquièle, le professeur Pereira de Moura révèle ses inquiétudes : « Oui, le problème des « retornados » m'apparaît comme le plus grand danger pour l'évolution de la société portugaise, surtout si le gouvernement continue de n'en pas voir le caractère explosif. »

Anticommunistes, les « retornados » constituent une force politique potentielle considérable, facilement manipulable. Si la crise économique se développe, ne peuvent-ils pos constituer le gros des troupes d'une coalition des mécontents prête à appuyer toutes les solutions non démocratiques? On voit mal, en tout cas, le premier haut commissaire aux « desalojados », nommé à la mi-septembre, le lieutenant-colonel de cavalerle Antonio Ribeiro — même soutenu par une batterie d'ordinateurs I.B.M. et leur « traitement automatique des données », — faire face à un problème qui apparaît démesuré eu égard à la taille et aux ressources du Portugal.

L'enjeu de la réforme agraire

A U sud, dans l'Alentejo, qui devient « l'un des points chauds » du moment, selon l'expression de M. Mario Soares, les polémiques vont bon train. Le P.S. tente de maîtriser le caurs d'une réforme agraire qui fut faite à l'initiative des travailleurs agricoles par le biais d'occupations « sauvages » de terres. Aujourd'hui, 1 million d'hectares sont gérés par des coopératives ou U.C.P. (Unités collectives de production), révélant l'état d'abandon dans lequel bon nombre d'anciens latifundiaires maintenaient leurs domaines.

Des abus aussi ont été commis au détriment de petits et moyens fermiers qui, refusant d'entrer dans les coopératives en formation, voyaient leurs terres saisies d'office par les occupants. Réaliser ces restitutions - qui concernent cent une exploitations couvrant 2 % des surfaces expropriées sons affrontement maleur pour poursuivre la réforme agraire, telle était la ligne de conduite que s'était assignée M. Lopes Cardoso. Son successeur. M. Antonio Barreta, manifestera-t-il la même volonté politique? Rencontrer successivement les travailleurs de ces U.C.P. et les propriétaires adhérents de la C.A.P. (16) donne une idée de l'état de tension qui règne dans cette région, où le bouleversement des rapports sociaux a été le plus profond.

A Montemor-O-Nova, près d'Evora, l'heure est à la fête des moissons. A l'initiative du P.C.P., est organisée une visite collective de l' « U.C.P. Bento Gongalves », du nom du premier secrétaire général du parti. L'hymne du P.C.P., « Avanti camarades, avanti... », retentit de temps à autre, alors qu'un travailleur agricole nous montre les transformations réalisées. Sur ce domaine de 1 414 hectares, les terres ensemencées en blé ont été multipliées par trois (120 hectares au lieu de 40 auparavant), de nouvelles aultures ont été implantées (maïs, haricots, tomates, fèves, etc.), le cheptel ovin et porcin a presque quadruplé.

« Mais surtout, ajoute notre guide, quatrevingt-cinq hommes et femmes vivent sur l'exploitation alors qu'avant il n'y avait que seize postes de travail. C'est un grand progrès pour éliminer le chômage. » Les salaires? « Nous touchons 180 escudos par jour et les femmes 130. » Etonnement : « Yous ne dites pas qu'à travail égal, salaire égal? » — « Justement, répond l'ouvrier agricole, les femmes font une tâche moins pénible. » Inutile d'insister sur ce terrain... Nous nous arrêtons devant un champ de haricots, où une dizaine d'étudiants — qui donnent également des cours d'alphabétisation le soir — aident les femmes à effectuer la récolte. Un vieux travailleur agricole, qui ne trouve pas les mots pour remercier de cette solidarité, s'exclame enfin : « C'est mervailleux. Pour la première fois de me vie, je

vais pouvoir prendre quelques jours de vacances... »

La mobilisation de ce prolétariat rural est à la mesure des conquêtes sociales réalisées. Il sera bien difficile de rogner sur elles, d'autant que le vieux fond anarcho-syndicaliste est toujours présent: « Nous ne reviendrons jamais en arrière, me dit l'un des ouvriers agricoles. Si le gouvernement veut nous reprendre ce que nous avons acquis, nous nous battrons... avec les fusils, s'il le faut. »

Plus au sud, vers Santiago-do-Cacem, à la coopérative « Estrele de Liberdade » (Etoile de la liberté), l'ancienne maison du propriétaire a été aménagée pour obriter une crèche. Une coopérative voisine s'est associée au projet et, ensemble, elles rémunèrent les deux femmes qui veillent

Une bonne leçon pour les Anglais...

« On peut faire de l'argent dans l'agriculture portugaise, pourvu que le gouvernament Soares mène à bien son programme destiné à corriger certains excès du mouvement de la rétorme agraire. » Ce n'est pas un grand téodal portugais qui s'exprime ainsi, pour justifier le restitution à leurs propriétaires des terres saisles en 1975 par des ouvriers agricoles en colère. C'est un certain M. Herbert Giles, Britannique de l'Oxfordshire, cité par le Times du 10 octobre.

M. Giles possède de la « bonne terre arable » dans la campagne de l'Alentejo : un millier d'acres (450 hectares environ), qu'il partage avec trois autres Anglais et un Autrichien, et que les occupations illégales de 1975 avaient apparemment épargné. Le retour à des conditions < normales = dans l'agriculture portugaise permet tous les espoirs. Car il faut, dit-il, que les agriculteurs privés aient un sentiment de sécurité : « Le capital est mieux rémunéré ici qu'en Grande-Bretagne, car les coûts de produ sont moins élevés et il n'y a pas de pénalisations fiscales comme en Grande-Bretagne, Ayec des capitaux, cette terre peut être payante. li se félicite alors de constater que « ce gouvernement semble être davantage soucieux des affaires (businessiike), et [que] le Dr Soares essale d'introduire lei des idées européennes modernes... Ce qui est important, c'est que ceux qui ont le doigt sur la gâchette, comme la police et l'armée, soutiennent maintenant le convernement civil »...

Bonne leçon de « modernisme », en effet. A quand la « révolution des œillets » en Grande-Bretagne ?

L'armée en réserve de la République



Les événements du 25 novembre 1975 n'ont pas seu-lement conduit à une élimination de l'extrême gauche militaire. Ils ant aussi interrompu la dynamique politique amorcée dans les forces amées dès avant le 25 avril. Les signes de remise en ordre abondent. Au Restelo, le bâtiment qui a brite

l'état-major et les bureaux des membres du Conseil de la révolution, une affiche opposée dans un couloir donne le ton : « La discipline est l'affirmation du ceractère... » Mot d'ordre inimaginable il y a un an à peine, alors que, dans les « régiments rouges » de la banlieue de Lisbonne, les assemblées d'unités élisaient leurs officiers. Ce retour à une conception traditionnelle de l'organisation des forces armées est allé de palr ovec un effacement progressif des leaders militaires sur la scène politique. Seul le Conseil de la révolution — dépositaire de « l'asprit du 25 avril » — détient encore quelques prérogatives politiques, bien que son rôle ait été considérablement restreint. La restructuration dont il a foit l'objet l'été demier a également permis au général

Eanes d'affirmer son autorité sur cet organisme. Il a remporté là sa première partie politique — avec une habileté manœuvrière digne de celle de son prédécesseur — en réussissant à renforcer les éléments « éanistes » à la fois au sein de ce conseil et à la tête des régions militaires du pays.

Ces aménagements au sommet ne reflètent pas la réalité des rapports de forces au sein de l'armée, dont le centre de gravité s'est déporté vers la droite. Quels sont alors les nouveaux clivages qui traversent l'institution militaire? L'un des officiers de la gauche du Conseil de la révolution nous livre son sentiment : « Plutôt que d'interprêter ce qui se passe actuellement en termes de lutte de la gauche contre la droite, il est plus correct de situer la ligne de séparation entre ceux qui défendent la légalité et la Constitution et ceux qui, dans la coulisse, songent déjà à imposer une solution de force. » Sous la bannière du légalisme et du soutien à l'action du président de la République, se regroupent en effet la plupart des forces de gauche (« gonçalvistes », groupe des Neuf) et une froction non négligeable des « opérationnels ». Cette stratégie défensive — qui porie sur la volonté du président Eanes de poursuivre les transformations socialistes — permettra-t-elle d'isoler et de neutraliser une droite militaire qui prend conscience de sa force? « Tout dépendre, nous répond notre interlocuteur, de la capacité du gouvernement et du président à résoudre les prébièmes économiques et sociaux. Les forces armées ne vivent pas en vase clas, il est à craindre,

si la droite politique, à la faveur de la crise économique et des conflits sociaux, intensifia ses critiques, que la droite militaire n'en profite pour avancer ses projets. »

Curieusement, le général Kaulza de Arriaga nous tiendra des propos voisins. Un domestique noir en livrée d'un blanc éclotant nous introduit dans le salon, où l'ancien commandant en chef des forces portugaises au Mozambique nous reçoit. Ce vieux complateur d'extrême droite — qualificatif qu'il refuse : « J'appartiens à la droite civilisée, giscardienne, diriez-vous en France » —

(14) Que l'on mesure les difficultés du Portugal par comparsison avec la France, qui a en à intégrer un milion de « piedz-noirs » dans une métropole de outarante-huit millions de personnes. (15) si l'on met de côté les 2 milliarde d'escudos

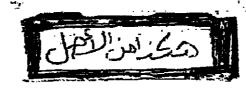
de cuarante-hult millions de personnes.

(15) Si l'on met de côté les 2 milliards d'escudos de dette de l'IARN envers l'industrie hôtelière, le budget mensuel de l'IARN s'établit simi : 600 millions d'escudos pour le pasement des bôtels et pensions, plus 300 millions pour les aides su chômage, le reste servant à payer les salaires des mille six cent quatre-vings-six fonctionnaires de l'IARN Budget annuel de l'IARN : 11 millions de contos (1 conto : 1 000 escudos).

(16) Confédération des assémblemes du Portugal :

(16) Confédération des agricuiteurs du Portugal; la CAP, tente de regrouper, sous la houlette des grands propriétaires, tous les opposants à la réforms agraire, notamment les farmiers lésés.

(17) Est-ce la raison pour laquelle une soizantaine de cadres du parti auraient été dépêchés dans l'Aleutejo pour «récupérer» les nombréuses voix qu'Otelo de Carvalho a conquises dans le prolétarist agricole?





O OKON AYNAME ETHPI ONTE

A COMP

a conservé toute la fougue de sa jeunesse : « Les appuis des partis, dit-il, manquent actuelle-ment aux militaires traditionalistes pour intervenir dans la vie politique du pays. Le P.S.D. et le C.D.S. sont des partis trop culmes. Ils ne sont pas assex activistes, agressifs. » Se temperant un peu, il cjoute : « De toute façon, les militaires traditionalistes acceptent la démocratie pluraliste, même si tous les tenants de cette ligne ne sont pas de vrais démocrates. Ils se rendent compte que, dépossédé de ses colonies ofricalnes, la Por-tugal a maintenant un destin européen. Dès lors, il faut bien trouver un modus vivendi evec le modèle politique qui a cours partout en Europe occidentale. >

En attendant des jours meilleurs, la droite militaire mêne une petite guerre de guérilla pour parachever la remise en ordre à l'intérieur des forces armées. L'un de ses derniers chevaux de bataille est le système des promotions à titre temporaire liées à la fonction occupée. Les nominations du capitaine Vasco Lourenço à la tête de la région militaire de Lisbonne et du major Rocha Vieira à l'état-major général ont provoqué des remous dans les cercles de vieux colonels et généraux. Même des hommes comme le général Morais a Silva, qui bénéficie de ce système — autrefois major, il a été promu pour occuper le poste de chef d'état-major de l'armée de l'air s'insurgent contre ces entorses à la hiérarchie.

Ces dernières semaines, les attaques sont même devenues plus politiques. Un « néo-mouvement des capitaines » — marqué à droite celui-ci — et qui semble jouir de l'appui de l'Influent commandant de la région militaire du Nord, le général Pires Veloso, conteste la représentativité de la gauche militaire au sein du Conseil de la révolution. Parallèlement à cette initiative, plusieurs dizaines d'officiers éloignés de l'armée après le 25 avril 1974 en raison de leurs attaches avec le régime salazariste, demandent aujourd'hui leur réintégration. Du fait de ces multiples pressions, enterrero-t-on une deuxième fois, de manière symbolique, le défunt M.F.A. (Mouvement des forces armées)? Ouvrira-t-on encore plus largement les portes de l'armée et de ses organes dirigeants à une droite militaire

A.Ca

T -- 142 A

1.0

71 mg

172112

. . . .

Republique

1.7

Si les militaires traditionalistes n'ont pas encore trouvé leur guide charismatique — le général Kaulza de Arriaga est trop marque à l'extrême droite et le général Spinola, ayant fait preuve de son incopacité, apparaît comme un homme du passé, — l'extrême gouche a incontes-tablement le sien en la personne du major Otelo de Carvalho. « Nous allons de défaite en défaite jusqu'à la victoire finale l », commentait-il à l'Issue du scrutin présidentiel qui a révélé l'ompleur de sa popularité. Inquiets, les nouveaux chefs militaires l'ont placé, lui et sa verve coutumière, en liberté surveillée. Ils y sont toujours.

Ces clivages politiques débordent moins aujourd'hui qu'hier du codre des casernes. Usée par deux ans de déchirements internes, l'armée de l'après-25 novembre n'est pas mécontente de

laisser aux civils le soin de porter la responsabilité des difficultés économiques. Loin d'être gagnée par l'apolitisme, l'armée s'est mise en réserve de la République, consciente de son rôle de prochain recours.

Un VIIe gouvernement provisoire?

ES prétentions des militaires conservateurs se fondent sur la prévision d'un échec à terme de l'expérience « socialiste ». Le « splendide isolement » du P.S. suscite des critiques de plus en plus nombreuses, et l'on ne se prive pas, dans les milieux politiques de la capitale, de spéculer ouvertement sur la chute de l'équipe Soares. Dans l'entourage du premier ministre, on tente de mettre un terme aux rumeurs de démission ou de remaniement par un commentaire catégorique: « Non, nous ne sommes pos le septième gouver-nement provisoire, Nous sommes le premier gouvernament constitutionnel, et nous réassirons vaincre la crise, faute de quoi nous serions le dernier gouvernement démocratique. »

olontarisme ne convainc pas pleinement lorsque l'on discute de l'ovenir du pays avec les responsables des différentes formations politiques. Pour M. Alvaro Cunhal, « Mario Soares mêm une politique qui cherche à concilier l'inconciliable. Il ne se prononce ni pour une dynamique socialiste ni pour une récupération copitaliste intégrale ». D'un ton plus caustique, le leader communiste ajoute : « Mario Soares danse un peu. ll fait un pas à droite, puis un pas à gauche. L'édifica portuguis est trop fragile pour qu'un tel jeu se prolonge longtemps. Voilà pourquoi nous réclamons une vraie politique de gauche, menée de concert avec le P.C.P. pour s'attaquer en profondeur aux difficultés. »

Cette proposition a peu de chances de connaître des suites dans l'état actuel des relations P.S.-P.C. Des relations qui se sont encore détériorées avec les divargences sur le problème syndical. M. Henrique da Costa, l'un des responsables du secteur travail du P.S., conteste la « prétendue vie démocratique » qui règne au sein de l'Intersyndicale, centrale unique contrôlée par le P.C.P., et il réclame « la convocation d'un congrès de tous les syndicats et non pes seulement de ceux qui sont affiliés à l'Intersyndicule ». M. José Judos, du secrétoriot de l'Intersyndicale, répète de son côté qu' « il existe au Portugal une tradition d'unité du mouvement syndical » et renvoie la bolle : « Nous craignons que cette volonté de diviser les travailleurs ne soit qu'un premier pas vers la mise en place d'une législation anti-ouvière tavorismet les licenciements (18) et restregaant le pouvoir des commissions de travailleurs qui contrôlent le certion des extremesses

leurs qui contrôlent la gestion des entreprises. » En tout cas, cette situation de division, annonciatrice d'une scission du mouvement ouvrier portugais, n'est pas sans risque pour le P.S. Comme le souligne un ouvrier de l'usine de pâte à popier Socel, dans la banlieue de Setubal, et militant des G.D.U.P. (19) ; a De nombreux ouvriers P.S. de mon usine n'ont pas voté Eanes, soutenu pourtant par leur parti. Aujourd'hui, ils nt la programme d'austérité de Soares. Si le P.S. continue dans cette voie en créant sa centrale syndicale, il risque de perdre sa base

ouvrière en chemin. »

M. Acocio Barreiros, membre de l'U.D.P. (Union démocratique populaire, maoïste) et seul député d'extrême gauche à l'Assemblée, se montre confiant : « Nous pensons que la situation est profondément révolutionnoire parce que le peuple ne veut pas revivre comme avant et que la bourgeoisie n'arrive pas à gouverner comme avant. » Les tensions internes au sein des G.D.U.P., ne l'émeuvent pas : « En quittant les G.D.U.P., le F.S.P. (20) s'est clairement démasqué comme agent de Cunhai au sein du mouvement révoluogent de Cunhai au sein au mouvement revolu-tionnaire... » Sentiment que ne partage pos M. João Martins Pereira : « Je ne suis pas très optimiste sur l'avenir des G.D.U.P. en raison de leur noyautage par l'U.D.P. Le travail de masse des militants de l'U.D.P. n'est pas en cause mais, dans leurs relations avec les autres militants révolutionnoires, ils ont une attitude aussi sectaire que la P.C.P. Certains de posséder la « ligne juste », les militants de l'U.D.P. n'ont pas encore compris que seule une pratique unitaire pouvoit sortir l'extrême gauche de l'impasse. »

Si l'horizon politique semble provisoirement bouché à gauche, qu'en est-il à droite? De ce côté de l'échiquier politique, le désir d'accéder aux leviers de commande se fait plus pressant. N'est-il pourtant pas préférable pour le P.S.D. de laisser le P.S. s'épuiser seul à gérer la crise et se discréditer? « C'est ce que pense une ten-dance minoritaire du P.S.D., nous répond M. Sousa Franco Mais la majorité soutient que les risques qu'encourrait alors le régime démocratique luime daivent prévalair sur les intérêts propres du P.S.D. » Fort de ces propos altruistes, il conclut : « Nous réclamons un gouvernament de coolition P.S.-P.S.D., car nous ne croyons pas à la démocratie solitaire. Nous croyans à la démo-cratie majoritaire. » Pour réaliser un tel projet politique, le P.S.D. ne se prive pas de raviver les dissensions internes au parti socialiste, en appuvant ses représentants les plus modérés, tel M. Sottomayor Cardia qui procède à une sévère

remise en ordre dans l'éducation nationale. Au C.D.S. on évite de jeter de l'huile sur le feu. « Non, nous ne voulons pas la chate de ce gouvernement, précise M. Amaro da Costa. Mais nous estimons qu'apparaîtra bientôt la néces-sité de faire coïncider majorité présidentielle (P.S.-P.S.D.-C.D.S.) et composition du gouvernement. » A l'extrême droite, le général Kaulza de Arriaga prépare, lui, sa rentrée politique : « Je vais lancer le M.I.R.N. (Mouvement indépendant pour la reconstruction nationale), claironne-t-il, un mouvement qui n'aura pas peur de se dire à droite et qui séduit déjà de nombreux militants da C.D.S. Je sais que le C.D.S., qui feint de ne pas s'intéresser à mon projet, est divisé sur cette question. Et il le sera de plus en plus... »

Lorsque l'on recense les problèmes qui restent

quences sociales, réintégration des « rétornados », amélioration de la condition paysanne — dans ce contexte politique et syndical marqué par une recrudescence des tensions, on ne peut qu'être sceptique sur les chances de réussite d'un gouvernement qui dispose d'une si faible marge de manœuvre, d'autant que les profondes divisions qui affectent le P.S. constituent un obstacle supplémentaire.

Si le dernier congrès du parti socialiste a consacré un renforcement de la tendance sociale-démocrate, au détriment de l'aile gauche, qui occupe cependant plus du quart des sièges à la commission nationale, le vrai débat politique n'a pas été engagé. Seule certitude de M. Mario Soares : « Le socialisme n'est pas pour tout de suite, car, dans la période historique que nous traversons, il est inconcevable d'aller au-dela d'une démocratie politique avancée. » Le premier ministre obtiendra-t-il cette « compréhension des travailleurs », maintes fois réclamée pour assurer le succès des impopulaires mesures d'austérité, au moment où il prend de plus en plus appui sur des classes moyennes dont bien des revendications sont imprégnées de l'idéologie qui a dominé le Portugal pendant quarante-huit années de dic-

Indéniablement, le Portugal demeure en équilibre instable, et ban nombre d'analystes politiques ne se posent plus qu'une question : combien de temps encore M. Mario Soares et le président Eanes pourront-ils tenir la part égale entre les orientations politiques antagoniques qui se font jour dans les deux grands corps, civil et militaire, dont ils ont la charge? Si, malgré tout, à force d'arbitrages, art dans lequel M. Mario Soares est passé maître, le aouvernement arrivait à se maintenir au pouvoir, les problèmes économiques et financiers constitueront pour lui une redoutable chausse-trape. Les réserves d'or une fois épuisées, surgiront en effet de nouvelles interrogations : quel prix les Etats-Unis et la C.E.E. sont-ils prêts à payer pour aider la démocratie portugaise à survivre? Et quelles conditions politiques met-tront-ils à la clef des subsides procurés?

C'est une problématique que le Portugal a déjà connue en 1927, au sortir de l'expérience républicaine. Le prêt conditionnel de la Société des Nations devait ouvrir, sous l'œil de l'armée, les allées du pouvoir à un gestionnaire nomme Salazar. Le contexte européen est bien différent l'évolution espagnole supporterait mal un tel retour en arrière, et l'histoire ne se répète pas, mais...

(Copyright Yves Hardy et le Monde diplomatique.) (Dessins de Plantu.)

(13) Un décret-loi aliant effectivement dans ce sens 'été pris le 21 octobre, queiques jours après que ces propos eurent été recueillis.

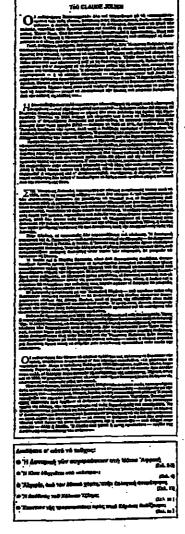
(19) Groupes de dynamisation de l'Unité populaire. Ils ont été créés au lendemain de la campagne présidentielle pour poursuivre le combat en faveur du « pouvoir populaire » mené par Otelo de Carvaiho lis sont indiuents à Seluba notamment, où le major a obtenu plus de voix que le président Eanes. caus. (20) Front socialiste populaire, scission de gauche du P.S.

«Le Monde diplomatique» publié à Athènes

S'AJOUTANT à l'édition portugaise qui existe depuis janvier 1976, le Monde diplomatique possède désormais une édition en langue grecque dont nous reproduisons lei la première page du n° 1 (novembre). Cette édition est une traduction intégrale de l'édition française, à l'exception de quelques ruhriques des pages consacrées à « L'activité des organisations internationales » et de brèves notations supplémentaires dans « Les livres du mois » et « Dans les revues... ».

Sous la responsabilité de M. Thémistote Banoussis, cette publication du Monde diplomatique en grec est réalisée par les Editions Exantas, 4, rue Delfon, à Athènes. Le numéro : 40 drachmes. Abonnements pour les autres pays : un an, 500 drachmes; six mois, 250 drachmes. Abonnements pour les autres pays : un an, 580 drachmes; six mois, 290 drachmes.

Rappelons que O Mundo diplomatico est publié à Lisbonne par les Editions n Quixote, 119, rua Luciano-Cordeiro, sous la responsabilité de Mme Snu



-Ελπίδα-

ΟΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΥΝΑΜΕΙΣ ΠΟΥ **ETHPIZOYN** TON TZ. KAPTEP





Dans les revues...

El le gouvernement portugais publie depuis le commencement de l'année une revus, PORTUGAL INFORMATION, qui comporte trois éditions: en portugais, en anglais, en français. M. A. De Almeida Santos, ministre de la communication sociale, qui patronne la revue, s'excuse à l'avance des « nombreuses enteurs dont elle southirs » inévitablement, tout comme il nots les non moins inévitables « défauts » du gouvernement actuel : c'est d'une franchise, d'une honnêtéé et d'une modestie trop rares. Propagande, au mailleur sens, et réallement informative. La revue est agréablement présentée et largament illustrée ; sinsi cette admirable photographie de vieux payson devant un mur blane où est écrit : Fascismo nunca mur blane on est écrit : Fascismo nanca mais / : « Le fascisme, jamais plus. » (Mensuel, gratuit. - Ministère de commu-nication sociale, Palacio Foz. Lisbonne 2.)

El Dans les TEMPS MODERNES, Claude Collin rapporta les conclusions d'une enquête qu'il a manée sur les coopérations agricoles au Portugal. (Nº 254, novembre, mensuel, 15 F. - 25, rue de Condé, Paris-6°.)

concert funchre autour de Mao Tee-toung. (N° 10, 1376, mensuel, 13,48 F. - 19, rue Jacob, Paris-6°.)

El Une nouvelle publication spécialement conque pour favoriser les ventes françaises dans les pays de l'Europe de l'Est : COMECON. Le premier numéro présente notamment un dossier technique sur « Intertextilmach », organisme chargé de l'intégration de la production du matériel destiné à l'industrie textile au sein du Conseil d'entraide économique. (N° 1, novembre, mensuel, 20 F. - Publi-Export, 9, rue de Châteaudun, 75809 Paris.)

E CRITIQUE COMMUNISTE publie un numéro spécial sur la « stratégie révolu-tionnairs en Europe occidentale». (Nººº 8/9, mansuel, ce numéro domble : 15 F. -16, impasse Guéménée, Paris-4°.)

E REPERRS (Cahiers du CERES) pour-suit sa réflexion sur ce que devrait être une politique industrielle de la France en application du programme commun de la gauche. La revue eramine notamment les problèmes des petites et moyennes entreprises de l'industrie et la situation de la sidérurgia. (Novembre, mensuel, 18 F. - 5, rue Payenne, 75003 Paris.)

El Dans LA PENSEE, D. Hanley étudis les rapports de Romain Rolland avec la pensée de Hobson et celle de Lénine. et sa critique de l'impérialisme; N.-D. Théve-nin, à propos de traductions récentes de Hegal, analyse la notion de société bour-geoise. (N° 189, himestriel, 15 F. - 148, rue du Fbg-Poissonnière, Paris-10°.)

El SPARTACUS soutient courageusement son effort. Le sous-titre de la revue est un programme : « Socialisme et liberté ». Elle est animée par de très anciens opposants au stalinisme ; indépendants de tout parti ou groupement, son éclectisme même est noins un défaut qu'un signe. Les deralers numéros mettent l'accent sur le Portugal, la Pologne et la leçon de Rosa Luxembourg. (Mensuel, 5 F. – 5, rue Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4°.)

E L'EUROPE EN FORMATION a consa-cré un excellent numéro au centenaire de Bakounine, événement ignoré par la presse (à de rares exceptions). C'est naturellement le fédéralisme de Bakounine qui retient d'abord l'attention. Mais bien d'arrire asperts aussi. Deur sous-tières sont particulièrement significatifs : « A l'écoute de la France » et : « A la recherche du bonheur ». (N°a 198/199, menkuel, ce numéro : 5 F. - 6, rue de Trévise, Paris-9°.)

E L'APPEL, revue des gaullistes d'oppo-sition, prend parti de la façon la plus radicale contre la notion de « majorité présidentielle » (dont M. Léon Noël avait montré précédemment l'inanité juri-dique) et contre toutes les options — en politique intérieure et plus encore en politique étrangère — qui sambient être celles du président de la République. La mission des gaullistes « doit s'appuyer sur les forces progressistes du pays ». (N° 29, mansuel, 8 F. - 89, rue de Lille, Paris-7°.)

E Publication de la F.A.O., la revue CERES a consacré une bonne partis de son numéro de septembre-octobre à la relation consommation - dépendance dans les pays du tiers-monde. Le choix du type de consommation y est souvent, en effet, un choix de développement : c'est par lui, en grande partie, que s'assure la reproduction d'un « modèle » en voie d'universalisation. (Septembre-octobre, bi-mestriel, 1000 lires. - Via delle Terme di Caracalla, 60100 Rome.)

E Les sociétés multinationales et l'information mondiale : dans DEVELOP-MENT DIALOGUE Juan Somavia analyse les structures de domination qui pèsent sur les systèmes d'information du tiersmonde et tente de dégager quelques éléments d'une politique qui viserait à y remédier. Dans le même numéro, la revue nublie d'autres tevies nyéentés deus le mondiale d'autres tevies nyéentés deus le public d'autres tertes présentés, dans le même esprit, au séminaire de Mexico sur l'information et le nouvel ordre écono-mique international. (N° 2, 1976, semes-triel. - Dag Hammarskjoeld Foundation,

El Dans le numéro de novembre de PROJET : « L'arme alimentaire des Etats-Unis », par Henri de Farcy et une brève étude de Philippe Beaullet sur « La politique énergétique des Etats-Unis ». (N° 169, novembre, mensuel, 10 F. -CERAS, 14. rue d'Assas, 75006 Paris.)

El Les travaux de la réunion spéciale du s club de Rome » sur la réforme de l'ordre international (Alger, 25-28 octobre 1976), au cours de laquelle fut discuté le rapport Tinbergen, sont assez largement résumés dans le dernier numéro d'ALGE-RIE-INFORMATIONS, que publie l'Association France-Algèrie. (N° 28, octobre, 9 F. - 235, bd Saint-Germain, 75007 Paris.)

El Le secret d'Etat, ses mécanismes aux Etats-Unis et en France, fournissent le thème de plusieurs articles d'INTERFE-RENCES qui se destine à la critique des apparella d'information et de communi-cation. (N° 5-6, trimestriel, 15 F. – E.P. 353-16, 75768 Paris Cedex 16.)

61 c La Fête, cette hantise i » : AUTRE-MENT consacre un dossier complet à un phénomène culturel en vole de disparition et que l'on s'efforce de maintenir en vie. « Re-naissance » ? s'agit-il, alors, de la même c'féte » ? (N° 7, mensuel, 35 P. -73, rue de Turbigo, 75003 Paris.)

E PLUBIEL se veut un instrument de recherche critique sur les relations interethniques. Dans le dernier numéro, Domenec Bernardo tente d'analyser les effets du « traunatisme de la coupure » dans les régions de la Catalogne situées du côté françaia. Isabelle Boudet et Pierre Rousset apportent, d'autire part, une contribution à la réflexion sur les llems entre mouvement communiste et mouvement national au Vietnam. (N° 7, 1976, quatre numéros par an. 8 F. - 6, rue de Tournen, 75006 Paris.)

☑ Un numéro spécial des NOUVEAUX CARTERS : « Pemmes juives ». Spécifi-cité ? Alors, la difficulté d'être jemme s'ajoute à la difficulté d'être juif. Difficultés aussi d'un féminisme juif? (Le Bible semble peu y prêter.) Ce cahier apporte maintes interrogations et quel-ques réponses contradictoires, toutes éclairantes. (N° 46, automne 1976, trimes-triel, 18 F. - 45, rue Le Bruyère, Paris-8°.)

E L'ARCHE a couçu son numéro en façon d'almanach, rappelant ainsi que l'almanach était autrefois la base de la lecture et de l'imagerie populaires. Mais l'almanach — très instructif — du « mensuel du judaisme français » porte le millésime 5737. Belle avance sur notre calendrier. Une lecture blen accordée à cette période de l'année. (Numéro spécial, 234/225. mensuel, ce numéro ; 12 F.

5 LA NOUVELLE CRITIQUE a pris l'initiative d'un débat sur « l'Université face à la crise ». M. Prioux, ancien prés-dent de Paris-VIII (Vincennes), parie notamment de son université et de son expérience. (N° 98, novembre 1976, mensuel. 18 F. - 2, pl. du Colonel-Fabien.

El Un thème principal dans la dernière livraison de LA REVUE DE L'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française): la roopération intermitersitaire, d'après les travaux du colloque international qui s'était tenu à Lomé en décembre 1975. (Vol. 14, n° 1. - Université de Montréal, B.P. 6128 Montréal, Canada, H3C 3J7.)

CINÉMA

E LES CAHIERS DE LA CINEMATHEQUE consacrent leur dernière livraison, sous le titre « Mémoire d'une
nation », à l'étude des cent dernières
années de l'histoire de France vues à
travers le cinéma. Marcel Oma, Barthélémy
Amengual et Raymond Borde analysent
quelques-uns des films historiques les
plus importants, Pierre Guibbert étudis
« la présence cinématographique française en Afrique », et le cinémate Serge
de Poligny, dans un entretien, explique
dans quelles circonstances il rénlisa « la
Solf des hommes » qui évoquait l'installation en 1848 de tolona européens en
Algérie. (N°s 18/19, trimestriel, 20 F. Palais des Congrès, 66086 Perpignan.)

E CINEMARABE public notamment un texte du réalisateur bolivien Jorge San-jinès qui plaide « pour un cinéma révolutionnaire et populaire » et un article (en arabe) de M. Darwich et N. Lutil qui constatent « l'absence de la Palestine daus le cinéma égyptien ». (N° 4/5, octobranosembre 1976, bimestriel, 10 F. – 22, rue d'Artois, 75008 Paris.)

Artois, 75008 Paris.

A Après la conférence de Stockholm qui avait réuni au début juin quelque cent cinquants cinéastes, théoriclens et critiques, les RENCONTRES EURO-PEENNES POUR UN NOUVEAU CINEMA publient leur Bulletin n° 1 où sont recueillites, entre nutres, les importantes communications de Thomas Guback; e Les Etats-Unis et le contrôle de marché du film »; d'Armand Mattelart; « Les mass media dans une situation prérévolutionnaire » et de Walter Achugar; « La situation des cinéastes latino-américains », (10 couronnes suédoises. - Film Centrum-Tapiogatan 4 - S.115 28 Stockholm.)

El Les CARIERS DU CINEMA, qui redeviennent strictement mensueis, publient les notes de travall de P. Bonitzer, J. Jourdheuli, S. Toubisna et René Allio sur a Moi. Pierre Rivière... »; Michel Foucault, dans ses réponses à un entretien, donne ses impressions sur ca film. (N° 271, novembre, mensuel, 12 F. - 50, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.)



Déclarations de M. Carter, voyage de M. Breinev

La République fédérale, enjeu des convoitises internationales

E monde entier se préoccupe de l'avenir de la Yougoslavle. Pendant la campagne présidentielle aux États-Unis, M. Carter a provoqué une polémique en affirmant qu'il n'avait pas l'intention d'envoyer des troupes si ce pays était attaqué. Ses adversaires ont eu beau jeu de le reprendre : un homme d'Etat ne doit jamais annoncer ce qu'il ne fera pas reprendre: un homme d'Etat ne doit jamais annoncer ce qu'il ne fera pas. En agissant ainsi, ne donnaît-il pas un encouragement à commettre une agression? Pour effacer l'effet de son propos, le candidat démocrate précisa qu'il n'envisageaît pas d'envoyer des troupes tout simplement parce que l'hypothèse d'une agression était, selon lui, invraisembiable. Puis, de son côté, la Communauté européenne a tenu à la Communauté européenne a tenu à

Alors M. Brejnev vint à Beigrade. Il profits de l'occasion pour proclamer que tout ce bruit était ridicule. L'U.R.S.S., dit-il, n'entend nullement jouer le rôle de l'ogre; elle n'a pas l'intention d' « avaler » qui que ce soit. Le maréchal Tito prit une attitude indifférente, comme si toute cette histoire ne le concernait en rien. Mals pouvait-il ignorer toutes les spéculations qui sont faites sur l'« aprèstitisme »? Lui-même, en 1971-1972, invitait ses compatriotes à rester unis invitait ses compatriotes a rester uns pour déjouer les calculs de puissances révant de dépecer le pays. C'est lui qui imposa les campagnes menées depuis quatre ans contre les a déviationnistes à de toute espèce et dont l'objectif est de préparer la Yougoslavie à faire face aux épreuves qui l'attendent. Il a pris toutes les précautions institutionnelles imaginables pour que soit préserve l'œuvre qu'il a réallque soit préservée l'œuvre qu'il a réali-sée. Il sait néanmoins combien il est difficile de maintenir intact l'héritage d'un grand disparu.

Beaucoup de commentateurs esti-ment que les Soviétiques font preuve de prudence aussi longtemps que vit un personnage d'une stature excep-tionnelle mais que, ensuite, ils ne toléreront plus une expérience qui, selon eux, donne un exemple fâcheux à d'autres pays socialistes. N'est-ce pas pour préparer l'avenir qu'ils ont appuyé des groupes « kominformistes » au ris-que de détécorer maintenant leurs relations avec Belgrade? Ou qu'Es ont encouragé des nationalistes à exprimer leurs ressentiments?

L'hypothèse d'une intervention pure et simple est généralement écartée. On n'imagine pas, dans l'état actuel, une puissance étrangère envoyer des soldats en Yougoslavie pour y rétablir un régime à son goût. C'est un scénario un peu plus subtil qui retient davantage l'attention.

Démocratie et centralisme

L A coopération des peuples de la fédération est parfois malaisée. L'unité aurait-elle été assurée si le maréchal Tito n'avait été là ? Les décisions du chef de l'Estat peuvent être discutées. Il a lui-même regretté que ses ordres ne soient pas toujours exécutés. Il ne se mêle plus guère de la politique quotidienne. La Yougoslavie a déjà commencé à vivre sans lui.

Néanmoins, il intervient, et avec fracas, lorsqu'une question importante lui paraît en jeu. C'est lui qui a exigé, et obtenu, en 1971 la destitution de l'équipe dirigeante en Croatie, qui ris-quait, croyait-il, de conduire au sépa-ratisme. L'année suivante, il faisait limoger la plupart des responsables de Serble qui avaient conduit une démo-cratisation trop poussée à son gré. Pourquoi mettre ainsi à l'écart des hommes dont la valeur était reconnue et déconcerter les cadres de la plus importante des Républiques?

Sans doute le maréchal s'effrayait-il d'une évolution qu'il n'avait pas pré-vue : le titisme dépassait un Tito resté marqué par les idées de sa jeunesse militante. Le parti se scindait pratiquement en six organisations — une par République — dont chacune avait tendance à défendre sa propre politique sans toujours se préoccuper de ses partenaires. Il y avait alors

beaucoup de démocratie ; il restait peu de centralisme. La Ligue des commu-nistes avait elle-même renoncé à son

Par BERNARD FERON

plus qu'à tracer les grandes orienta-tions. Ce dépérissement était d'ailleurs dans la logique de l'autogestion, mais le président ne l'entendait pas ainsi. Il renversa, non sans brutalité, la tendance qui s'esquissait depuis une diretine d'appère.

dizaine d'années.

Il n'hésita donc pas à provoquer de son vivant des crises assez sérieuses dans l'espoir de prévenir d'autres secousses après son départ. Les Républiques ont acquis une autonomie que garantit la Constitution. L'Etat fédéral garantit la Constitution. L'Etat fédéral avait même fini par perdre tout pouvoir réel. Les fonctionnaires ne cherchalent-ils pas à se faire engager dans les administrations de leur région d'origine plutôt que dans les services centraux? L'organisme fédéral de l'Etat et du parti était incontestablement affaibli. Beaucoup pensaient que, de toutes les institutions, seule l'armée avait conservé une existence fédérale. de toutes les institutions, seule l'armée avait conservé une existence fédérale. Le gouvernement lui-même était incapable d'imposer son arbitrage dans les discussions économiques, ou de coordonner, en des matières délicates c o m me l'histoire, les programmes d'éducation des Républiques. Il y avait risque, sans aucun doute, que la fédération ne se transformât imperceptiblement en une confédération. Cette évolution n'aurait rien d'in-

Cette évolution n'aurait rien d'in-quiétant pour un pays suffisamment fort pour être à l'abri de toutes les convoltises. Les dirigeants actuels crolent que le principal danger vien-drait de l'intérieur, non de l'extérieur, mais qu'une agitation interne peut susciter une menace externe. Les divers documents qu'ils ont signés devuis documents qu'ils ont signés depuis 1955 avec les Soviétiques affirment les principes de souveraineté, de non-ingérence dans les affaires d'autrui ; les conférences communistes auxquelles

ils ont participé n'ont pas retenu les notions d' «internationalisme prolétarien» ou d' «internationalisme socialiste»; les dirigeants du Kremlin ne jugent pas pour autant que ces notions sont périmées. Le traité d'amitié signé avec la République démocratique allemande précise que Moscou et Berlin-Est se prêteront assistance si les conquêtes du socialisme sont menacées dans l'un ou l'autre pays. Cette règle a d'évidence, pour le Kremlin, une portée générale.

Les Soviétiques sont sans doute sin-

Les Soviétiques sont sans doute sin-cères quand ils s'engagent à respecter la souveraineté de la Yougoslavie. Mais les situations concrètes ne sont pas les situations concrètes ne sont pas aussi simples. On peut très bien ima-giner que, dans une période de troubles, un groupe de dirigeants fasse appei au concours d'un pays ami pour rêta-biir le calme. La puissance étrangère ainsi sollicitée essaye alors de justifier ansi sonicitée essaye andis de justifier son intervention en affirmant qu'elle ne cherche nullement à se mêler des affaires d'un pays tiers mais qu'elle ne peut rejeter un appel au secours. A l'Onest comme à l'Est, la technique

Les acquis de l'indépendance

R ESTE à savoir si un tel scénario est vraisemblable dans le cas de A est vraisemblable dans le cas de la Yougoslavie. Il s'est appliqué, non sans peine, en Hongrie il y a vingt ans et en Tchécoslovaquie il y a huit ans. Mais ces pays n'étaient jamais sortis du camp soviétique et ils n'avaient fait qu'une très brève expérience — quelques mois à Prague — d'un socialisme fort différent du modèle soviétique. L'expérience yougoslave, elle, est enracinée. En trente ans, les peuples de ce pays ont pu apprécier les mérites de l'autogestion comparé e au socialisme bureaucaratique. Ils ont constaté que le non-alignement leur offrait plus d'avantages que l'appartenance au camp socialiste. Les différences entre

les nationalités sont éclatantes, mais toutes les composantes du pays n'ont-elles pas intérêt à faire front? Les spéculations que l'on fait un peu partout sur l'après-titisme ne sont certes pas sans fondement; elles lais-sent toutefois dans l'ombre un aspect

essentiel du problème. Certaines per-sonnalités, c'est le cas de Tito, imprimant leur marque aux évèneimprimant leur marque aux évènements. Mais est-ce le maréchal qui a
fait la Yougoslavie, ou la Yougoslavie
qui a fait le maréchal ? Jusqu'en 1941,
le secrétaire général du parti était un
révolutionnaire professionnel que rien
ne distinguait d'autres memmes de
l'appareil. Il a acquis son prestige
parce qu'il s'est kientifié à la lutte
contre les Allemands, puis à la résistance à l'hégémonie stalinienne. Seul
ou avec une poignée de compagnons,
il n'aurait pu maner ces combats. Il a
gagné parce qu'il a fait une politique
qui allait au-deià de l'idéologie dont
il se réclamait. Tito a senti que la
Yougoslavie aspirait à l'indépendance,
et il a trouvé les moyens de combier
cette attente.

cette attente.

Il ne fait pas pour autant l'unanimité. Nombreux sont ceux qui critiquent tel ou tel aspect du régime, voire l'ensemble du système. Les uns n'ont pas admis le socialisme. D'autres affirment que l'économie de marché a aggravé les différences et les injustices sociales et ils préconisent un système beaucoup plus radical. Des Serbes pensent que le titisme fait la part trop belle aux autres nationalités. Des Croates notent que, sous couleur de fédéralisme, la prépondérance serbe est assurée. En revanche, rares sont ceux qui vantent le socialisme à la soviétique. Même les groupes qualifiés de « kominformistes » affectent parfois de mépriser le régime russe qu'ils traitent de « révisionniste ».

En fait, le maréchal Tito a rassem-

En fait, le maréchal Tito a rassem-bié la plus grande partie du peuple chaque fois qu'il a pu se présenter comme le garant de l'indépendance. Il n'est pas certain que d'autres, avec des moyens différents, solent inca-pables de tenir le même rôle.

LUTTE DES CLASSES, DICTATURE DU PROLÉTARIAT, DÉMOCRATIE... -

_____ Le marxisme confronté au socialisme de l'union de la gauche ===

A préparation des élections législatives de 1978 suscite en France uve activité théorique 1978 suscité en France auté activité théorique fébrile dont le marxisme est l'enjeu. Soit pour convaincre ou dissuader d'adhérer au socialisme proposé par l'union de la gauche. Soit pour apprécier la stratégie prônée par cette

La première démarche juge de ce qui doit ou ne doit ous être. Elle traite du s d'un impératif catégorique. Pour éloigner du socialisme, Henri Chambre (De Marx à Lénine et à Mao Tse-toung) (1) présente l'œuvre de Marx, avec force références, comme une nouvelle économie politique inspirée, malencontreusement, de Ricardo, et qu'il n'hésite pas à qualifier d'erronée et d'anachronique. Décidément, les contempteurs de Marx ne sauront jamais choisir entre deux critiques qui s'excluent. Le but du livre est de substituer une dislectique réelle d'aujourd'hui : masse -minorité » à la lutte des classes à laquelle de nombreux chrétiens révoltés sont tentés d'adhé-rer. Malheureusement, l'auteur ne nous éclaire guère sur le contenu de cette nouveauté. Sauf à prendre au sérieux les bribes éculées de l'économie et de la sociologie vulgaires qu'il nous propose. Dans le Projet socialiste (2), Pierre Jalée adopte — le titre l'indique — la nême démarche, mais en seus inverse. Le socialisme seroit une société meilleure et sans risque, sauf pour les grands capitalistes. Ce qu'il ne peut établir sans figer en garanties les qu'i ne peut étaour sans injer en garanties les mesures économiques et politiques que le pou-voir prolétarlen aura à décider dans le feu de

C'EST sur le terrain de la lutte des classes, d'où l'humanisme est hanni, que se situe Etienne Balibar (Sur la dictature du proléta-riat) (3) pour envisager la stratégie de prise du pouvoir qu'il centre sur la question décisive de la dictature du prolétariat. Analysant Marx

ij,

et Lénine, il montre que tout pouvoir de classe est dictatorial en ce qu'il ne tire sa légitimité que de la lutte, et non d'une quelconque legalité. Ce qui implique que chaque pouvoir construise son propre appareil sur les ruines de l'ancien, parce que l'Etat, loin d'être un instrument neutre, est une machinerie qui ne fonctionne qu'au profit de sa classe. Quant aux formes historique de la lutte des classes dont le pou-

pays. Il n'y aurait là que différence terminologique si Balibar ne parait ce « socialisme » national d'un Etat en vole de dépérissement, qui national d'un etat en voie de depensement, qui présuppose l'instauration d'un mode de produc-tion mondial, qu'on l'appelle socialiste ou com-muniste. Or, si Staline a inventé cette thèse, c'est pour subordonner les intérêts de la révo-lution mondiale à ceux de la couche dirigeante tion 'théorique au sein du socialisme, mais

Par JEAN-LUC DALLEMAGNE

voir est l'enjeu. Balibar le souligne : « La démocratie prolétarienne des masses (...) ne se décrète pas, elle ne se garantit pas. » C'est-à-dire qu'elle ne pose pas problème en tant que forme juridico-légale, mais en tant que mouvement même de la lutte du prolétariat contre la bour-

A la lumière de cette analyse il est clair pour l'auteur que la stratégie du P.C.F. de participation à la démocratisation de l'appareil d'Etat bourgeois est inadéquate aux tâches révolutionnaires. Ce que confirme Jacques Valler (le Parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat) (4), dont l'analyse dénonce le contenu bourgeois du programme commun et sa giorification implicite du progrès tech-nique capitaliste. Néanmoins, pour Balibar, il n'y a là qu'opportunisme à redresser. C'est que, lui si dur contre l'économisme présume de Trotski, en voit l'origine dans e la déviation théorique » de Staline sécrétée par (dans) le c socialisme ». On atteint les la limite de ce livre qui, confondant transition et socialisme, accrédite la thèse du socialisme dans un seul

l'expression des forces contre-révolutionnaires présentes dans toute société en transition vers le socialisme — ou la restauration du capita-

C EST de ce point de vue que se situe Daniel Bensaid dans la Bévolution et le Pouvoir (5). La tradition de lutte antistalinienne dont il procède acère sa critique des courants qui rejoiguent le réformisme, au nom de la science ou de la libido, par peur des rejetons de la révolu-tion moudiale. L'appareil d'État bourgeois est à détruire dans chacun de ses rouages, produits par la division capitaliste du travail, et pas sculement dans sa machinerie qui risque de se réduire aux apparells spéciaux de repression. La réduire aux appareils spéciaux de répression. La dégénérescence de l'U.R.S.S. ne peut distraire de cette lutte dont elle est un enjeu, pensé comme tel par l'opposition de gauche depuis 1927. Et Bensuid montre comment, pratiquement, la lutte est engagée sur ce double front anjour-d'hui. Son argumentation théorique est nourrie de références et citations historiques qui, sans sonel d'érudition pédante, sont l'écho du mou-vement ouvrier et rappellent que celui-ci se pose depuis longtemps les questions que certains s'approprient depuis peu. On peut donc s'étonner des concessions faites à l'humanisme, du souci de garantir l'avenir démocratique de l'Etat ouvrier, dont les formes seront pourtant ce qu'exigera la lutte des classes. Peut-être s'agit-il dégénérescences et déformations léguées par la révolution. Celz aboutit néanmoins à jauger la révolution à l'aune de la démocratie, ce qui permet une critique de la direction chinoise aussi peu fondée concrétement que les désillu-sions à l'égard de l'U.R.S.S. des années 1928 sions à l'égaire de l'U.K.S.S. des années 1828 que dénonçait Trotski. En tout état de cause, et malgré leur ingratitude, ces anticipations ressortissent à l'utopie révolutionnaire et non à l'humanisme électoralo-réformiste.

Finalement, où est la crise du marxisme que d'aucuns disent éclaté et enterrent prématurément? Si le mouvement ouvrier est divisé, il y longteures que le marxisme vivant partie par la longteure que le marxisme prémature.

a longtemps que le marxisme n'avait posé autant de questions à ses adversaires. Preuve que le premier se restructure sur la base du second. Et si les interprétations du marxisme sont dif-férentes, c'est que chacun est anjourd'hui tenu de s'y téférer. L'ouvrage de Balibar critiquant la ligne et la direction du P.C.F. en son nom en est un signe révélateur.

(1) Henri Chambre : De Marz à Lénins et à Mao Tse-toung, Auhler Montaigne, Paris, 1976, 413 pages, 65 P.
(2) Pierre Jalée : le Projet socialiste, Maspero, Paris, 1876, 186 pages, 12 F.
(3) Etienne Ballhar : Sur la dictature du prolétariat, Maspero, Paris, 1978, 289 pages, 25 F.
(4) Jacques Valier : le Parli communiste français et le capitalisme monopolite d'Etat, Maspero, Paris, 1976, 226 pages, 16 F.
(5) Daniel Bensaid : la Révolution et le Pouton, Stock, Paris, 1976, 442 pages, 30 F.

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques

et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau 75007 PARIS - Tél. 555.27-52 - 705.81-45

Centra Franca-Pays Arabes à LYON: 36, rue Tramassac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63 Centre France-Pays Arabes à NANCY:

45, rue de Metz, 54000 Nancy

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

BURUNDI
(13 novembre 1976)
Président de la République : colonel
Jean-Baptiste Bagaza.
Premier ministre et ministre du plan :
lieutenant-colonel Edouard Nambimana;
sgriculture, élevage et développement
rural : major Philbert Kayibigi; économie et finances : M. Dominique
Shiramanga; justice : M. Jean-Baptiste
Manwangari ; éducation nationale :
M. Ladislas Ndaye; alfaires étrangères
et coopération internationale : M. Albert

Calendrier des fêtes nationales 16-31 DECEMBER

16 BANGLADESH Fête nationale 18 NIGER Fête de l'indépendance Fête nationale 28 NEPAL 1"-15 JANVIER 1 CAMEROUN Pête de l'indépen-dance Fête de l'Indépen-dance 1 CUBA cance Fête de l'indépen-dance 1 BAITI I SAMOA OCCI- Fête de l'indépen-DENTALES dance Pête de l'indépen-dance Pête de l'indépen-dance 1 SOUDAN

4 BIRMANTE

11 TCHAD

Muganda; transport et aéronautique:
M. Ladislas Barutwanayo; travaux
publics, équipement et logement:
M. Isidore Nyaboya; géologia, mines et
industrie: M. Gaspard Karenzo; postes
et télécommunications: M. Rémy
Nksnynutse; santé: major Jean Bandush a; affaires sociales et travail:
M. Joseph Nzeyimana; fonction publique: M. Damien Barakam/itye; informatton: capitaine Tharaisse Ruinoikira;
jeunesse, sporta et culture: M. Emile
Mutoroha.

duction alimentaire: M. Lazare Runesa.

CHYPRE
Elections législatives du 5 septembre 1975)

Nombre d'électeurs inscrius: 274 085:
nombre de votants: 234 196, soit 85.8 5;
suffrages valablement exprimés: 230 849.
Repartition des sièges entre les dirférents partis: front démocratique: 76 348
voix, 21 sièges: parti travailliste du peuple (AKEL): 70 534 voix, 9 sièges: parti socialiste (EDEK): 24 555 voix, 1 sièges: indépendants: 58 453 voix, 1 sièges: indépendants: 58 453 voix, 1 sièges.

Le nombre des sièges à pourvoir à la Champre étant de 50. 15 sièges ont été attribués à la communauté turque qui n'a pas pris part aux élections.

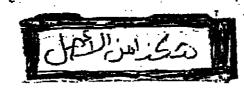
THAILANDE

THAILANDE (22 octobre 1976) Premier ministre : M. H.E. Tanin Krai-tzien : vice-premiers ministres : général

Bunchel Bamrungphongs et M. Amphorn Chantherevichttr: iministre près le bureau di premier ministre: M. Dusit Strigen; détenne: amiral Sangad Chalorgoo; timances: M. Suphat Suthatham; affaires étrangères: M. Upadit Pachariyangkun; agriculture et coopératives: M. Inthree Chandaraeathit; com m u n i cation s: M. Khunying Lersak Sombateiri; commerces: M. Suthee Nautograthat; intérieur M. Samak Sundaravei; justice: M. Prinyo Sathorn; santé: M. Yongyuth; Sajabanich E.M.; industrie: gaméral Perm Lumpisanat; ministre d'Etat près le bureau de l'Université: M. Vimolsfi Chamnaravech; vice-ministre de la défense: général Lek Nacionali; vice-ministre de la défense: général Lek Nacionali; vice-ministre de la défense : général Lek Nacionali; vice-ministre de l'Intérieur: M. Kanusng Lucchal.



Spécimen sur simple demande. 11 bis, bd Houssmann, 75009 PARIS.



Fâte nationale

MISTECLES DE CA

liste ».

M. Enver Hodja, premier secrétaire du P.T.A., a réaffirmé que « les ennemits du dedans et du dehors » n'avaient mis du dedans et du dehors » n'avaient pas abandonné leurs projets de restauration du capitalisme en Albanie. Pour ce faire, ils ne trouvent pas uniquement appui chez « les espions et agents de diversion étrangers », ou dans « les débris des vieilles classes exploiteuses », mais aussi dans la perpétuation « au sein même de la societé socialiste, des survivances des idéologies bourgeoises et révisionnistes » (1). Au premier rang de ces survivances idéologiques figure le bureaucratisme, à la faveur duquel l'appareil d'État et ses fonctionnaires pourraient décider de tout, au risque de réduire la fonction de direction politique de la classe ouvrière albanaise à une simple fonction de production économique. Cette dénonciation du bureaucra-

Cette dénonciation du bureaucra-tisme n'est pas réellement chose neuve en Albanie. En mars 1966, une vaste campagne de mobilisation populaire visant à réduire les effectifs de la bureaucratie d'Etat entraînait le retour à la production, dans les usines et coopératives, de quinze mille cadres de l'administration centrale et régionale. l'administration centrale et régionale.
Depuis lors, cette pratique du « rétour à la base » des cadres jugés superflus par les ouvriers et la rotation des postes dans les organes d'Etat n'ont cessé de prendre de l'ampieur. Visant à lutter contre le développement des ambitions ou des prétentions personnelles chez des cadres souvent coupés de la production et de la classe ouvrière (2), ces mesures sont le fait des « groupes de contrôle ouvrier ». des « groupes de contrôle ouvrier », élus pour quelques mois par les ou-vriers des usines et fermes d'Etat et responsables devant eux. Chargés de vérifier le fonctionnement des services administratifs de leurs entreprises ou du ministère dont elles dépendent, les « groupes de contrôle ouvrier » peu-vent obtenir le départ de ministres ou de fonctionnaires qui n'auraient pas tenu compte de leurs directives. En avril dernier, MML Dodhida et Deliana, respectivement ministres de l'agricul-ture et de l'éducation, ont été ainsi

démis de leurs fonctions (3). A la tribune du septième congrès, M. Hodja s'est félicité des résultats de l'action menée contre le bureaucra-tisme qui freine « la participation effective des masses à la direction des ajjoires de la société », et — ce qui est relativement nouveau, — il a souligné la nécessité de développer aujourd'hui cette lutte au sein même du parti du travail, dénonçant par exemple, l' « unité purement formelle » qui existerait dans certaines organisations de base et le fait que « tous soient d'accord au cours des réunions, mais (que), une fois dehors, personne na se mobilise, par indifférence, pour l'exécution des tâches ». L'enjeu de cette campagne contre les manifestations de bureaucratisme et de formalisme, même si celles-ci sont encore limitées, a été particulièrement mis en relief. comme en février 1972, M. Hodja s'est à nouveau référé à l'histoire du parti bolchevik qui, à la mort de Staline, était « rongé comme une pomme, en apparence saine mais pourrie à l'intérieur », pour s'être, « sous la pression des appareils bureaucratiques, appuyé sur des drotts « illimités », négligeant, dans son trupuil, de s'annuver sur les masses ».

vall, de s'appuyer sur les masses »— cela « sous le couvert du nom et de l'autorité de Lénine et de Staline » (4). Cautorité de Lénine et de Staline » (4).

Alla d'éviter qu'à son tour, le P.T.A.
ne soit un jour « étouffé par les
apparatchiks de triste renom ».

M. Hodja a souligné la nécessité pour
les ministres et directeurs, commandants et secrétaires, de rendre compte
régulièrement et publiquement de
leurs activités devant les organisations
de base du parti, lesquelles devraient
être à même de les critiquer, quel
que soit leur rang.

D'autre part, avant d'accepter une

D'autre part, avant d'accepter une candidature, le parti du travail devra demander aux ouvriers et travailleurs proches des lieux de travail et d'habitation du postulant, eux-mêmes non membres du parti, s'ils estiment que le candidat fera un bon communiste. Cette forme de consultation, qui tend aujourd'hui à se généraliser, devrait permettre de renforcer les liens entre le P.T.A. et la population (5), en faisant des citoyens non membres du parti ainsi consultés les « mandants » du nouveau communiste. A plusieurs reprises déjà, M. Hodja avait souligne que l'élaboration de la ligne du P.T.A. devait se faire à partir de l' « expérience des masses ».

Atténuer les différences de revenus

De fait, le peuple albanais doit prendre part à l'élaboration de la ligne politique du parti afin, ensuite, d'en assurer la pleine application. Si cette politique n'est pas observée, rien ne garantit au parti du travall que les objectifs qu'il fixe seront atteints. M. Enver Hodja et M. Mehmet Shehu, président du conseil et membre du bureau politique du P.T.A.—ont tenn à le rappeler, en soulignant les effets, à le rappeler, en soulignant les effets, ces dernières années, du bureaucra-tisme dans le secteur économique. En effet, l'action des anciens mi-nistres du plan, du commerce et de l'industrie et des mines (6) a été sévèrement dénoncée lors du congrès. Par leur « technocratisme » et leur

a dédain du rôle de la pensée créatrice des masses », ils auraient empêché la réalisation des objectifs du V° plan pour ce qui concerne l'extraction du pétrole, du chrome, du cuivre et du charbon, ainsi que la production de cérésies et de plantes industrielles. Derrière les pratiques mises en cause

Par ERIC VIGNE

(on reproche, par exemple, au ministre de l'industrie des forages anarchiques et a des méthodes d'exploitation souvage des gisements existants »), ce qui est visé, c'est bien l'ensemble des conceptions qui font d'une politique — surtout économique, — l'affaire de quelques spécialistes « compétents », ne songeant même pas à expliquer aux ouvriers et aux paysans les enjeux politiques du développement économique et ses modalités. M. Shehu a tenu à rappeler ce qui, selon lui, devrait être et ses modalités. M. Shehu a tenu à rappeler ce qui, selon lui, devrait être le fondement du plan quinquennal: une mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière et de la paysannerie, afin qu'elles décident, sur la base des grandes orientations définies par le parti, des normes possibles à atteindre et des objectifs qu'elles pourront d'autant mieux réaliser qu'elles les auront elles-mêmes fixés.

Le septième congrès s'est interrogé Le septième congrès s'est interroge sur les conditions qui rendent possible l'émergence de telles conceptions au sein mème du parti. M. Hodja a ainsi analysé les déterminations économiques et sociales du bureaucratisme : « La société socialiste conserve encore des traditions, des coutumes, des comportements et des conceptions de la société bourgeoise dont elle est issue. » Dans la phase de transition socialiste vers le communisme, « les forces productives et les rapports de production, le mode de répartition fondé sur eux sont encore loin d'être entièrement communistes. Des difféfonde sur eux sont encore tota d'etre entièrement communistes. Des diffé-rences existent en divers domaines, entre la campagne et la ville (7), le travail-manuel et intellectuel, qui ne peuvent être éliminées du jour au lendemain ». Cette perpétuation de phénomènes résiduels de l'idéologie et de l'organisation capitalistes du tra-reil rent favorier su sein même des vail peut favoriser, au sein même des rapports de production socialistes, la constitution d'une nouvelle « bourgeoisie révisionniste », porteuse de l' « idéologie bureaucratique ».

S'appuyant sur l'analyse de la abourgeoisie révisionniste » élaborée en mars 1966 par le comité central du P.T.A., qui circonscrivait cette classe aux « jonctionnaires bureaucrates du parti et de l'administration, dirigeants de l'économie, gens de l'art, de la science et de la culture, aux trattents et cu niver de mistrès. traitements et au niveau de vie très supérieurs à ceux des masses truvail-leuses » (8), le septième congrès du P.T.A. a donc décidé que tout cadre

et fonctionnaire devra être rétribué dans des proportions en rapport avec le niveau de vie des ouvriers et des paysans, afin « de ne pas permettre paysans, afin « de ne pas permetire de différences sensibles de revenus, différences qui donnent lieu à l'appantion d'éléments dégénérés et de couches privilégièses, qui menacent directement la dictature du prolétariat » (9). Les mois à venir verront l'application des décisions du comité central du P.T.A. d'avril dernier, visant à réduire l'échelle des salaires de 1 à 2: un directeur ou un haut de 1 & 2: un directeur ou un haut fonctionnaire ne pourra plus gagner, au maximum, que le double du salaire d'un apprenti.

D'autre part, le terrain favorable à la formation d'une nouvelle bourgeoisie se trouvant prioritairement dans les structures d'encadrement de l'appareil d'Etat, la part des fonctionnaires de métier sera réduite dans les administrations morement une augadministrations, moyennant une aug-mentation du nombre des ouvriers et paysans non membres du parti èlus à ces fonctions administratives et a tes totalois administrative et révocables par leurs électeurs. M. Hodja a indiqué qu'il y avait aujourd'hui en Albanie α trois jois plus de cadres élus que nommés, et, parmi eux, plus de 70 % d'ouvriers et de coopérateurs ». En appuyant les organes du pouvoir « sur les hommes élus par les masses (...), les portes sont d'autant mieux jermées au danger de bureaucratisme qui menace les appareils de l'Elat ». Le Congrès a adopté les dispositions

(1) Depuis que Khronchichet a rompu, en 1961, avec le P.T.A., qui refusait de condamner le parti communiste chinois, les communistes albanais qualifient de révisionniste » la politique soviétique ainsi que les stratégies du P.C.I. et du P.C.F., sévérement critiquées lors de ce congrés, parce que toutes visent à a réconcilier les classes à l'échelle internationale et à étjacer les limites de classe entre le prolétariat et la bourgeoisse dans chaque pays ». (Fiquet Shehu, Problèmes actuels de la lutte centre le révisionnisme moderne, Tirana, 1969).

(2) Chaque fonctionnaire ou intellec-

(2) Chaque fonctionnaire ou intellec-tuel fait, un mois dans l'année, un stage à la production, jusqu'à l'âge de soixante ans. Ainsi, M. Mehmet Shehu, président du consell, fit ses stages annuels comme tractoriste dans une coopérative agricole. (3) Deux ouvrières, particulièrement actives dans le mouvement de contrôle ouvrières les ont remplacés. Premières ouvrières à devenir ministres en Albanie, elles viennent de la campagne. Leur no-mination s'inserit dans la politique de réduction des écarts entre les villes et les rampagnes. (4) Discours d'Enver Hodja dans la ville les campagnes.

(4) Discours d'Enver Hodja dans la ville de Mati. le 26 février 1972.

(5) Le P.T.A. compte 101 500 communistes. dont 13 500 staglaires (soit 14 500 membres de plus qu'au précèdent congrès de 1971). Représentant 4 % de la population, les communistes sont pour 37,5 % des ouvriers, et pour 29 % des membres de coopératives.

(6) Les trois ministres — MM. Kellizt, Theodoxi et Nglela — ont été démis de leurs fonctions lors du septième plénum du parti, en mai 1975. Parmi les autres responsables politiques démis de leurs fonctions pour leur « idéologis bour-

de la nouvelle Constitution albanaise de la nouvelle Constitution albanaise qui élargissent les fonctions des conseils populaires (composés de tra-vailleurs qui se chargent de l'admi-nistration sans pour autant cesser de participer à la production, élus et révocables par le peuple), au point d'en faire les organes essentiels de l'appareil d'Etat au niveau des dis-tricts

En achevant ses travaux, le congrès du P.T.A. a tenu à rappeler, comme chaque fois, que la lutte contre la bourgeoisie intérieure devait être articulée, en dernière instance, à la lutte contre la bourgeoisie internationale (révisionniste ou capitaliste), à laquelle elle sert de base de masse à l'intérieur du pays. Ce combat contre l'impérialisme et le « social-impérialisme soviétique », souligne M. Hodja, est commun à tous les partis marxistes-léninistes, à commencer par le P.T.A. et le parti communiste chinois. Ce que devait confirmer M. Hua Kuo-feng, qui, au nom du comité central du parti communiste chinois, a tenu à réalfirmer dans son message de félicitations que, « dans la grande lutte contre l'ennemi commun comme dans la noble cause de la révolution et de l'édification socialiste, nous nous soutenons toujours et avançons épaule soutenons toujours et apançons épaule contre épaule. Aucune jorce au monde ne saurait détruire noire amitié révolutionnaire et notre unité militante jondées sur le marzisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien » (10).

geoise et révisionniste », figurent, notamment, l'ancien ministre de la défense, M. Baqir Balluku, et l'ancien chef d'étatmajor, M. Petrit Dume, à qui le congrès a reproché d'avoir cherché à « renverser le comifé central, par un putsch armé, et à anéantir le P.T.A. et la dictaturs du prolétariat avec l'appui et l'intervention armés de l'étranger ».

(7) Pour réduire ces différences, le P.T.A. a décidé, en avril dernier, d'unitier les salaires des ouvriers et des membres des coopératives en transférant la charge des fonds sociaux des coopératives à l'Etat, et en transformant les fonds d'accumulation en primes intégrées au salaire fixe de chaque membre de coopérative.

(8) Voir sur ce point la Leter e hapur s KQ të PPSR, Tirana, 1966.

s au te PPSH, Tirana, 1966.

(9) Agence télégraphique albanaise, bullstin du 23 janvier 1976 : « Projet de la nouvelle Constitution albanaise », article 9. M. Hodja a expliqué la nécessité d'une nouvelle Constitution par la réalisation de la construction intégrale de la base économique du socialisme. L'Albanie sers, selon cette nouvelle Constitution, une « Bépublique populaire socialiste ».

socialiste ».

(10) M. Hodja a qualifié, lors de ce congrès, le président Mao Tse-toung de « marxiste-lénimiste éminent », et a rappelé les liens étroits, politiques et idéologiques entre les deux partis. Le message du P.C.C., qui affirme la volonté des communistes chinois, « d'être fitièles à la volonté du président Mao, en ranforçant foujours l'unité entre les deux partis, les deux pays et les deux peuples », a été reproduit en première page de l'édition du 8 novembre 1976 de Pékin-Information.

SEPT SIÈCLES DE CENTRALISME ET DE POUVOIR TOTALITAIRE

— Quand le passé de la Russie éclaire le présent de l'U.R.S.S. —

A situation politique de la Russie peut se décrire d'une phrase : c'est un pays où le gouvernement dit ce qu'il veut parce qu'il a seul le droit de parler... Pour illimité qu'il soit, le pouvoir est terrorisé par Ainsi s'exprime le marquis de Custina qui,

1839, visite — toujours accompagné d'un guide — la Russie; mais en 1517 détà, le baron von Herberstein dénonçait le même autocratisme comme, quatre siècles plus tard, André Gide, et tant d'autres depuis : la permanence du constat incite donc, pour mieux comprendre le présent, à interroger le passé. C'est ce que fait l'historien marxiste Tibor Szamuely, dont le volumineux onvrage constitue sans doute l'une des meilleures introductions à une plus juste appréciation des riolités soviétiques (1).

réalités soviétiques (1).

Il permet d'abord de rectifier les perspectives.
Si véridiques solent les témoignages sur les atteintes aux libertés en Union soviétique, ils sont généralement faussés dans la mesure où, privés de toute dimension historique, ils suggèrent — et c'est souvent leur but implicite — que les maux dénoncés sont imputables au socialisme (2). De tâmoignages, ils se transforment alors en pamphiets. C'est une contre-vérité historique d'attribuer

système soviétique an tant que tel des piaan système sovietique an tain que tel des pla-tiques – formes d'organisation du pouvoir et de la société, méthodes de gouvernement et d'admi-nistration — apparces il y a sept siècles dési-et que, du premier tear tran Kalità à Staline, en passant par Lénine — « Il faudre imiter l'Allemagne, ne pas craindre les procédés dicta-toriaux », — les régimes successifs ent peu à peu perfectionnées (3). C'est d'abord, et peut-être fondamentalement, le passé de la Russie qui éclaire le présent de l'Union soviétique, et la spécificité de l'héritage, la conduite des héritiers.

P AR-DELA les tears, qui out incouné l' a Stat réglementaire », c'est au treixième siècle qu'il faudrait remonter pour situer l'origine d'un type de société qui dure eucore. En 1237, venant d'Asie, les armées mongoles (ou tatares) franchissent le Volge et, en quelques mois, soumet-tent les petites principautés qui ne constituzient pas encore le Russie, mais dont certaines, comme celle de Riev, étalent déjà aussi brillantes et développées que d'autres royaumes d'Europe. L'invasion tatare met sin à cette communauté L'invasion tatare met fin à cette communavió de culture, de mouns et d'intérêts que symbolisaient maints mariages entre nobles, de France, d'Allemagne et de Moscovie; dès lors, la Russie tourne le dos à l'Europe: les Tatars, qui l'occuperont deux siècles et demi, lui composent, et pour longtemps, son destin.

Ordi s'aviesa des siruntures nalitiques — tota-

our longtemps, son destin: Qu'il s'agisse des structures politiques — tota-taires, — de l'administration — très centralisée, des forces et des formes, multiples, de la répression, des rapports des « citoyens » et du pouvoir, c'est le modèle stiatique qui prévant. Les Tatars chassés, en 1480, le modèle reste: outre l'Etat, qu'il a contribué à former. Il imprègne jusqu'à la laugue (de nombreux mots russes : kopeck, tamoshnis, la douane, sont d'origine mongole) et marque l'idéologie, déjà collectiviste » : privé de liberté, même formelle, le citoyen est perçu par la pouvoir, et se perçoit iul-même, comme au service exclusif de l'Etat. c L'Etat moscovite, écrit Rifontchevaki, au nom du bien commun, s'empara du contrôle absolu de toutes les énergies et de toutes les ressources, ne laissant à personne le moindre champ d'action pour la défense d'intérêts individuels ou de classe. »

D'Ivan in a Nicolas II, les tears, successeurs des khans, continuèrent l'œuvre d'édification d'un Etat despotique; et comme le pouvoir politique est d'autant plus puissant qu'aucun contre-pouvoir, entre autres économique, ne le menace. Pun des premiers autocrates russes. Ivan III, confisqua les terres du royaume : déportés en Sibérie, ceux qu'on n'appelait pas encora des konlaks abandonnérent leurs domaines au souverain, qui en devint l'unique propriétaire; par la suite, il les attribus, en gérance, à ses

jamais cet univers unidimensionnel dont révent ses dirigeants, elle à ses fuites dans l'imaginaire ou la contestation, et ses exils intérieurs. Aussi loin qu'on remonte. l'intelligentais russe à la fois isolée des classes possédantes et du peuple, apparaît, et pour cette même raison, radicale. D'une extrême rigidité doctrinale, donnant souvent dans le fanatisme religieux ou politique, défiant « les masses », lieu utopique de toutes les vertus, n'hésitant pas à se sacrifier — en 1798, Raditchev fut envoyé dans un camp de travall, le poète Chandaev, déclaré fou et interné, — les Intellectuels russes sont néamoins plégés : la société qu'ils appellent de leurs veux ressemble étrangement à celle qu'ils dénoncent. L'Etat nouveau doit être bon, mais fort ; et Tchernichevaki — que Lénine admira au point de lui emprunter le titre de l'un de ses livres : Que faire ? — n'hésite pas à écrire : « Je pense que la mellieure forme de gouvernement est la dictature... (une dictature) qui aurait conscience de son rôle essentiel de champion des opprimés, a Partisans d'un régime fort, indifférents à toute espèce de garanties — « L'énorme masse de

Par MAURICE T. MASCHINO

meilleurs serviteurs : « La propriété foncière dépendait entièrement des services rendus à l'Etst, de sorte que se crés en Russie, des cette époque, une nationalisation du sol sous d'autres

Deux siècles plus tard, quand les nécessités militaires poussèrent Pietre le Grand à indus-trialiser la Russie, les mêmes méthodes prévatrialiser la Russie, les memes methodes preva-lurent; dans un système où aucun individu, ancune classe ne disposaient de la moindre autonomie, la liberté d'entreprendre ne pouvait appartenir qu'à l'Etst : « Ce n'est pes l'appât du gain qui servit de moteur à l'industrialisation, mais la peur et la contrainte, écrit T. Szamuely. La construction d'une usine, la constitution d'une société commerciale devinrent une forme de service obligatoire et les entreprises créées de service obligatoire et les entreprises créées de la sorte des institutions d'Etat. »

de la sorte des institutions d'était. 5
Seul maître des blens, l'Etait l'était aussi des
personnes : en instituant le passeport intérieur,
sans léquel aucun de ses sujets ne pouvait
circuler, Pierre le Grand parachevait l'œuvre
d'Ivan IV, qui avait farmé les frontières; seuls de rares privilégiés pouvaient se rendre en Europe. « Vous enfermes le royaume de Russie comme dans une forteresse, écrivait à Ivan le Terrible le prince Kourbski; ceux qui partent de chez vous pour l'étranger sont traités comme des traitres. » Ceux qui restent, comme des raftres éventuels : les rélations avec les Occidentanz — qui résidalent dans des quartiers réservés, généralement situés aux portes des villes — étaleut interdités. Mais si fermée soit-eile, une société ne devient

littérature politique russe, de Raditchev à Lénine, ne renferme pas le plus petit opuscule relatif à in règle de droit ». — les intellectuels ne concevaient pas d'autre art qu'utilitaire : la littérature devait se subordonner à des fins sociales et « servir à améliorer l'état de santé. le bien-être matériel, le niveau d'instruction du peuple ». De Pissarev, théoricien a gauchiste » de la fin du siècle dernier, pour qui « un artisan est plus utile qu'un poète », à ceux qui condam-nent aujourd'hui les peintres abstraits, n'est-ce pas la même attitude qui se répète?

ANS donte le passé ne suffit-il pas à rendre compte du présent ; encore faut-il, pour que les traditions se perpétuent, que les condi-tions objectives s'y prêtent. Or la situation était telle dans la Russie de 1917 qu'elle paraissait exiger et justifier l'application de méthodes que, blen avant Lénine, les contestataires russes pré-conissient. Comme le rappelle Roger Linhardt, conissient. Comme le rappelle Roger Linhardt,
c l'économie soviétique est née et a pris forme
en tant que mode de résolution des questions
les plus élémentaires de la survie : se nourrir,
se chauffer, produire les objets les plus indispensables à l'existence humaine » (4).
La question du pain, entre autres, devait
recevoir une solution immédiate : pouvait-on
faire confiance aux paysans pour qu'ils livrent
d'eux-mêmes le blé nécessaire? « Partisan à la
fois de la coercition et de la persussion ».

fois de la coercition et de la persuasion » Lénine envoya dans les campagnes des détachements d'ouvriers chargés de distinguer le « paysan moyen », à ménager, du koulak. C'étalt

et substituer à la révolution par le bas, et par la base, une révolution importée ; déjà marqué par la tradition autoritaire-révolutionnaire, le léninisme préparait, à sou tour, le stalinisme. Les mêmes nécessités d'un développement ranide de l'économie conduigirent Lénine à prérapue de l'économie containent Letine 2 pre-coniser l'introduction systèmatique du taylorisme dans les usines ; élevant la productivité — entre autres par « l'obéissance sans réserve des masses à la volonté unique des dirigeants du travall ».

— le taylorisme devait réduire la journée de travail et libérer ainsi du temps que les ouvriers consacreraient à des tâches politiques.

Il ne semble pas que ce prolétariat-là — celui qui prit le Palais d'Hiver aux accents de l'Interqui prit le rains d'inver aux accents ne l'inter-nationale — soit près de reparaître : comme tous les peuples pour qui les hesoins fondamen-taux — se nourrir, se vêtir — sont pour l'essen-tiel satisfaits, les Russes aspirent à vivre mieux. Economiser pour l'achat d'une voiture, obtenir, en imagmant toutes sortes d'astuces (par exem-ple, un mariage blanc) la propiska, laissez-passer qui permettra de s'installer à Moscou ou Lenin-grad, passer l'été na more (au bord de la mer), comme ils disent avec ravissement : autant d'aspirations qu'ils s'emploient à satisfaire avec eaucono d'ingéniosité, comme le raconte Hedrick Smith dans un ouvrage remarquable de véracité et d'honnêteté (5).

frustrations, mais aussi ses joles et ses rêvea a d'autres couleurs que la grisalle de l' « Archi-

L'élévation du niveau de vie désamorre, là-bas anssi, la virulence de la contestation politique; la plupart des opposants (Medvedev, Sakharov), tout aussi ignorés du peuple que leurs prédé-cesseurs, sont plus réformistes que révolution-naires, quand ils ne sont pas passèlstes. A l'heure de la consistence pacifique et de l'interdépen-dance de plus en plus étroite des systèmes économiques, il semble qu'une certaine a spécificité a russe s'estompe et que s'ébanche une société — de pré-consommation ? — moins dure que ses adversaires ne le prétendent, mais moins

(1) T. Szamuely, in Tradition russe, Stock, Paris, 1976, 502 pages, 50 F. (2) Voir par exemple: Artemova, Rahr, Condannés d'is fotie, Stock, Paris, 1976, 380 pa-Condamnés à la joile, Stock, Paris, 1978, 300 pa-ges, 40 F.

(3) J. Baynac, la Terreur sous Lenine, Le Sagittaire, Paris, 1975, 332 pages, 45 F.

(4) R. Linhardt, Lénine, les paysans, Taylor, Le Seuil, Paris, 1978, 172 pages, 27 F.

(5) H. Smith, les Russes, la vie de tous les jours en Union soviétique, Beliond, Paris, 1878, 510 pages, 49 F.

THE STRUME

Affaiblissement de l'O.L.P., nouvelles perspectives

ROLE MULTIPLE D'ISRAËL DANS LA CRISE LIBANAISE

De la passivité à l'intervention limitée

A politique Israélienne a parcouru un long chemin depuis l'éclatement de la crise libanaise. Au début de la guerre civile, et pendant de longs mois, es dirigeants de Jérusalem n'avaient cessé de mettre en garde la Syrie, l'avertissant que tout franchissement de la « ligne rouge » entraînerait une riposte M. Shimon Péres, ministre de la défense, déclare ainsi que « foute intervention syrienne, quels que soient ses motifs, ne pourra laleser lersei indifférent » (1). Les evertissements sont aussi transmis par voie diplomatique, par le truchement du département d'Etat. Quant à la presse, elle consacre de nombreux articles et commentaires aux dangers de l'intervention syrienne: on lira par exemple, sous la plume d'un éditorialiste, que « la cloche a sonné pour l'armée israéllenne » et que ⋆ la chrétienté, les Etats-Unis et l'Europe rition du Liban; mais pas Israēl, qui tien enthouslaste de la droite nationaliste, qui s'alarme de la pénétration en territoire libanais d'unités de la Saïka et de l'Armée de libération palestinienne d'obédience syrienne. En octobre 1975, M. Haim Landau, député du Likoud, demande l'envo' de troupes israéliennes au Liban. « pour empêcher l'islamisation de ce pays ». Un mois plus tard un autre député du même groupe, M. A. Linn, renouvellera cette demande, pour sauver « les juits et

les chrétiens du Liban - de l' « extermina-

Les Etats-Unis sont critiques dans la presse pour s'opposer à une intervention israélienne : « L'absence de toute latervention israélienne en Liben est le répultat de l'impuissance de l'Occident = (3). Un commentateur militaire estime même que les israéilens devraient inciter les ils l'ont fait en Jordanie en 1970 : « Certains experts croient la moment venu de mener une politique plus indépendante, qui dictera à Washington un autre comporment pour délendre le Liben » (4).

L'attitude changers du tout au tout après le virage de la politique syrienne, au printemps 1976. Damas accorde désormais son soutien à la droite chrétienne contre les forces islamo-progressistes et les Palestiniens. Répondant à la droite israélienne, qui continue d'accuser le gouver-nement d'inertie, M. Itzhak Rabin, président du conseil, se défend : « Je ne critique pas les Syriens s'ils veulent conti-nuer à massacrer les Palestiniens ; en ce qui nous concerne, ils peuvent conti-nuer... > [5]. Interrogé lors d'une réunion du gouvernement eur ce qu'il est advenu de la « ligne rouge », le ministre de la défense répondra que « la ligne rouge est devenue infrarouge »... M. Rabin préci-serz devant le Parlement, le 15 juin 1976, en fonction de plusieurs critères indépendants: géographiques, militaires et politiques, y compris les objectifs des forces étrangères au Liban et la nature de leure adversaires.

Damas laisse partir les juifs syriens

DEUX raisons expliquent ce revirement d'opinion en israēl. D'une part, une hostilité farouche envers l'O.L.P., qui se traduit par un soutien à quiconque lutte contre elle : d'autre part, l'approbation sans réserve donnée par Washington à l'intervention syrienne. Il ne fait pas de doute que, si Israel l'avait voulu, et s'il avait eu la bénédiction des Etats-Unie, il se seralt opposé à cette intervention, tout comme il l'avait fait en septembre 1970 lorsque la Jordanie combattait les organisations palestiniennes au secours desquelles la Syrie s'était portée. Des concen-trations de troupes israéllennes face au plateau d'Irbid, accompagnées d'avertissements sans équivoque, avaient alors eu

raison des intentions de la Syrie.

"Du moment que les Syriens se metfent à tuer des Palestiniens, l'atmosphère
entre Israèl et la Syrie se détend magiquement -, constate le journal Haaretz. De fait, le calme règne aux frontières, le accord est même conclu entre Syriens et Israéllens pour permettre aux Druzes des deux côtés de la frontière de se rencontrer. Et, surtout, le problème des juifs de Syrie semble avoir trouvé sa solution après des années de vaines protestations de la part des Israéllens.

Le 20 octobre dernier, en effet, la

presse Israélienne annonçalt subitement que les juifs syriens avalent finalement été autorisés à quitter le pays. Selon l'Agence télégraphique juive de Paris, environ mille julfs ont quitté la Syrie au cours des deux demiers mois. Certains de ces réfugiés, eéjournant à Paris, estisoit deux mille cinq cents personnes environ, auraient probablement quitté le pays avant la fin de cette année. La plupart en France ou à Chypre, après avoir quitté Damas en taxi pour le port de Jounieh, occupé par les chrétiens. Ils embarquent ensuite sur des bateaux grecs ou chypriotes en direction de Lamaca, où l'agence juive et Hias (organisation juive américaine d'aide aux réfuglés) ont installé leurs bureaux (6).

Après la conclusion des accords de Ryad et du Caire, de nouvelles assurances le premier ministre israéllen a révélé au Syrie avait promis aux Américains de ne Pac envoyer de troupes dans le sud du Liban (7). Quant aux modestes forces palestiniennes autorisées à pénétrer dans la région de l'Arkoub Damas a informé les Israéliens, par l'intermédiaire des Etats-Unis, qu'elles seralent placées sous le contrôle total des autorités syriennes.

Opération « frontière ouverte »

A Syrie est Intervenue militairement. en envoyant sea brigades en territoire libanais. L'action israélienne, plus discrète et plus complexe, comporte deux aspects : l'un, civil et humanitaire, a bénéficié d'une large publicité, tandis que l'autre, militaire, fut tenu caché aussi longlemps que possible.

L'opération de la « bonne clôture », ou encore de la « frontière ouverte », présentait, en raison de son caractère humanitaire, une double importance pour l'Etat d'israël : elle devalt en effet permettre d'établir des relations nouvelles avec la population chrétienne du Sud-Liban et d'améliorer auprès de l'opinion publique mondiale une image ternie par l'occupation et la répression dans les territoires

Las autorités israéliennes ont pris des mesures immédiates pour apporter une aids médicale aux malades libanais qui se présentaient spontanément devant la clôture » — des fils de fer barbelés separant un verger israélien d'un champ de tabac situé dans le village libanais de Rmeiche. En juin, un centre de premier secours est installé à Dovev (voir la carte page 15), où sont dispensés des soins médicaux à des centaines d'habitants des viilages frontaliers. Plus tard, lorsque les liens se resserrent entre laraéllens et chrétiens du Sud-Liban, un deuxième dispensaire est construit à Metoula, puis un autre, provisolre, à Hanita. Les cas sérieux sont acheminés vers des hôpitaux. La presse israélienne précisera que des soidats et des officiers phalangistes figurent parmi les malades. Au 1^{er} octobre demier, les statistiques publiées aur les services de santé laraéliens falsaient état de neuf mille quatre cent vingt et un chrétiens et musulmans trailés dans les dispensaires de la frontière, et de deux cent quatrevingt-quatorze malades solones dans des hôpitaux israéilens (8).

1

Le commerce, [ul aussi, s'est développé de part et d'autre de la frontière. Les autorités laraéliennes proposent aux habi-tants du Liban du Sud de leur acheter leur tabac de première qualité, qu'ils ne peuvent écouler en raison de la guerre. En échange, Israël teur vendra les pro-duits de première nécessité qui leur font défaut. Quelques centaines de tonnes de tabac, d'une valeur de plus de 3 millions

de ilvres israéliennes, ont donc été achetées par les israéliens (en partie revendues à l'étranger). Les villageois des agglomérations eituées au nord d'Israél purent se procurer de la farine, de l'hulle, du sucre, des œufs, des volailles congelèes, etc., et même du gaz pour la cuisine et du pétrole. A partir de septembre, lorsqu'on soupçonnera qu'une partie du niens ou aux habitants des villages musuimans refusant tout contact avec Israel, les produits alimentaires seront fournis aux commerçants libanais en quantités proportionnelles au nombre de la popula-

Pour permettre de changer l'argent (au taux de 2,5 livres israéllannes pour 1 livre libanaise), une succursale de banque sara ouverte à proximité de la frontière. Bientôt commence l'embauche de la maind'œuvre libanaise. Des représentants du ministère du travail israélien procèdent à une enquête sur l'état de l'emploi dans les villages maronites du Sud-Liban. Des ouvriers privés de travail à la suite de la guerre se rendront chaque matin en Israel pour travailler. Ils étalent ainsi trois cent trente hommes, au mois d'octobre, à poursuivre leurs activités dans divers secteurs : entreprises de reboise-ment, industrie textile, fabrication de cigarettes ou conditionnement des pommes. D'abondantes informations acco de photos ont été diffusées à ce propos dans le monde entier. «L'emploi de la main-d'œuvre ilbanaise en Israël est un événement historique », proclame le poète Haim Gourt.

Des Libanais se rendent aussi en Israēl pour y rencontrer de proches parents, ou profiter des visites guidées organisées dans des kibboutzim ou des entreprises situees dans le nord du pays. Un bureau de poste dessert les villages du Sud-Liben. On vaccine le bétail contre la fièvre aphteuse. On installe un garage de réparation pour tracteurs et véhicules agricoles libanals, etc. La presse israéllenne s'empressera de reproduire les déclars tions élogieuses de certains visiteurs libanais : « Si les terroristes palestiniens altaquent Israel, nous leur tirerons dessus », dit l'un d'eux, enthouslaste.

Les services de la « clôture » se développent. De nouvelles constructions en ciment abritent les dispensaires, les

Par AMNON KAPELIOUK

bureaux de divers ministères et ceux du gouvernement militaire. Les personnalités responsables de l'aide au Liban cont le colonel Avraham Orly, coordonnateur des activités dans les territoires occupés, et le lieutenant-colonel Akiva Dan, gouverneur militaire du plateau du Golan. Les fonctionnaires du gouvernement militaire s'occupant habituellement de la popula-tion des territoires occupés sont maintenant chargés des affaires des villageois libanais. La question sera posée au ministre de la défense par un député du Moked, M. Meir Pall, dès le mois d'août: «Le Liban du Sud est-li devenu un ter-ritoire occupé, pour avoir droit aux ser-Selon un commentateur militaire, « le ministère de la défense a élaboré des projets pour intensifier l'aide civile aux

villageois libenais, améliorer leur situation économique et faire de cette région un territoire où israél intervient dans le domaine de l'aide civile et économique de la même manière que, par exemple, en Judée et en Samaria (Cisjordala « bonne clôture » est devenue un lleu de pèlerinage attirant même les touristes étrangers et des équipes de télévision venues de partout. Conclusion d'un jour-naliste israéilen : «Le monde entier et nous-mêmes découvrons soudain que l'israélien est bezu, et humain.» La satisfaction gagne les esprits les plus réservés à l'égard de la propagande : ainsi le député travailliste non conformiate Yossi Sarid observe-t-il que « ce qui se passe dans le Nord permet à de nom-breux isreéllens, qui evalent fini par se hair du temps de la répression en Clajordanie, de se redresser un peu morale-

Les activités militaires

M AIS les projecteurs braquée eur la « bonne clôture » talssent souvent dans l'ombre les activités entreprises au plan militaire. A défaut de communique officiels, les informations publiées dans la presse israélienne, le plus souvent à partir de sources étrangères, permettent

Pour ce qui concerne les fournitures d'armes, de munitions et d'équipement militaire, aucun démenti n'a été apporté aux affirmations avancées par les journaux seion lesquelles israël armait les milices chrétiennes de droite. Vers la fin du mois d'octobre, la censure militaire laissera même passer des informations attribuées à des sources israéliennes non officielles. Ainsi le quotidien officieux Davar titre dans sa première page : « Israēl a fourni aux chrétiens des armes automatiques, des mortiers et des chars = (12). La télévision diffuse un reportage de la C.B.S. où l'on voit clairement le matériel militaire Israéilen qui a été fourni aux chrétiens du Sud-Liban

Acheminé par la frontière méridionale et le port de Jounieh, l'équipement est varié, « des uniformes verts et des chaussures de l'armée israélienne et des grenades portant des inscriptions en hébreu = (13). Mais ce n'est pas tout. les envols comprennent aussi des casques et des fusils automatiques américains M-16 (14), des véhicules blindés américains AM-113 (15), des chars Sherman ments plus petits, du type Yatouche (16), ll faut citer aussi des armements d'origine soviétique, récupérés par Israël lors des guerres de 1987 et 1973 trente-trois chars soviétiques du type T-54 et des véhicules blindés BTR-152 (17). Bref, Israël est devenu l'un des principaux fournisseurs d'armes des chrétiens du Liban, et ce n'est plus un secret pour

L'un des objectifs poursuivie au plan militaire était de favortser la création de faits accomplis dans le Sud du Liben, de manière que la région proche de la

«La seule autorité dans le Sud-Liban»

TENTRAINEMENT des phalangistes se fait, au moins en partie, en Israël. M. Meir Pail a interpellé à ce sujet le premier ministre, le 27 septembre dernier : se référant à une source digne de foi, il demandait s'il était vrai qu'- une unité d'une centaine de citoyens libanais phalangistes s'entraîne dans une base militaire dans le nord d'isreël ». La guestion est restée sans réponse, mais les correspondants de la presse étrangère estiment que les Israéliens accueillent des unités d'infanterie, des équipages de blindés et même des équipages navals

Sur l'activité de l'armée israélienne en territoire libanais, la presse d'Israel a commence à fournir des précisions au début de septembre : Maariv a aussi rapporté que « l'armée israéllenne a pris des mesures préventives dans les alen-tours du village musulman de Bent-Jbell, situé à 5 kilomètres de la frontière, pour dissuader les terroristes de s'y randre - (21). Les informations proviennent surtout de sources étrangères, reprises par les journaux du pays, tou-jours sans déments. Il apparaît alors que les patrouilles israéliennes circulent librerespondant de l'agence U.P.J., Stewart ellerman, un officier israélien déclare : Nous sommes la seule autorité dans le Liban du Sud. » (22). Un observateur de l'ONU lui confie ; « Au tond, les israéliens ne considèrent pas région comme une partie du Liben. » Les jeeps qui effectuent des patrouilles le long de la frontière du côté libanais souvent des équipages mixtes israéliens et libanais (23). Des ilones téléphoniques relient directement certains villages libenals aux positions de l'armée à l'intérieur d'Israël, assu-rant la rapidité des liaisons pour dépêcher de l'aide, comme cela se passa pendant la batallie de Koleya au mois d'octobre, au cours de laquelle l'artilerie Israéllenne apporta son appui aux

à empécher le retour des Palestiniens. On a fait porter l'effort sur la création et l'entraînement de milices de villegeois et de phalangistes directement engagés dans les combats de la guerre civile. « Conformément à la demande des villageois chrétiens » souhaitant la protection de l'armée laraélienne contre - une éventuelle action des fedayin », des officiers israéliens se sont mis à former des unités militaires locales, La presse israélienne n'a pas lésiné sur les informations à ce sujet, parfois sans même prendre la précaution de se rétérer à des sources étrangères. Hayom Haze, organe du général Dayan, annonce: Sud-Liben pour chaeser les Palestiniens du Fatahland et des autres régions frontellères. L'objectif est de créer une zone tampon entre Israči et les Palestiniens au Uban > (18).

frontière laraéllenne reste sous le domi-

nation des forces chrétiennes décidées

Les chrétiens sont minoritaires dans le Sud du Liban — 15 % de la popu-lation environ, — mais leure milices, organisées rapidement, ont remporté des succès militaires : prise de carrefours importants et de villages musulmans. D'après le ministre israélien de la défense, l'armée chrétienne du Sud-Liban comprendrait deux mille hommes « capa-bles d'empêcher toute présence des fedayin palestinlens dans te Sud del Liban » (19). Cette force est divisée en sections de cinquante combattants chacune, avec à sa tête un commandant Maariv rapporte que, « à première vue, ces militaires paraissent bien organisés mais peu expérimentés au combat et manquant peut-être de vraie motivation pour se battre hors de leurs villages ». Il cite alors cette remarque d'un militaire maronite : « Nous servons de bouclier à Israel au-delà de la frontière » (20). Une grande photo publiée en première page du Yediot Aharonot a montré, d'autre part, des soldats phaes en conversation avec les membres d'une délégation du Fonds social juif unifié venue des Etats-Unis.

hélicoptères israéliens ont approvisionné en munitions les milices de droite lors de l'attaque de la ville de Mariayoun, el transporté leurs blessés dans des hôpitaux à l'intérieur d'Israel. Des parechutistes israéliens ont pris position en des points stratégiques autour de la ville, pour empêcher l'arrivée de rentorts palestiniens, pendant que l'artille-rie israélienne appuyait de ses lira l'attaque des forces de droite = (25). La marine de guerre israéllenne est intervenue, quant à elle, pour arraisonner des embarcations et des bateaux au

large de la côte libanaise. En juin 1976, un blocus a pratiquement été imposé sur les ports de Saïda et de Tyr. Des bâtiments assurant le ravitaillement des régions islamo-progressiates à partir de Chypre ou d'Egypte ont été interceptés, et parlois coulés. La télévision israéllenne a consacré, le 16 août, une émission à ces activités au large de la côte libanalse expliquant comment s'exercent le blocus et les confiscations d'armes en provenance d'Egypte et de Libye, et destinées aux forces palestiniennes et pro-gressistes libanaises. Faisant le bilan de cette activité, en septembre, Time ombrait quinze embarcations interceptées et trois autres coulées. Six des quinze bateaux Interceptés avaient dirigés vers le port de Haîta, où les annements turent confisqués pour être ensuite remis aux forces chrétiennes à Jounieh (25). Après la réaction des Soviétiques sommant Israël, par l'inter-médiaire des Etats-Unis, à la mi-août, de cesser ces activités, et après une intervention de Washington conseillant aux laraéliens de ne pas - aggraver la altua-tion > (27), le blocus fut allégé, la marine israélienne se contentant alors d'exercer un « contrôle maritime en dehors des eaux territoriales ». Pourtant, arraisonnements, fouilles et confis-cations de matériel de guerre se sont poursulvis. Un groupe de personnalités israéliennes ayant séjourné à Paris, où elles rencontrèrent des Palestiniens, ont

rapporté à leur retour en Israél que des

citoyens libanais musulmans avalent été remis par les istaéliens aux mains des chrétiens à Jounieh, et qu'ils furent ensuite assessinés par ces demiers (28). Le correspondant militaire de Maariv précise que « l'activité nevale israéllenne est manifestement le résultat d'une initalive gouvernementale. Toutelos, il ne faut pas croire qu'israël n'a pas reçu la bénédiction des Américains = (28).

La guerre du Liban a été douloureule negocia

sement ressentie par la population des territoires occupés, comme en témoignent les nombreuses annonces de deuil publiées dans la presse locale. En revanche, les israéliens l'accueljilrent avec soulagement, accusant les Palestiniens soulagement, accusant les Palestiniens d'être la « source du mal », ou bien encore exploitant l'aspect confessionnel du conflit (les musulmans exterminent les chrétiens parce qu'ils ne supportent pas la présence de non-musulmans parmi eux). M. Shimon Péres, ministre de la défense, a lui-même profité de l'occasion pour régler sas comptes à... la religion musulmane : « L'islam se trouve encore dans sa phase agressive, fanaprêt aux compromis; il faudra encore beaucoup de temps pour que l'islam abandonne l'épée et retourne à sa dimentienisme = 1301.

De son côté, le premier ministre s déploré - c'était avant le retournement de la situation au Liban - que le monde chrétien ne se préoccupât pas davan-tage de la tragédie de ses coréligionnaires libanale

Quelques voix de protestation se sont élevées, capendant, contre cette vague de sentiments troubles. Il faut citer ce journaliste d'Al-Hamichmar, qui écrivait : « Je connais parmi nous des gens déjà au Liban, comme s'ils calculaient la solution tinale palestinienne. Sans parier de l'horraur qu'inspire cette attitude, il faut comprendre qu'elle est erronée. Nous aussi, juits, on a essayé de nous exterminer, mais sans succès. Des millions ont péri dans les fours crématoires, mais le peuple a soigné ses blessures, il a même créé sa patrie et son Etat = (31). Et dans un article intitulé - Liban : l'erreur d'optique d'israël », Mme Hanna Zemer, rédactrice en chef de Davar, soutenait que ceux qui voient dans la guerre du Liban un avantage pour Israel se trompent (32). A son avis, ie fait que la Syrie soit maintenant dans une position de suprématie au Liban n'est nullement positif, du point de vue militaire, pour l'Etat d'Israel. A ceux qui se réjouissent un peu trop fort des revers subis par les Palestiniens, elle tente d'expliquer qu'au contraire cette guerre a encore renforcé, chez les Palestiniens, le sentiment de l'identité natio-

Mais ces rares appels à la raison demandant que l'on profite de ce moment difficile que traversent les Palestiniens pour faire un geste amicel envers eux n'ont pas trouvé d'écho chez les dirigeants. En réalité, la décision du gouvernement de soutenir la droite chrétienne du Liban et d'approuver l'invasion syrienne n'a jamais fait l'objet d'un débat public sérieux. Une fois encore, les milleux officiels ont pensé pouvoir « gagner du temps » tandis que les Arabes se battaient entre eux. Et les partisans de ce mythe, devenu si cher aux Israéliena, - gagner du temps », citent volonillers la remar-que de M. Klasinger à M. Dinitz, ambassadeur d'Israël à Washington : - Pour ce qui est de l'initiative politique, israel peut maintenant prendre des vacances, à cause de la guerre au Liban » (33).

(1) Maarin, 3 janvier 2976.
(2) Yediot Aharonot, 2 novembre 1975.
(3) Yedit Aharonot, 25 janvier 1976.
(4) Haarstz, 3 novembre 1976.
(5) Cité par la radio israélienne le 22 juillet 1976. Pour sa part, M. Pères a déclaré que toute intervention israélienne au stade actuel « pourait être interprétée comme un appui ê Yasser Arajat ».
(6) Dès le lendemain de la publication de ces informations dans le journal Daper du 11 octobre 1978, le directeur du John en France a tenté de les démentir. Mais l'agence de presse en a confirmé l'authenticité se basant sur des témoignages de réquiées eux-mêmes, dont deux cents environ bénéficialent d'une aide de la part d'institutions philanthropiques juives.
(7) Demer, 3 novembre 1976.
(8) Beion une déclaration du ministre de la détenne devant le Parlement israélien, citée dans Daver du 1er octobre 1976. Jusqu'à cette date, le gouvernement militaire remboursait su ministère de la santé les frais d'hospitelisation des Libanais (600 000 livres israéliennes au total). Depuis lors, les Libanais palent eux-mêmes les dépenses de leur hospitelisation.
(8) Interpallation devant le Parlement,

tion.
(8) Interpaliation devant le Parlement,

Interpallation devant le Pariei acût 1976.

Mario, 3 septembre 1976.

Haaretz, 6 acût 1976.

Hearetz, 6 acût 1976.

Yedict Aharonot, 15 septembre 1976.

Haaretz, 10 octobre 1976.

Haaretz, 10 octobre 1976.

Haaretz, 10 octobre 1976.

Time, 1er novembre 1976.

Newsweek, 25 octobre 1976.

Hagom Haze, 3 septembre 1976.

Maario, 3 novembre 1976.

Maario, 10 novembre 1976.

Maario, 10 novembre 1976.

Maario, 18 esptembre 1976.

Maario, 18 esptembre 1976.

(33) Maarie, 18 octobre 1976, d'apres Bauter.

(24) Newtweek, 1° novembre 1976.

(25) Time, 1° novembre 1976.

(25) Time, 13 septembre 1976.

(27) Yediot Aharonat, 1° septembre 1976.

(28) Haariet, 20 octobre 1976.

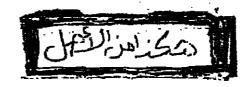
(29) Maarie, 10 août 1976.

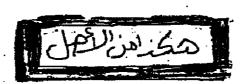
(30) Dans un discours devant la Jeuciesse du parti travailliste, cité dans Hauretz, 12 A cetobre 1976.

(31) Al-Hamichmer, 3 septembre 1976.

(32) Dans, 22 octobre 1976.

(33) Yediot Aharonat, 23 juillet 1976.





de négociation dans le conflit du Proche-Orient

LE LIBAN SOUS MANDAT

(Suite de la première page.)

La défaite de la droite libanaise aurait La détaite de la droite libanaise aurait représenté un événement à contrecourant dans la perspective d'un règlement négocié avec Israël et aurait
conduit à une diminution de la dépendance des Palestiniens à l'égard de
Damas. Ici aussi, en dépit des protestations verbales, les Etats arabes les
plus directement concernés ent laissé
faire les troupes du président Assad.
Du moins jusqu'à un certain point. Du moins jusqu'à un certain point.

L'offensive lancée par l'armée syrienne dans la montagne lihanaise contre les forces palestinoprogressistes a été brusquement arrêtée, à la mi-octobre, par l'initiative diplomatique du roi Khaled d'Arabie Saoudite. Ce coup d'arrêt intervint au moment précis où l'armée de Damas prouvait sa supériorité militaire, mais où la résistance acharnée des combattants palestino-progressistes laissait présager des affrontements particulièrement sanglants qui risqualent de se terminer, au prix de lourdes pertes syriennes, par l'écrasement de la résistance palestinienne. Dans ces conditions, une victoire proprement militaire aurait entraîné une occupation syrienne à visage découvert et, sans donte, le remplacement des dirigeants de l'O.L.P. par les chefs de la Salka, inféodée à Damas. Le concert arabe ne pouvait admettre ni une liquidation trop éclatante de l'O.L.P. ni un renforcement trop spectaculaire de la seule influence syrienne. Alors que le président Assad refusait d'assister au « sommet » arabe du Caire, prévu de longue date pour le 18 octobre, une brève injonction du roi Khaled a suffi pour que le chef de l'Etat syrien se rende sans hésiter dans la capitale saoudenne.

Cet empressement révêle la L'offensive lancée par l'armée

Cet empressement révèle la complexité du conflit libanais. Près du quart des ressources syriennes (1 milliard de dollars sur les 4,5 milliards que dépense Dames en 1976) proviennent des pays pétroliers. L'excessive dépendance financière de la Syrie, à l'égard de l'Arabie Sacudite en particulier, indique bien que l'intervention du président Assad dans les aflaires intérieures du Liban et de la résistance palestinienne fut au moins. résistance palestinienne fut, au moins tolérée par Ryad. Pour la même raison tolèrée par Ryad. Pour la même raison, les résolutions du «sommet» de Ryad, confirmées par la suite par le «sommet» du Caire, peuvent être tenues pour la volonté commune des régimes arabes décidés à traiter avec Israél. L'arrêt des hostilités à un stade déterminé du confiit et le mandat offert à la Syrie pour qu'elle occupe « pactiguement » le Liban constituent les premiers résultais de la rencontre Celle-ci consacre également, la réconpremiers résultats de la rencontre. Celle-ci consacre également, la réconciliation de la Syrie et de l'Egypte, sous l'égide de l' « homme fort » arabe, le roi Khaled : à Damas, on cessera d'attaquer le régime egyptiem pour l'accord séparé qu'il a conclu en septembre 1975 avec l'Etat d'Israël; au Caire, on s'abstlendra de critiquer l'accompation du Liben par les trouves. an Carre, on Sabstendra de Criaquer l'occupation du Liban par les troupes du président Assad. Si, dans ce cadre, les objectifs poursuivis par la droite libanaise (partition du pays, liquida-tion des Palestiniens) ne sont pas atteints, ceux recherchés par Damas

le sont assez largement. La Syrie a donc gagné la guerre au Liban, même si elle doit composer avec l'hypothè-tique tutelle du monde arabe, et le non moins hypothétique pouvoir du président libanais, M. Elias Sarkis. Les dirigeants du monde arabe (l'Irak, la Libye et l'Algèrie étant tenus à l'écart pour des raisons diverses) estiment que leur camp est enfin prêt à la négociation avet Esraél.

ciation avec Israël.

Resté discret tout au long de la guerre civile l'inanaise, Israël a joué sa carte dans la detnière phase du conflit. Des révélations concernant l'aide militaire et pratique apportée par Israël à la droite libanaise ont été nubliées dans la presse internationale. par Israél è la droite libanaise ont été publiées dans la presse internationale, en particulier américaine. Cette intervention, appuyée par l'artillerle israélienne, a largement contribué à la constitution d'une zone-tampon en territoire libanais, le long de la frontière israélienne, occupée par des combattants phalangistes et articulée autour de villages chrétiens transformés en autant de places fortes. L'une des principales clauses du «sommet » arabe de Ryad, favorable aux Palestiniens — la réaffirmation des accords

du Caire de 1969 qui leur permettent d'opérer contre Israël à partir du territoire libanais, — est donc devenue territoire indanais, — est donc devenue inapplicable. De plus, les troupes syriennes qui occupent le Liban ne peuvent s'approcher de la frontière sud qu'au risque de provoquer un conflit ouvert avec Israël. La droite

sud qu'ali risque de provoquer un conflit ouvert avec Israël. La droite libanaise se retrouve, pour la première fois, directement alliée à l'adversaire traditionnei des pays arabes.

Ce dernier développement rend sans doute plus délicates les perspectives d'un règlement négocié de la crise proche-orientale. Pourtant, sans perdre de temps, le président Sadate a lancé une grande initiative politique en vue de l'ouverture de négociations avec Israël. Parlant au nom des pays arabes qui sont tombés d'accord au commet » de Ryad, le chef de l'Etat égyptien a multiplié les appeis, affirmant la volonté du camp arabe de signer un accord formel de non-belligérance (de paix?) avec l'Etat soloiste. Ainsi s'ouvre une période de préparation au règlement, qui se poursuivra probablement jusqu'à l'installation du président Carter à la Maison Blanche.

Une conclusion logique?

UNE source diplomatique arabe a indiqué, à titre officieux, les grandes lignes du règlement que préparerait la nouvelle administration américaine. La plus grande partie des territoires occupés en 1967 par Israël serait évacuée, à l'exception de certaines positions stratégiques sur les hauteurs du Golan, dans le Sinai (en partiemiter Charmalla Cheith) et en particulier Charm-El-Cheikh) et en Cisjordanie. La partie arabe de la



LA PRONTIERE AVEC ISRAEL

ville de Jérusalem aurait un statut international, et un processus serait engagé pour aboutir à la création d'un Etat palestinien — qui serait démilitarisé sous contrôle international — sur la plus grande partie de la rive ouest du Jourdain et dans la bande de Gaza. En contrepartie, Israël obtiendrait, pour la première fois depuis sa création, une reconnaissance de jure de surincipaux pays arabes. En outre, une principaux pays arabes. En outre, une alliance militaire en bonne et due alliance minimaire en conne et dans forme serait conclue entre Américains et Israéliens, et Jérusalem serait enfin reconnue comme la capitale de l'Etat sioniste. L'Etat palestinien, quant à lui, serait intégré dans un « ensemble » régional arabe.

Ainsi esquissé dans ses grandes lignes, ce projet de règlement corres-pond assez bien à la solution qui pourrait finalement s'imposer, compte tenu du nouveau rapport des forces dans la région.

Le projet sioniste aura alors pleine-ment abouti. Trente ans après sa naisment abouti. Trente ans après sa nais-sance, l'Etat d'Israël verrait consacré par ses proprès adversaires, et notam-ment par le peuple palestinien, son droit à l'existence à l'intérieur de frontières a sures et reconnues», celles du 5 juin 1967 améliorées. Les Etats srabes récupéreraient leurs territoires contrès depuis div sus et le neunle araces recupererajent leurs territories occupés depuis dix ans, et le peuple palestinien établirait un semblant d'autorité nationale — sans armée véritable et sous une étroite surveillance arabe et internationale — sur la portion congrue de son ancien territoire national. Sur le plan mondial, les grands

bénéficiaires de l'entreprise seraient, sans conteste, les États-Unis. Un pro-cessus à peine amorcé avant la mort cessus à peine amorcé avant la mort du président Nasser, qui avait accepté, le 24 juillet 1970, le fameux « plan Rogers », recevrait une consécration tromphale six ou sept ans plus tard. Toute la politique poursuivie par les régimes égyptien et syrien — depuis la guerre d'octobre 1973 plus ouvertela guerre d'octobre 1973 plus ouverte-ment encore qu'auparavant — a consisté à se détacher de l'Union soviétique et à se rapprocher des Etats-Unis afin que ceux-ci, par une ami-cale pression, contraignent Israël à souscrire à une paix qui, somme toute, est loin de lui être défavorable. S'ils arrivent à présider au réglement du conflit, les Etats-Unis auront réussi, d'un seul coup, à saper l'influence de l'U.R.S.S. dans la région, à imposer leur protégé, l'Etat d'Israël, à donner raison concrétement aux régimes arabes qui ont misé sur l'Amérique, et à liquider un foyer de tensions et de guerres dans une région qui, du fait de l'importance de ses ressources naturelles, constitue l'un des princi-paux centres névralgiques du monde. Désormais, l'influence américaine au Proche-Orient serait quasiment sans

Il n'est pas exclu, cependant, qu'une fois de plus la voie menant à la paix américaine soit obstruée. Pour l'instant, Israël continue de proclamer ses thèses traditionnelles qui constituent autant de pierres d'achoppement : refus d'un nouvel Etat (palestinten), entre l'Etat signiste et le tinien) entre l'Etat sioniste et la Jordanie; refus de traiter avec l'OLP.; volonté de conserver un maximum possible des territoires arabes occupés. Astuce de marchandage? Le maintien du statu quo, agrémenté par la nouvelle ceinture de protection à la frontière libanaise, représenterait une situation très avantageuse pour Israël. Acceptera-t-il d'y mettre fin en échange des nouvelles incertitudes de l'avenir sous l'injonction — toute relative — des Etats-Unis? tinien) entre l'Etat sioniste et la

Une fois de plus, l'Etat d'Israél se trouve dans une position favorable pour négocier. Mais, si cette négocia-tion n'aboutissait pas, la situation deviendrait rapidement critique et explosive dans les pays arabes qui ont

misé sur un règlement, et surtout au Liban où la présence de l'armée syrienne n'est pas acceptée sans méliance. Sous les cendres couvent syrienne n'est pas acceptée sans méflance. Sous les cendres couvent déjà de nouveaux conflits et de nouvelles convulsions. La droite libanaise, même lorsqu'elle fait mine d'acquiescer à la tutelle arabo-syrienne, se rend compte qu'elle a échoué dans son entreprise : elle voulait préserver son pouvoir menacé, et la voilà soumits à une autorité étrangère. Quant à la gauche libanaise, elle n'a même pas été mentionnée dans les accords de Ryad et du Caire ; les réformes pour lesquelles elle combattait sont purement et simplement ignarées; même si elle est faible, son ressentiment est aujourd'hui une donnée non négligeable de la situation nouvelle.

Dans l'immédiat, les belligérants libanais mettent leurs rancœurs au vestiaire pour ne parler que de l'immense tâche de reconstruction que doit affronter le pays. Mais, qu'elles émanent de la droite ou de la gauche, chacune de leurs déclarations est empreinte de méfiance à l'égard des arrière-pensées syriennes. L'armée du président Assad ne renoncera pas facilement à son rôle de tuteur qui déjà pèse sur la mise sur pled des institutions politiques du pays. Faudra-t-fi une nouvelle guerre, une guerre de libération nationale, pour que le Liban retrouve, avec la souveraineté et l'indépendance, son caractère particulier?

pendance, son caractère particulier?

Relire l'Evangile, refaire l'histoire

«Jésus, guerrier de l'indépendance», de Raoul Roy

ANS la Palestine occupée, livrée à l'étranger par une administration et une ANS la Palestine occupée, livrée à l'étranger par une administration et une classe de marchands corrompus — c'était il y a deux mille ans, — des chefs nationalistes tentèrent à maintes reprises d'organiser la résistance populaire. Plusieurs out laissé leur nom dans l'histoire, mais le plus counu est celui de Jésus : il désigne alors l' « agneau de Dieu » tendant la joue gauche, prûnant l'amour du prochain, ressuscitant les morts. Faiseur de miracles, au pire faux prophète. Et, pour ces crimes, exécuté sur ordre de l'occupant romain? Mais Jésus n'était rien de cela.

Raoil Roy, Cauadien français, s'est pris d'enthousissme pour une thèse qui confortera dans leur lutte tous les peuples assujettis (1). Certes, il est admis depuis toujours que la domination engendre la révolte : la Bible est elle-même une longue histoire de luttes pour la sauvegarde de l'identité nationale du peuple juif. Il est moins courant, en revanche, d'inserire Jésus dans cette tradition, de ramener tout son rôle à celui de militant politique et de chef guérillero dépourvu

namener tout son rôle à celui de militant politique et de chef guérillero dépourvu de toute intention religieuse.

L'auteur a choisi ce parti. Aussi, pour sa démonstration périlleuse, doit-il tout prendre à revers, l'histoire et la légende dont il fait table rase. A l'aide de l'Evangile, pourtant c censuré et embelli de prodiges », et de l'énorme bibliographie publiée depuis deux mille ans, il va décrypter les textes, à la recherche d'une vérité pressentie mais difficile à saisir puisque les témolgnages directs lui font tout autant défaut qu'aux interprètes plus c classiques ».

Reur cette tible titungente un travail de distant par serve de serve de la sérve de la sérve de la serve de la sérve de la serve de la serve

lul font tout autant défaut qu'aux interprètes plus a classiques n.

Pour cette tiche titanesque — un travail de dix ans, — la sémantique est un outil puissant. Il faut d'abord « désacraliser » et « moderniser » le vocabulaire. Un exemple, parmi beaucoup d'autres : baryona, sobriquet accolé au nom de simon La Pierre, l'un des douze lleutenants de Jésus habituellement désignés comme apôtres, devrait se traduire par terroriste, ce qui en dit long sur son rôle. Message divin, celui du « Galliéen » (la Galliée fut le bastion de la résistance aux Romains) ? Il sait prendre une résonance subrersive : « N'allez pas croire que la suite mont apparent le reix au contraire n'est l'évie de la résistance de la suite mont de la le suite mont le contraire de la feur et le four de la resistance. que je suis venu apporter la paix, au contraire, t'est l'épée, le feu et la guerre que j'apporte... » Ou encore : « Les rois des nations les tyrannisent, et les grands qui imposent leur autorité sur eux se font appeler bienfaiteurs... » (citations de

Vauteur rappellera aussi one les julfs (terme qu'il jenore dans son acception courante, et il s'en explique, mais trop brièvement) ne parlaient déjà plus l'hébreu au temps de Jésus, et que leur nation avait pour nom Palestine dans l'Empire romain d'Orient. Les Judéens, ce sout les habitants de la Judée, vocable

On conviendra, par simple bon sens, que Jésus n'a pas vécu « dans l'intemporalité ». Dans la droite ligne de l'héritage biblique, les insurrections se succédaient alors contre l'occupant romain. Jesus aurait ainsi repris, entre autres, l'exemple de Jude de Gamalo, lui-même fils de résistant, gélateur, qui déclencha en l'an 6 un soulèvement contre les Romains et qui, faisant référence au premier commandement du Décalogue (c Je suis l'Eternel votre Dieu. Vous n'aurez aucun autre dien devant ma face, car je suis un dien jaloux »), incitait son peuple religienz à refuser l'obéissance au pouvoir temporel de César.

C ERTAINS passages de l'Evangile, replacés dans le contexte de l'organisation pratique du combat, apparaissent comme un véritable guide du guérillero : « Ne vous préoccupez pas non plus de :e que vous mangerez... Travalliez d'abord pour le Royaume et sa justice et tout le reste vous sera donné par surcroît... » « Traitez les hommes comme vous désirez qu'ils vous traitent et ne faites pas aux autres ce que vous ne vonlez pas qu'on vous fasse. Alosi tous vous recon-

aux autres ce que vous ne vonlez pas qu'on vous fasse. Ainsi tous vous reconnaitront pour mes partisans. »
L'occupation du Temple, point stratégique pour la prise du pouvoir à Jérusalem, s'inscrit dans la technique du coup d'État. Le moment est bien choisi, en pieine Pâque jubilaire, alors que des centaines de militers de visiteurs venus de la Disspora affilient. Faisant son entrée dans la ville en libérateur (messie devrait se traduire par libérateur, dit Raoul Roy), il paraît monté sur un âne et sera accueilli aux cris de « fils de David », « fils de roi », « libérez-nous, roi d'Irrell », clorare subversifs dans la tradition de l'acceleration indépendentités. d'Israel a : slogans subversifs, dans la tradition de l'acciamation indépendantiste, car quiconque se fait appeler roi est l'ennemi de César. Devant Pliate, il laissera pianer l'ambiguité sur sa qualité de roi des Judéens (de Judée) et cela lui pianer l'ambiguité sur sa qualité de roi des Judéens (de Judée) et cela ini vaudra d'être condamné à mort pour crime de lèse-majesté, « en vertu de la Lez Julla Majestatis, établie sous Auguste en l'an 8 », en même temps que pour rébellion et boycottage des impôts. Il mourra crucifié, de la peine infligée aux rebelles zélateurs, dans la mise en scène exemplaire réservée aux exécutions d'insurgés. Réponse politique à un acte de défi politique.

Jésus avait aussi prêché le partage des richesses, la justice sociale et le collectivisme, mais les chefs d'accusation na retiennent apparemment pas ces griefs relevant d'une lutte des classes et qui concernalent moins les Romains que les Sadueistes et les Phaisisens. Ce message névolutionnaire est donc navenu

griefs relevant d'une lutte des classes et qui concernaient moins les Romains que les Sadueistes et les Pharisiens. Ce message révolutionnaire est donc parvenu jusqu'à nous, écrit en clair dans l'Evangile. Mais l'autre message qui, somme toute, serait son complément logique, celui de l'incitation au soulèvement, doit étre lu dans l'Evangile (du moins ce qu'il en reste) comme un langage chilfré, chargé d'allusions et d'allégories. Jésus lui-même en avait avert ses partisans : e Je leur parle en paraboles parce que, en regardant de tous leurs yeux, ils ne voient pas, et qu'étant tout creilles, ils n'entendent pas ni ne comprennent » (il s'agissait de ceux qui, dans la foule, Romains ou espions, ne devaient pas comprendra le sens véritable des propos hermétiques du militant). Ruse éternelle. Parole et cuiture, armes par excellence de la subversion. Pour peu qu'on sache les manler avec art, il en résulte une beauté et une étrangeté de langage qui, dans ce cas précis, aideront puissamment à la transposition du politique au surnaturel, au divin.

E T puis, rappelle encore Raoul Roy, il y eut Paul. Paul qui n'avait pas connu Jésus. C'est à lui, véritable fondateur du christianisme, qu'il revint de procéder à « la mise à feu d'une idéologie qui a traversé les siècles ». Bostile an mouvement de libération, il prênait la soumission à toute autorité. Or, pour lui, les gouvernants de l'Empire incarnaient l'autorité divine. C'est lui, et non pas l'autre, qui préchera le renoncement au royaume terrestre, liquidant du même coup tout droit à la lutte pour la libération sur cette Terre. Et l'Eglise fut

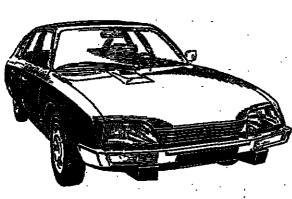
son héritière légitime. Bien évidenment, l'interprétation de Raoul Roy tire sa cohérence du partipris systématique qui a guidé toute sa retherche, et qu'il ne songe pas à dissimaler. Il a voulu, seul, refaire l'histoire. Une histoire rendue méconnaissable par deux mille ans d'interprétations doctrinaires et de légendes. Trop de cohérence dans le résultat confine au merveilleux, maigré certaines outresuidances. Qu'on se contente alors de reprendre sa démarche en se référant aux testes cités, déponillés de toute interprétation classique on révolutionnaire : il restera suffisamment d'éléments pour justifier une sérieuse remise en question de la

(1) Raoul Roy : Jésus, guerrier de l'indépendance, éditions Parti-Pris, Montréal, 1975, 414 pages. En vente à la librairie La Guilde, 18, rue de Turbigo, Paris, 30 F.

- L'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pelletier ont donné une mme Gerard Pallener ont donne une réception le 2 novembre à l'occasion de la visite officielle en France du ministre des affaires extérieures du Canada et de Mme Donald C. Jamieson.
- A l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la révolution algérienne. l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire et Mms Mohammed Bedjaoni cut offert une réception le 3 novembre.
- L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoalovaquie et Mme Juraj Sedlak ont donné une réception le 3 novembre à l'occasion de leur
- En l'honneur de M. J.-L. Roux. l'ambassadeur du Canada, et Mina Gérard Pelletier ont offert une réception le 4 novembre, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Théâtre du Nouveau Monde
- L'ambassadeur de l'URSS, et Mme Stepen Tchervonenko ont donné ume réception le 5 novembre à l'occa-sion du chiquante-neuvième anniver-saire de la grande révolution socia-liste d'Octobre.
- A l'occasion de la nomination de M. Marion Klain au poste de premier conseiller aux affaires culturelles et scientifiques, M. Peter Veress, ambas-sadeur de la République populaire de Hongrie, a offert une réception le 10 perception.
- A l'occasion de la fête nationale. l'ambassadeur du sultanat d'Oman et Mme Al-Jamali ont donné une réception le 18 novembre.
- M. Paul Biya, premier ministre du Cameroun, a offert une réception le 22 novembre à l'occasion des jour-nées camerounaises organisées au Centre national du patronat français.
- A l'occasion du onzième anniver-saire de la Deuxième République, M. Mbagira Wanyaburhega, chargé d'affaires ai, de la République du Zaîre, a donné une réception le 24 novembre.
- L'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Henn Yun ont offert une réception le 25 novembre à l'occasion de la fête nationale et de l'inauguration de la nouvelle chancel-
- L'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pelletier ont donné une réception le 26 novembre à l'occasion de l'exposition Puvis de Chavannes. A l'occasion du trente-deuxième anniversaire de la libération de l'Alba-nie et de la victoire de la révolution
- populaire, l'ambassadeur de la République populaire d'Albanie et Mine Dhimiter Lamani ont donné une réception le 29 novembre.
- L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont offert une éception le 29 novembre à l'occasion de la fête nationale.
- Le Bureau de la Ligue des Etats arabes à donné une réception le 30 no-vembre à l'occasion de l'entrée en fonctions de M. Ahmed El Tayeb Abdoun, ambassadeur, directeur du Bureau de la Ligue arabe à Paris.

Nécrologie

Le maréchal Yakoubovski, pre-mier vice-ministre de la défense de l'URS.S. et commandant en chef des forces armées du Pacte de Varsovie, est décédé le 30 novembre à Moscou.



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars,

créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A. A.-CPTROEN 6-10, rue de la Cavalerie, Paris 15", Télex: TT CITRO 204.833 F, Tél. 567.99.20 - 783.52.76.

CITROÉN & CX

12.00

Dans le silence d'une action discrète

LA LONGUE MARCHE INDIENNE

« L'après-midi du samedi 14 fuillet, « les chemins qui descendent à Guambia « commencèrent à se remplér de compagnons indiens. « Les premiers venaient des « resguardos » (1) voisins (...) « Ensuile arrivèrent les Inganos et les Kamsa (2) « et les représentants des « parcialidades » de Narino « et aussi les Aruacos de la Sierre Nevada de Santa Marta, « cui détient en payage dervis grates deurs à giel en troin e

« et aussi les Arvacos de la Sierre Nevada de Santa Marta,
« qui étaient en voyage depuis quatre jours, à pied, en train et en bus
« pour ne pas manquer la Rencontre. (...)
» Nous étions déjà environ deux mille.
« Comme il jaisait très jroid et que nos camarades des terres chaudes
« n'avaient même pas une ruana à se mettre dessus.
« nous avons jait onze jeux pour nous réchaufjer.
« C'est ainsi que la plupart nous avons passé la nuit,
« d'abord à nous organiser et ensuite à nous réchaufjer,
« les uns en bavardant, les autres en jouant de la musique et en chantant.
« En plus, de temps en temps, nous prenions un peu de café
« pour tromper la faim.
« Le dimanche 15 fuillet se leva plein de soleil,
« et nous pleins de contentement. (3) »

« Certains ont marché toute la nuit », ajoute le rédacteur de cette nuit », ajoute le renacteur de cette lettre « à tous les compagnons indiens ». Ils sont en marche vers un autre matin. Non plus dévorés par la misère, comme je les ai connus dans le Misiones (Argentine); non plus atteints par ces « crises à la jois mystiques » misiones de politiques » misiones de politiques » misiones de politiques » misiones par politiques » misiones » m tiques, sociales et politiques » qu'Alfred Métraux décelait jadis dans les itinérances vers la Terre-sans-Mal ou dans les suicides solitaires des Indiens du Grand-Chaco (4), mais décidés à se

faire leur histoire. « Les actions récentes ont changé de perspective : plus que la réaction contre l'extinction prochaine, c'est aujourd'hui la croissance et le développement qui sont notre objectif (5). » Les rencontres de tribus et le secondifice de photos de pho notre objectif (5). » Les rencontres de tribus et les assemblées de chefs visent une reconquête. Paysanne et indienne, une révolution prend figure dans les faits et dans la conscience; elle bouge déjà des profondeurs jusque-là silencieuses dans les pays latino-américains.

La mémoire ou le corps torturé

L'etemps de l'oppression n'est pas clos pour autant. Au contraire, en affirmant leurs droits sur la terre et en organisant des associations auto-gestionnaires, les Indiens rencontrent une recrudescence de mesures répres-sives. Des événements récents le sives. Des événements récents le prouvent assez : destruction du hameau d'el Cedro, en zone indienne de Veraguas, par la garde nationale de Panama (15 mars 1976) ; interventions de militaires qui, dans les communes de Palenque, Coosingo et Chinon (Mexique), pillent et brûlent des centaines de maisons, expulsent deux mille quatre cents habitants, maltraitent et violent les parsonnes (12-13 juin 1976) : meurtres et emprisonnements d'Indiens à Merure (Mato-Grosso, Brèsil), en vue d'empêcher la délimitation d'un espace réservé aux Bororo et de soutenir les grands propriétaires de la tradition colonisatrice (15 juillet 1976), etc. Elle serait longue la liste des méfaits qui ont trouvé un écho dans la presse. Encore ces traces sangiantes à la surface de l'information télécommuniquée ne rapportent rien d'une grantifiernes pien télécommuniquée ne rapportent rien d'une quotidienneté de la violence. Bien

d'une quotidienneté de la violence. Bien plus, les emprisonnements, les incendies et les meurtres mêmes sont sans doute moins destructeurs que l'aliénation économique, la domination culturelle et l'humiliation sociale, moins dangereux que le procès entier d'un ethnocide journalier.

« Vous savez, disait Russel Means, l'Indien a longue mémoire. » Il n'oublie pas ses hêros tués et sa terre occupée par « l'étranger ». Dans leurs villages, les Indiens gardent une conscience aigué de leur colonisation de quatre siècles et demi (6). Dominés mais non soumis, ils se souviennent aussi de ce que les Occidentaux ont « oublié », une suite continue de soulèvements et de réveils qui n'ont presque pas laissé de traces écrites dans les historiogra-phies des occupants (7). Autant et plus que dans les récits transmis, cette histoire de résistances ponctuées de cruelles répressions est marquée sur le corps indien. Cette écriture d'une identité connue dans la douleur constitue l'équivalent du marquage indélébile que les tortures de l'initiation gravent sur les corps des jeunes (8). Sous cette forme aussi, « le corps est une mé-moire ». Il porte, écrite, la loi de l'égalité et de l'insoumission qui régit non seniement le rapport du groupe avec lui-même, mais ses rapports avec les occupants. Chez les ethnies indiennes (environ deux cents) qui habitent l'Amérique « latine », ce corps torturé, et cet autre corps qu'est la terre altérés, forment le commencement d'où renaît, une fois de plus, la volonté de se construire une association politique. Une unité façonnée par le malheur et par la résistance au malheur est le lieu historique, mémoire collective du corps social, où s'origine lité et de l'insoumission qui régit non malheur est le lieu historique, mémoire collectivo du corps social, où s'origine un vouloir qui n'entérine pas, mais ne dénie pas non plus cette écriture de l'histoire, et qui déchiffre les cicatrices du corps propre — ou « les héros » tombés et « les martyrs », qui leur correspondent dans le récit — comme l'indice d'une histoire à faire. « Aujourd'hui, à l'heure du réveil, c'est nous oui devons être nos propres

c'est nous qui devons être nos propres historiens (9), »

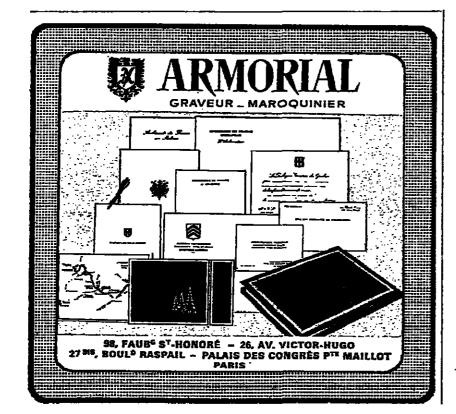
La relation de la « race solaire »

avec « le sang répandu » qui « oblige » et avec la terre perdue qui attend ses « maitres » semble articuler d'emblée la parole politique indienne sur l'effec-tivité de stratégies associatives et rurales. En tout cas, l'idéologie est le plus souvent absente des revendica-tions. En effet, un langage commun ne fournirait aux groupes qu'un corps de substitution. Il remplacerait finalement la terre par une parole doctrinale; il effacerait les ethnies fédérées sous un discours unitaire et global. Ici, au contraire, l'alliance instituante de chaque communanté avec un corps et avec un sol maintient la différence réelle entre des situations propres. L'action se porte donc moins vers la construction d'une idéologie commune construction d'une ineologie commune que vers l'organisation (ce mot-leit-motiv) de tactiques et d'opérations. A cet égard, la pertinence politique d'une distinction géographique entre des lieux distincts répète, au niveau de l'association entre ethnies, la distri-bution des lieux de pouvoir et le refus de centralisation qui caractérisent le de centralisation qui caractérisent le fonctionnement interne de chacune d'elles. Le réveil indien prend, de ce fait, une forme démocratique et auto-gestionnaire qui se reconnaît dans les traits specifiques de son organisation politique et dans les objectifs qu'elle conclut de ses analyses.

Un réveil politique

CE qui frappe dans les manifestes indiens, c'est la distinction et pourtant connexion de deux données pourtant connexion de deux données essentielles : d'une part, une forme politique propre (qui entraîne, par exemple, le refus de participer aux partis politiques, « étrangers à notre réalité américaine » (10), déclare, en 1973, le Parlement indien réuni au Paraguay); d'autre part, une situation économique commune à tout un prolétaint par la latine américain. prolétariat rural latino-américaln.

L'étroite articulation du politique et de l'économique évite deux réductions très fréquentes : soit l'assimilation du très fréquentes : soit l'assimilation du « propre » à une « identité » culturelle figée par l'ethnologue (quand il ne la substantialise pas!), isolée de la société globale, retirée de l'histoire et vouée à se répéter quasi mécani-quement : soit l'effacement d'une spé-cificité ethnique et politique sous la généralité des rapports de production et des conflits de classe. A l'alibi d'une



Par MICHEL DE CERTEAU *

identité culturelle (plus ou moins pres-tigieuse et nostalgique) construite par la science ethnologique, on à la perte de soi sous l'emprise (effectivement impérialiste) des lois et des conflits socio-économiques imposés par le marché international, les Indiens pré-fèrent une troisième voie, politique : changer, selon des stratègles propres, une réalité qui les rend solidaires des mouvements paysans non indiens.

Dès lors, la spécificité ne se ramène plus à une donnée à un passé, à un système de représentations, à un objet de connaissance (et/ou d'exploi-tation), mais elle s'affirme en un objet de connaissance (et/on d'exploi-tation), mais elle s'affirme en un ensemble de procédures — une manière de faire — dans le champ structuré par un système économique global qui crée aussi, entre opprimés, les bases d'alliances révolutionnaires. La spéci-figité autiviselle une de des la ferme ficité culturelle prend donc la forme d'un style d'action qui peut s'arti-culer sur les situations créées par l'impéralisme capitaliste.

l'impéralisme capitaliste.

Sans doute cette détermination politique de la spécificité culturelle est-elle l'effet d'une longue expérience historique, d'une différence maintenue grâce à l'ancrage de ces ethnies dans un sol, et de leur résistance particulière à la séduction idéologique. Trois aspects à souligner. D'une part, l'institution espagnole de l'encomienda au premer âge colonial, la privatisation et la capitalisation de la terre par les occupants, l'effondrement démographique indien qui a suivi, les regroupements artificiels des restes de la population indigène en reduccions (ces villes-usines du dix-septième siècle) ou l'instauration du travall obligatoire pour des groupes rassemblés sur les grands domaines ou dans les mines (11), toutes ces formes de la colonisation, et d'autres encore. de la colonisation et d'autres encore, dissocient la force de travail et les moyens de subsistance; elles sur-imposent à la destructuration des systèmes antérieurs (qui présentaient parfois, comme dans la société inca, les ébenches d'une organisation. parfois, comme dans la société inca, les ébauches d'une organisation « féodale ») la mise en piace d'un capitalisme paléotechnique dont les Indiens sont les premiers prolétaires. Les manipulations déjà commerçantes et industrielles que rendirent possibles la mise à part d'un pouvoir calculateur et la séparation ethnique entre dominants et dominés ont été essavées au loin avant de se remoentre dominants et dominés ont été essayées au loin avant de se reproduire et de se perfectionner, à l'intérieur des nations colonisatrices, en division du travail et en luttes de classes. A cet égard, on peut dire que la critique du capitalisme dans les récentes déclarations indiennes provient de ses plus anciens témoins, de caux la marge qu'il en per une critique du vient de ses puis anciens temoins, de ceux-là mêmes qu'i en ont une expérience de plus de quatre siècles et qui, aujourd'hui rescapés des catastrophes qu'il a produites chez eux, ne peuvent dissocier d'une lucide analyse de ce système économique la lutte pour leur existence politique (12).

D'autre part, si la résistance des rescapés a figure politique, c'est que, malgré l'attribution des melleures terres aux colonisateurs, malgré les réductions et les distorsions spatiales dues à l'expansion géographique de ces colonisateurs et, tout autant, aux pressions expraés sur les terreires aux pressions exercées sur les terrains indiens par les petits colons aventu-riers (ratés du système dominant et voues à fuir en avant), enfin malgré le mouvement qui obligeait les Indiens le mouvement qui obligeait les Indiens à quitter des terres trop pauvres pour les nourrir et à s'engager affleurs comme travailleurs agricoles ou manœuvres, les communautés survivantes n'ont cessé de pratiquer le retour périodique au village, d'affirmer leurs droits sur la terre, et de maintenir ainsi, par cette alliance collective en un sol, un ancrage dans la particularité d'un lieu. Plus que des représentations ou des croyances (souvent catations ou des croyances (souvent ca-chées et fragmentées sous les systèmes de l'occupant (13), cette terre réfé-rentielle a lesté et défendu un « pro-pre » contre toutes les surimpositions. pre s'échite toutes les surmipositions. Elle était, et elle reste, une sorte de palimpseste : l'écriture des gringos étrangers n'élimine pas le texte premier, qui demeure tracé là, illisible pour les passants qui manipulent ces régions depuis quatre siècles, sacrement silencieux de mortes mater. ment silencieux de « forces mater-nelles », tombe des pères et sceau indé-lèbile d'un contrat entre membres de

la communauté (14). Le sol a garde » un secret indien inattelgnable malgré les altérations subles par ce testament, par cette table de la loi collective qu'est la terre. Il n'a cessé et il continue de rendre possible le repérage d'un lleu propre. Il permet à une résistance de ne pas se disséminer dans le réseau des forces occupantes et de ne pas se leisser occupantes, et de ne pas se laisser capter par leurs discours dominateurs ou interprétatifs (ou par la seule inversion de ces discours, qui n'échappe pas à leur logique). Il « tient » une différence, enracinée dans une apparterance opeque et inscressible difference, erracinée dans une appar-tenance opaque et inaccessible à l'approbation violente ou à la récu-pération savante. C'est le fondement muet d'affirmations qui ont sens politique dans la mesure même où elles s'appuient sur la conscience d'être d'un lleu « différent » (et pas seulement contraire) de ceux qu'occupent des conquérants omniprésents. Le style de la résistance indienne se rattache enfin au type même d'une

rattache enfin au type même d'une organisation sociale interne. On a souvent souligné (jusqu'à en faire parfois l'un des « mythes » de l'ethnologue mème) l'absence de pouvoir coercitif dans leurs communautés, sauf en temps de guerre. « C'est le défaut de tratification sociale et d'autorité du strutification sociale et d'autorité du pouvoir que l'on doit retenir comme trait pertinent de l'organisation poli-tique du plus grand nombre des socié-tés indiennes. » La ruche serait la metaphore de ces sociétés égalitaires (15).

Département d'anthropologie, ethnologie (université de Paris-VII), vice-prési-dent du DIAL

Plutôt qu'à un refus direct des institutions centralisatrices, cette structure renvoie à une société sans représentation particulière (le chef) du pou-voir qui l'organise. La loi y joue comme une coordination tacite de pracomme une coordination tacite de pra-tiques reques. Elle est le fonctionne-ment même du groupe — une auto-rité non tsolée mais investie dans des normes pratiquées. Comme l'alliance avec un sol minimise le rôle d'un sys-tème de représentations et s'articule en relations gestuelles entre le corps et la terre-mère, le concert des pra-tiques et des fonctions sociales com-pose un ordre qu'aucune figure singu-lière du pouvoir ne détache du groupe, ni ne lui rend visible en vue d'imposer des devoirs de soumission ou d'offrir aussi à tous des possibilités de contrôle ou de révision. « Soniétés du multiple » (16), les ethnies indiennes ne donnent pas davantage à leurs revendications présentes une représentation récapitulatrice ou un organisme intégrateur tel que le serait un discours stratégique supposé capable de gérer les actions particulières ou un pouvoir central ayant pour rôle de couvrir les groupes locaux. Une pluralité de communautés et de pratiques en reste la forme structurelle. Elle reproduit, au niveau de l'association entre communautés le type d'organisation propre à chacune d'elles. Une différence ethnique s'affirme donc en un modèle potitique différent, au lieu de s'aligner sur le nôtre pour s'en défendre.

Des communautés autogestionnaires fédérées

A ASSEMBLER les traits qui res-on a le modèle suivant : un tissu asso-ciatif de micro-unités socio-politiques caractérisées chacune par une autoges-tion communautaire des biens (essen-tiellement les terres), c'est-à-dire par une distribution des droits et de devoirs complémentaires concernant le même bien et attribués à différentes instances dont aucune ne possède. à instances dont aucune ne possède, à titre propre (comme personne physique ou morale), ce que nous appelons le droit de propriété. Son mode d'expli-citation dans la conjoncture présente suit d'allieurs des procédures conformes à la structure qui se dessine : par une série de conseils locaux, régionaux. nationaux et fédéraux s'effectuent d'incessants retours à une consultation permanente des communautés ; de plus, les orientations communes sont constamment contrôlées, confrontées constamment contrôlées, confrontées et enrichies au cours des tournées, réunions, consultations, séminaires et discussions orales directes (préférées à la radio), qui ramènent la construction de la fédération à sa réalité plurielle. Ainsi, comme le déclarait l'acte constitutif de la Confederacion de Indigenas de Venezuela en 1973, les communautés indiennes e proposent d'autres modèles de société pour d'autres alternations de déveloncement ». tres alternatives de développement ». Au moment où l'idée et l'effectivité Au moment où l'idée et l'effectivité de la démocratie occidentale sont partout minées par l'extension de la technocratie économique et culturelle, au moment où les micro-expériences et les recherches d'autogestion tentent de compenser cette évolution centralisatrice en recréant une diversité de démocraties locales, voici que les communautés indiennes opprimées et munautés indiennes, opprimees et occultées par les « démocraties » occi-dentales, s'avèrent capables d'offrir des modèles autogestionnaires appuyés sur une histoire multicentenaire. Tout sur une histoire multicentenaire. Tout se passe comme si les chances d'un renouveau sociopolitique apparaissalent aux sociétés occidentales sur leurs bords, là où elles ont été les plus dominatrices. De ce qu'elles ont méprisé, combattu et cru soumettre, reviennent des alternatives politiques et des modèles sociaux qui, peut-être, vont seuls permettre de corriger l'accélération et la reproduction massign des effets tots livrings généries per les comments des situes des effets tots livrings généries per les des litres de les litres de les des litres de les litres sive des effets totalitaires générés par les structures du pouvoir et de la tech-nologie en Occident. Déjà, en 1971, Georges Balandier

Déjà, en 1971, Georges Balandier annonçait, en se fondant sur ses analyses des pays africains, les novations pratiques et théoriques fondamentales qui s'esquissaient dans les sociétés dites « sous-développées » (17). La recherche de modèles différents devait, disaît-il, s'orienter vers les régions mêmes auxquelles on avait prétendu imposer les « hienfaits » de la colonisation. Depuis, les études de ce type se précisent, par exemple du côté de la science économique, avec les travaux d'Ignacy Sachs sur les politiques vaux dTgnacy Sachs sur les politiques de développement (18), ou dans le champ de l'ethnologie, avec la nouvelle « anthropologie politique » dont

(1) Resguardos, terres réservées aux Indiens par la Couronne espagnole, puis per la République colombisume : le Cabildo (gouvernement des Indiens) distribue la terre entre les famillas pour que celles-ci la cuitivent, mais la propriété de la terre est à la communauté.

(2) Kamsa: groupes, tribus.

(3) Rencontre indienno du Cauca, en Colombia, en 1973, d'après le compte rendu fait par le Consell régional de Cauca e comme contribution à notre lutte commune ».

Cauca c comme contribution à notre lutte commune »

(4) Aifred Métraux, Religions et magies indicantes d'Amérique du Sud, Gallimard, 1957, surtout chapitres I et 6. Cf. M. de Certeau, « Terres lointaines », in Etudes, avril 1968, pages 582-590, et l'Absent de l'histoire, Mame, Paris, 1973, pages 133-150, « Religion et société : les messianismes ». ismes ».

(5) Déclaration de l'ANUC et du Conseil régional indigène de Cauce, Bogota, 31 soût 1974.

(6) Jean-Loup Herbert, etc., Indianité et lutte des classes. 10-18, Paris, 1972, pages 227-228. pages 227-228.

(7) Did, pages 216-217, le série de résistances et rébellions qui, au Guatemala, a été gardée sous silence.

(8) Cf. Pierre Clastres, la Société contre l'Etat, Ed. de Miquit, 1974, le chapitre sur l'initiation : « De la torture dans les sociétés primitives », pages 152-160.

152-160.

(9) Discours de Justino Quispe Balboa (Aymara, Bollvie) au premier Parlementindien d'Amérique du Sud, le 13 octobre 1874. devant les autoritée paraguayennes et les observatours. J. Quispe Balboa avait alors vingt et un ans. Document © Dial s. no 196. (13) Est ici e américain » ce qui pré-cède la colonisation. cède la colonisation.

(11) Cf. l'analyse de Nathan Wachtel, le Vision des vaincus: les indiens du Péron devent la conquête espagnole, Gallimard, 1971, pages 134-211 : « la Déstructuration » Sur les affets historiques de cette déstructuration, cf. Sakari Sariola, Power and Resistance. The Colonial Heritage in Latin America, Cornell University Press, 1972, pages 266-292; et surtout Stanley et Barbara Stein, l'Héritage colonial de l'Amérique Intine, traduction. Maspero. Paris, 1974, pages 34-58 et 167-173.

(12) Cf. par ex. dossier remarque.

(12) Cf. par ex., dossler remarqua-ble. André Gunder Frank. Capitalism and Underdevelopment in Latin America. Historical studies of Chile and Brazil, Pelican Latin American Library, Penguin Books, Londres, 1969.

Pierre Clastres se fait le champion. A ces exemples, il faudrait ajouter les investigations sur les origines du pouvoir politique (19) ou sur les approfondissements qu'introduit dans l'analyse marxiste des rapports de production l'examen des structures de la pensée et du province politique dens les socié-

de parier des sauctures de la pensez et du pouvoir politique dans les sociè-tés « primitives » (20)... C'est précisément ce que Francisco Servin, pai-tavytera, disalt devant le Parlement indien tenu au Paraguay en octobre 1974 : « Nous étions les mui-tres de la terre mois sommes deoctobre 1974 : a Nous étions les mai-tres de la terre, mais nous sommes de-penus de vrais parias depuis que les gringos sont arrivés... Nous avons l'espoir qu'un jour viendra où ils se rendront compte que nous sommes leurs racines et qu'ensemble nous devons former comme un grand arbre avec ses branches et ses fleurs. » La silhouette de cet arbre, qui jadis a délà signifié des révolutions de la liberté et des solidarités populaires, semble se et des solidarités populaires, semble se dresser de nouveau avec le réveil indien dresser de nouveau avec le reven indien et avec ses correspondances dans les expériences et les recherches occidentales. Peut-être un « âge de l'autogestion » (ZI) est-il inauguré par ces étranges coincidences entre les phénomènes qui se produisent dans les sociétés du Levant et celle du Couchant et par les formes différentes que prend un resour du politique.

societes de Levant et cene du Couchant et par les formes différentes que
prend un retour du politique.

Un maintien et un approfondissement de ces différences répondront
seuls au projet autogestionnaire qui se
fait jour. La figure politique des pratiques indiennes n'a donc pas valeur
exemplariste. Elle ne serait plus qu'une
mystification, un objet produit par nos
discours, si nous la transformions en
un modèle utopique, solution rêvée à
toutes nos difficultés ou substitut idéologique des problèmes techniques
rencontrés par le projet autogestionnaire dans nos sociétés. Mais les
déclarations indiennes s'opposent précisément à cette exploitation idéologique. Elles prôment un travail de
différenciation et de coopération égalitaire, qui vaut également pour le
rapport entre communautés et pour
leur rapport avec des sociétés étrangères. Un espace d'échange et de par-tage (22) se fonde ainsi. Sans bruit.

de la communauté, les gestes, les groupes, les fédérations d'Indiens forment des réseaux. Sur les frontières de ces terres indiennes, une autre sorte de silence semble répondre à celui qui les habite : ce sont les activités militantes mais non spectaculaire des associations religieuses ou civiles, qui, en Amérique latine, aux Stats-Unis, en Allemagne, en Suède, au Dane-mark (23) et en bien d'autres pays éloignés, se vouent à l'information mu-tuelle et à une solidarité active. Depuis Bartolomé de Las Casas, la rumeur de solidarités semblables a travaillé l'Occident colonisateur. A ce travail né de l'attention à l'autre et destiné à se développer au même rythme que le réveil indien, nous sommes, à notre tour, invités

(13) Cf. J. E. Monast, On les croirait obvétiens: les Aymarus, Cerf. 1989. et M. de Carteau, « le Danger de l'insignitiance ou l'évangélisation superficialle », in Spiritus, nº 44, 1971, pages 88-80.

(14) T. C. McLuhan et Edward S. Curtis (éd.), Pieds nus sur la terre sacrée, Denoël. Paris, 1974, pages 14, 25, etc.

(15) Pierre Clastres, op. cit., page 26, et Chronique des Indiens Guayakis. Plon. Paris, 1872, page 219.

(16) Définition que Pierre Clastres donne des « sociétés primitives ». Cf. « Entretien avec Pierre Castres », in l'Antimythes, nº 9, page 3.

(17) Georges Balandier, Sens et puissance: les Dynamiques sociales. PUP, 1971. Cf. ausal, du nême, Anthropo-logiques, PUP, Paris, 1974.

(18) Ignacy Sachs a dirigé une importante étude : le Changement technologique comme variable des politiques de développement et l'auenir des rapports entre le tiers-monde et les pays industrialisés, IRED, 1974. Cf. du même, la Découverte du tiers-monde. Flammarion. entre le tiers-monde et les pays industrialisés, IRED, 1974. Cf. du même, la Découverte du tiers-monde. Flammarion, 1970.

(19) Cf. J. W. Lapierre, Essai sur le fondement du pouvoir politique, publication de la faculté d'Aix-en-Provence, 1988.

(20) Maurice Godeller, Horizon, trajetz marxistes en anthropologie. Maspero, Paris, 1973.

(21) Pierre Bossnvalion. l'Age de l'autogestion, Seuil, Paris, 1976.

(22) Robert Janlin. Gens du soi, gens de l'autre, Collection 10-13, Paris, 1973, pages 277, 427.

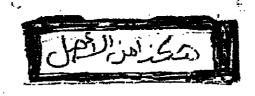
(23) Cf. par ex. au Mexique, Eco. primer periodico Bicultural Bilingue de informacion gensal en le Zong Mazahua. Temascalcingo Edo. de Mexico: au Brésil. le CIMI (Conselho Indigenista Masionario) de Brasilla et son Boletim: au Paraguay, la Coordinacion pactoral de la Selva (Asuncion) et ess publications dans Catequesis Latinoamericana (cf. surtout le numéro de juliet-septembre 1974), etc.: à Berkeley (Californie). Indigena et American Friends of Brasil, qui ont public Suprava; à documentary Report on the Conditions of Indian Peoples in Brasil, 1974; les Akwesane Notes, publication officielle de Mohawk Nation at Akwesane, New-York, etc.: à Hambourg, la Gesellachait für Bedrohts Völker, qui public Pogrom; en Sode, la Syd Amerikansk Chaski dont le premier numéro vient de paraitre à Stockholm, en juin 1876; à Copenhague, l'International Work Group for Indigenaus World (IWCIA) qui édita une remarquable série de documents.

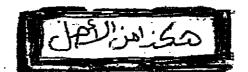
MINUMER

511

(Reality)

 $\mathfrak{t}_{p_{1,1}}$ -C Real Street, Commence of the Commence of the







Un coup d'Etat porteur d'espoir

Vers un dialogue entre le pouvoir et les masses rurales ?

E 1º novembre dernier, dans la soirée, le président Michel Mi-combero, au pouvoir depuis le comp d'Etat du 28 novembre 1966 qui avait mis fin à la monsrchie, était à avait mis fin à la monarchie, était à son tour destitué par l'armée. Le régime est pratiquement tombé de lui-même, sans coup fêrir. Un « Comité suprême révolutionnaire » de trente officiers se fixe comme objectif de « redéfinir toute la politique nationale », de « remettre de l'ordre dans les organes de l'Etat (...) en les déburrassant des éléments morulement incupubles » et de « mettre sur pted les organes du parti UPRONA ». Dix d'entre eux ont constitué un comité exécutif chargé de suivre cette restructuration. Le colonel Jean-Baptiste Bagaza est devenu chef de l'Etat le 9 novembre. Il a nommé premier ministre le lieutenant-colonél Edouard Nzambimena, qui a présenté, le 13 novembre, un gouvernement de dix-huit membres, dont quatorze civils, presque tous de nouvelles figures sur la scène politique de ce petit pays d'Afrique orientale.

Un peuple meurtri par une idéologie raciale

I L est impossible d'évoquer le Bu-rundi sans parler sussitôt des Tutsis et des Hutus. Mais il est difficile de donner une définition simple d'une situation complexe et quasi unique en Afrique (1). Il ne s'agit en effet ni de tribus ni d'ethnies caractérisées, Afrique (1). Il ne s'agit en effet ni de tribus ni d'ethnies caractérisées, tous les Burundis parlant la même langue et partageant les mêmes traditions à travers les « collines » de ce magnifique bastion montagneux qui domine le nord-est du lec Tanganylka. La particularité du Burundi et des autres royaumes voisins (correspondant aux territoires actuels du Rwanda, de l'est du Zaire, du nord-ouest de la Tanzanie et de l'ouest de l'Ouganda) était la juxtaposition de grandes catégories à vocation spécialisée, pastorale ou agricole.

A la fin du dix-neuvième siècle, lorsque les premiers explorateurs européens atteignirent les bords des grands lacs, ils furent frappés par l'importance politique des éléments pastoraux dans certains de ces royaumes (notamment au Rwanda et en Ankole). Impressionnés par la strucmes (notamment au Rwanda et en Ankole). Impressionnés par la structure de ces monarchies et surpris de rencontrer au milien des « ténèbres » de l'Afrique des traits physiques ou culturels qui ne répondalent pas au cliché habituel du « nègre », ces voyageurs, à la suite de l'Anglais Speke, appliquèrent à cette partie de l'Afrique une idéologie de races déjà rodée au nord-est du continent, à savoir celle de l'existence d' « Européais noirs » que l'on daptisa alors Chamites ou Eamites et que l'on supposa venus d'Asie via l'Ethiopie ou le Nil Cette mythologie, sujour-d'hui récusée par les chercheurs sérieux, eut un impact extraordinaire sur la vision des colonisateurs allerieux, eut un impact extraordinaire sur la vision des colonisateurs allemands puis belges au Burundi.
Un portrait stéréotypé et caricatural du Tutsi, « posteur hamite, conquérant de 2 mètres de haut », opposé au Hutu, « agriculteur bantou, cutochtone de petite taille », s'imposa dans la tradition écrite occidentale. Et. dans leur pratique de l'adminis-Et, dans leur pratique de l'administration indirecte, les coloni firent coincider le remodelage des institutions dites féodales de l'ancien-ne royauté avec une promotion poli-tique de la « race supérieure » tutsi. En 1899, le premier officier allemand

qui osa attaquer les guerriers du grand roi Mwezi refusa de recevoir une délégation de deux conseillers influents du roi, car on lui avait dit grand roi Mwezi refusa de recevoir une delégation de deux conseillers infinents du roi, car on lui avait dit que c'était des Hutus. En 1936 on pouvait lire sous la plume du résident belge Pierre Ryckmans : « Les Batulsis sont destinés à régner sur les ruces inférieures qui les entourent. »

La société burundaise fut victime d'un double quiproquo : la racialisation d'anciens. clivages sociaux d'une autre nature et la tendance à y importer la rigidité de la hiérarchie rwandalse, jugée plus « parjaite » dans le cafre de l'ancien Ruanda-Urundi. Le prix de cette politique se paya à partir des amées 60.

La proclamation de la République au Rwanda en 1961 par Grégoire Kayibanda fut suivie de l'exil ou du massacre de milliers de l'usis. Le Burundi semblait pouvoir échapper à ce déchaînement : la famille royale y constituait une catégorie à part, non tutsi, et, malgré la politique coloniale, les flutus y avalent gardé une influence des réfugiés tutsis rwandais et de leaders hutus persuadés de l'approche d'une révolution identique qui leur donnerait le pouvoir par le jeu automatique de la majorité « ethnique » (80 à 85 % de la population). La première explosion eut lieu en octobre 1965 : tentative de coun d'Etat hutu, massacres de Tutsis en province de Murannya, répression contre les cadres hutus. Ces événements représentèrent un traumatisme qui conditionna toute la vie politique depuis dix ans. La monarchie restée en place après l'indépendance (en 1962) fut jugée incapable de maintenir l'unité nationale. La République, proclamée par M. Micombero en novembre 1966, apparut comme le gage d'un renouveau qui permettrait de surmonter ces apparut comme le gage d'un renouveau qui permettrait de surmonter ces

L'effritement d'un régime

DURANT quelques années, le régime sembla s'engager sur la voie des réformes. Mais les évènements de 1972 Sembla s'engager sur le voie des réformes. Mais les évènements de 1972 (massacres de Tuisis dans le sud du pays per des groupes de rebelles hutus en avril, répression massive et cruelle dirigée contre toutes les élites hutus en mai-juin) plongèrent le pays dans un drame tel qu'il n'en avait jamais connu. Senies la peur et la démoralisation qu'il a laissées derrière lui peuvent expliquer qu'un régime impliqué dans une telle catastrophe ait pu encore survivre quatre ans. En fait, la déception était peuceptible depuis 1969. Les trois piliens du régime — le parti UPRONA, l'armée et le président lui-même — virent progressivement leur autorité se désagréger.

L'UPRONA (parti d'Unité et de progrès national); créé à la veille de l'indépendance par le prince Louis Rwagasore (le « hêros national » assassiné en octobre 1961, déclaré parti unique en 1966, n'a jamais tenu de congrès national (mis à part celui d'octobre 1974, chargé de réélire sans discussion le président Micombero). Sa charte, élaborée en 1967, affirme des principes de justice et de progrès, mais ce qui prime, c'est l'appareil du parti, souvent lié à l'administration, voire à la police, selon les règles du c centralisme démocratique » et chargé en fait d'encadrer la population.

gé en fait d'encadrer la population. Les organisations parallèles (Union des travailleurs burundais, Union des femmes burundaises, Jennesse révolu-tionnaire Rwagasore) sont de plus en

plus étouffées. Les étudiants de la J.R.R., ne purent tenir de congrès depuis 1973. La Constitution, promulguée seule-La Constitution, promulguée seulement en juillet 1973, concentrait les pouvoirs aux mains du général-président-secrétaire national de l'UPRONA. Mais celui-ci, pius à l'aise dans l'art de manœuver les personnes que dans celui de gérer les affaires, était de plus en plus traité comme un roi, depuis les chansons populaires l'invitant à « régner » jusqu'au style couritisan de son entourage. Le milleu politique de Bujumbura (une capitale de cent mille habitants) se scindait en petits groupes liés par des affinités personnelles, des relations familiales ou selon l'origine régionale. Ce type de rivalités éclata notamment lors d'un grand procès politique en 1971. On a beauconp parié de « régionalismes » ou de « clans » : définitions trop superficielles. En voici un exem-

Par JEAN-PIERRE CHRETIEN *

ple. Les politiciens les plus influents étaient ceux originaires de la même province que M. Micombero, celle de Bururi. Or leur principal dirigeant, M. Simbananiye, resta ministre sans interruption depuis mars 1971, tandis que l'un de ses « compatriotes » (ils sont de la même commune), M. Bimasubute, ministre entre la fin de 1972 et la fin de 1975, fut renvoyé en 1976 « sur sa colline », sorte de relégation devenue ces derniers temps la forme burundaise des lettres de cachet. On risoue de ne rien comprendre au derdevenue ces derniers temps la forme burundaise des lettres de cachet. On risque de ne rien comprendre au dernier coup d'Etat si l'on méconnaît l'existence d'options politiques divergentes derrière la grille des classements géo-ethnographiques.

L'armée elle-même n'a pas échappe aux effets de ces intrigues de cour. Les rivaux éventuels de M. Micombero furent successivement éliminés, en 1969 (procès d'un complot hutu) puis en 1971 (procès contre des Tutsis qualifiés pour l'occasion de « royalisses »). Les promotions et les nominations militaires étaient aussi des enjeux pour les groupes politiques. L'armée se voyait l'otage d'une sorte d'extrémisme pro-tutsi et prise dans un cercle vicieux : l'immobilisme politico-social menaît à terme vers de nouvelles crises violentes, mais les critiques contre ce statu quo étaient étouffées au nom de la paix et de l'unité.

Le sort des paysans

CES débats ont en fait laissé la masse rurale indifférente, même si leurs effets étalent tragiques. Ils passionnent une minorité citadine qui représente 2 ou 3 % de la population (commerçants, employés, les dix mille fonctionnaires, avec leurs familles). Avec une croissance annuelle de plus de 2 %, ce pays approche des quatre millions d'habitants et atteint une densité — exceptionnelle en Afrique — de cent quarante habitants au kilomètre carré. Sa population a quadrumètre carré. Sa population a quadru-pié depuis le début du siècle, et il voit se équilibres écologiques et sociairs se disloquer. Les propriétés se chif-frent en ares et le moindre accident pluviométrique est une menace de disette, on l'a vu en 1975. Or la production vivrière a été plutôt négli-gée par les pouvoirs au profit des cultures d'exportation : café et coton

* Attaché de recherche au C.N.R.S.

depuis la colonisation, the depuis quelques années avec l'aide du Fonds européen de développement (FED) (1100 tonnes en 1975). Mais les rè-coltes sont très fluctuantes (30 000 tonnes de café en 1974, 16 000 en 1975, de norveau une bonne récolte en 1976, et soumises aux aléas des cours internationaux (le gel au Brésil a été apprécié au Burundi!). La récolte annuelle de café permet de payer l'impôt et de faire quelques achais; en reyarche les navans n'apprécient. l'impôt et de faire quelques achais; en revanche les paysans n'apprécient guère le coton (en recul) et le thé (payé 0,15 FF à 0,30 FF par kilo selon les cas), car les vivres (haricots, hière de banane, etc.) rapportent plus et, avec l'autoconsommation, fournissent 80 % au moins de leurs revenus. Un effort a été fait dans la plaine au nord du lac Tanganyika (l'Imbo) : avec l'aide du FED, 2 000 hectares de riz ont été plantés.

Un chémage letent énorme pe peut

Un chómage latent, enorme, ne peut être résorbé, vu la faiblesse des industries de Bujumbura. La découverte de riches gisements de nickel au sud-est et au centre du pays, avec l'aide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a ouvert la perspective d'un doublement du produit intérieur but meit le concertium du produit intérieur but meit le concertium. duit intérieur brut, mais le consortium international en projet en est aux études de rentabilité, compte tenu des etudes de rentabilité, compte tenu des investissements nécessaires en matière de transports et d'énergie. Les frontières des nouveaux Etats rendent très difficile l'émigration. Ajoutons les carences médicales (un médecin pour quarante mille habitants, alors qu'une infime minorité se fait soigner en Europe aux frais de l'Etat comme le rappelait récemment un groupe d'étudiants burundais en médecine) et les limites de la scolarisation (19 % en 1972, dont les deux tiers ne terminent pas l'école primaire, quelques milliers d'élèves dans le secondaire, quelques centaines à l'université). L'étroitesse des places dans les écoles, puis des centaines à l'université). L'étroitesse des places dans les écoles, puis des possibilités d'emploi, aiguise la concurrence et fait jouer le népotisme et les passions « ethniques ». C'est à ce niveau, comme à celui de la politique sociale globale, que se jangera l'effort de justice du nouveau régime.

Mais le sort du pays dépend largement de l'étranger. Les deux tiers de ses exportations vont aux Etats-Unis (le café est lié au dollar), les deux tiers des importations viennent du tiers des importations viennent du Marché commun. L'enseignement, la

tiers des importations viennent du Marché commun. L'enseignement, la santé, l'équipement économíque, bénéficient de différentes coopérations (chiffres de 1975, en millions de dollars: ONU (5,5), FED (5), Belgique (8), France (3,6), Allemagne (1,3), U.R.S.S. (1), Chine, Roumanie, émirats arabes, etc. Mais la diffusion d'un mode de vie occidental en ville accroît le déficit de la balance commerciale. Outre 52 000 Rwandais et 35 000 Zairois, on trouve au Burundi un millier d'Asiatiques et quelque 5 000 Européens (dont 3 000 Belges, 750 Français et 600 Grecs). Plus de la moltié des professeurs du secondaire sont étrangers. Les banques sont liées aux firmes belges Belgolaise et Lambert. L'armée est équipée par la France.

Le commerce, après l'échec de l'Association des commerçants barundis, est toujours dominé par des étrangers (Belges, Grecs, Pakistanais, Rwandais) qui spéculent sur les prix des denrées de première nécessité, et font partir leurs devises. Le salaire moyen d'un fonctionnaire (environ 600 FF), bien que quatre on cino fois supérieur bien que quatre on cinq fois supérieur à celui d'un ouvrier, est resté stable de 1963 à 1976. Certains ont été tentés par les compensations proposées par ces milieux d'affaires. Trop de faux

problèmes ont empéché ce pays, un des vingt-cinq les plus pauvres du monde, de penser réellement à son nt, c'est-à-dire à ses paysans en tant que tels.

Un style justicialiste

CES données aident à comprendre les thèmes développes par le colonel Bagaza dans sa proclamation du 2 novembre. Il y dénonce un pou-quatre membres sont hutus). Le choix des portefeuilles attribues aux minis-tres militaires (Nzambimana, Ruhwikira, Bandusha et Kayibigi): plan, information, santé et agriculture, laisse penser que l'accent sera mis désormais sur les problèmes écono-miques et sociaux, notamment dans les campagnes (deux secrétaires d'Etat sont adjoints au ministre de l'agriculture). Certes, il faut attendre les actes. Le

régime ne résoudra pas aisément des problèmes sociaux qui se posent à toute l'Afrique et il n'effacera pas sans difficulté le fossé creusé par les morts de 1972. Mais pour rompre précisément avec cette allénation et avec la perspective sans issue de mas-sacres en serie, il sera tenu de mener sacres en serie, il serà tenu de mener une politique sociale et de dialogue avec les masses rurales. Les quinze années précédentes ont été une dure leçon pour le Burundi et le Rwanda (où le régime a changé aussi depuis 1973), en révélant aux élites de ces deux pays qu'on ne peut plus se contenter de parier abstraitement (ou racialement) du « peuple » si on songe à le faire réellement progresser. à le faire réellement progresser.

(1) Cf. Bernard Aupens : « La nation survivra-t-elle aux massacres successifs / » dans le Monde diplomatique de juin 1972. (2) Voir son bulletin l'Etudiant patriote de mai 1976 Autres ouvrages à consulter

Les aspects juridiques des grands problèmes diplomatiques

L'«ANNUAIRE FRANÇAIS DE DROIT INTERNATIONAL»

A récente publication de l'Annuaire français de droit-international (1975) est un événement qui ne peut laisser indifférent qui-conque s'intéresse aux aspects furidiques des relations internationales contemporaines (1). Cet ouvrage est la contemporaine (contemporantes (1). Cet outrage est le tome XXI d'une collection commencée en 1955 et dont l'audience dépasse très largement non seulement le cadre national français mais l'ensemble du monde francophone.

monde francophone.

Des rubriques maintenant truditionnelles sont consacrées aux conventions
conclues par la France (M.-E. Cousin),
à la jurisprudence française concernant le droit international public
(J.-F. Lachaume), à la pratique francaise concernant le droit international
(J. Charpentier), à la chronologie des
jaits internationaux d'ordre furidique
pour 1975 (L. Klien), à la bibliographie

(1) Annuaire français de droit inter-national, volume IXI, 1975; C.N.B.S., Paris, 1976, 1388 pages.

STERN depuis 1840 cartes de visite, invitations

La distinction d'une graoure traditionnelle nonveau département "Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité

Atelier : 47 Passage des Panor PARIS 2 - TEL 236.94.48 - 508.86.45 critique, à la revue des revues (sous la direction d'A. Brouillet), à la bibliographie systématique des ouvrages et articles concernant le droit international public publiés en langue française (sous la direction de G. Guyomar) ainsi qu'aux enseignements el

S OUS le vocable « études » figurent dix articles se rapportant à de grands problèmes d'actualité inridique internationale. G. Fischer consacre d'abord une substantielle étude à « La conférence des parties chargées de l'examen du traité de non-prolifération des armes nucléaires » qui s'est tenue à Genève en 1975 et qui a bien fallit se terminer par un constat d'echec en raison de l'opposition entre Etats non nucléaires en voie de développement et Etats nucléaires de développes. M. Thierry analyse ensuite l'accord israélo-égyptien du 4 septembre 1975 et les nouvelles responsabilités des Etats-Unis et des Nations unies au Proche-Orient. B. Boutros-Ghali passe en revue les diverses institutions en revue les diverses institutions financières arabes pour le recyclage des pétrodollars à l'intérieur du monde des petrodollars à l'interseur au monde arabe, ainsi que diverses organisations crées par la Ligue arabe pour le déve-loppement. V.-Y. Ghebali effectue une analyse fouillés de « L'acte final de la conférence sur la séaurité et la coopé-ration en Europe et les Nations unies », ration en Europe et les nutilis univeru esquissant un rapprochement au niveru de la problématique, de la parenté des principes et de la complémentarité des institutions. C'est en revanche à des a observations sur la nature juridique à du même acte final que se livre

De l'Europe on passe au Pacifique avec la pénétrante étude de L. Luc-chini sur la disparition prochaine de la tutelle stratégique américaine sur la

Par PHILIPPE BRETTON

Micronèsie, avec en arrière-plan les rivalités triangulaires sino-américano-soviétiques qui compliquent à souhait le jeu diplomatique. Le conflit des îles Paracels entre la Chine et le Vietnam est l'occasion pour J.-P. Ferrier d'écoquer de mandère générale le problème de la souveraineté sur les îles inhabitées. J.-C. Gautron étudie les antécédents et les perspectives de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, créée à Abidjan en 1973, au regard du droit des organisations économiques internationales et du droit économique international. C'est à une autre forme de régionalisme, celui du Pacifique sud, que s'attache R. Goy. Enfin, H. Gros Espiell clôt la série de ces études par un article sur le tratté relatif au Rio de la Plata et sa façade maritime, conclu entre l'Argentine et l'Oruguay en 1974.

D ANS la partie intitulée a chroniques » on trouve d'abord la
jurisprudence internationale. Il s'agit
de celle de la Cour internationale de
justice, avec les études de M. Flory,
au sujet de l'affaire du Sahara occidental, et de J.-P. Ritter sur l'affaire
des essais nucléaires et la notion de
jugement déclaratoire. L. Kopelmanas
met en relief le rôle des reglements
d'arbitrage dans le développement des
procédures applicables au règlement
de litiges commerciaux à caractère
international dans quelques affaires
récentes, tandis que Ch. Vallée analyse
l'accord américano-soviétique de 1973
en vue d'éviter les incidents de pêche
par le recours à la conadiation. par le recours à la conciliation. R. Pelloux souligne l'attitude libérale de la Cour européenne des droits de

l'homme dans l'affaire Golder, tandus que G. Cohen-Jonathan et J.-P. Jacqué font le bilan de l'activité de la Commission européenne des droits de l'homme, un dépouillement analogue étant effectué par J. Boulouis pour la Cour de justice des Communautés. Le rôle de cette dernière en matière de protection des droits fondamentaux dans l'ordre juridique communautaire est souligné par Ch. Philip. Enfin cette rubrique se termine par un comple rendu de l'activité des deux tribunaux administratifs de l'ONU et de l'O.I.T. (B. Knapp).

Si l'on passe, en troisième lieu, aux organisations internationales univer-selles, un aperçu général de la conjé-rence sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organidans leurs relations avec les organisations internationales est donné par
A. El Erian, J.-P. Ritter examinant
quelques questions particulières posées
par le même sujet. N. Valticos expose
comment l'O.I.T. a déclenché une
double enquête au Chili. B. Zoller analyse l'application du principe de la
représentation géographique équitable
dans la composition des forces des
Nations unies. P. Tavernier lait l'inventaire des questions turidiques qui
se sont posées en 1975 aux Nations
unies, P. Raton dresse le bilan des
travaux de la commission juridique de
l'Assemblée générale des Nations unies,
et Y. Daudet celui de la commission
du droit international. Enjin cette
série s'achève par l'étude de deux institutions récemment créées: l'université tutions récemment créées : l'université des Nations unies (S. Szurek) el l' « ombudsman » du personnel (Y. Beigbeder).

L'Annuaire se poursuit par la chro-nique de droit international éco-nomique comportant les grandes têtes de chapitres de l'actualité : nouvel

ordre économique international, aide publique au développement, commerce, investissements, monnaie el produits de base. L. Focsaneanu étudie les pratiques commerciales restrictives en droit international de 1966 à 1975 et P.-M. Eisemann analyse l'accord international sur le cueno

Une cinquième rubrique est consa-crée au domaine public international (mer et air), dans laquelle T. Treves passe en revue les tendances récentes du droit conventionnel de la respon-sabilité et le nouveau droit de la mer, R.-H. Mankiewicz examine la modifi-cation de la clause-or de la convention de Varsovie de 1929, A.-Ch. Kiss traite des modifications artificielles du temps et J. Chappez la création de l'Agence spatiale européenne.

Deux articles s'insèrent sous le titre "Frontemes micressant la France": conclusion des engagements internationaux en droit français, par J. Dhommeaux, et jurisprudence française actuelle et contrôle de la conformité des lois aux traités par le professeur Nguyen Quoc Dinh, récemment décédé.

Enfin a L'organisation de l'Europe » regroupe quatre études consacrées exclusivement aux Communautés européennes : Conseil européen, participapeennes: Consei europeen, participa-tion des Communautés aux conventions multilatérales (R. Kovar), aux orga-nisations internationales universelles (J.-P. Jacqué), et évolution de la poli-tique des Communautés en Javeur des productions des pays en voie de déve-loppement (Ph. Chappal).

Ce rapide survol suffit à montrer la variété et la richesse des contrintions et permet d'insister sur l'inté-rêt d'un ouvrage auquel collaborent étroilement universitaires, diplomates et sonctionnaires internationaux.



Mélodrames français

nédies lourdes, le cinéma françois se distingue dus « films de

tives, de facture lissée, de style normatif et de thèse grave. Nous tives, de facture lissée, de style normatir et de mese grave. Nous analysons trois de ces films dans cette page, tous sortis courant novembre, mais nous aurions pa évoquer aussi blen Comme un boomerang, de Giovanni-Delon, ou le Corps de mon ennemi, de Verneuil-Balmondo, en attendant de voir Autopsie d'un meurtre, de Cayatte-Girardot, ou Coup de foudre, d'Enrico-Noiret, par exemple.

Ces films constituent, au regard des statistiques, un véritable « cinéma de masse », bien davantage que les fictions méprisées d'ordre violent ou pornographique. Leurs auteurs (Granier-Deferre, Soutet, Enrico, Rouffio... et même Bertucelli ou Tacchella), malare

leur succès, demeurent peu connus du grand public. Mal aimés, point reconnus comme artistes, ces cinéantes se hancident rorement à des audaces d'écriture ou à des écarts de style.

Tant de circonspection les conduit à élaborer un cinéma cano-nique à base de stéréotypes, d'idiolectes et de généralités. Leurs films obéissent à des recettes et ne so démarquent les uns des autres que par des répétitions (on reprend la structure en variant le contenu), par l'échange des mêmes acteurs (Philippe Noiret-Romy Schneider-Michel Piccoli-Annie Girardot...) ou des mêmes scenaristes (P. Jordin-D. Boulanger-J.-L. Dabadie...).

Films de maintenance, d'entretien, ils s'avèrent exténués, consumés, avant même d'avair été tournés ; ils sont portés par une ocorde, externe, sans surprises ai alertes. Sons palpitation. dérives, banalise sons répit.

Ce cinéma encratique (1) réduit la critique à l'écoute ennuyée des intentions, à l'analyse triste des contenus. Ainsi, dans cet immense et coûteux déchet, vayons-nous intégrer aujourd'hui l'ingré-dient politique comme procédé apportun pour ces cinéastes trop

(1) Qui se produit et se répand sous la protection du pouvoir.

habiles. La conjoncture, il est vrai, s'y prête ; et les sondages qui annoncent pour demain une ganche fortunée provoquent d'hâtifs revirements : celui notamment de Pierre Granier-Deferre, cinéaste de solide réputation conservatrice, qui, dans son dernier film (Une femme à sa fenêtre), s'aventure soudain dans le « romanesque de gauche ». D'autres cinéastes, plus optimistes ou plus ambitieux, travaillent déjà eux films d'après 1978 ; pour une authentique liberté de presse (les Chiens qu'on écrose, de Serge Moutti et Georges Conchon) ou contre les sociétés multinationales (l'Imprécateur, de J.-L.,Bertucelli et R.V. Pilhes).

Nous demeurons toutefois sons illusions et craignons que la sausée ne nous prenne encore à la vision de ces films comme elle nous saisit devant des œuvres du même registre : mélodrames honteux, cuistrement psychologistes, cyniquement bourgeois, entétés à répandre le « bas goût » piteux des cadres aculturés contre l'excès, le grandiose, le pathétique, l'emphase et la vulgarité de l'authentique mélodrame populaire qui fut, on s'en souvient, le seul genre dra-matique directement issu de la Révolution françoise et qu'ou appelait alors, avec superbe, « la tragédie du peuple ».

Simon, Mado, Pierre

l'ancien fonctionnaire véreux qui, confondu, effondré, larmoyant, s'inquiète du destin de son épouse et de sès enfants, simon-Piccoli, la moue dédaigneuse, conseille : « On ne va pas se mettre à jouer un mélodrame ! » Déni flagrant, car ce genre honni, d'un bout à l'autre du film pous ne le cuittere.

l'autre du film, nous ne le quittons

IGNACIO RAMONET.

GRANI DINS

la paix armee

En quête d'auteurs

≪B IEN sûr, ça vous amusa. Pour vous, c'est du cinéma -, lance (Victor Lanoux) à la grande bourgeoise (Romy Schneider) qui lui veut du bien. il pourrait même ajouter : c'est du vieux cinéma, l'horrible cinéma « de qualité française » qu'on avait cru mort et qui

Posons une question : Une femme à sa fenêtre, adaptation par Semprun et Granler-Deferre du roman de Orieu La Rochelle, est-li un film à thème, à sujet ou à contenu politiques ? Thème, sulet, contenu, ces mots sont toujours utilisés au petit bonheur, sans rigueur, l'un à la place de l'autre, dans une confusion dont vit le (grand) public et la critique (pares-

De thèmes, Une femme à sa fenêtre regorge. Ce sont ceux du roman, peu ou dans une société cosmopolite et cynique, épuisement des classes dominar (« sympa » mais stériles) opposé à l'éner-- même mystifiée - des révolution naires porteurs de quelque chose « qui les dépasse », foi et scepticisme en poiltique, voyage jusqu'au bout de soi-même et expérience (un peu trop romanesque pour être bataillienne) des limites, etc. Cas thèmes valent ce qu'ils valent, ils ne manquent d'ailleure pas d'une certaine dignité. Ils peuvent allmenter un certain bavardage où chacun voit son opinion ntée dans le film (celul-ci fonctionne alors comme un mélodrame, c'est-àdire que tout le mande - bourgeals et le spectateur, loin d'avoir à prendre parti, est à une place d'où il peut tout comprendre, la petite comme la grande his-

film c'est ce qu'on peut extrapoler à partir de acénario, pas du film.

V ENONS-EN au sujet du film, à ce que pourrait être pour le cinéaste, toutes choses égales, ce qu'est le « modèle » pour un peintre, cette partie du réel qu'il a envie de travailler : tel ou tel rapprochement de corps, de mouvements et d'idées (sa « metière filmique », qui n'a plus rien à voir avec les thèmes du à sa fenêtre? C'est, tout elimplement, Romy Schnelder (qui est, effectivement, ne a dit la critique, plus belle el plus émouvante que jamais, ne serait-ce que parce qu'elle croit au film et à son personnage, sans se rendre compte que c'est plutôt le film qui croit en elle).

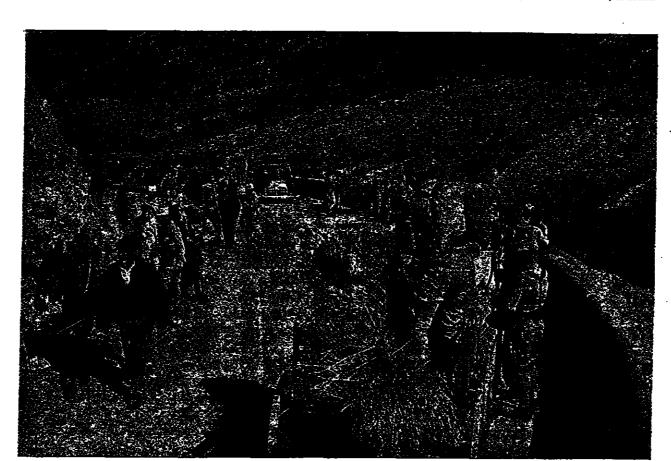
Ce n'est pas par hasard el, après la bouleversante demlère image, apparais-sent au générique l'interminable liste des bottiers, coiffeurs, tallieurs, fourreurs de Romy Schneider. Le seul « travall » (traitec'est eux aul l'ont fourni.

Le sujet, on le voit, n'est pas le thème. Quant au contenu, c'est encore autre chose : il serait le rapport entre les thèmes et le sujet. Dans le ces d'Une femme è sa fenëtre, il s'agit d'un certain je-m'enfoutisme politique (malgré son sérieux un peu guindé) qui n'a qu'un défaut : il ne se donne pas comme tel (à la différence de Barry Lindon, par exemple). Car le soin avec lequel Granier-Deferre accumule les petits détallspour-faire-vrai (rétro) n'a d'égal que la manière dont il « déshistorise », chemin falsant, le livre comme pour nous persuader que cela n'a vraiment plus aucun intéret pour nous, aujourd'hui.

On dit souvent, pour défendre ce chèma « de qualité française » (et l'opposer au cinéma de recherche, d'auteurs ou d'avant-garde) qu'il s'agit d'un cinéma cérieux, honnête, solide, un cinéma de professionnels > (su générique d'Une temme à sa tenêtre, on retrouve Tont) (photo), Rustichelli (musique), Ravel (mon-

● PRECISION. — Dans une note de PRECISION. — Dans une note de l'article « Chroniques du temps présents de no tre précédente page « Cinéma politique » (le Monde diplomatique, novembre 1976) nous avons attribué par mégarde à Mahfoud Lakenal la direction de la photo du film les Nomades; c'est les Déracinés qu'il fallait lire bien entendu. Une seule différence mais de taille : ces professionnels ne travaillent plus dans le cadre de production qui pourraient faire d'eux des artisans. Ce cadre n'existe plus. La disparition du cinéma de série, - usine à rêves - (on n'a pas assez compris qu'il s'agissalt aussi d'une « usine »), entraîne peu à peu la stagnation, la sclérose de ces « professionnels » (en d'autres termes, ils ne progressent plus, ils n'ont

plus qu'un savoir-faire). C'est ce profond changement dans le processus de fabrication des films qui catapulte un Granler-Deferre (qui aurait été, en 1950, un bon artisan sans génie) à une place qu'il ne peut pas assumer parce qu'elle implique d'avoir un point de vue sur ce qu'on filme, d'avoir un sujet, la place d' « auteur » de



« Une femme a sa fenetre » Un certain je-m'enfoutisme politique.

Les bonnes fées de Saint-Valéry

S PECTACLE populaire assurément, Si c'était à refaire, de Claude Lelouch, est sorti le 29 octobre 1976 dans vingtsix solles de la région parisienne. En douze jours, deux cent neuf mille trois cent cinquante-deux spectateurs l'avaient déjà vu. Le support publicitoire est efficace, la critique de la presse quotidienne est dans l'ensemble favorable. Dans le cadre commercial du cinéma

français, le succès est normal. pour plaire. Il plait. Si c'était à refaire s'inscrit dans l'image de la France contemporaine, il déplace légèrement l'éclairage, il sécurise. D'une réalité grise évoquée, il produit une image

dorée que l'écran rend présente. Même si son scénario emprunte aux conventions du mélodrame et du photoroman, le film est contemporain : ce sont des questions d'aujourd'hui que le milieu carcéral et la réinsertion de l'ancien détenu dans le monde du travail, que l'école et plus précisément la crise de l'enseignement de l'histoire, que l'effort des femmes pour conquérir au moins l'autonomie. Ce sont des signes d'aujourd'hui que la présence, au fond bile au des vacances...

Résumé possible : une jeune femme, qui a été condamnée à quinze ans de détention pour complicité dans une affaire de meurtre, sort de prison. Grâce à l'appui de son avacat, elle retrouve le fils qu'elle a eu d'un Infirmier aux premiers temps de sa vie carcérale, et qui a été élevé par l'Assistance publique. Elle passe avec lui des vacances à Saint-Valéry-sur-Somme, elle lui dit oprès quelque temps qu'elle est

une boutique dant le propriétaire, pas-sionné d'automobile, lui laisse la responsabilité. Elle retrouve une ancienne compagne de cellule, et l'installe chez elle. L'amie devient la maîtresse initiatrice du fils; elle-même s'éprend du sympathique universitaire qui enseigne l'histoire à l'adolescent. Vacances de nouveau. Le quatuor se fige dans la probité candide. Au sommet du Mont-

Bien plus que ce récit importe le regard de Lelouch. La prison est belle comme cet hôtel trois étoiles que dénonçait un ministre il y a peu, les surveil-lantes accompagnent la détenue libérée en l'entourant d'une sympathie réchauffonte. Une lumière dorée -- délà -transforme l'écran en icône (1), les cheveux blonds de Catherine Deneuve, comme ceux du manneguin qui vantait quelque laque aux annonces publicitaires de l'entr'acte, nous assurent que nous sommes dans le monde du normal. ce normal-là : quinze ans après. Catherine Deneuve n'a pas changé... Chez Lelouch, la femme ne vieillit pas.

Son fils est beau, et, avant même que nous sachions qu'il est son fils, nous l'avons identifié : il est le leader du petit groupe d'élèves qui parlent dans le cou-loir du lycée d'Aix où l'Assistance publique l'a opportunément placé. Il est sons doute intelligent, mais nous aurons peu l'occasion de le mesurer : dès qu'une question justifierait un débat entre ses personnages, Lelouch esquive. La caméra s'envole, cadre un ciel évidemment chaleureux, rêve un peu. Une musique confortable chasse les mots. Plan sui-

vant, le problème est résolu... Les fernmes, qui bien entendu sont très belles aussi, sont sans soucis (d'argent, de travail, de logement), et l'émerveillement du vieux commerçant devant sa nouvelle volture (2) nous laisse imaainer que le sort des hommes n'est pas

L'usine à rêves (normalisante, intégrante) est toujours active derrière les signes ténus et superficiels de natre quotidien. On se suicide beaucoup dans les prisons françaises de 1976. Même chez Lelouch. Pourtant le suicide de celui qui fut le coupable malheureux du meurtre initial, non seulement est rapidement évacué, mais concourt même au bien de l'héroine. La prison est un lieu dont le détenu - pas si méchant que ça, pas si victime que ça... — sort pour aller manger la langouste préparée par les bonnes fées de Saint-Valéry, sous le ciel jaune de la baie de Somme.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

(1) Importance de la dominante chromatique d'un film : les jaunes chauds, bois ciris et couchers de soleli, du film de Leiouch sécurisent le spectateur autant que — par exemple— les verts sombres et maissins le dérangesient dans Cadarres exquit, de Francesco Rosi.
(2) Prestige du gros moteur dans runivers de Leiouch, depuis Un homms ci uns femme. Le court métrage projeté avant Si cétair à refaire a une tonction dans le spectacle proposé. Uns caméra finée à l'avant d'une grosse moto avale, en un long plan continu, les rues de Paris, de l'Etoue à Montparasse. Bruit de moteur, crissement des pueus. C'est de Paria de l'Etoile à Montparnasse Bruit de moteur, crissement des pneus. C'est insolent, gentlment insolent : l'homme à la moto court à un rendez-vous avec une jeune femme dont les cheveux blonds garantissent la pureté. Avant même que ne commence le long métrage — dont la cible commerciale est plus le quadragénaire que l'adoiescent. — Leiquel a déjà « mis dans as poche » toute une génération de fanatiques du gros cube.

et les autres... rio de Sautet auraît pu faire illusion : un promoteur immobilier mis en diffi-culté par les excès d'un de ses associés se trouve redevable d'une somme consi-dérable et devrait négocier avec un collègue qu'il méprise. Pour ne point le faire, il se laisse tenter par une entreprise de chantage qui lui permet de porter un rude coup financier à son adversaire et d'éponger sa dette.

nous maintenant à distance, illustrer avec pertinence un combat de loups par temps de crise et dévoiler avec netteté les basses méthodes des promoteurs aux abois ; surtout qu'à l'horizon critique pointent, malgré tout, le chômage des jeunes, les licenciements collectifs, les abus immobiliers, et même la montée de la gauche. Mais Sautet s'enlise, et ce canevas s'effiloche sur les épines d'un psychologisme poisseux qui présente pête-mête, sans assumer la représentation, les figures les plus tristes du mélodrame bourgeois : la jeune prostituée au cœur grand, la confidente enceinte de son amant mais amoureuse d'un antre amant mais amoureuse d'un autre homme, la fiancée délaissée alcoolique par dépit, le jeune homme noble et beau licencié par les méchants Alle-mands, le père sybarite réduit à vendre ses meubles, etc.

Du projet initial, presque rien ne subsiste, et les scandales immobiliers sousiste, et les scandales immobiliers sout assez nombreux en France pour que tout le monde sache qu'il n'est point nécessaire d'en arriver au «faux en écriture» on à l'imitation des signatures de préfets pour obtenir au prix agricole des terrains destinés à la construction d'ensembles résidentiels. Faire de cette pratique résistivement Faire de cette pratique, relativement courante dans notre société d'injustice, une activité de gangsters, c'est la renvoyer à un exotisme de la délinquance, banal pour la fiction et ruineux pour le propos politique. Quand on songe aux scandales immobiliers et urbains des récentes années (la Défense, La Villette, le Marais, le quartier Italie, la place des Fêtes, ...), la puteur de Sautet à dénoncer les accointances entre les promoteurs et les hommes politiques paraît bien déplacée; elle révèle cependant que cette question est bien pour l'auteur une simple « coquetterie sociale » et qu'à trop y insister il minerait l'objectif dissimulé sous le mélange des genres, sous cette sous le mélange des genres, sous cette circulation de l'affection, sous ce « facirculation de l'affection, sous ce « fa-miliarisme », et qui serait son espoir d'une réconciliation des âges, d'une fraternisation des sexes, d'une colla-boration des classes.

12 12 13

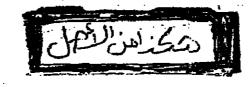
M ADO est donc, encore, un film du compromis ; la fiction intègre et Mande est donc, encore, un film du compromis; la fiction intègre et adapte au groupe-protagoniste des personnages disparates: un avocat libéral et un jeune gauchiste, un syndicaliste militant et un vénérable radical, un barman volubile et un joueur de bridge, une prostituée et un écologiste, un promoteur et une serveuse, etc.; le gros rouge d'un bistrot, l'accordéon d'une guinguette ou la boue d'un chantier constituent les osties miraculeuses permettant la communion des individus, l'oubli de leurs oppositions. Surtout ne point parler de politique : elle divise. L'affection rassemble, l'amitié lie, l'amour soude. Entre-temps, la droite tue.

 STAGE DE PERFECTIONNE-MENT DES JOURNALISTES. -L'université René-Descartes a organisé de janvier à décembre 1976 un stage de longue durée de « perjectionnement aux techniques des sciences humaines » pour des journalistes qui seront disponibles des janvier 1977. Pour tout renseignement, s'adresser au Centre de formation continue, université René-Descartes, section a 29 avenue du Général-Leclerc », 75014 Paris. - Tél.: 707 39 19,

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC> Ouvert tous les jours

20, rae Gazan (Parc Montsouris) 588-38-52



GRANDES MANCEUVRES DANS L'OCÉAN INDIEN

La paix armée

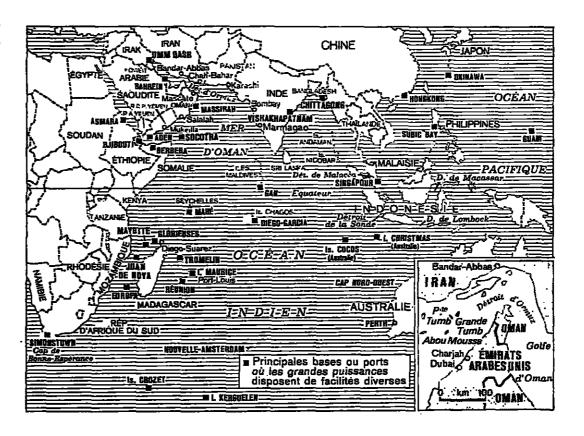
Jusqu'en 1967, l'océan Indien paraissait presque « vide » et délaissé par les grandes puissances. Simple voie de transit entre l'Occident et l'Extrême-Orient, il semblait « hors stratégie ». Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la course aux armements s'était surtout concentrée sur l'Atlantique, la Méditerranée et le Pacifique. Le passage par le cap de Bonne-Espérance, cette ancienne « route des Indes », était lui-même peu utilisé depuis le percement du canal de Suez. Tirant la leçon de cet effacement — mais aussi de ses multiples difficultés - la Grande-Bretagne, autrefois principale puissance militaire de l'océan Indien, entreprenait de se dégager de toutes ses possessions situées « à l'est de Suez>.

Mais avec la fermeture du canal de Suez, la route du Cap est devenue celle du pétrole. Les guérilles dans le Dhofer, en Erythrée, au Mozambique se sont étendues. La France a enregistré une

suite de déboires dans les îles du sud de l'océan Indien (Madagascar, puis Comores) et plus récemment à Djibouti. Le Sud-Yémen (Aden), puis la Somalie sont passés dans le camp socialiste, tandis que l'Union soviétique et la Chine étendaient leur influence en Afrique orientale et dans la péninsule indienne. L'Inde elle-même a été le premier pays du tiers-monde — après la Chine — à vouvoir construire sa bombe atomique.

Les Etats-Unis se sont naturellement efforcés de prendre la succession de la Grande-Bretagne dans le Golfe, sur la mer Rouge, en Afrique australe, et dans les grands archipels qui ferment l'océan Indien à l'est; mais leurs alliés ont enragistré des défaites cuisantes en Indochine et dans les anciennes colonies portugaises. Le canal de Suez a été ouvert de nouveau à la navigation. Enfin, les « bastions blancs » de l'Afrique australe sont ébranlés et risquent d'échapper à l'Occident...

L'océan Indien est ainsi devenu l'enjeu d'une vaste compétition stratégique dont Philippe Leymarie analyse ici les données essentielles.



< Essentielle pour la sécurité des Etats-Unis>

La base de Diego-Garcia, sur la route des pétroliers et des cargos

ARTEZ, sinon on ne vous nourrit plus. Il faut laiser la place pour les Américains 2. C'était il y à dix ans, à Diego-Garcia, un atoll de 28 kilomètres carrés isolé au beau milieu de l'océan Indien, à 1200 milles au sud de la pointe de l'Inde et à distance sensiblement égale des côtes indonésiennes, africaines our malgaches. Sans nom autre que celui d'a llois 2, mille deux cents descendants d'esclaves africains y vivaient pauvrement, de la pêche itinérante et du ramassage des noix de coco. Pour eux, c'était la fin d'une existence sans doute médiocre, mais ils n'en connaissaient pas d'autre; pour leur ile, cédée par le gouvernement manricien aux Britanniques, puis rétrocédée par ces derniers aux Américains, c'était le début d'une grande aventure militaire.

principal point d'appui de la straté-gie américaine dans l'océan Indien. L'atoll a été transformé en une sorte de porte-avions fixe au cœur de l'océan : une piste d'atterrissage de 4000 mètres, apte à recevoir les plus gros avions, comme les bombardiers B-52, les avions-cargos C-5, les ravitailleurs en vol KC-135 ; une escatailleurs en vol KC-135; une esca-drille d'avions d'observation P 3 C Orlon y est basée en permanence. Des travaux sont en cours pour construire une jetée de 250 mètres et aménager le lagon de telle manière qu'il puisse recevoir une escadre d'une douzine de navires, notamd'une douzame de navires, notamment des sous-marins nuclèaires dotés d'armes SLBM à longue portée. Des silos de stockage pour têtes nucléaires Polaris et Poseidon seraient en cours de montage, de même que des réservoirs à carburant, des locaux de maintenance, un important centre de télécommunications, etc. de télécommunications, etc.

La base, où travaillent actuelle-ment un millier de soldats et de civils

américains et une solvantaine de Britanniques, est donc en grande partie opérationnelle. Certains équipenents fonctionnent depuis 1973, date à iaquelle le Pentagone a décidé de renfurer considérablement le potentiel de I'lle, obtenant à cet effet du Congrès un crédit de 32 millions de dollars qui a été dépensé en 1974. Le 18 juliles 1875, le Sénat américain a voté une railonge de 18,1 millions de dollars pour les travaux d'exten-sion de la base, qui se sont ajoutés aux 13,8 millions déjá inclus dans le budost de la défense per le Chambes

Diego-Garcia présente des avan-tages exceptionnels pour les stratèges américains. En raison de sa posinaturellement tout l'ocean Indien : un navire quittant sa rade peut rejoindre n'importe quelle côte d'un pays riverain en deux jours au maxinum. Les avions n'ont à redouter, au départ de Diego-Garcia, ni cyclones ni vents trop forts, fré-quents dans d'autres parties de l'océan. Base-ricochet entre l'ouest et l'océan. Base-ricochet entre l'ouest et l'est de l'océan, centre permanent d'écoute, de ravitaillement, de réparations, la base ainsi édifiée évite à la marine américaine d'entretenir en permanence dans l'océan Indien un porte-avions et son escadre, ce qui ne manque pas d'intérêt à l'heure où la marine américaine est obligée de faire des économies et voit le nombre de ses porte-avions passer de quinze à treize unités. Avec le support de Diego-Garcia, la durée de

Un nouvel Okinawa

OUR le plan des transmissions, Diego-Garcia est appelé à deve-nir le centre d'écoutes et le relais numéro un de tont l'océan : ce rôle était rempli jusque-là par la base amèricaine de Kagnew, en Erythrée, sur les bords de la mer Rouge (dont l'octimité a di être réduite ces derl'activité a du être réduite ces der-nières années bien qu'elle ne soit toujours pas fermée). La station de toujours pas letrines). La statain de transmission de Diego-Garcia devrait également reprendre à son compte progressivement la partie proprement militaire des opérations de «tracking» (repérage, poursuite) des stations de la NASA à Madagascar ferrage princept sur décision. — fermée récemment sur décision des autorités malgaches — et aux Seychelles, dont les activités pour-

Lire pages 20 à 23 :

P. 20-21. — Le retrait progressif de la puissance britannique. -L'irrésistible érosion des positions françaises. — Les Etats-Unis prennent la relève. — Le jeu de la Chine et de l'U.R.S.S. - L'éveil des riverains.

P. 22-23. — Deux nouveaux gendormes : l'Iran et l'Afrique du Sud. — Suite de l'article : l'éveil des riverains.

aux 18,5 millions de la fifcits dans le budget de la défense par la Chambre des représentants. Une somme totale de 175 millions de dollars devrait être consacrée à l'ensemble de ces amé-nagements, soit 857 millions de francs (1).

de quinze a treise unités. Avec le sup-port de Diego-Garcia, la durée de présence des sous-marins nucléaires peut être doublée, ce qui donne aux installations une importance compa-rable à celle de Subic-Bay, aux Phi-lippines (2).

raient gener un jour ce petit Etat, souverain depuis juin 1976. Elle devrait être raccordée au réseau de navigation « Omega », installe par les Amèricains dans différents pays (et notamment dans le département français de la Réunion), destiné à guider les missiles lancés par les sous-marins nucléaires. Dans tous ces domaines — outre cette situation géographique « idéale », — l'atout maître de Diego-Garcia est son isolement complet : les anciens habitants de l'archipel des Chagos ont tous été déportés (voir l'encadré : « Nous n'irons pas à Agalega...»). Les terres les plus proches appartiement à l'archipel des Maldives, au sudouest de la péninsule indienne : dans cet ancien territoire britannique, la Grande-Bretagne disposait encore (et notamment dans le département Grande-Bretagne disposait encore sur l'île de Gan d'une base qu'elle a quittée en août 1976, et qui pourrait être prochainement occupée par la

marine américaine.

Officiellement, il n'est encore question pour Diego-Garcia ni de B-52, ni de sous-marins nucléaires : c'est du moins ce qu'assurent les autorités du minis e qui s'ampioient — pour endiguer la vague de critiques qui s'èlève de l'1le Maurice et des nations riveraines de l'océan Indien — à minimiser l'importance de la base ainsi que des aménagements en cours. M. Roy Mason, le ministre britannique de la défense, a même assuré à la fin de l'année dernière que le nouvel accord concin en décembre 1974 entre Londres et

Washington pour l'utilisation de Diego-Garcia ne prevoyait qu'une expansion modeste » de la base (3). cerpansion modesien de la base (3). Mais la pinpart des observateurs, notamment dans les milieux militaires, reconnaissent que Diego-Garcia pourrait recevoir une partie des avions basés jusqu'en 1976 en Thallande et des sous-marins de Subio-Bay (Philippines). Ils s'accordent aussi à admettre que Diego-Garcia deviendra un q complexe mili-Garcia deviendra un a complete mul-taire de défense» et ne se limitera pas — comme il en avait été question

au moment de la cession de l'île — au domaine des télécommunications. Et ils voient déjà en elle «un nouvel Okinava», ou la «Malte de l'océan Indien» selon le mot de John McCain, commandant des forces McCain, commandant des forces américaines dans le Pacifique. Les seules inquiétudes portent sur la possibilité pour les techniciens américains d'effectuer des travaux souterrains importants en raison de la faible profondeur des eaux autour de l'île, et de sa structure géologique, mui est de tyre coraliere. qui est de type coralien.

dutre les glissements les plus impor-tants de l'équilibre des puissances dans les dix prochaines années. Nous

N fait, pour les Américains, comme pour leurs alliés britanniques, Diego-Garcia est avant tout un anti-Berbera : ils soubaitent réaliconnent les Soviétiques d'avoir déjà mis en place dans la base soma-lienne. Julian Emery, le ministre d'Etat au Foreign Office, avait déclaré aux Communes le 5 février déclaré aux Communes le 5 février 1974 : « Le gouvernement britannique éstime depuis longtemps souhaitable — et dans l'intérêt de l'Occident — de jaire contrepoids aux activités soviétiques croissantes dans l'océan Indien. » Pius prossiquement, le rapport 1975 du département d'Etat sur la défense des États-Unis note : « Il semble nécessaire d'observer la situation et de montrer de temps en temps que les États-Unis peuvent jaire sentir leur présence dans cette région. Diego-Garcia nous permet de soutetir leur présence dans cette région.

Diego-Garcia nous permet de soutentr de telles opérations, efficacement,
sans capucités logistiques mobiles
additionnelles. » Le président Gerald
Ford 2 lui-même insisté à plusieurs
reprises sur l'importance de DiegoGarcia, une base qualifiée d'« essentielle à la sécurité des Etats-Unis ».
Et l'amiral Elmo Zumwalt, chef
d'état-major de la marine américaine
au moment où fut prise la décision
d'axer tout le dispositif américain
dans l'océan Indien sur Diego-Garcia,
a expliqué pourquel son pays s'intéressait si fortement à des bases
permanentes de ce type : « Les événsments tels que la guerre israéloments tels que la guerre israélo-arabe, l'embargo sur le pétrole et la hausse des prix du « brut » montrent bien que nos intérêts dans l'océan Indien sont directement liés à nos intérêts en Europe et en Asie et miereis en Europe et en Asie et —
plus largement — à nos intérêts
jondamentaux dans le maintien d'un
équilibre global des jorces en présence. L'océan Indien est devenu la

région et la capacité d'y déployer notre puissance militaire qui dott être un élément essentiel de notre influence. A mon avis, cette possi-bilité est la principale raison pour bilité est la principale raison pour laquelle nous avons prévu de nous installer à Diego-Garcia. »

L'enjeu principal de la course aux armements et de la colasse aux iles » actuellement perceptibles dans l'océan Indien est la liberté de navigation du millier de cargos de toutes retiensités et propunerses en la reconstité. nationalités et provenances qui y croisent chaque jour, ainsi que l'ap-provisionnement de l'Occident et du Japon en pétrole extrait des pays riverains de la mer Rouge et du Golfe où se trouvent 60 % environ des réserves mondiales con nu es. Selon diverses prévisions, les besoins annuels de l'Europe en pétrole pas-seront à un milliard de tonnes à partir de 1980, et celles du Japon à 600 millions de tonnes. Une cinquan-taine de pétrollers franchiront alors chaque jour le détroit d'Ormuz pour entrer dans l'ocean Indien et emprunter soit le canal de Suez, soit emprunter soit le canal de Suez, soit la route du Cap, soit les détroits qui barrent l'entrée du Pacifique. Les investissements occidentaux dans les Etats du Golfe sont immenses : les Etats-Unis à eux seuls, avec un miliard et demi de dollars, contrôlent plus de la moitié de leurs industriés d'extraction. Les principaux pays producteurs sont l'Arabie Saondite, iTran, le Kowelt et Ahou-Dishi. Le producteurs sont l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Koweit et Abou-Dhabi. Le «forcing» sur les prix, à partir de 1973, n'a fait que renforcer l'intérêt des pays occidentaux pour les sources d'énergie du Golfe, réputées plus «sûres» que les pétroles libyen et algérien par exemple.

La génération des super-pétroliers

AR ailleurs, l'obligation de contourner Le Cap, à partir de 1967, a donné naissance à une géné-ration de super-pétroliers de plus de 100 000 tonnes de jauge, qui ne peuvent plus emprunter désormais le capal de Suce Cartains attaignent. pervent pus empiranter desormas le canal de Suez. Certains atteignent 260 000 tonnes, voire 500 000 tonnes comme le Batilus sorti récemment des chantilers français. Ces navires— qui permettent de réaliser des éco-nomies appréciables sur les longs parcours — ne peuvent en revanche emprunter aucun canal ou détroit de faible profondeur; et ils sont en général obligés de charger et déchar-ger au large, sur des « terminaux » spécialement affectés à cet usage. La récuverture du canal de Suez ne signifie donc pas un retour aux anciennes normes de trafic. Un mil-lien de tonnes de pétrole continuent de transiter chaque jour au large du Cap, et vingt-sept navires en moyenne — dont seize pétroliers — empruntent cette voie quotidiennement en 1976 (contre quarante-six navires, dont dix-huit pétroliers, lorsque le canal était fermé). Sur le canal de Suez, la reprise a été limitée pour les cargos : en 1966, le canal avait accueilli 13 % du trafic maritime mondial et 33 % du pétrole brut embarqué dans les ports du Golfe; time mondial et 38 % du pétrole brut embarqué dans les ports du Golfe; en mai 1976, un an après sa réouver-ture, il avait à peine retrouvé son volume de trafto des années 1949-1950, soit 30,7 navires par jour au lieu de 58,7 en 1966 (4). Cependant au 1^{pr} juin 1976 — selon les auto-rités égyptiennes, — douze mille navires avaient franchi le canal en une année, contre vingt-deux mille en 1966-1967; et les responsables de la gestion du canal s'attendent à un doublement du trafic actuel pour l'année 1977. Des projets sont d'ail-leurs à l'étude pour élargir la partie méridionale de la voie d'eau. S'il a perdu en grande partie son ancienne vocation pétrolière, le canal de Suez avantage danc toujours les navires de faible ou moyen tonnage. Sur le plan militaire, sans boule-

Sur le plan militaire, sans boule-verser par elle-même l'équilibre des forces, la réouverture du canal a tout de même permis aux navires soviétiques en provenance de la mer Noire d'économiser les deux tiers de leur trajet. De même, les Etats-Unis peuvent désormais détacher assez rapidement des unités de leur VI flotte (Méditerranée) pour épau-ler celles de la VII flotte (Paci-fique) qui avaient jusque-là la charge de « montrer le pavillon » dan l'océan Indien. Le tirant d'eau d canal exclut cependant les gros porte-avions ainsi que les sous-marins nucléaires. De plus, les abords de la mer Rouge sont peu sûrs pour les occidentaux, avec la persistance de la rébellion en Erythrée et l'avènement de régimes de tendance socialiste à Aden, à Mogadisclo, et hientôt — peut-être — à Djibouti.

(1) Pacific News, 3 avril 1974; le Monde, 31 juillet et 27 décembre 1975.

(2) Revue de politique internationale, Balgrade, 20 mars 1974. Le document Nations unies A/AC/159/1 du 11 juillet 1974 mentionne, en outre, la construction d'un bassin d'évitage dont les dimensions seraient de 1830 mètres de long et 610 mètres de large.

(3) Le Monde, 16 octobre 1975. (4) Bulletin pétrofinance du Financial Times, cité par le Monde du 20 mai 1976, et une correspondance de Suez dans le Monde du 1° juin 1976.



Au sommaire du n° 38

un dossier

DÉCOMPOSITION DU GAULLISME

Prix du numéro: 10 F ABONNEMENTS: France et pays de l'ex-

Communauté française (sauf Algérie) 100 F Etranger 120 F 13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS C. C. P. 34,875,30 J - LA SOURCE

Repli sur l'Europe et oubli des «dernières survivances de l'empire»

«Nous n'irons pas –

à Agalega...»

(C) dire nous retourne là-bas, grand merci à Zézu. » La nostaigle est grande chez les mille deux cents déportes de Diego-Garcia qui atlendent toujours à l'île Maurice un hypothétique reclassement. Ils vivent

misérablement, éparpillés aux quatre coins de l'île ; aucun n'a vu le premier

sou des compensations promises lors de leur évacuation, commencée des

1969. Le déractinement se fait durement sentir : l'adaptation à la vie mauricienne est lente et difficile ; beaucoup de leurs enfants ne vont toujours pas à

l'école ; sept adultes seulement savent écrire. Et, surtout, ils manquent

d'argent, dans une lie où tout se paie au prix fort et où il n'est plus possible

de vivre — comme jadis à Diego-Gercia — de la pêche, des volailles ou de la cueillette : 27 % des trois cents tamilles disposent de moins de

100 roupies par moia (1 R = 0,80 FF). Doux, paciliques et surtout accablés

et désorientés, les • flois • sont une proie facile pour les partis politiques

d'opposition qui s'efforcent de les mobiliser et de mettre en difficulté le

gouvernement travailliste du D' Ramgoolam, victime - en ce domaine comme

en blen d'autres — de son propre attentisme. Le scandale a pris une nouvelle dimension lorsque M. Gaëtan Duval,

ancien ministre des affaires étrangères et leader de l'opposition de droite

au Parlement mauricien, a saisi, en août 1975, la haute cour de justice de

Londres du cas des « flois », arguant qu'ils sont toujours citoyens britanniques — puisque leur île a été cédée à la Grande-Bretagne avant l'accession

du pays à l'indépendance. Une polémique a alors aglié les milieux politiques de Washington et de Londres : les liois ont-lis été expulsés de force des

Chagos ? Les îles étaient-elles désertes, comme l'a assuré le Pentagone, qui affirme avoir trouvé place nette en 1973, lors de l'installation de ses

personnels dans l'atoli? Le Washington Post et le Sunday Times (Londres)

se sont emparés de l'affaire, tandis que le sénateur Kennedy et la gauche travailliste posalent à leurs gouvernements respectifs des questions gênantes.

Mais le plus embarrassé de tous est, sans conteste, le cabinet mauricien. Le renforcement de la base — qu'il assure aujourd'hul avoir ignoré et qu'il condamne à son tour, — le fait qu'il n'a pas versé les sommes déjà allouées à cet effet par les Britanniques, son silence depuis dix ans sur toute cette alfaire, le placent dans une situation difficile. Pour une partie de l'opposition, cet embarras a une cause : la cassion de l'ile, à un prix dérisoire, à la Grande-Bretagne, en 1965, aurait eu une contrepartie par laquelle la Grande-Bretagne s'abstenait d'organiser un référendum sur l'indépendance, pour éviter que les partisans de M. Gaêtan Duval, le bouillant leader de la communauté créole, ne puissent exprimer publiquement leur désir de… rester anglais, comme ils en avaient l'intention. M. Jagetsingh, ministre du plan et secrétaire général du parti travailliste actuellement au pouvoir, s'en est expliqué récemment, donnant à cette thèse un poids nouveau : « Si l'île Maurice n'était pas divisée, à l'époque, sur la question de son accession à l'indépendance, l'Angleterre n'aurait pu prendre possession de Diego-Garcia. »

Le ministre des linances, M. Ringadoo, principal lieutenant du D' Rangoolam, soutient aujourd'hui qu'il aureit été » stupide » de distribuer les

8 500 000 Rs déjà reçues du gouvernement hiltannique aux « flois », « des gens eimples qui ont jusqu'ici vecu dans un monde où l'argent n'avait pas de valeur et qui ne sauraient comment le dépenser ». Harcelé par la presse à Maurice comme à Londres, le gouvernement mauricien s'est proposé finalement de reloger les « flois » à Agalega, une île située à 1 500 kilomètres au nord de Maurice, qui présente des conditions de vie comparables à celles qui existalent aux Chagos. Mais la majorité des déportés se sont opposés à ce nouveau transfert. Ils craignent, notamment, d'être la prole de la compagnie Chagos Agalega Ltd, qui exploitait déjà les plantations de coprah de Diego-Garcia et des petites îles sœurs, et les faisait vivre dans des « conditions inhumaines » ; lis savent aussi que les cocotrales d'Agalega sont infestées de moustiques et couvertes de mares, et que les légumes n'y

Le retrait progressif de la puissance britannique

OCEAN INDIEN était pratiquement une « mer britannique » jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiele : presque tous les pays riverains étalent sous la domination ou dans l'orbite de Londres. En 1968. M. Harold Wilson, premier ministre travailliste, tirant la leçon de l'effacement de la Grande Bretagne, annonçait un plan d'austèrité militaire qui comprenait, entre

autres, l'abandon de la plupert des bases militaires britanniques « à l'est de Suez », il s'agissait essentiellement de réaliser des économies sur l'entretien de troupes dans le Golfe, à Behrein, à Sarjah et dans l'île de Malarah, ainsi qu'à Singapour. La suppression de ces bases coûteuses, dont l'efficacité stratégique apperaissait de plus en plus mal à l'ère nucléaire,

des devalt être compensée par l'utilisation de quelques cantres de communications navales ou aériennes, dans des
sites si possible isolés, et, en tout cas,
en dehors des zones d'instabilité politique, qui seralent aménagés en collaboration avec les Etats-Unis, euxmêmes à la recherche de points d'appui
dans une région assez nouvelle pour
eux. Une commission mixte anglo-américaine avait, dès 1965, retenu comme
sites possibles les îles Cocoa (propriété de l'Australie), les Seycheiles
(dépendance britannique à l'époque).

les Chagos (avec Diego-Garcia).

Ce retrait s'est effectué plus lentement que prévu : outre la base sud-Bretagne disposait encore, en 1972, d'une base et d'une gamison à Hongkong (avec six régiments et un bateillon d'artillerie), d'un petit détahement à la base de transmissions de Diego-Garcia, d'une base navale et aérienne à Singapour (avec un batall-lon, quelques avions, cinq à six frégates et un sous-marin), d'une station de transmissions navales à l'île Maurice, d'un batallion stationné à Bornéo, d'un détachement de soldats d'élite chargés d'instruire l'armée de l'émirat d'Oman, enfin de quatre escales aerlennes : Nairobi (K e n y a), Sarjah (Emirats arabes unis), Masirah (Oman) et Gan (iles Maldives). Cependant, les effectifs — qui étaient encore de quatre-vingt-cinq mille hommes en 1967, n'étaient déjà plus que de quinze mille

Dans le même temps, la Grande-Bretagne avait entrepris d'alléger sa présence dans la base sud-africaine de Simmonstown, à 40 kilomètres du Cap : un accord signé en 1955 prévoyait qu'elle servirait à « assurar, par les

ettorts combinés des torces nevales respectives des deux pays, la sécurité l'Atrique australe ». La base offre, notamment, des abris pour sous-marins onnel souterrain, équipé, semblet-il, du plus puissant centre de tététout l'hémisphère austral. Cependant, Simmonstown une partie de son contenu : la Grande-Bretagne refusait à l'Afrique du Sud les moyens d'exercer les responsabilités militaires qu'alle a vait elle-même conflées à son conservateurs, en 1970, a remis en cause cette politique; au début de l'année 1971, Sir Alec Douglas-Home a fait approuver un projet de vente d'hélicoptères à l'Afrique du Sud et annoncé que son pays voulait garder la responsabilité de coordonner la sécurité de la navigation commerciale dans cette zone. Entre-temps, avec la fermeture du canal de Suez, le canal du Mozambique étalt redevenu une vole de passage essentielle, le trafic ayant quadruplé (un navire chaque demi-heure environ, dont un tiers de super-pétro(iers).

De nouveau au pouvoir, les travaillistes sont revenus à la charge : M. Callaghan, alors ministre des affaires étrangères, a fait valoir que « les lacilités ofiertes à la Royal Navy paraissalent n'avoir qu'un caractère marginel », et le commandant en chef de la marine britannique. l'amiral Terence Lewin, jugealt lui-même qu' « er temps de paix la Grande-Bretagne pouvait se passer aissment de la base de Simmonstown ». En outre, les Britanniques ont pris conscience, selon le mot d'un parlementaire écossais, que « le prix à payer, y compris le soutien que cela constitue pour l'apartheid, était trop élevé ». Ce projet de dénonciation de l'accord de Simmonstown s'etait évidemment heurté à une opposition très vive parmi les conservateurs : « Il se pourrait bien qu'un jour nos principales routes soient menecées », avait déclaré, à la fin de l'année 1974, M. Peter Walker, le escrétaire au Foreign Office du « cabinet fantôme ».

Le Livre blanc eur la défensa, publié armées anglaises seraient désonnais concentrées sur - leur première ligne de délense » (soit en Europe) et que les « dernières survivances de l'em-pire » seraient éliminées. Le 16 juin 1975, l'accord de Simmonstown a été effectivement dénoncé : la plupart des forces britanniques ont désormais quitté Hongkong ; la base de télécom-munications de l'île Maurice, qui personnes, a été lemnée en août 1975 ; le demler officier britannique a quitté Singapour le 31 mars demier, mettant fin à une présence militaire de cent cinquante ans; enfin, les Seychelles 1976, et ont reçu — en guise de dot — les trois îles de leur archipel qui avec Diego-Garcia - compos British Indian Ocean Territory (B.I.O.T.). Cela n'empêche pas la Grande-Bretagne de conserver un certain nombre de facilités dans les ilots le long du Dhofar et à l'entrée du Golfe ainsi que dans des îles dépendant de l'Australie (îles Cocos et Christmas) et, blen sûr, à Diego-Garcia, qui reste, en principe. sous sa souveraineté.



LA CONQUETE DE MADAGASCAR AU DEBUT DU SIECLE «L'époque actuelle est aux flottes mobiles de haute mer »...

(Cliché Roger Viollet.)

25.

held to the military of the same

La gêne du gouvernement britannique est à peine moins grande, notamment depuis que le sénateur américain Calver a révélé, en septembre 1975, les conditions de la rétrocession de Diego-Garcia aux Etats-Unis : le Foreign Office aurait alors réalisé sur cette affaire un bénétice de 27 millions de Rs, en ristourne des sommes dues par la Grande-Bretagne au Pentagone pour

Office aurait alors réalisé sur cette affaire un bénétice de 27 millons de Rs, en ristourne des sommes dues par la Grande-Bretagne au Pentagone pour les achats de fusées « Polaris » effectués en 1966...

Présence maritime et aide aux régimes progressistes

LE JEU DE LA CHINE ET DE L'UNION SOVIÉTIQUE

OUTES les entreprises occidentales dans l'océan Indien — et en particulier l'agrandissement de la base de Diego-Garcia — sont justifiées en premier lleu par l'accroissement de la présence soviétique dans cas eaux et sur les rivages qui les bordent. L'Ouest accuse l'U.R.S.S. de vouloir prendre pied sur un océan auquel elle n'a pas d'accès naturel et qui ne constitue pas pour elle une route maritime primordiale; il s'isquiète de voir l'Union soviétique conclure avec la plupart des trente-quatre pays riverains des accords ou des traités d'assistance, parfois assortis de facilités pour la pêche ou le mouillage des bateaux de guerre. Les Occidentaux soupconnent, en somme, l'U.R.S.S. d'être en mesure de couper un jour les routes maritimes traditionnelles d'expansion et d'approvisionnement de l'Europe et des Etats-Unis.

de l'Europe et des Etats-Unis.

Ainsi, la président Ford, en août 1975, a évoqué l'existence de « trois bases navoles importantes » de l'U.R.S.S. dans l'océan Indien, afin de justifier l'agrandissement de celle de Diego-Gorcia. Sir Alec Douglas-Home, en visite à New-Delhi en février 1973, manifestait une

inquiétude comparable : « Le risque existe de voir cette région monopolisée par la marine d'un seul Etat. » L'amiral Zuanwalt lui-même, chef des opérations de la marine américaite, faisait état à la même époque de « l'augmentation rapide de la capacité de soutien logistique mobile de l'U.R.S.S. dans l'océan Indien ».

Cette volonté de présence est incontestable, et elle correspond au vieux souci de la diplomatie et de la marine soviétiques d'accéder aux mers chaudes, sur lesquelles elles n'ont pratiquement aucun débouché; au désir de soutenir les pays qui se réclament du socialisme ou se sont lancés dans des entreprises de libération nationale; à la nécessité pour l'U.R.S.S. d'offrir une alternative permanente à la présence américaine et — depais l'aggravation de la brouille sino-soviétique — de contrer les tentatives d'implantation de la Chine populaire; enfin, à la nécessité d'ouvrir des routes pour son commerce et ses approvisionnements.

Mais, rendue difficile par la fermeture du canal de Suez pendant huit ans, cette présence n'a pas un caractère spectaculaire; directeur de la C.I.A., M. William Coby, entrendu en coût 1975 par la commission de défense du Sécot américain, la qualifiait même de « rela-

de la C.I.A., M. William Colby, entendu en août 1975 par la commission de défense du Sévast américain, le qualifiait même de « relativement peu importante ». Il s'agit essentiellement d'une petite escadre de guerre permanente, qui compternit — selon les estimotions — de douze à quinze navires, venant des bases de la mer Noire, de l'Arctique ou de Vladivostock; et d'une série de facilités obtenues sur une partie du pourtour de l'océan, avec tout au plus trois bases permenentes. L'escadre comprenoit en 1975 un croiseur lance-missiles de 20 000 tonnes, du type

L'escadre compresoit en 1975 un croiseur lance-missiles de 20 000 tonnes, du type Sverdlov; deux ou trois destroyers (dont un lanco-missiles); deux escorteurs; deux sous-marins (dant un à propulsion et armement nucléaires); des mouilleurs et des dragueurs de mines, ainsi qu'un navire de débarquement et plusieurs batiments de soutien logistique. S'y ajoutent quelques petits bâtiments spécialisés dans la recherche scientifique. Ces navires ont surveillé en 1974 les manœuvres occidentales « Midlink », et perticipé a un grand exercice qui s'est déroulé en avril 1975 sur les quatre océans : « Okeon 75 » (1).

(1) Défense nationale, tévrier 1976,

Le principal allié de l'Union soviétique dans l'océan Indien est la Somalie, dont l'armée a été équipée de matériel moderne et convenablement entraînée par l'U.R.S.S., ce qui la place loin devant les armées éthiopienne et kenyane. La contrepartie est le droit pour les bâtiments de l'escadra soviétique de l'océan Indien de mouiller dans le port de Berbera. Un traité signé en 1974 entre les présidents Syad Barre et Podgorny prévoit d'ailleurs une extension de l'assistance militaire soviétique à la Somalie. Les Américains soutiennent que la base de Berbera abrite également des installations secrètes de la marine soviétique : une station de télécommunications et des bâtiments de stockage de missiles. Les Somaliens ont toujours nié l'existence de cette base, de même que les Soviétiques ; mais les Occidentaux sont convoincus de son existence, et pensent que les dénégations des intéresses sont surtout d'ordre tactique, ofin de donner plus de polds à leurs protestations contre la présence française à Djibouti — distant d'une centaine de kilomètres de Berbera — et contre calle des Américains à Diego-Garcia.

Le Sud-Yémen (Aden) offre également des facilités aux Soviétiques, notamment dans l'île de Socotra, au milieu du détroit de Bab-El-Mandeb : ce pays nie cependant que l'île soit devenue une base soviétique. Dans le Golfe, les navires soviétiques peuvent faire escale au port irakien d'Oum-Qasr, mais ses accès sont difficiles, et au surplus très surveillés par les Américains et les Iraniens. Dans le golfe du Bengale, ils peuvent mauiller et se ravitailler à Vishakhapatnam, base navale indienne où séjournent en permanence des conseillers militaires soviétiques, ainsi qu'à Chittatong, un port du Bangladesh que les Soviétiques ont contribué à remettre en état, et à Trincomalles, une port du Sri-Lanka (Ceylan). La marine soviétique dispose en outre de facilités à Darse-Solaom (Tauzanie) et à Beira (Mazambique). Des accords de coopération écunomique ant été signés récemment avec Madagascar et avec les Comores. Enfin, on droit de mauillage a été auvert à Port-Louis (ile Maurice), où les chalutiers et bâtiments de guerre soviétiques peuvent croiser des unités de tous bords...

Bien qu'elle soit très active sur le plan diplomatique — dans des pays comme la Tanzanie, le Pakistan ou Madagascar, ses ambassades emploient plusieurs centaines de parsonnes, — la Chine n'apparaît pas comme une puissance guerrière dans l'océan Indien. Ses moyens nucléaires paraissent entièrement tournés vers l'Union soviétique ou vers les archipels qui la ceinturent. Préoccupé par l'accreil favorable qui est foit à la coopération avec l'U.R.S.S. en Inde et au Bangladesh, Pékin a entrepris récemment de normaliser ses relations avec cas pays. En Afrique, les Chinois s'efforcent également, avant tout, d'offrir une alternance aux avances soviétiques. Ils ont un grand succès à leur actif : la construction, pour relier la Tanzanie et la Zambie, du chemin de fer « Tanzanie et la Zambie, du chemin de fer « Tanzanie et la Zambie, du chemin de fer « Tanzanie et la Zambie, du chemin de fer « Tanzanie et la Sad-Yémen, La Chine coopère également sur le plan économique avec des pays comme le Sad-Yémen, Zanzibar, le Mozambique, Madagoscar et l'île Maurice.

Un Annuaire de l'océan Indien

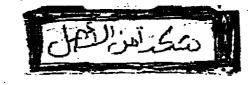
TUNIVERSITE d'Aix-Marseille, qu'i publie régulièrement des Annuaires de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire, a entrepris cette année l'édition d'un Annuaire de l'océan Indian dont le premier volume vient de paraître.

dont, a entrepris cette année l'édition d'un Annuaire de l'océan Indien dont le premier volume vient de paraître.

Le Centre d'étude et de recherches sur les sociétés de l'océan Indien est responsable de l'élaboration de cet ouvrage. On trouvera notamment dans le tome I (1974) une description géographique et pelitique des pays riverains et une snalyse des échanges extérieurs. Parmi les études portant sur des cas d'espèce : la comparaison de deux institutions socialistés propres à la région : le fokonolona malgache et le village ujamas tanzanien (par Frank Moderne). Le Réunion, l'île Maurice et Madagascar occupent une bonne place dans ce volume, qui contient aussi d'abondantes informations chronologiques et bibliographiques. A noter encore l'article d'Yves Prats : « L'océan Indien, xons stratégique ».

Annuaire des pays de l'océan Indien,

Annuaire des pays de l'océan indien, publié avec la concours du C.N.R.S., Presses universitaires d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence. 1976, 605 pages.



Supériorité des flottes mobiles sur les bases

entretenues à l'étranger

a décrété plus tôt que prévu son indépendance, en juin 1975, entrainant les représailles de Paris : suppression des crédits dès juin 1975, retrait des fonctionnaires et enseignants français en décembre de la même année ; référendum et instauration d'un statut semi-départemental à Mayotte en février 1976. De plus, le gouvernement malgache a revendiqué les fiots conservés par la France autour de la Grande He (voir l'encadré : « La chasse aux cullour») ; à l'île Maurice, la France a perdu son meilleur aillé, en la personne de l'ancien ministre des affaires étrangères, Gaétan Duval, qui a dû quitter la coalition gouvernementale en 1973 ; enfin, à la Réunion, la poussée de la gauche autonomiste — majoritaire lors de l'élection présidentielle de mai 1974 — se confirme. ES positions françaises dans l'océan Indien, qui n'étaient pas négligeables, ont subi depuis quelques années un effritement constant. En 1972, en effet, Madagascar tant. En 1972, en effet, Madagascar a conquis ce que ses dirigeants ont appelé sa e seconde indépendence », et exigé le retrait des mille parachutistes français de la base d'Ivato, près de Tananarive, des cinq cents légionnaires et des quatre cents marins stationnés à la base navale de Diego-Suarez, dans le nord du pays. Une serie de réformes et de nationalisations ont achevé d'enlever à l'ancienne « métropole » la plupart de ses prérogatives. À la suite d'une « fausse manœuvre » du Pariement « fausse manoeuvre » du Parlement français — qui tenait, maigré l'avis du gouvernement, à détacher Mayotte de l'ensemble comorien, — l'archipel

LA FLOTTE FRANÇAISE DANS L'OCÉAN INDIEN

EPUIS 1972, la marine fran-caise a disposé dans la « zone maritime de l'océan Indien » une flotte qui a atteint en 1976 un

effectif de quinze et vingt unités (soit le dixième de ses moyens) et

soutient la comparaison avec les forces similaires des marines améri-caine et soviétique. Cette escadre,

commandée par un amiral embarqué à bord du Charente (25 000 tonnes), comprend notamment deux sous-marins classiques d'attaque, le Maraouin et le Junon, avec leur bâtiment de soutien logistique; trois avisous escentiants et tots escentiants

avisos-escorteurs et trois escorteurs

d'escadre (tous équipés de missiles) ; des patrouilleurs rapides ; un trans-

port de chalands de débarquement, l'Ouragan (14 998 tonnes) ; un bâti-ment-atelier polyvalent, le Jules-Verne (le premier du genre, affecté à l'océan Indien depuis juillet 1976),

et quelques bâtiments logistiques. Cette flotte permanente est ren-forcée périodiquement par des grou-

force periodiquement par des grou-pes d'escadre effectuant dans l'océan Indien des campagnes de quelques mois (Saphir, Mousson, etc.), cen-trés autour d'un bâtiment à forte couverture aérienns (les porte-avions Clamancasu et Foch, ou le porte - hélicoptères Jeanne-d'Aro.

L'ensemble de ces unités, en liaison avec les forces à terre à Djibouti,

la Réunion ou Mayotte, effectuent périodiquement des manœuvres inter-armes : « Ylang-Ylang » en

1974, « Orchidée » en 1975.

confirme.

A Djibouti — escale traditionnelle des navires et des unités françaises en route vers le sud de l'océan Indien ou vers l'Extrême-Orient et les possessions du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie), — la situation n'a cessé de se détériorer depuis 1973. L'opposition, contenue jusque-là par un haut commissariat français et un gouvernement local aux méthodes pour le moins discutables, a réussi à se regrouper sur une base inter-ethnique, puis à opérer la liaison avec la gauche française, à intéresser à son sort la plupart des grandes organisations internationales — Ligue arabe, pays

« Je dis bien : occidentales... »

LES avis sont partagés sur l'intérêt stratégique du territoire. M. Mi-chel Debré, ancien premier ministre, député de la Réunion — qui s'est député de la Réunion — qui s'est efforcé sans succès d'enrayer cette érosion des positions françaises dans l'océan Indien, — considère que « tout retrait, toute jatolesse de la part de la France, tout afjadissement de sa foi dans son rôle mondial serait négate pour elle, pour les peuples qui lui jont confiance, pour l'Occident dont elle porte l'image». Il ajoute, à propos de Djibouh: « Le retrait des troupes françaises serait la fin des chances occidentales dans l'océan Indien, je dis tren, occidentales...» (1). Mais ces convictions ne sont pas celles de la plupart des stratèges français. En 1975, l'amiral tèges français. En 1975, l'amiral Schweitzer, qui commandalt les forces françaises au sud de l'ocean Indien, estimait que « les bases construites à grands frais hors des

L'irrésistible érosion des positions françaises

islamiques, Nations unies, Organisation de l'unité africaine, groupe des non-alignés, — à faire enfin la démonstration de sa force à plusieurs reprises en 1975 et en 1976 en résistant aux manœuvres des partisans d'Ali Aref, des forces françaises d'Occupation, ou de groupes extrémistes en liaison avec Addis-Abeba ou Mogadiscio, et en organisant d'imposants rassemblements de masse. Après avoir longtemps para hésiter, la France a dû reconnaître en décembre 1975 la «vocation à l'indépendance» du Territoire français des Afars et des Issas, qu'un référendum organisé au début de 1977 rendra irréversible. Le surt de la base française — sept mille hommes en 1976, soit la plus grande concentration de iroupes outre-mer — est encors en suspens; mais son maintien a été renis en question par la plupart des parties en cause, de même qu'a été réclamée la destruction du barrage de barbelés et de mines qui enserre la ville de Dilbouti. Les troupes stationnées à Dilbouti comprennent le 5° régiment interarmées d'outre-mer (RIAOM), la 13° demi-brigade de la Légion étrangère (ces deux unités sont équipées de chars AMX-13, de missiles et l'hélicoptères), une escadrille de chasseurs F 100-Super Sabre et des avions de transport, plusieurs groupements de gendarmerie (escadron merie nomade), et plusieurs patronilleurs de la marine nationale.

territoires nationaux soulèvent des problèmes politiques tels que les inconvénients sont plus grands que les avaniages. L'époque actuelle est aux flottes mobiles de haute mer, disposant d'une logistique de ravitallement et de navires-ateliers pour leurs réparations qui les rendent autonomes ». De ce point de vue aussi, Mayotte — en raison d'un environnement hostile, avec les Comores, Madagascar et le Mozamhique — et la Réunion — à cause de la pression du courant autonomiste — ne sont pas des points d'appui très sors pour la France. Des unités de la flotte française mouillent dans la rade de Dasoudzi (Mayotte), mais l'armée — et plus encore le gouverl'armée — et plus encore le gouver-nement — hésitent à y édifier une base. Une grande partie des person-nels militaires chassés de Madagascar ont bien été transférés à la Réunion, où ils occupent une trentaine de

casernements et constituent désormais un acteur de poids dans la vie
politique et sociale de ce département; mais ces installations sont
provisoires, et aucun projet de grande
base aéro-navale n'est à l'étude.
Cela ne veut pas dire que la France
se désintéresse de cette région, bien
au contraire. L'amiral de Joybert,
ancien chef d'état-major de la
marine, lorsqu'il s'inquiétait en mars
1976 de la a prodigieuse montée en
puissance de la marine soviétique,
pensait notamment à l'océan Indien, pensait notamment à l'océan Indien, par où transitent une partie appréciable des approvisionnements français; l'amiral Joire-Noulens, chef d'état-major de la marine, a visité en 1975 la Réunion et expliqué à l'opinion locale l'utilité de la « force d'intervention » assez imposante pensait notamment à l'océan Indien

entretenue par la France dans cette partie du monde, qui s'est renforcée à mesure que les points d'appui tra-ditionnels de la France se dérobalent ditionnels de la France se dérobalent (voir l'encadré: « La flotte française »). Cette force — essentiellement navale — est secondée par un « dispositif inter-armées d'intervention » de dix-sept mille hommes environ, basés dans le sud de la France et disposant des moyens aériens nécessaires (2).

(1) Déjense nationale, février 1976 : C Océan Indien 1976 : présence de la France, gage de paix et d'espérance ». (2) Faute de pouvoir compter, pour le moment, sur des avions de type e Hercules », cette force est tributaire de kransports moyen-courriers, type e Transall », ou d'avions de ligne réquisitionnés.

«La chasse aux cailloux»

la colonisation de Madagascar, — de quelques lles minuscules autour de la « grande île » : Juan-de-Nova (au sud-ouest du cap Saim-André), Europa (au milieu du canal du Mozambique), les Giorieuses (au nord-ouest de Diégo-Suarez), Tromelin et Bassas-de-India. Désolés, inhabités, quelques-uns de cas llots ont servi de station météo pour détecter les cyclones, très fréquents dans cette région ; mais les photos par satellites leur ont ôté cette lonction depuis quelques années. Dans l'un d'entre eux - Juan-de-Nova un « colon » à l'ancienne a lait travailler à la trique quelques prisonniers,

pour y extraire un peu de phosphale. Mais deux feits nouveaux interviennent : Madegascar, en mai 1972, chasse le président, Philipert Tsiranana, et prend ses distances avec la France ; au même moment s'ouvre, dans l'océan indien, la grande chasse aux « callioux » qui doit permettre aux puissances militaires d'éditier, sur des îles isolées et nhabitées les - bases-ricochet - dont les Etats riverains ne veulent plus. Fort de sa « seconde Indépendance », le gouvernement malgache étend donc, par décret, en septembre 1973, ses eaux territoriales à 90 kilomètres et les limites de son plateau continental à 180 kilomètres. Les conditions d'une curiouse « guerre des boutons » sont alors réunles...

Dans un discours, quelques semaines plus tard, le ministre des attaires étrangères d'alors, M. Didier Ratsiraka - qui est le président d'aujourd'hui avartil que ces nouvelles limites englobent tout naturellement les Glorieuses, Juan-de-Nove et Europa. A Paris, on prévient très sérieusement l'état-major des forces trançaises de l'océan Indien, à Saint-Denis de la Réunion : « Eventualité action militaire malgache sur îlots contestés. » Aussitöt, l'armée française installe une dizaine de légionnaires et un gendarme sur chacune de ces vieilles = prises » coloniales. Et on attend... une invesion qui ne vient pas Les Malgaches, qui n'avaient pas grand-chose à installer dans ces îles, sinon leur amour-propre, choisissent d'en rester là. Profitant du répit, les Français s'affairent : on construit ou on rentorce

de petits terrains d'aviation ; on édifie des stations de transmissions ; on prévoit même des équipements pour le tir de fusées soi-eir. Bret, voilté de petits Diego-Garcia « à la trançaise » qui voudraient se prendre au sérieux. Placide, le président Ratsiraka — un ancien capitaine de frégate — observe ces préparatifs et, sans rien faire, reste partisan de la démilitarisation de l'océan Indien. (« Qu'ils nous fichent la palx... »)

«Défection» des alliés, revers au Vietnam et sécurité nationale

Face à l'U.R.S.S. et à la Chine, les Etats-Unis prennent la relève

ONFRONTEE à des défections chez ses alliés, obligés d'envisa-ger « l'après-Vietnam » et de procéder aux réductions de dépen les, contrainte aussi de tenir compte de la montée des nationalismes et de la séduction toujours exercée ment, les Etats-Unis avaient préparé, dès la fin de années 60, une atratégle de rechange. C'est la « doctrine Nixon », formulée en 1969 à la base américaine de Guam, où étalent réunis plusieurs chefs d'Etats am is et riverains de

l'ocean Pacifique. Les principes fondementaux sont les suivants : les Etats-Unis continueront d'assumer tous les engagements auxquels its ont souscrit par traités; ils fourniront protection à toute nation dont la survie est considérée comme vitale pour la sécurégion concernée, si une telle nation est menacée par une pulssance nucléaire; et, dans le cas où d'autres types d'agression se produiraient, les Etats-Unis fourniralent à la nation menacée, et sur sa demande, l'assistance mili-

en veillant à ce que la nation en question assure la responsabilité initiale de sa défense par ses moyens propres. Le rapport Rogers, sur la politique étrangère des Etats-Unis pour 1970-1971, éprouvait aussitôt le besoin signifiait pas un retrait de l'Asie, mais qu'elle avait pour but d'établir. - sur des bases plus réalistes », la continuité du rôle des Etats-Unis sur le continent asiatique. - Nous resterons un e puissance de l'océan Pacifique,

en Asie soit plus adaptée à la situation, tout en donnant à notre diplo-

Dès cette époque, le Pentagone, qui comptait donc reconstituer sa réserve stratégique du Pacifique et espérait continent asiatique, avait envisagé de farmer certaines bases aériennes et navales au Japon (Okinawa) et aux Philippines (Sangley), et d'étendre sa politique de présence dans l'océan Indien. Mais l'évolution de la situation

VII flotte autour de cet objectif ont contrecarré ses projets. L'engagement américain dans l'océan Indien remonte, en falt, à 1973 : lors de la guerre israélo-arabe, un porte-evions de la VII flotte a été détaché dans l'océan ont opéré sans interruption dans cette région (1).

(Lire la suite page 22.)

(1) Engelheart, Pacific News, 3 avril 1974.

Projet de démilitarisation

rivalités régionales...

.

DES RIVERAINS

A rivolité entre grandes puissances n'ex-plique pas seule la militarisation crois-sante de l'océan Indian. On assiste depuis une quinzoine d'années à un véritable réveil de la majorité des quarante pays riverains de cette zone. Certains se sont affranchis des liens néo-coloniaux et out choisi la voie socialiste : ils constituent alors une menace directe pour le système capitaliste dans son ensemble, qui cherche à l'encercler; ils sont épaulés par les grandes nations communistes qui s'y livrent parfois à une certaine surenchère idéologique, technique ou militaire. D'autres ont maintanu des liens étroits uvec les nciennes paissances coloniales et en ont développé de nouveaux avec les Etats-Unis ; toute-fois, la consolidation de leurs économies, la fois, la consolidation de leurs économies, la valorisation de leurs ressources naturelles en font des partenaires de plus en plus exigeants, devenir parfois pour le capitalisme occidental des concurrents en puissance.

Certes, la situation reste « saine » pour les intérêts occidenteux dons quelques secteursclés : les archipals de l'est de l'océan Indien, le Golfe, l'entrée ouest de la mer Rouge (Egypte, Israël, Arabie Sagudite). Quelques « heureus surprises » ont même été enregistrées récemment : un coup de borre à droite au Koweit, où l'émir a préféré interdire à l'opposition propalestinienne de s'exprimer au Parlement et dans la presse, mettant fin à la dernière expé-rience « libérale » au Proche-Orient (1); le coup d'État militaire d'octobre dernier en Thailande, qui s'est accompagné d'une impitayable « chasse aux communistes » et devrait per-

mettre à l'armée américaine d'utiliser à nouveau certains géroports pour des escales sur la route des Philippines à Diego-Garcia. Cependant, le caractère totalitaire de la plu-

oart des régimes alliés de l'Occident n'est pas forcement une assurance sur laur vie à long

 AUX PHILIPPINES, pour la première fois depuis l'instauration de la loi martiale en 1972, des émeutes ont écloté le 10 octobre du président Marcos, et des guérilles « pro-muoistes » continuent d'entretenir la tension dans certaines régions de l'archipel;

● EN MALAISIE, une nouvelle chasse eux sorcières a révélé l'étendue de l'implantation des socieurs progressistes (deux ministres et le propriétaire du plus grand groupe de pressa ent été arrêtés pour activités « pro-commu-

A SINGAPOUR, le parti d'action populaire (P.A.P.) du président Lee Koon-yew vient d'être exclu de l'Internationale social-démocrate, en raison des sévices que so police fait

EN INDONESIE, où le régime du président Suharto n'a dû sa survie qu'à la liquidotion physique de plusieurs centaines de milliers de sympathisants communistes, la corrap-tion a atteint de telles proportions que les plus hautes autorités religieuses — pourtant favo-robles dans le passó à l'élimination de l'exdu chef de l'Etat :

A TIMOR, la « pacification » engagés à la suite de l'invasion de l'île par les forces armées indonésiennes se heurte à la vive résistance du FRETILIN, qui n'a nullement

(1) Cf. l'article de Chris Kutschers ; « L'émir du Kowelt devant une balbutiante démocratie » dans le Monde diplomatique d'octobre 1976. (2) Cf. Le Monde. 13 octobre et 19 novembre 1976. et le Monde diplomatique de novembre

1976. Il le action de la firme de matériei électronique Rockwell international cont été tuée, le 28 soût 1978 à Téhéran, par un commando qui aurait déjà à son actif l'exécution de trois colonels de l'armée américaine depuis 1973.

disparu, notamment dans le sud de l'île, qu'il contrôle en grande partie;

● EN THAILANDE, la violence même de la répression a en pour effet de rejeter vers les maguis « rouges » des étudiants et des militants démocrates, accraissant ainsi l'insécurité dans les zones frontières avec le Laos et le Cambodge (2) :

● EN IRAN, « pays des mille et une prisons », le régime de fer imposé par le choh rend pour le moment toute évolution démo-crotique improbable, mais la présence dans

un avenir proche de plus de cent mille « conseillers » et techniciens américains ou européens pourrait donner un novyeau souffle aux nationalistes radicaux (3);

● Dans le sultanat d'OMAN, la corruption et la spéculation entraînent des tensions sociales nouvelles, alors que l'Etat consacre 40 % de son budget aux dépenses militaires afin de se dater d'une armée capable de conte-nir définitivement la poussée des guérilleros

(Lire la suite page 22.)

-La prolifération nucléaire

 $m{D}^{ ext{EUX}}$ puissances estatiques poursuivent actuellement des expériences atomiques, en vue de se doter d'un armement de type nucléaire :

🌢 LA CHINE a procédé à son premier essai en 1964. L'essai du 17 novembre 1976 — le vingt et unlame depuis le début des expériences et le quatrième pour l'année en cours - a permis de faire exploser une charge de 4 mégatonnes. Selon certaines informations, la Chine atteindrait l'an prochain le stade des missiles intercontinentaux, et serait en mesure de lancer des missiles de type SLBM (embarqués à bord de sous-marins) à partir de 1982.

● L'INDE , sa première bombe atomique a explosé le 18 mai 1974, Depuis 1970, un plan quinquennal de recherche et d'équipement d'un montant de 1 millierd de dollers est entré en application il est destiné à doter le pays des bombes et des vecteurs nécessaires pour équiper son armée. La péninsule produit environ 200 kilos de plutonium par an, ce qui suffit à fabriquer une frentaine de projectifes de faible puissance. L'inde n'a pas signé le traité de non-prolifération

Plusieurs pays riverains de l'océan Indien sont sur les rangs, quoiqu'ils ne soient pas encore en mesure de construire eux-mêmes des armes etomiques :

● Le PAKISTAN, surtout depuis le début des expériences en Inde, manifeste un intérêt oroissant pour l'industrie nucléaire. Le projet de construction d'une usine de retraitement de combustible nucléaire irradié, signé récemment avec la France, devait lui permettre de disposer du plutonium nécessaire à ses besoins, et d'intéresser la clientèle « régionale » (Iran, Japon). L'opposition des Etats-Unis, assortie d'une menace d'interrompre teurs lournitures d'armes à ce pays membre du CENTO, pourrait capendant compromettre la projet.

L'AFRIQUE DU SUD, qui a conciu récemment avec la France un contrat pour la tourniture d'une cantrale nucléaire classique, dispose d'une avance technologique qui pourrait l'inciter à utiliser le plutonium irradié ainsi produit à des tins de recherche militaire (le pays est un des

principeux producteurs d'uranium du monde). ● L'IRAN a signé la tralté de non-prolitération nucléaire, mais il peut le dénoncer s'il luge que les ellorts déployés au Pakistan et en Inde menacent sa propre sécurité. Ses moyens technologiques sont pour le moment insuffisants pour produire des armes nucléaires, mais il a l'avantage, par rapport à beaucoup d'autres pays, de pouvoir... se les payer.

(Suite de la page 21.)

Leur action a obéi à une série de critères que le contre-amiral Labrousse résume ainsi :

duction et de l'évacuation massive par mer de la gigantesque réserve d'énergie que représentent les pétroles du golle Persique et de la péninsule Arabique; - Détendre l'Atrique, et particulièrement l'Alrique orientale, contre les dangers venant de l'Asie, toyer des

-- Ne pas laisser l'U.R.S.S. emplir le vide créé par le dégagement britan-

nique à l'est de Suez : Aider Firan et le Pakistan, sentinelles du golle Persique :

Le repli sur les grands archipels

A L'EST de l'océan Indien — qui est aussi l'ouest du Pacifique... — les Etats-Unis ont entrepris de se replier sur les grands archipels, considérés relle des côtes pacifiques des Etats-Unis »; au centre, ils ont décidé de renforcer leur présence militaire, avec, notamment. Diego-Garcia : à l'est, du nord au sud, ils sont en train de fortifier leurs alliés principaux - Iran, Arabie Saoudite, Ethiopie, Kenya, — Ils favorisent les entreprises de • déstabilisation - dans les pays progressistes - Sud-Yemen, Somalie, Tanzanie, Mo-

- Maintenir en Inde l'affort indispensable pour permettre à ce pays de résister à la pression chinoise tout en disputant la première place à l'U.R.S.S.;

naux de sécurité collective (S.E.A.T.O.), les avants-postes du pulasant barrage (Thaliande, Malaisie, Vietnam, Singepour, Philippines) qui sépare l'océan

- Conserver l'Indonésie en dehors de la sphère d'influence comm

- « Maintenir, avec la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zé-lande, une présence militaire dans le Sud-Est asiatique, pour lutter contre l'expansion chinoise et limiter la pulssance soviétique (2). =

d'obtenir un règlement modéré en Afrique australe, pour éviter que les bastions blancs no devienment ceux du La partie avancée du système mili-

taire américain à l'est de l'océan Indien — les bases sur le continent asiatique - a beaucoup souffert de l'évolution récente : Il a failu partir — et dans quelles conditions ! — du Vietnam, du Cambodge et du Laos; les demières bases occupées en Thai-lande ont dû être évacuées en juin 1976 (il s'agissalt de la base aérienne d'Utapao, d'où partaient les bombar-diers B-52 pour le Vietnam, et de la

station d'écoute de Ramasoon, qui permettalt de surveiller les mouvements de troupes dans toute l'Asia continentale). Et si la présence américaine reste importante en Corée du Sud (quarante-deux mille hommes), Washington cherche à associer de plus en plus la diplomatie nippone à la « dé fense • de ce pays.

Le Japon est considéré, par les Etats-Unis, comme leur allié privilégié dans cette zone où il joue un rôle de taire) comparable à celui de la République fédérale d'Allemagne en Europe. Mais Washington déverse également sur l'indonésie une pluie de dollars afin de s'essurer de sa fidélité : l'administration Ford a demandé cette année au Congrès de doubler l'aide et les autorisations de vente d'armes à ce pays. Les Etats-Unis ont déjà fourni à l'armée indonésienne les movens sériens nécessaires pour contrôler les quatorze mille îles de l'archipel ; îls leur ont, entre 1970 et 1975, cédé une dizaine de bâtiments de guerre, qui s'aloutent aux quatorze navires déià internationale pour le développement) a formé des officiers et les responsables de la police. Les commandes en équipements américains pour l'année fiscale 1975-1976 s'élèvent à 48,5 millions de dollars, que Djarkarta financera en partie grace à ses importantes ressources pétrolières. De plus en plus. l'indonésie du général Suharto apparaît comme une puissance régionale qui considère que tout changement

d'équilibre intervenant sur la façade est de l'océan indien menace sa propre

Hormis la Thailande, l'ensemble des pays appartenant à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) peuvent être considérés comme des alliés surs pour les Etats-Unis, Cependant, les responsables américains doivent parfois faire face à ce qu'ils appellent des « crispations nationalistes - : périodiquement, l'un ou l'autre de ces pays penche pour la neutralisation de la zone, et lâche la bride à une opinion volontiers hostile la présence de soldats étrangers. La Malaisie (qui fut cendant plus d'un siècie le symbole de la prédominance anglaise en Asie méridionale), les Philippines (où les Américains entrationnent une très grosse base), sont — à l'instar de l'Indonésie — des pays qui se sentent un peu - orphelins » après la détaite américaine en indochine et le recul partiel d'un allié auquel ila doivent presque tout, de leurs armes à leur monnaie. Certains, comme le président Marcos (Philippines), sont tentés - malgré leurs préventions d'esquisser un rapprochement avec Pékin, afin de conjurer un éventuel soutien aux maquis de libération nationale, endémiques dans certaines ré-

cents îles de la Micronésie (îles Caro-line, Marianne, Palan, Marshall), placées sous le protectorat de Washington, font du Pacifique un véritable « lac

- où n'habitent que cent vingt stille personnes - sont sous mandat depuis 1947, sous l'appellation de « territoire stratégique ». Le Pentagone y a établi plusieurs bases aériennes ou navales et des relais de télécommunisations qui viennent compléter le très solide dispositif Hawai - Okinawa - Guam. De plus, une ligne nord (Corée, Japon),sud (Australie, Nouvelle-Zélande), qui relle entre eux les principaux alliés des Elets-Unis dans cette récion, traverse les archipeis de la Micronésie.

Grâce à l'élection, en décembre 1975, d'un gouvernement conservateur à Sidney, les Etats-Unis ont rétrouvé un allié de poids dans le Pacifique eud. Le nouveau premier ministre australien a, en effet, condamné très nettement, en juin demier, la poliseur. Son cabinet considère le projet de - démilitarisation - de l'oc Il a'inquiète de ce qu'il considère comme un accrolesement de la présence soviécontacts à ce sujet avec la République populaire de Chine : « A cause de ela, a déclaré le premier ministre australien, nous soutenons le développement de la base Diego-Garcia. Il est contraire à nos intérêts que l'équilibre de la région soit modifié au détriment de notre principal allié, les États-

(2) a Influences dans Poctan Indien a,

Instruments essentiels de la stratégie américaine

Mais, pour l'essentiel, fidèles à l'esprit de la « doctrine de Guam », Washington se repose sur deux alliés de choix : l'Arabie Saoudite et, surtout, l'Eran. Ces pays constituent ainsi l'axe d'une véritable « sainte-alliance » du conservatisme dans le Goife et le Proche-Orient. Ils se sont d'afflenre répartie les tênhes ES Etats-Unis sont les princi-paux héritieus de la Grande-Bretagne dans le Golfe. Depuis le début des années 60, la marine américaine entretient d'ailleurs à Barhein un petit détache-ment — la Middle East Force — composé d'un bâtiment-amiral, qui compose d'un naument-amirai, qui croise en permanence dans ces eaux et de deux frégates ASM ou des-troyers relevés périodiquement. Ces unités ont également accès, depuis 1975, à l'île de Masirah, une dépensont d'ailleurs répartis les tâches, Ryad fournissant l'argent, Téhéran s'occupant de la sécurité. L'Arable Saoudite, dont les revenus pétrollers sont considérables (mais captés à 1975, à l'île de Masirah, une dépendance d'Oman. Depuis 1973, cette force permanente est appuyée plusieurs fois par an par le « task group » détaché de la VII* flotte du Pacifique, centré en général autour d'un porte-avions (en janvier et février 1975, par exemple, l'Enterprise; en novembre et décembre 1975, le Midway), accompagné d'un croiseur, d'un destroyer et d'un ou deux transports de troupes, Quoique faibles en apparence, ces forces dépassent sans doute en puissance réelle celles qui sont alignées dans cette région par l'Union soviétique. Elles sont aldées dans leurs missions par un réseau très dense d'écoute sont considerables (mais captés à la source par un système politique féodal), épaule financièrement une partie des Etats de la région : elle à notamment ouvert à l'Tran un crédit énorme (1 200 millions de dollars), pour l'aider à faire face à des investissements qui frülent la démasme. tissements qui frôlent la démesure elle a également investi des sommes elle a également investi des sommes importantes en Egypte, en Jordanie et en Syrie, et entretient, dans plusieurs pays, des groupes para-policiers et des associations musulmanes intégristes. L'Arabie Saoudite équipe elle-même son armée, et elle avait, en 1974-1975, le quatrième badget militaire du Proche-Orient (1575 millions de dollars), derrière l'Egypte (6310 millions), Ilran (5694 millions), Israël (3503 millions), mais avant l'Irak ou la Libye Une firme privée américaine, dont le personnel est surtout composé de vétérans des guerres du Pacifique et d'Indo-

chine, a été chargée d'entraîner les unités saoudites (1). Mais le principal agent de la « Pax

Mais le principal agent de la « Pax Americana » d'ans ce secteur est l'Iran, qui occupe une position-charnière dans la partie nord de l'océan Indien, avec des ambitions à la mesure de ses moyens. Equipée et formée par les Américains — l'ambassadeur des Etats-Unis en Iran est, depuis plusieurs années, M. Richard Helms, ancien directeur de la C.I.A. — l'armée iranienne est actuellement en mesure de rayonner actuellement en mesure de rayonner dans toute la région, ce qui s'accorde dans toute la région, ce qui s'accorde blen avec la conception très extensive que le chan a de la sécurité de son empire. Elle a occupé, en 1971, trois ilots au milieu du détroit d'Ormuz, porte du Golfe : Abou-Moussa, Grande-Tomb et Petite-Tomb ; elle a soutenu activement la rébellion kurde de l'émir Barzhani, puis est intervenue directement — avec près de dix mille hommes, une cinquantaine d'hélicoptères et plusieurs navires de guerre — contre les maquisards du Front de libération d'Oman, pratiquement défaits à la fin de l'année quement défaits à la fin de l'année 1975; elle a aidé, enfin, le régime d'Ali Bhutto au Pakistan à venir à bout de la rébellion baloutche. Les navires iraniens commencent à prendre en charge une partie de la « sé-curité » de la route du pétrole, le

long des côtes arabes et africaines, jusqu'à l'île Maurice et au Cap. En mai 1973, le chah avait confié à Newsweek qu'il comptait blen assurer lui-même la sécurité dans cette immense zone, « puisque l'Amérique répugne elle-même à y jouer le rôle de condarne.

Deux nouveaux gendarmes : l'Iran et l'Afrique du Sud

Les efforts d'équipement de l'armée iranienne sont également considé-rables. Avec l'aide britannique, et surtout américaine, la marine ira-nienne est devenue la plus impornienne est devenue la pius impor-tante de cette zone : elle dispose de destroyers lance-missiles et de la pius importante flotte d'aéroglisseurs du monde. Quatre-vingts chasseurs F-14 ont été commandés en 1974 sux Etats-Unis et commencent à être livrés. Une industrie nationale d'arrements est en cours d'arrelad'armements est en cours d'instal-lation, en étroite collaboration avec les principaux constructeurs américains, notamment Hugues Aircraft, Northrop Corporation et Rockwell International. En 1980, l'Tran pourrait être en mesure d'assurer totale-ment la maintenance de son matériel Washington estimerait que la réali-sation de tous les contrats militaires et économiques conclus par l'Tran avec les seuls Etats-Unis rendra nécessaire, à partir de 1980, la pré-sence de cent cinquante mille Amé-ricains dans le paye (2).

Le budget militaire iranien, qui n'était encore que de 8,5 millions de dollars en 1960, atteint maintenant 5 milliards environ. Les dépenses principales concernent l'aménagement d'un anneau de bases autour des côtes iraniennes, à Khark, Bushehr et Kish, Bandar-Abbas, sur Bushehr et Kish, Bandar-Abbas, sur le dékroit d'Ormuz, est un complexe militaire d'un coût de 200 millions de dollars, et Chahbahar, une base aéronavale près de la frontière pakistanaise, suppose un investissement de 600 millions de dollars, ce qui en fera, vraisemblablement, la plus grande base aéronavale de tout l'océan Indien. Les sommes en jeu sont si fabuleuses que les « bavures » ne sont pas rares : le 23 février sont si fabuleuses que les « bavures » ne sont pas rares ; le 23 fevrier 1976, l'ancien commandant en chef de la marine iranienne ainsi qu'une douzaine d'officiers supérieurs ont été reconnus coupables d'avoir obtenu des commissions importantes de firmes américaines spécialisées dans le matériel de télécommunications à destination de ces bases du Goife.

(1) Rechid Jawad, « Main basse sur (2) Pacific News Service, 3 avril 1974;

(Suite de la page 21.)

Elles sont aldes dans leurs missions par un réseau très dense d'écoute et de transmissions disposé aux quatre coins de l'océan — Abu-Muss en Iran, Kagnew en Ethiopie, Silvermine en Afrique du Sud, Subk-Bay aux Philippines — et relié, blen entendu, à la base de Diego-Garcia.

A plus court terme, péanmoins, la situation est autrement préoccupante pour les intérêts occidentaux sur toute la façade estafricoine, de la sortie de la mer Rouge aux îles du sud de l'océan Indien. En quelques années, en effet, une sorte de « barrière progressiste » s'est peu à peu constituée, qui tend à « équilibrer » les fendances pro-occidentales de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, et menace la nouvelle route du pétrole. Un rapide survol de cette « barrière », da zord au sud, permet d'évaluer les changements

● YEMEN DU SUD (Aden): cette République « démocratique et populaire » (depuis 1970) a dû limiter récemment son aide ou mouvement de libération du Dhofar et se rapprocher de l'Arabie Saoudite (son « ennemi historique »), afin d'éloigner de ses frontières les troupes iraniennes appelées par le sultan Qabous, ·llié de Ryad. Mais elle reste un foyer actif de l'anti-impérialisme militant dans

• ETHIOPIE : dans l'ancien empire, la « révolution » paraît de plus en plus introu-voble ; les exécutions et règlements de comptes se succèdent au sein d'une classe dirigeante

où la « ligne conservatrice » semble avoir marqué des points en 1976. Mais, en dépit d'une reprise de la coopération militaire avec les Etats-Unis, le pays ne présente plus pour les intérêts occiden sante : des régions entières sont rebelles au pouvoir central ; le parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PERP) développe clandestine-ment son implantation ; et les deux Frants de libération de l'Erythrée (F.L.E. et F.L.P.) poursuivent un combat de guérilla qui dure de pie à la mer Rouge.

• DJIBOUTI : l'issue du référendum sur l'indépendance que la France s'est résignée à organiser pour le début de l'année prochaîne ne faisant aucun doute, la question est de savoir quelle forme de régime choisira la population de ce petit pays, et quels rapports de coopération il étublira evec la France (qui voudraît sauvegarder une partie au moins de ses intérêts militaires), l'Ethiopie (qui tient à ce débouché ferroviaire et portuaire sur l'oce Indien), la Somalie (qui redestre à la fois le maintien de la présance coloniale française et et une annexion par l'Ethlopie). Un débat interne — qui n'est pas tranché — met aux prises la Ligue populaire pour l'indépendance de Hassan Gouled et Ahmed Dini (une for-mation multiraciale aux options socialisantes encore timides, mais très largement majoritaire

dans le pays), à des mouvements d'extrême gauche plus pressés d'en finir avec la présence française, mais minoritaires et divisés (le F.L.C.S., basé à Magndiscio; le M.P.L., à dominante Afar).

● SOMALIE : si Djibouti parvient à conqué rir une indépendance qui ne soit pas purement formelle, c'est en grande partie à ce pays qu'il le devra. L'ancien « creuset à aumônes » de la come orientale de l'Afrique vient de fêter le septième anniversaire de la prise du pouvoir par les forces progressistes : cette société nomade s'est lancée à la découverte d'une vie nouvelle, obtenant des résultats considérables dans la lutte contre le sous-développement, la sécheresse, l'analphabétisme, ou dans la sédentarisation des pasteurs, là où tant de régimes ont jusqu'à présent échoué. un des pôles progressistes les plus solides de la région : elle appuie activement les luttes de libération sur le continent (sous la présidence de Siaad Carre, chef de l'Etat somalien, l'O.U.A. avait vécu en 1974-1975 une année faste, comparée à celles qu'elle a connues depuis) et sert utilement de pont entre le monde arabe

• KENYA: c'est le « golden boy » de la côte est-ofricaine, et le capitalisme y règne en moître. Cependant, le pays, dirigé par le vieux « Mze » (le « guide » Kenyatto), traverse une passe difficile : lié étroitement aux économies occidentales, il importe en même temps leur inflation; la Communauté est-ofricaine est l'ombre d'elle-même; les inégalités sociales et racioles restent la règle, et l'augmentation du chômage et de la corruption introduit un clément explosif dans une vie politique déjà fort agitée depuis l'assassinat d'un ancien tre en 1975 et l'emprisonnement de plusieurs députés contestatoires, sons que, pour autent, le problème de la succession du président Kenyatta soit réglé.

· ZAMBIE, RHODESIE, MALAWI, BOTS-WANA: sons être à proprement parler riveroins de l'océan ladien, ces pays en dépendent étroitement pour leurs approvisionnements. La Zambie, toute occupée à ménager les voies de passage à son cuivre, s'était engagée impra-demment dans le Real-politik de M. Vorster et a de faire morche en arrière depuis que l'UNITA de M. Jonas Sovimbi a essuyé une défaite en Angola. En Rhodésie, alors que la conférence de Genève marque le pas, une extension de la guérille paroît inévitable; le division des nationalistes en factions concurrentes pourroit alors se résorber sur le terrain, tandis qu'une communauté d'origine européenne ancrée dans ses certifudes et ses privilèges aurait à payer le prix fort. Le Malawi et le Botswans, très liés jusqu'ici à l'Afrique du Sud, ont profité du grand remue-ménage en Afrique australe pour prendre leurs distances avec leur encombront

Spark and

Balance of the Control

Part I

R. C.

M & /2 ---

- 11 mm

The same of the sa

A

A COL

And the second

And the second

Section 201

340 ---

S. hater

A STOREGIE

Section 19 Section 19

d addition of the second

- 42

1 pm 1:

Juanes Commission

·-

• TANZANIE : Le plus ancien des pays progressistes de la côte est-africaine vit des temps difficiles. Sa production agricole est tombée; les prix ont fortement augmenté, obligeant le gouvernement à faire des écono-mies sur tous les budgets sociaux ; l'expérience de l'Ujamae (villages socialistes) a marqué le pas ; les concessions au « modèle » occidental se multiplient (accent sur les cultures d'exportation, appel aux capitaux étrangers). L'achèvement de la voie ferrée du Tamzam, la solidité de l'Etat fédéré de Zanzibar et l'Indépendance du Mozambique (qui doit beaucoup à la solidarité tanzanienne) lui promettent cependant un avenir plus engageant, pour autant qu'une nouvelle impulsion soit donnée

L'explosion nationaliste

● MOZAMBIQUE : Pour cette ancienas colonie portuguise, c'est l'an 11 de l'indépen-dance, et le début d'une reconstruction difficile qui passe d'abord par la réorganisation du monde rural, l'implantation du parti dans les zones qui n'ent pas connu la guerre de libéra-tion, la destruction de l'administration héritée de l'époque coloniale. Tout en continuent à dépendre de ses relations économiques avec l'Afrique du Sud, le Mazambique est désormais le principal animateur du front des « États de première ligne », et accorde une priorité su règlement de la question rhodésienne.

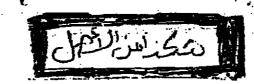
● AFRIQUE DU SUD : L' « opération Kissinger », qui a pour but essentiel de présurver les intérêts occidentaux en Afrique du Sud en sacrifiant au besoin les Blancs de Rhodésie et de Namibie, s'est heurtée à une explosion de révoltes parmi la jeunesse sud-ofrica de jula dernier, prenant la doctrine de l'apar-theid à revers. L'explosion nationalista a éclipsé l'accession à l'indépendance du Transkei, sur laquelle comptait le régime de M. Vorster pour faire valoir les « solutions » qu'il préconise en Afrique australe.

 MADAGASCAR : Au terme d'une des périodes les plus agitées de son histoire (un président essessiné et quatre chefs d'État suc-A STATE OF THE STA cessifs en l'espace de six mois, en 1975), la grande île du sud de l'océan Indien a clairement opté pour la voie socialiste sous l'impulsion de son président, un jeune militaire nationoliste, qui s'est appuyé sur les principaux partis de gauche. Cependant, la mise en appli-

LE POTENTIEL AERONAVAL DES PAYS RIVERAINS

Vedettes L.H. Vedettes L.H. Amphibles Afronavale embarquée (hélicop- cères/aviona) Series/aviona)		République Bud-Africains	Tanzanle	Bomalle	Копул	Madagascar	République populaire démocratique du Yémon	Itak	Iran	Pokistan	Indo	Bri-Lanka	Australio	Indonésie
trouilleurs helic./divers) 24 25 10 15 (1)	Porte-avious Croiseurs Excorteurs > 1500 t. Excorteurs < 1500 t. Patroulleurs Vedettes L.T. Vedettes L.M. Amphibles Aéronavale ambarquée (hélicoptres/avious) Aéronavale basée : à terre (na-	816	29 6	4	7			3 15 18 13	3	1 7	1 2 9 22 8 19 7	12	1 12 12 8 30	2 4 8 14 10 9 12

Source : revue Défense nationale, février 1976.



L'intervention des Etais-Unis sur la façade orientale de l'océan Indien a été assez tardive. Mais impressionnée par l'échec de ses alliés en Angola, en février 1976, la diplomatie américaine paralt décidés—comme l'ont affirmé à piusieurs reprises le président Ford et le secrétaire d'Etat Rissinger — à ne plus toierer une nouvelle pression de l'Union soviétique sur le continent africain. Elle s'inquiète, notamment, de la multiplication des causes de conflit en Afrique orientale, et veut renforcer le potentiel mélide conflit en Afrique orientale, et veut renforcer le potentiel mélitaire de ses alliés ayant une frontière avec des pays jugés « prosoviétiques ». Les rapports de la CIA indiquent en effet que l'URSS, a attribué 200 à 300 millions de dollars d'aide militaire à l'Angola en l'espace de deux ans, alors que l'armée zairoise dispose de très peu d'armée zairoise dispose de très peu d'armée pue la balance des forces est devenue fortement défavorsable au Kenya; par rapport à l'Ouganda, qui reçoit des armes d'URSS; et qu'elle serait dans un rapport de un à trois pour les blindés entre l'Ethiopie et la Somalle; ils insistent aussi sur le degré d'entraînement et le sens de la discimalte; ils insistent aussi sur le degré d'entraînement et le sens de la discipline des armées comalienne et angolaise, par rapport à ceux des pays voisins où un certain désordre et l'impréparation sont sensibles.

Le but poursuivi par les États-Unis est donc officiellement de « rétabitr un équilibre menucé ». Pour 1976, Washington a décidé d'attribuer à l'Ethiopie, au Zaire et au Kenya des crédits d'aide militaire qui se montent, pour le moment, à 325 millions de dollars. L'Ethiopie en sera la principale bénéficiaire. Ce sera la principale bénéficiaire. Ce pays a été longtemps l'unique « pion » américain sur le continent, sorte de « chasse gardée » : Washington

préférait, ailleurs, laisser leur leadership aux anciennes métropoles britannique et française. En échange d'un appui à Hallé Sélassié pour obtenir des Nations unles le ratta-chement de l'Erythrée à l'empire, ils avaient obtenu, en 1953, la signature d'un traité militaire qui Jeur ouvrait des facilités importantes, avec, no-tamment, la base d'écoute et de télé-communications de Kegney en communications de Kagnew, en Erythrée, qui leur a permis de surveiller la mer Rouge, l'Afrique orientale et centrale et l'océan Indien. Entre 1953 et 1970, l'Ethiopie a ainsi regu 20 % de toute l'aide economique et les deux sieur de tentre l'aide. regi 20 % de totte l'aide economique et les deux tiers de toute l'aide militaire américaine attribuée au continent : en 1970, le Pentagone avait armé et entrainé quarante mille soldats et, en 1974, il avait encore mille cinq cents soldats et techniciens en service à la base de Kagnew.

Cet appui a été diminué lorsque l'empereur a été déposé et que le régime militaire a paru pencher vers le « socialisme a. Mais les Etats-Unis ont préféré surmonter leurs préventions, tenant compte de la persistance de la rébellion en Erythrée et de la perspective de l'indépendance à Dibouti, avec un conflit possible avec la Somalie. D'octobre à juin 1976, l'armée éthiopienne a passé commande nous 100 millians de sollors. l'armée éthiopienne a passé com-mande pour 100 millions de dollars ; selon certains calcuis, Addis-Abeba aura regu, entre 1975 et 1977, 200 millions de dollars de crédits militaires américains, pour remplacer un maté-riel en grande partie démodé. La présence d'une fraction d'officiers pro-soviétiques au sein du Derg, le conseil militaire qui dirige le pays, inquiète cependant la diplomatie américaine, tout comme la conclusion récente avec Moscou d'un accord d'aide éco-

Washington a egalement resolu de miser sur le Kenya — la « golden-bay » de la côte est-africaine — qu'il hay a de la côte est-africaine — qu'il considère comme menacé militairement par la Somalie au nord et l'Ouganda à l'ouest. De plus, l'économie kenyane, comme celle de l'Ouganda et de la Tanzanie, est entravée par la dislocation progressive de la communauté est-africaine; une certaine usure du régime de M. Kenyatta, un des chefs d'Etat les plus agés du continent, est également perceptible. L'aide américaine à une armée qui est restée une des plus faibles d'Afrique est donc la bienvenue : elle atteindra, pour sa première année, un montant de 74 millions de dollars. En attendant de pouvoir livrer les douze hombarde pouvoir livrer les douze bombar-diers Northrop F-5-A promis par M. Kissinger en avril 1976, les Etats-Unis ont dépêché, en juillet, un porteavions et quelques unités de la VI flotte au large de Mombasa, afin de dissuader l'armée ougandaise de faire usage de ses armes (3).

Dernier quart d'heure en Afrique australe

En Afrique australe, l'échiquier a été complètement bouleversé en qualques années par la poussée na-tionaliste victorieuse dans les anciennes colonies portugaises et la pression de plus en plus vive exercée par les mouvements de libération et leurs alliés en Rhodésie, en Namible sames occidentales s'accommonarent assez bien, finalement, de la situa-tion dans cette région du monde : ils fermalent pudiquement les yeux sur l'« apartheid », pensant aux ressources minières énormes de l'Afri-que du Sud (diamant, or, chrome, etc.), aux capitaux considérables brassés par un pays qui, en termes purement économiques, est le « pre-mier pas d'Afrique », enfin à la posi-tion exceptionnelle, sur la grande roune maritime du Cap, d'un pays qui se considère — sans aucune res-triction — comme le champion du « monde libre » et agit en consé-quence. C'et t'e indulgence, cette quence. Cette induigence, cette compilcité, parfois, des grands pays capitalistes, s'est matérialisée, notamment, par une participation étendue de leurs investissements privés ou para-publice à l'économie sud-africaine, par un triple veto aux Nations unies, en octobre 1874, contre l'exempleton de l'afrique du Sud de Nations unies, en octobre 1914, contre l'expulsion de l'Afrique du Sud de cette instance, par des manœuvres militaires conjointes (comme l'exer-cice Midlink réalisé en 1974 dans le cice: Midling realise en 1974 dans le cadre du CENTO, Organisation du traité central), enfin par des ventes d'annes sous une forme indirecte (pour tourner les mesures d'embargo pour tourner les mesures u embargo prises par certains pays à partir de 1964) ou directe (c'est le cas de la France, principal fournisseur d'armes de l'Afrique du Sud depuis plus de dix ans). A l'abri de ce « bouclier », l'armée sud-articaine a pu s'étoffer : des unités anti-émente et anti-gué-rilla ont été équipées de blindés légers AMX et d'hélicoptères Alouette

français. La marine sud-africaine. qui ne comptait que huit escorteurs, multiplie actuellement les acquisi-tions : elle a notamment acheté à la France trois sous-matins du type Daphné, déjà livrés; elle lui a com-mandé, récemment, deux avisos du mandé, récemment, deux avisos du type Á-69 et deux sous-marins à hautes performances dérivés des Agosta (le premier serait livré au début de l'année 1977); elle a également passé commande de trois patrouilleurs à Israël et en construit trois autres dans ses chantiers de Durban. Sa base navale de Simmonstown, dont les Britanniques se sont retirés définitivement en 1975, est un atout important pour le contrôle de la « route du Cap ». la « route du Cap ».

La détérioration rapide de la position des gouvernements blancs mino-ritaires — notamment en 1976 — a conduit les Etats-Unis à prendre les devants. Cette intervention dipiomadevants. Cette intervention diplomatique, assortie de l'arsenal de pressions dont seul est capable le plus riche et le plus pulssant pays du monde, manue une révision notable de la politique amánicaine en Afrique. L'objectif, poursulvi activement par M. Henry Kissingar, est d'obliger MM. Ian Smith et John Vorster à accepter un règlement négocié en Rhodésie et en Namible, qui donne naissance à des gouvernements multiraciaux constitués sur la base de la crègle de la majorité ». Il compte favoriser ainsi la naissance de régimes favoriser ainsi la naissance de régimes qui, tout en satisfaisant les nations africaines et une fraction au moins africaines et une fraction au moins des Africains habitant ces pays, ne compromettront pas pour autant fondamentalement l'équilibre des forces dans la région; il pense aussi que ces concessions sur la Rhodésie et la Namible donneront à l'Afrique du Sud — enjeu autrement important pour l'Occident — un sursis supplémentaire, mis à profit pour éviter le pire et convaincre les dirigeants de Pretoria d'accepter l' « inévitable » ; mettre un frein à la politique d'appartheid » et retarder l'opération e Bantoustans » (qui consiste à regrouper les Africains par ethnies, dans des réserves enclavées et présentées comme « indépendantes ») ; lancer un train de mesures pour favoriser rapidement l'éclosion d'une classe moyenne et d'une petite-bourgeoisie africaines, susceptibles d'accè-der à des emplois qualifiés, de consti-tuer un nouveau marché pour l'économie sud-africaine et de calmer l'ardeur des éléments les plus radicaux de la communauté noire.

Il y a évidemment dans ce plan plus d'inconnues que de certitudes. Son principal défaut est d'arriver bien tard, à un moment où la parole est aux armes et à l'émeute. Les Blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud se fortifient dons leur impeg-Sud se fortifient dans leur image de « champions du monde libre », de « défenseurs de l'Occident chrétien », face à la « marée saurage » des Africains. De telles certitudes trempent les énergies plus qu'elles ne facilitent les négociations. Il n'est donc pas sur que les Etats-Unis parviennent à éviter l'apparition des conditions d'une intervention directe des grandes puissances dans une ba-taille qui s'annonce extremement dure et dommageable pour tous (4). PHILIPPE LEYMARIE.

(3) International Herald Tribune, 20 et 21 juillet 1976.
(4) Pour une analyse plus détaillée, voir, notamment. l'étude de Robert A. Manning dans le Monde diplomatique de septembre 1976; « Le nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique ». et l'article de Morton, Hultmanet Kramer, dans Politique aujourd'hut, mars-avril 1976; « Afrique australe ; détente ou duperie ».

-La guerre des détroits-

E nord de l'océan Indien est une véritable souricière, avec plusieurs « mers intérieures » et une série de détrolls par lesquels il faut obligatoirement passer. Au nord-est, sur la route vers l'Extrême-Orient et le Pacitique, les principaux passages sont :

- Le DETROIT DE MALACCA, long passage entre la péninsule malaise et ienne de Sumatra qu'il contourne. Blen que protond de vingtcinq mètres seulement par endroits, ce passage est le plus fréquenté de tous : trente-cinq navires chaque jour en moyenne, dont les deux tiers sont des pétrollers à destination de l'Extrème-Orient et des îles et archipels du Pacifique. C'est également la vole privilégiée des navires de guerre britan-niques et américains. Soucieux d'éviter les risques de collision — en janvier 1975, par exemple, un pétroller japonals de près de 200 000 tonnes s'élait échoué, laissant échapper des flots de carburant, — les pays riverains ont l'intention d'étandre leurs eaux territoriales à 12 milles marins, ce qui auralt pour effet de « nationaliser » le détroit et de mettre fin au principe du - transit libre -. Les bâtiments spécieux - pétrollers, sous-marins, bateaux de guerre — devreient alors soit obtenir des autorisations spéciales, soit contourner le Sud de l'Australie (ce qui reviendrait, par exemple, à augmenter de 40 % environ le coût du transport de la tonne de carburant);

assage par les DETROITS DE LOMBOCK (à l'est de Java) ET DE MACASSAR (entre Bornéo et les Célèbes) est plus long de 1 850 kilomètres (soit quatre jours de route), il a l'avantage d'être très prolond et de permettre le passage de sous-marins en plongée ou de bâliments de fort tonnage. Mais on estime, par exemple, que la perte occasionnée par une telle déviation équivaudrait à 5 millions de yens en moyenne par jour et par bateau se

· Les DETROITS DE LA SONDE (entre Sumatra et Java) ET DE TORRES (le long de Timor) sont très dangereux en raison de leur taible tirant d'eau.

La question de la liberté de navigation dans ces détroits a été abordée au cours de la conférence mondiale sur le droit de la mer, réunie en mars et en soût 1976 sous l'égide des Nations unies, à laquelle les représentants de cent quarante-six pays ont participé. Les nations du tiers-monde se proposent d'étendre leurs eaux territoriales à 12 milies marins et de créer une zone d'exclusivité économique (pêche, ressources minières) jusqu'è 188 milles (347 kilomètres) (1).

Les pays occidentaux ont fait valoir que cette extension des eaux terriulvaudrait à entraver la liberté de navigation de cent vingt détroits Importants dens le monde. Le droit, pour les pays riverains, d'exiger alors le passage innocent » des navires obligerait, par exemple, les sous-marins à traverser en surface et à arborer leurs couleurs, ce qui ôterait aux dispositifs secrets de dissuesion nucléaire une grande partie de leur crédibilité.

Cette éventualité a eu évidemment pour effet de renforcer les Américains dans leurs projets d'agrandissement de la base de Diego-Garcia. Le contreamiral Labrousse note que le porte-avions américain Enterprise, lors de la guerre du Bangladesh, avait mis sept jours pour rallier les côtes Indiennes par le détroit de Malacca, mais qu'il en aurait mis quinze s'il avait du contourner l'Austrelie, et qu'il en mettre deux seulement lorsqu'il pourra partir de Diego-Garcia... (2).

Voir le Monde diplomatique de mars 1976 : les Rivalités économiques et le droit de la mer », par Emmanuel du Pontavice,

(2) Défense nationale, février 1976.

Afrique du Su

Same to the second of the first

- Apple Ap

and the second

24 T

1 - 4 - 10 - 10 A

. 2 52 B

Suez : la couleur des pavillons

≪ D ⁸ juin à août 1976, par exemple, 1665 navires ont dont 146 cargos et 189 pétroliers. Buit cent treate-sept d'entre enz, dont 101 pétrollers — soft 50 % du total, 43 % des cargos et 53 % des pétrollers — relèvent des nations occidentales. L'alliance attantique, à l'intérieur du groupe occidental, groupe 635 navires, sott 39 % du total général. Les pays du Marché commun ont rassemblé 623 navires, de son côté, a fait transiter 189 navires. On peut mesurer à ces ciriffres l'importance que représente pour l'Europe la réouverture du canal. Par contre, les États-Unis n'ont participé que pour 27 navires. Pour les pays socialistes de l'Est, on a compté 479 navires, dont 60 pétroliers — soit 29 % du total, 28 % des cargos et 32 % des pétrollers. Dans ces chiffres, 1T.R.S.S. intervient pour 219 navires, dont 50 pétrollers, et la Chine pour 63 navires. Enfin les antres nations out fait transiter 359 navires, dont 25 petrollers, soit 21 % du total général Naturellement, la plupart des grandes puissances ont également utilisé le canal pour leurs navires de guerre, l'U.R.S.S.

Extrait de « L'océan Indian demeurers-t-U une zone de paix ? », par le contre-amiral H. habrousse, Repus de Défense nationale, février

cation des principes essentiels du Livre rouge se fait attendre, et la gauche reste très divisée sur le rythme et les moyens de la révolution, à défaut de l'être sur les objectifs (une portie des dirigeants de l'extrême gauche sont d'ailleurs en prison depuis septembre 1976). Le régime doit aussi se protéger des convoities des grandes puissances accidentales à l'égard d'un des principaux verrous stratégiques du sud de l'océan Indien, au bord du canal du Mozambique et non loin des côtes sud-ofricaines.

● LA REUNION : En se rendant dans ce département français d'outre-mer en octobre dernier, le président Giscard d'Estaing a voulu marquer la volonté de la France de rester présente dans le sud de l'océan Indien: Mais la poussée autonomiste, qui est surtout le fait du parti communiste de Paul Vergès et de ses alliés socialistes et chrétiens, ne se relâche pes depuis plusieurs années et préoccupe les dirigeants français.

OCOMORES : Indépendent depuis 1975, l'archipel est conduit par un gouvernement pro-gressiste qui a coupé les dernières amarres avec la France après que celle-ci lui eut retiré l'île de Mayotte, ainsi que ses crédits et ses fonctionnaires. Le jeune État s'est rapproché des pays africains progressistes et a réussi à faire amner la France dans l'ensemble des grandes organisations internationales. Le gou-vernement français, après une période d'hési-tation, paraît d'ailleurs décidé à faire marche arrière à propos de Mayotte : il s'efforce de culmer les « ultras » de la recolonisation, qui se recrutent essentiallement dans les milieux de la droite réunionnaise et au sein du Parlement francais.

• SEYCHELLES : Indépendant depuis juin 1976, le petit archipel est dirigé par una coalition qui regroupe la droite pro-occidentale et la gauche socialiste tiers-mondiste. Trois des îles qui composaient -- avec Diego-Garcia -le territoire britannique de l'océan Indien (B.I.O.T.) lui ont été restituées.

Les ambiguités du non-alignement

A plupart de ces pays, conscients des risques que la militarisation de l'océan Indien fait courir à leur propre sécurité et — en ce qui concerne plus spécialement les pays socialistes — à la poursuite de leurs expériences politiques, sont hostiles à la présence de flottes et de bases étrangères. L'idée de faire de l'océan Indien une « zone de paix », lancée au début des années 70, leur appartient. En 1971

aux Nations unles, sur proposition da Sri-Lanka, une motion en ce seus a été adoptée per cinquente « oui », sans aucun « non ». Mais quarante-neut pays se sont abstenus, dont l'U.R.S.S., la France, l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, la Grande-Bretogne. Mma Bandaranaike, premier ministre du Sri-Lanka, avait notumment fait valoir que « l'idée de zone de paix est inhérente à celle de non-alignement qui veut que le sol, l'espace cérien et les eaux territoriales des États soient fermés aux conflits et rivolités des grandes puissances » (4). La résolution adoptée demandait aux grandes puisner toutes bases, installations logistiques ou moyens de destruction massive (en particulier nucléaires) mis en place dans le cadre de la rivalité des blocs militaires.

Sur cette lancée, l'ONU a mis sur pied un comité spécial de l'océan Indien, qui a reçu pour mission d'établir un état concret de la présence militaire des grandes puissances, < en particulier sur le plan des déploiements novals ». Son rapport, terminé en 1973, a été révisé en 1974 à la suite de protestations de l'U.R.S.S. et de l'Ethiopie, qui contestaient certaines informations. La même année, l'Assemblée générale demandait aux Etets du littorol et de l'arrière-pays de se consulter en vue d'une conférence générale sur l'océan Indien. De larges débats se sont tenus en novembre 1975, dans le cadre du comité spécial, mais l'hétérogénité du « front » des pays favorables à la création d'une zone de paix et la mauvaise valonté des grandes puissances out interdit toute initiative spectaculaire des grandes paissonces. L'amiral Elmo Zumwalt. ancien chef des opérations navales américaines, a clos le débat à sa manière en déclarant publient que « proclamer l'océan indien zone de paix est une conception très dangereuse que les Etats-Unis ne peuvent accepter ». Les Soviétiques, de leur côté, tout en se déclarant favorables à l'idée, ont fait voloir que l'établissement d'une « zone de paix » sans destruction préalable des implantations existantes équivaudrait à entériner une situation d'inégalité « par rapport aux nations impérialistes ».

· Plusieurs réunions régionales ont tenté de donner au projet de démilitarisation des assises plas solides. La première s'est tenue à Mada-gascar, le 30 juin 1973, à l'initiative du Conseil mondial de la paix ; elle rassemblait les déléqués de diverses organisations progressistes des pays riverains du canal du Mozambique et des îles du sud de l'océan Indien. Une conférence plus large, à New-Delhi en novembre 1974, devait reprendre les conclusions de colloque de Tananarive à propos de la « stratégie des îles », en gardant notam-ment à l'esprit l'exemple limite de DiegoGarcia : « Le problème en ce qui concerne les îles est particulièrement important dans le contexte pénéral de la militarisation impérialiste dans l'océan Indien. C'est là qu'en est la clé. Dans ces îles, l'impérialisme trouve des conditions propices pour sa stratégie globale. Elles sont éparpillées dans une vaste zone; leurs économies précaires, leurs statuts juridiques disparates et leur isolement les rendent

Cependant, au-delà des déclarations de bonnes intentions reprises cà et là, force est de reconsaître que les pays riverains de la zone de l'océan Indien, bien que tous en principe attachés à la politique de la « zone de paix », présentent un front peu homogène La moindre des ambiguités, dans ce rossemblement, n'est pas la situation ani prévant entre les grandes nations riveraines du nord de l'océan. Ainsi l'Inde, patrie du non-alignement, chaud partison de la démilitarisation. n'en est par moins devenue elle-même une ance militaire non négligeable : ua million de soldats (en effectifs, l'armée indienne est la quatrième da monde, des escadrilles de Mig 27 », des chars construits sous licence britannique, una flotte en voie de renforcement, plasieurs bases navales et un armement nu-

coopération assez étendue avec l'Union soviétique. C'est là une politique de dissuasion et de sécurité, plus qu'une manifestation évidente de pacifisme et de dégagement. Comme telle, elle ne manque pas d'inquiéter le Pakistan, allié traditionnel des États-Unis dans cette région qui s'est ainsi rapproché de la Chine, et doit par ailleurs demander l'appui des Iraniens pour venir à bout de la rébellion dans le Baloutchistan, à la frontière afghane. L'Inde se beurte également au désir d'hégémonje manifesté avec une vigueur croissante par l'Iran... partisan, lui aussi, de la création d'une a zone de paix », mais qui rangerait plutôt sous cette appellation une version élargie de l'ancien pacte militaire de l'Organisation du traité central (CENTO), destinée à « barrer la route au communisme international » et à faire contrepoids à la montée en puissance de l'Inde. Si donc chacun se rattache officiellement ou même idéal, il y a souvent bien loin du cœur aux lèvres ; et des rivalités régionales de plus en plus vives paralysent finalement le projet de démilitarisation de l'océan Indien au même titre que les intérêts contraires des

(4) Cité par Michel Robert dans La Réunion : Combats pour l'autonomis (IDOC-France, l'Har-mattan, Paris, 1976).

—Ile Maurice: les vents contraires :

L'ILE Maurice -- neul cent mille habitants à l'étroit-sur une île califouteuse, une mosalque de races et de langues - mène depuis son accession à l'indépendance, en 1967, une politique étrangère des plus paradoxeles. Les tiraillements eu sein du gouvernement étalent de règle lorsque des hommes aussi différents que MM. Gaëtan Duval, l'ancien responsable des affaires étrangères, et Seewosagur Ramgoolam, l'actuel premier ministre, y cohebitaient : quand le premier charmes de Paris et prenaît le thé avec Mme Vorster (l'épouse du premier ministre sudairicain), le second faisait jouer les grandes orgues contre l'apartheid, et regardait plutôt du côté

M. Geëtan Duval est retourné dans l'opposition en 1973, mais la diplomatie mauricienne n'an a pas moins poursulvi sa valse-hésitation : un jour, le premier ministre dépose gravement une garbe sur le buste de Lénine ; le lendemain, il flétrit le « colonialisme soviétique ». Pour la réunion du « sommet » de l'O.U.A. en Juin, à Port-Louis, il ordonne de retirer les oranges Outspan des éta-lages, d'Interrompre le service d'Air Mauritium vers Johannèsburg et de liltrer les arrivées de pouristes aud-atricains ; mals, quelques semaines plus tard, les grands hôtels construits avec des capitaux sud-atricains affichent à nouveau complet, l'avion mauriclen (en fait, celui d'Air Madagascar, affrété pour la circonstance) reprend ses vois.

Ainsi l'île Maurice, qui assure jusqu'en juin prochain la présidence de l'O.U.A., a-t-elle pris l'habitude de voter courageusement... contre élie-même dans la plupart des grandes instances

Certes, il est difficile d'être une île et de survivre à des siècles de monoculture coloniale. La tentation est grande d'ouvrir la porte à tous les vents, y compris les plus contraires. Mais la capitulation du gouvernement mauricien dans l'affaire de Diego-Garcia a suscité des réactions hostiles dans une partie de la presse et de l'opinion mauriciennes. Les élections du 20 décembre prochein dirent si ces exercices un peu périlleux doivent ou non se poursuivre...

LE QUART D'HEURE DU CHOIX

Par YVES FLORENNE

A U terme d'une introduction où se projette, avec la philosophie de son livre, une inquiétade lucide éclairée par l'espoir. André Fontaine, qui ne cultive point les sombres plaisirs de nos chevaliers de l'Apocalypse, s'élève contre l'identification fatale de ce dernier quart de siècle au « dernier quart d'heure de l'espèce » (1). Reste que, si ce n'est pas, Dieu merci! le dernier pour vivre, il n'est pas exclu que ce soit à peu près le dernier pour choisir entre la vie et la mort. Il est tout de même significatif de trouver, chez André Fontaine, comme dans la Guerre civile mondiale de Jacqueline Grapin et J.-B. Pinatel (2), la même expression qui, pour être classique, n'en est pas moins d'un optimisme très relatif : pour l'humanité, « le pire n'est pas sûr ». C'est pour qu'il le soit moins encore que Pierre Chaunu et Georges Suffert — « comment éviter le suicide de l'Occident » — dénoncent l'épidémie lentement mortelle de « peste blanche », c'est-à-dire « la désespérance généralisée, l'indifférence à la vie, le refus de tout système de valeurs. » (3). L'historien et le journaliste, chacun avec ses lumières propres, exposant le mal, cherchent les remèdes, au cours d'un dialogue qui est examen clinique et diagnostic du monde.

I L en va de même de « la guerre civile mondiale », magistralement décrite, selon la spécialité respective des auteurs, sous le double et inséparable aspect militaire nucléaire et économique qui forment une seule et même stratégie, et où éclatent l'impérialisme, le gynisme, l'égoisme « sacré » assaisonné d'hypocrisle, et au bout du compte l'avengiement des « Grands ». Il s'agit donc d'une « guerre civile planétaire ». André Fontaine, lut, revis avelure part des « Grands » dits civiles » Les d'une « guerre civile planétaire ». Andre Fontaine, lui, parle quelque part des « guerres dites civiles ». Les deux réailtés s'entrecroisent et se confondent, d'autant mieux que les guerres dites civiles, qui sont aussi des guerres « étrangères » par peuples interposés, ne sont nullement civiles mais intégralement militaires. Aussi, ce qu'Andrè Fontaine, historien témoin de son temps, prononce pour les citoyens ennemis d'un monde déchiré, c'est quelque chose comme un discours sur l'état de la Désunion.

An vrai, c'est un vaste tableau bieu ordonné, où an vial, c'est un vaste tableau den ordonne, du non seulement rien n'est oublié — ni Chypre ni les Kurdes, — mais encore où tout est mis en relation et communication, de sorte que ce tout nous est donné à voir dans son ensemble, de la surface aux profondeurs. L'esprit de synthèse réussit à présenter cet univers

L'esprit de synthèse renssit à presenter cet univers obscur, affronté, fracturé, dans une seule perspective à plusieurs étages et largement éclairée.

Au centre, bien entenda, l'étrange « condominium », dans l'ombre immense de la Chine. Or, on est frappé par un mot qui revient à propos des superpuissances. C'est : impuissance. Leur seule indiscutable et souveraine toute-puissance n'est-ce pas, somme toute, celle de destruction? Une autre impuissance, malheureusement mains active et même létharique. celle de de destruction? Une autre impuissance, malheureusement moins active, et même léthargique : celle de l'Europe. Cette fois, les mots prononcès sont « démission », « agonisante ». Qui donne le coup de grâce? Une citation d'Henry Kissinger — datée de 1966 — prète à rèver : sur le prix que l'Amérique devrait accepter de payer pour une Europe unie et indépendante. « Il est bien triste, note André Fontaine, que, devenu secrétaire d'Etat, il ait cessé de comprendre ce qu'il expliquait si bien quand il n'était que professeur à Harvard. » Mais enfin, la vraie faute est toujours à qui ne sait pas vouloir être soi; pis : à qui ne veut pas être, du tout. Il y a, ici et là, des mots d'une amère mélancolie sur l'abdication politique de l'Allemagne et de quelques antres, sur l'Italie « à la dérive », sur les Français « de plus en plus nombreux à être moyens », sur une Grande-Bretagne « qui semble ne plus aspirer qu'à vivre de sa future rente pétrolière ». Alors, peuples à la retraite? Et, pourtant, par là aussi rèdent les guerres civiles... Ce n'est pas seulement pour le Proche-Orient que valent les adjurations émouvantes qui sont aussi de simples raisons politiques : « s'accepter », « vivre ensemble ».

aussi de simples raisons politiques : « s'accepter », « vivre ensemble ».

Il arrive d'ailleurs qu'il y ait place pour la solidarité, l'amitié humaines. « Réjouissons-nous, écrit André Fontaine, d'avoir encore tant à faire, tant à aimer, tant à apprendre, même si cela doit signifier aussi tant à souffrir. » Au premier rang de ce qu'il y a tant à aimer, il ne craint pas de placer son propre pays, ce qui est évidemment fort démodé, plutôt ridicule, — sauf en Russie et en Chine. Ce qui lui vient aux levres, ce sont des litanies de la France : « Fille ainée de l'Eglise, mère des Lumières, prophètesse des révolutions, gardienne d'un langage... »

Autre ridicule qu'il brave : croire qu'il n'y a pas de saint dans une politique sans morale. Il est blen remarquable que trop de nos puissants voient des exemples et des modèles où Shakespeare a montré des ilotes terribles, qui sont d'ailleurs châtiés à la fin. Est aussi dénoncée l'idolâtrie, prétendument « scientifique », de « sainte Histoire ». Bref, à force de justifier la fin par les moyens on verra les moyens produire la fin de tout.

André Fontaine rappelle que, si Hitler et Massolini sent metre le facetime est teutions » visent « Controlème.

la fin de tout.

André Fontaine rappelle que, si Hitler et Musselini sont morts, le fascisme est toujours vivant. « Contrairement à ce qu'on a trop tendance à croire à gauche, l'histoire ne tranche pas toujours, tant s'en faut, dans le sens de la justice. Encore moins dans celui de la liberté. » Bon avertissement. Peut-être notre histoire nous a-t-elle trop gâtés, car, pour nous, an bont du compte, et presque à miracle (à quel prix, il est vrai!), c'est à peu près ainsi qu'elle a tranché. Il en est de l'histoire comme des femmes : foi ou scepticisme, on le doit à celle avec qui on vit. doit à celle avec qui on vit.

D ONC. les plus conflants s'accordent : le pire n'est pas sûr. Mais quel pire? Il est troublant que le plus intelligent des animaux soit aussi le seul en qui l'instinct de conservation se détraque et qui n'ait qu'une grande passion collective : sa propre destruction. Ce qui vaut peut-être mieux que le triomphe définitif de la parfaite fourmilière. Entre les deux, ce qu'il y a de plus profond en lui a peut-être choisi. Il reste heureusement d'autres voies, mais étroites.

Il reste heureusement d'autres voies, mais étroites. Le dernier quart du siècle est au carrefour. Où s'engagera-t-il? André Fontaine cite un proverbe chinois, qu'il soupçonne d'ailleurs d'avoir été fabriqué rae d'Ulm: « Il est dangereux de faire des prévisions, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir. » C'est un commentaire à l'enthousiasme prophétique de Hingo: « Le continent fraternel, tel est l'avenir. Qu'on en prenne son parti, cet immense bonheur est inévitable. » « Hélas!, écrit André Fontaine, il ne l'était pas. » Mais qui peut savoir? L'avenir, ce n'est pas aujourd'hui, et c'est bien au-delà de demain.

(1) André Foutaine: le Dernier Quart du siècle, Fayard, Paris, 1976, 274 pages, 33 F.
(2) Jacqueline Grapin et Jean-Bernard Pinatel : la Guerre civile mondiale, Calmann-Lévy, Paris, 1976, 324 pages, 38 F.
(3) Pierre Chaimu, Georges Suffert : la Peste blanche, Gallimard, Paris, 1976, 272 pages, 37 F.

EUROPE.

THE EXTERNAL ECONOMIC RELATIONS OF THE EEE -- Peter Coffrey

★ The Macmillan Press Ltd, Londres, 1976, 118 pages, 6,95 livres.

* The Macmillan Press Ltd, Londres, 1976, 118 pages, 6,95 livres.

Dans les années 60, la Communausé économique auropéenne avait fait, à plusieurs reprises, la preuve de sa forte de négociation dans les relations économiques internationales (attitude à l'égard de l'Afrique, de l'Europe de l'Est, de la Méditerranée, au sein du Kennéey Round). La crise de l'ènergie, les difficultés économiques et monétaires mondiales ont mis à l'épreuve, au début des années 70, oette cohésion, face au monde extérieur. Or, nous dit l'enteur de cet ouvrage présenté comme le point de vue d'un Européen, si le Marché commun n'a pu affronter, ces situations qu'en position de fablissée, c'est que l'élargissement de la C.E.E. y avait introduit ce qu'il faut blen appèler la « vulnérabilité ».

L'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Iriande et du Danemark a entrainé l'effritement de la cohésion originelle des Six, l'augmentation des problèmes économiques, la multiplication des oppositions sur les questions ànergétiques et monétaires, et bloqué is réalisation de l'union économique et monétaire (acculssement de la dépendance à l'égard des Estas-Unis, scission entre les « riches » et les « pauvres » au sein de la C.E.E.). Seule une redéfinition — sinon commune, du moins unifiée — des relations avec les pays producteurs d'énergie et de matières premières et, avec les Estas-Unis, pourrait éviter à la Communauté de devenir une puissance mineure dans les relations economiques internationales, l'imitant ses interventions extérieures à des accords ponctuels avec le tiers-monde (convenion de Lomé), l'Europe orientale et la Méditerranée.

LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS. — J.-B. Du-

* Seuil, Paris, 1976, 286 pages, 39 F. L'auteur a gagné sa gageure : retracer, en moins de trois cente pages, la part commune de l'histoire de deux peuples au cours de deux siècles. Le premier de ces siècles, il est vial, celui de la préhistoire », tient assez peu de place, encore qu'il sit été déterminant. Les deux suerres mondiales, leur entre-deux. deux guerres mondiales, leur entre-deux, l'époque que nous vivons encore, font le gros du livre. Et presque la moitié est gros du livre. Et presque la moltas est consacrée à l'époque gaullanne : défi, anéantissement du « grand déssein » de Kannedy, au nom de l'indépendance de l'Europe. On trouvers des analyses de l'anti-américanisme, émotionnel ou politique, en France. La conclusion s'inscrit dans un triptyque contradictoire : « Indu/érence - Incompréhension - Affection. »

HISTOIRE

LES DEBUTS DE L'ETAT MODERNE — Bertrand de Jouvenel

* Fayard, Paris, 1976, 343 pages, 49 F.

Histoire des idées politiques au

AIX* sècle, et aussi contribution à un

Dictionnaire universel des maîtres mots
de la politique, l'ouvrage manifeste une
vaste ambition, à la mesure des perspectives qu'il ouvre : l'histoire politique du

siècle passé y fonde et éclaire notre temps.
Le concept d'Etat moderne lié à celui
de nation, tel qu'il est né avec la Révolution; la comparaison de celle-ci avec
la révolution américaine dans la conception, propre à chacune, de la liberté;
l'égelité théorique et l'inégalité de fait;
la « montés de l'économisme » et
l' « avènement des machmes »; l'assoulation, la pensée socialité, le marxisme
enfin : telles sont les grandes voies explorées par l'auteur, dont la démarche épouse
le mouvement de l'histoire.

Mais, comme le titre l'indique suffisam-★ Fayard, Paris, 1976, 348 pages, 49 F.

Mais, comme te titre l'indique suffisamment, c'est d'abord un mouvement d'idées, dont Bertrand de Jouven el excelle à saisir et à décrite la rôle capital, à travers Tocqueville ou Bonald. Saint-Simon et Marz. La liste est si peu limitative que celle des « Interprétes » de la Révolution ne comporte pas moins de cinquante-deux noms. Quant à l'index — d'utile, — s'il finit tout naturellement sur Young. Il commence avec éballerd!

e Comment se jous le sort du monde contemporain et son partage en deux blocs à l'issue de la seconde gustre mondiale : THE ORIGINS OF THE MARSHALL PLAN, par John Gimbel (Standford University Press, Standford, 1978, 344 pages, 15 dollars). — POTSDAM, LE SORT DU MONDE, par Charles L. Mee (Robert Latfont, Paris, 1976, 321 pages, 15 f).

ANNUAIRE DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

* Martinus Nijhoff, La Haye, 1976, 454 pages, 158 florins (édition bilingue). 454 pages, 158 florins (entuon mimgue).
Ce volume contient, pour l'année 1975,
toutes les informations rélatives à la
Convention européenne des droits de
l'homme; traveiur de la commission de
la Couir européenne des droits de
l'homme, activités du còmité des ministres du Conseil de l'Europe, extraits des
débats devant les parlements nationaux,
des déctaions des tribunaux internes et
des arrêts de la cour de justice des Communautés européennes sy réfiérant.
On y trouvers, notamment, le texte de des arrêts de la cour de justice des Com-munautés européennes s'y référant. On y trouvers, notamment, le texte de la décision relative à l'affaire qui a oposé Chypre à la Turquie, sprès les événements de l'été 1974, de la requête introduite contre l'Allemagne fédérale par Andreas Baader et Ultite Meinhof à pro-pos des conditions de leur détention dans les prisons ellemandes, ou encore de cella présentée par la femme de Rudolf Heste contre la Ecyaume-Uni et visant à obte-nir la-libération de son mari (détenu à Berlin-Spandau en vertu d'une décision du kribunal militaire international de Nuremberg en 1946).

ASIE

L'AGONIE DU LAOS. — Prince Mangkra Souvanna Phouma

★ Plon, Paris, 1976, 220 pages, 35 F. * Pion, Paris, 1976, 220 pages, 35 F.
Les ouvrages sur le Lace sont assez
rares pour que l'on ouvre celui-ci avec
curiosité et intèrêt, d'autant que l'auteur est le fils de l'ancien premier ministre neutraliste de droite, Souvanna
Phouma. Secrétaire de son père, side
de camp de son oncis, le ministre de la
défense Srisouk. Il fut un temps blan
placé pour randre compte d'événements
importants et mal connus : le partage,
puis la monopolisation du pouvoir par
le Front patriotique lac, le passage à
la République, le remodelage du pays et
du peuple par les nouveaux dirigeants.
Toutefois, l'auteur apporte peu d'informations inédites sur ces coulisses du pouvoir qu'il a arpentère un mement entre Toutefois, l'auteur apporte peu d'informations inédites sur ces coulisses du pouvoir qu'il a arpentées un moment entre deux séjous en France, l'un comme élève officier, le second comme exilé volontaire. De aurenoit, il accumule allègrement les préjugés et les contre vérités, sons des apparances d'objectivité et da témoignage de première main. On retire de la lecture l'impression fâcheuse que Bouvanna Phouma — qui, lui, a choisi de demeurer en sa patrie — n'sura été qu'un pantèn manipulé à volonté (il est rrai que le prince Souphancuvong est logé à la même enseigne...).

C'est du bout de la plume que l'auteur évoque la « corruption » et le « découragement », voire le « naiveté », de la partie de Vientiane; il s'étend, en revanche, lourdement sur la « duplicité» réditibioire des « communistes » dont il est manifaste qu'il ne parvient à comprendre ni les motivations ni les méthodes le ton caracolant (« fe suis venu, f'el vu, f'el fui ») sur lequel il se méthodes. Le ton caracolant (« fe suis venu, f'el vu, f'el prince Mangira de donner un bon exemple de la psychologie d'un opposant laotten — et une idée des difficultés qu'afronte is nouveau régime quand il s'efforme de « réformer » les mentalités.

THE CONJUGAL DICTATORSHIP OF FERDINAND AND IMELDA MARCOS-L - Primitivo

★ Union Square Publications, San-Francisco, 1976, 499 pages. Francisco, 1976, 499 pages.

Primitivo Mijares fut, avant as défection aux Estats-Unis où il a ralliè l'opposition au régime philippin, un des proches conseillers et hommes de main du président Marcos dès avant l'instauration de la loi martiale. Son ancien patron lui a vainement — fait proposer 100 000 ioliars pour qu'il annule ou étulcore le témoignage hostile qu'il a'apprétait à faire devant la Sénat américain. C'est sur estre affaire, qui a fait qualque bruit l'an dàruler, que s'ouvre un livre qui fait fische de tout bois sur le couple présidential, dans un sivie baroque, touffu, répétifif et souvent pompier. L'auteur se sent e investi de la mission historique » de démoncer la « dictature conjugale » dont il fut naguère un des principaux sèleteurs. Sa démonstration serait beaucoup plus percutante s'il ne métati pas sur le même plan affaires d'Etat et aventures galantes, s'il ne métangesit pas les confidences improbables, les analyses raisonnées et les extrapolations hassardumes. Il reste qu'in delà de déstile raisonnées et les extrapolations deuses. Il reste qu'au-delà de croustillants ou sordides, et d'une souvent pénible, cet ouvrage fo

SOCIÉTÉ

TE YOILA UN ENNEMI DE LA CONSTITUTION. — Peter Schneider

Vient de paraître

L'ANALYSE

REGIONALE

ECONOMIQUE

RENE GENDARME

Editions Cujas

★ Flammarion, Paris, 1976, 168 pages, 30 F.

Professeur dans un lycée de Berlin, Matthias Kleff est convoqué devant une commission d'enquête : ses supérieurs, qui ont des « doutes » sur sa fidélité à la Constitution de la République fédérale, le prient de venir s'expliquer.

A-t-il participé à une manifestation interdite, loué son appartement à des communistes, vécu avec une anarchiste, ou assisté à un congrès des victimes du nazisme, tous « délits » susceptibles, Il en connaît maints exemples, d'entraîner une exclusion? Flus prosaîquement, il a protesté contre une mesure arbitraire de son directeur et, dans une circulaire — Il est délégué syndical, — appelé ses collègues à « résister ». C'en est trop : son « hostillité à la Constitution » d'ument établie au cours d'un interrogatoire, il est licencié.

Le récit — véridique — de Peter Schneider dénonce les atteintes aux liber-tés en Aliemagne de l'Ouest. Soucleux de sauvegarder la « neutralité » de l'admi-nistration, le Sénat de Hambourg décidait, eu novembre 1971, d'interdire l'accès de la fonction publique à tous les « extré-mistes »; l'année suivante, le chanceller

Willy Brandt et les ministres-présidents des Länder étendalent cette mesure à l'ensemble du territoire fédéral.

Depuis quatre ans, tout candidat à la fonction publique, qu'il sollicite un poste d'enseignant, de facteur ou d'éboueur intérimaire, comparait devant une commission de l'Office de protection de la Constitution, qui l'interrogé sur ses convictions politiques. Pour peu que le candidat se ravendique de gauche ou laisse paraître des opinions non conformistes, il n'est pas engagé, « faute de poste »... Au 30 juin 1975, près de cinq cent mille futurs fonctionnaires avaient été interrogés par l'Office.

Ces pratiques soulévent de nombreuses protestations, mais le narrateur se dit effrayé « de voir comment les hommes s'habituent vite aux atteintes qui touchent leur liberté ». Les ainés, il est vrai, ne sont pas surpris : si le décret de 1972 stipule que « les fonctionnaires (doivent s'engager) à chaque instant pour l'ordre libéral et démocratique », un autre décret — en 1933 — prescrivait déjà aux fonctionnaires de « s'engager à chaque instant et sans réserve pour l'Etat national ».

CINÉMA

ROLLYWOOD STORY. — Frank Capra.

* Stock, Paris, 1976, 448 pages, 55 F.
Un petit garçon sicilien de familie paysanne arrive en Californie au début du sièmie; il deviendra un des metteurs en scène les plus célèbres de Hollywood.

« Miracle » américain relativement banal, mais dont Capra n'est pas en core revene; pas étonnant donc que ce « self made director » soit aussi le plus roose-veitien des cinésetes et que son autoblographie, comme ses films, érige la dému-rute américaine en système politique exemplaire. Ce libéralisme New Deal est toutefois un engagement tardif et Capra reconnaît avoir très longtemps été exclusivement préoccupé par son ascension sociale; ses films sont d'ailleurs là pour nous le rappeter qui de Bionde platine (1931) à New-York-Mioni (1934) cherchèrent avant tout à divertir fort agréablement d'ailleurs.

C'est avec l'Extranggant M. Deeds (1936) qu'il donnera à la comédie légère une assise sociale plus précise cherchant à faire de ses films des apològues, avant de devenir le réalisateur des premiens documentaires politiques américains, tournès pour le Pentagone pendant la deuxième guerre sous le titre de Pourquai nous combattons (1921-1944).

Ayant pratiqué tous les petils métiers du cinéma : depuis monteur chez Hai Rosch jusqu'à gagman chez Mac Sennet, avant de devenir le metteur en scène artitré de Harry Langdon, puis réalisateur sous contrat à la Columbia, Frank Capra nous décrit un aspect de Hollywood que l'on connaît souvent mai : celui des « pouilleux », comme il les appelle, ceux qui travaillent dans l'anonymat et luttent pour se faire un nom.

Mine de renseignements sur les années dorées de Hollywood, mais aussi. Il faut

nom.

Mins de renseignements sur les années dorées de Hollywood, mais aussi, il faut le souligner, piatair de lire un texte très brillamment enlevé où l'auteur d'Arsenic et vicilles dentelles (1944) manie successaise dans le but narcissique de ne cesser de nous séduire.

L. R.

AMERIQUES

• Deur ouvrages qui éclaireront la personnalité du nouveau président-élu des Etats-Unis : JIMMY CARTER, par Louis Wichtzer (Alain Moreau, Paris, 1976, 175 pages, 38 F) et LR MERILLEUR. DE NOUS-MEME, par Jimmy Carter (Stock, Paris, 1976, 255 pages, 35 F).

• AMERIQUE DES ANDES - COLOMBIES, EQUATEUR, PERSOU, BOLLVIE, par Maro Desborde, Geni Fuentes, Una Liutkus, Manolo Merino, Hugues Néel (Armand Colin, coll. « Guide Voyages », Paris, 1978, 233 pages, 24 F); ches la même éditeur : BRESIL, par Dominique Camus et Chantal Manoncourt (1978, 177 pages, 24 F).

SCIENCES POLITIQUES • IBE INTERNATIONAL POLITICAL SYSTEM, par F.S. Northedge (Paber & Paber, Londres, 1976, 336 pages, 3.25 livres). **BIOGRAPHIE - MEMOIRES** • TEMPETE SUR L'OCCIDENT, 1945-1975, par *Louise Weise* (Albin Michel, Paris, 1976, 527, pages, 49 F).

vient de paraître

relations internationales du tiers-monde

le tiers-monde en lutte par Edmond JOUVE

"Une lumière nouvelle sur un aspect décisif des relations internationales de notre temps Un ouvrage de référence et de réflexion. 480 pages, 44 cartes, 25 illustrations. collection "Tiers Monde en marche"

dirigée par P.F. Gonidec et E. Jouve EDITIONS BERGER-LEVRAULT 5, rue Auguste-Comte, 75006 Paris

القا ج يغيني [2- : S----

56....

25

ek : eEI ----

10

茯,一:

<u> 19</u>6 –

F5....

2

EE.

T: 4an l: ...

63 ±i∴∵.

100

45 E. .

5400

-

 $\mathsf{t}_{\mathrm{fit}}$

EL ---

à l'échelle de l'err





Le temps des rajustements

politique qu'a engendré le monopole du pouvoir par les conservateurs depuis vingt et un ans, le Japon est amené à prendre peu à peu sur la scène internationale des responsabilités à la mesure de sa puissance économique. L'installation d'une nouvelle équipe dirigeante en Chine et l'arrivée au pouvoir d'une administration démocrate aux Etats-Unis sont deux facteurs qui ne peuvent qu'accélérer l'évolution de la position internationale de ce pays, qui s'est amorcée au cours de ces dernières années. La fin de la guerre du Vietnam et, surtout, la nécessité pour les pays industrialisés de créer un nouvel ordre économique mondial en sont les principales composantes. La récession de 1974-1975 a mis à l'épreuve la réussite du « pari » japonais des années 60, lorsqu'ils'agissait de forcer les portes de la prospérité. La résistance en souplesse du système s'est montrée à bien des égards remarquable — bien que, sur le plan national, le simple citoyen ait été la première victime de la remise en ordre de l' e usine Japon ». Il reste aujourd'hui aux Japonais à équilibrer leur appétit insatiable de matières premières et à contrôler le flux de leurs marchandises afin d'éviter des heurts avec leurs partenaires : l'Europe - comme c'est le cas actuellement — et les Etats-Unis.

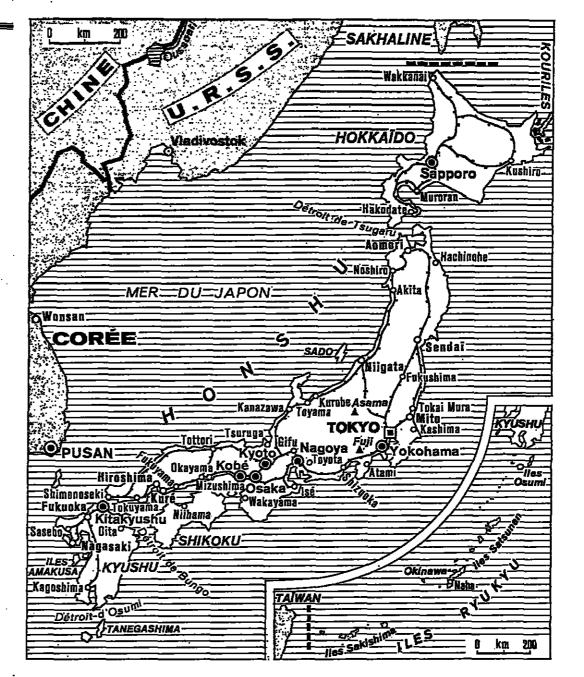
Sortant lentement de l'immobilisme

Le redressement spectaculaire d'un des pays les plus touchés par l'augmentation du prix des matières premières — puisqu'il doit importer pratiquement toute son énergie - ne s'est pas fait sans une restructuration de ses rapports avec les pays du tiers-monde,

notamment au Proche-Orient. Mais les tentatives pour parvenir à un nouvel ordre économique international n'ont apparemment pas incité le gouvernement nippon à abandonner en matière diplomatique le « profil bas » qui fut le sien au cours des décennies écoulées. Certes, Tokyo n'est plus un satellite de Washington, coincé entre les Etats-Unis et les deux grandes puissances communistes. Mais bien que le gouvernement de M. Miki ait maintes fois déclaré chercher à donner des bases nouvelles aux relations du Japon avec les pays producteurs de matières premières, notamment en Asie du Sud-Est, Tokyo ne s'est jamais vraiment départi, même après la fin de la guerre du Vietnam, de son « suivisme » traditionnel à l'égard des Etats-Unis. Le Japon, par exemple, dont la présence économique en Asie est très importante, n'a pas réussi à approfondir ses relations avec l'A.S.E.A.N. (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), qui accuse toujours Tokyo de vouloir diviser pour régner.

L'évolution, tant sur la scène mondiale que sur le plan de la vie politique intérieure, convie le gouvernement qui sera formé à l'issue des récentes élections à se prononcer sur maintes questions. Il est sans doute de l'intérêt des Japonais d'éviter de rester systématiquement alignés sur la position de Wash-

Le Japon est certes fermement attaché à son alliance avec les Etats-Unis, qui demeure la clé de voûte de sa diplomatie et de son système de défense. Mais il essaie en même temps de maintenir une équidistance entre Pékin et Moscou.



Cette politique d'équilibre tendra sans doute à s'atténuer au cours des années à venir. D'une part, la présence de la flotte soviétique en Extrême-Orient est devenue l'un des soucis majeurs des Japonais; d'autre part, ils considèrent la signature, longtemps différée, d'un traité de paix avec la Chine comme une nécessité de plus en plus impérieuse pour assurer la sécurité dans la région.

Pour l'instant, Tokyo souhaite également le maintien des troupes américaines en Corée du Sud. Mais le Japon sait qu'il devra de plus en plus compter sur lui-même pour assurer sa sécurité et. éventuellement, concourir à celle de Séoul. C'est dans cette perspective qu'a été créée, en juillet 1975, une commission militaire commune américano-japonaise

qui conduit le Japon à assumer un rôle plus important dans sa défense. Le gouvernement s'emploie d'ailleurs à préparer l'opinion publique à une telle évolution, tout en respectant le traité de non-prolifération nucléaire ratifié par la Diète le 28 avril dernier.

Les Japonais se veulent des partisans de la concertation, en matière tant diplomatique qu'économique. Ils devraient trouver dans la situation internationale à venir des raisons et des occasions nouvelles de faire preuve de leur bonne volonté en s'insérant plus franchement --- et par conséquent d'une manière plus indépendante que par le passé — dans le jeu des grandes puissances.

PHILIPPE PONS.

- Un tournant dans la politique extérieure -

Le "globalisme", une stratégie à l'échelle de l'économie mondiale

- Par MAXIME DOUBLET -

ANNEE 1971 apparaît comme un tournant dans l'histoire des relations extérieures du Japon. Jusqu'à cette date, la dépendance à l'égard des Etats-Unis constitualt pour les gouvernements libéraux-démocrates l'es-sentiel d'une diplomatie dont les deux caractéristiques les plus apparentes étaient l'immobilisme et le conformisme. L'inconver-tibilité du dollar décidée par Washington, le voyage du président Nixon à Pékin, l'embargo momentané sur le pétrole, la crise économique, le dégagement des Elats-Unis en Indochine, la limi-tation américaine des exportstions de soja furent autant de « chocs » qui ont quelque peu bouleversé la tranquille confiance des milieux dirigeants japonais

Aujourd'hui le Japon, troisième puissance économique du monde, ne peut plus se contenter de suivre inconditionnellement la politique des Etats-Unis et de subir passivement les événements. subir passivement les événements. Il ini faut définir patiemment

dans le grand allié.

ear will to

économie. Cette stratégie a un nom : le « globalisme ». Ce concept signifie que l'économie japonaise ne peut plus se cantonner dans les limites de l'archipel, ni dans celles d'une région, l'Asie du Sud-Est, mais qu'elle doit vivre à l'échelle mondiale (1). La politique globaliste se fixe trois objec tifs étroitement complémentaires : l'approvisionnement en matières premières, le développement des investissements à l'étranger et la conquête de tous les marchés, y compris ceux des Etats-Unis et de l'Europe occidentale.

L'industrie japonaise doit acheter la quasi-totalité des matières premières qu'elle transforme : le pétrole, le charbon, les métaux aussi blen que la laine et le coton. Dans le domaine allmentaire, le Japon, malgré une production suffisante de ris, voit sa dépen-dance croître : le degré d'auto-approvisionnement qui s'élevait à 90 % en 1960, n'atteignait plus que 78 % en 1973.

Une «diplomatie de l'énergie»

Afrique on au Proche-Orient, ne peut dans ces conditions être négligé. Le Japon importe 80 %

(1) Voir Christian Sautter: Continuité et aléas de la stratégie mondiale du Japon ». Déjense nationale, novembre 1978.

A UCUN pays disposant de de son pétrole des pays du matières premières, qu'il soit Proche-Orient et, maigré un situé en Amérique latine, en effort constant de diversification des sources d'énergie, il restera encore longtemps à l'avenir tri-butaire de cette région. Or, jusqu'en 1973, Tokyo manifestait une indifférence très nette à l'égard du monde arabe. L'embargo pétrolier va faire naître une véri-table « diplomatie de l'énergie ».

une stratégie prenant davantage En dépit des avertissements de en compte les intérêts de son M. Kissinger, le gouvernement Tanaka demande à Israël de retirer ses troupes de tous les territoires occupés depuis 1967 et reconnaît les droits légitimes du

(Lire la suite page 28.)



Un partenaire difficile pour la C.E.E.-

Les négociations avec Tokyo visent surtout à réduire le déficit commercial des Neuf

– Par PHILIPPE LEMAITRE -

maintenant faire feu de tout bois

pour empêcher une nouvelle crise majeure qui pourrait, cette fois, prendre des dimensions politiques.

C'est dans cet esprit qu'ils se tournent vers le Japon en lui suffisamment rapidement de leur suffisamment rapidement de suffisamment rapidement de suffisamment de suf ES pays de la Communauté, mai remis de la crise des années 1974 et 1975, se préocannées 1974 et 1975, se préoc-cupent vivement de l'impact sur l'ensemble de leur équillbre éco-nomique : la hausse attendue du prix du pétrole. N'ayant pas mis à profit le répit de trois ans qui leur a été donné depuis la grande rébellion de l'OPEP, il leur faut

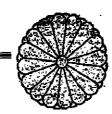
prendre des dimensions poli-tiques.

C'est dans cet esprit qu'ils se tournent vers le Japon en lui demandant de consentir un effort réel pour réduire, ou au moins stabiliser, l'excédent de son com-merce avec la C.E.E. Celui-ci progresse de façon continue et, à vrai dire, inquiétante pour les Neuf depuis 1970. Le déficit com-mercial de la Communauté avec le Japon, qui était de 276 millions mercial de la Communauté avec le Japon, qui était de 276 millions de dollars en 1970, 1 345 millions de dollars en 1973, 3 218 millions de dollars en 1975, dépassera 4 milliards de dollars en 1976. Depuis la fin du printemps, des contacts suivis ont lieu entre les autorités japonaises et celles de la Communauté afin de tenter de remédier à cette situation. Les résultats, pour ne pas être négligeables, sont considérés comme insuffisants pour les Neuf, qui se insuffisants pour les Neuf, a la demande de M. Callaghan (le Royaume-Uni exerce de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil excrete de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil excrete de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil excrete de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil excrete de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil excrete de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil excrete de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), on

suffisamment rapidement de leur requête. « Nous ne pouvons plus nous contenter de paroles ni de concessions à la petite semaine avec effet concret différé sur des mois, voire des années», a expliqué à ses interlocuteurs nippons M. Gundelach, le commissaire chargé du commerce extérieur.

Des arguments sans fondements?

Les escarmouches auxquelles on vient d'assister risquentelles de dégénèrer en guerre commerciale ouverte? Sauf panique subite à Londres, Rome ou Paris, il semble pour l'instant raisonnable d'écarter une telle hypothèse. Par bonheur, les souvenirs de la grande crise de l'avant-guerre sont encore très prèsents. Les Neuf y regarderont à deux fois avant de faire appel au protectionnisme — même à l'encontre d'un partenaire lointain et encore peu familier amprès de l'opinion — car ils savent



Supplément Japon =

DEPUIS 1973

P.U.K. JAPON

- commercialise les produits du Groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN
- représente et conseille, à leur demande, les exportateurs français.

TOKYO POB.242 Mitsui Building Shinjuku-Ku Tokyo - 160 - Japon Tél. (03) 344.4343 Télex : J. 2324895 Pukjap

OSAKA Yuman Building 3-5 Minami Honmachi HigashiKu Osaka-Japon Tél. (06) 252,5566 Télex : J. 5225248 Pukosa

23, rue Balzac B.P. 787.08 75360 Paris Cedex 08 Tél. 766.52.00 Télex: 290.503 Pechine Paris

1-L'économie japonaise est aussi compliquée que l'économie française.

2-Les Japonais parlent beaucoup japonais, un peu anglais avec un accent spécial et pas du tout francais.

3 - Avant de dire bonjour, les Japonais échangent des cartes de visite en souriant.

- 4 Le yen flotte, mais pas comme le franc.
- 5 Le franc flotte, mais pas comme le yen.
- 6 Au Japon, on consomme le boeuf en tranches très fines et bouillies. Et il n'y a pas de frites...
- 7-Si vous avez encore envie de faire des affaires au Japon mieux vaut partir avec nous...

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL 2 conçu l'Executive Service. Si yous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executiv Service peur vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lincs, 75 avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. JAPAN AIR LINES Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.

Les atouts de la sidérurgie

Au deuxième rang dans le monde pour la production d'acier

U début de l'année, les sidérurgistes européens espéraient voir la fin du de la récession et comptaient sur une reprise de leurs activités. Neuf mois plus tard, l'optimisme n'était plus de mise. Selon les sidérurgistes, le princi-pal responsable de ce renversement de tendance est le Japon, qui, non seulement, vend sur leur marché national à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans l'archipel, mais encore leur font une concurrence grave sur les marchés tiers. De leur côté, les Japonais font valoir qu'ils ont respecté les quotas imposés par la leur « réussite » n'est, en dernière analyse, qu'une conséquence logique de la loi de la libre concurrence et de la supériorité techno-

Les sidérurgistes sont, avec les chantiers navals et les constructeurs automobiles nippons, les principaux accusés du « réquisitotre » que la C.E.E. a dressé contre les Japonais lors de la visite en Europe, en octobre dernier, de M. Doko, président du Keidanren, première organisation patronale japonaise. Et, pourtant, l'industrie sadérurgique nippone ne se porte pas très hien. Par rapport aux autres secteurs industriels, elle a, certes, ressenti avec un certain retard les effets de la récession de 1974-1975 en raison d'une insuffisance de l'offre sur le marche mondial. Mais elle semble aujourd'hui sortir plus difficile-ment que le reste de l'industrie d'une phase critique.

cit au cours de la seconde moitié de l'année dernière, la sidérurgie nippone n'a obtenu que des profits modestes au cours des six pre-miers mois de 1976. A la suite d'âpres négociations avec les consommateurs d'acier, les siderurgistes ont fini par obtenir une 70 % de la production totale. japonais, qui prévoit une aug- l'année fiscale en cours.

mentation de 14 % du prix de la lions, soit le volume atteint en tonne. Les victimes de cet accord 1975. Des contrats ont été récemtonne. Les victimes de cet accord sont en fait les maisons de commerce, car Toyota n'a cèdé aux demandes des sidérurgistes qu'en échange d'une a rationalisation dans les transactions » qui revient à mettre à l'écart les intermé-

L'industrie sidérurgique japonaise a connu un essor extrêmeet au début de la décennie actuelle. En 1973, le Japon est devenu le second producteur d'acier du monde après les Etats-Unis, avec une production de 120 millions de tonnes. Cette expansion était d'autant plus spec-taculaire qu'elle s'accompagnait tivement faible Aldée par l'Etat, guidée par le ministère du com-merce international et de l'indusle premier producteur d'acier (né en 1970 de la fusion des deux groupes Yawata et Fuji), la sidérurgie nippone est jusqu'à présent l'une des bases de l'industrialisation japonaise.

Au cours de la récession de 1974 et de 1975, le prix de l'acier a été l'un des premiers frappés par les mesures de contrôle décidées par le gouvernement. Les autorités les ont maintenus en fait en dessous des cours mondiaux. Après la levée des mesures de contrôle des prix en 1975, une première augmentation de 14 % a été décidée. Avec la seconde qui vient d'inter-venir, le prix de l'acier japonais, estiment les experts, demeure encore inférieur à celui que produisent les Etats-Unis et l'Alle-

L'industrie sidérurgique japonaise pourrait produire 150 mil-ilons de tonnes d'acier par an. Si les dirigeants décidaient de desserrer les freins, la production s'élèverait d'un seul coup à 135 augmentation des prix sur le millions de tonnes. Au cours de marché intérieur, qui absorbe l'année fiscale 1975 (qui s'est achevée en mars 1976), la producentre Nippon Steel et Toyota, le tonnes. Elle devrait atteindre premier fabricant d'automobiles 110 millions de tonnes à la fin de

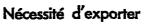
au cours des six premiers mois de l'année en raison de l'annulation Chinois. En ce qui concerne l'Europe, les cinq plus grands groupes ont accepté de limiter leurs ventes à 1,4 million de tonnes. Un tel accord existe de-

puis 1972 (le plafond était alors fixé à 1,2 million de tonnes). Il n'avait pas été jugé utile de le reconduire pour 1975 en raison de la récession. En revanche, un plafond a été à nouveau fixé en Aucun des grands groupes sidé-rurgiques nippons ne compte projets de construction de nou-veaux complexes dans l'archipel. Le manque de sites et les réglesont la cause principale. En revanche, les sidérurgistes japo-nais se sont engagés dans diffé-

rentes opérations à l'étranger. C'est ainsi que Kawasaki Steel va lippines et compte participer, avec un groupe italien, à la cons-truction d'une acièrie au Brésil. Cette tendance d'implantation à l'étranger répond à la volonté des Japonais de situer désormais leur production à proximité des lieux d'extraction des matières pra-mières. D'autres projets existent en Arabie Sacudite avec Nippon

En raison de l'avance techno-logique de l'industrie sidérur-gique japonaise, les projets outremer devraient connaître dans un avenir proche un grand dévelop-pement. Pour l'instant, la sidérurgie japonaise, malgré les critiques qui lui sont adressées, marque

le injui . . .



NE tournant pas à pleine capacité, cette industrie sidérurgique doit vendre au maximum pour amortir ses coûts. Ce qui la conduit à exporter « même avec des profits marginaux », admettent, en privé, certains sidérur-gistes. En fait, ce ne sont pas tant les grands groupes (Mippon Steel, Nippon Kokan, Kawasaki, Sumi-tomo et Kobe Steel) qui sont responsables des différends avec la Communanté européenne. Ils ont à peu près respecté les quotas. En revanche, la centaine de sidérurgistes de moyenne impor-

tance que compte le Japon ne se sentent absolument pas concerné par les accords passés par les grands ». Ils se veulent d'autant moins lies qu'ils savent qu'ils difficultés de leur branche

En ce qui concerne les exports tions, l'objectif pour l'année fiscale 1976 (qui s'achèvera en mars 1977) est de 34 millions de tonnes (en 1975, les exportations se sont élevées à 31,4 millions de tonnes). Les Etats-Unis devraient absorbe è millions de tonnes, et les pays du Proche-Orient plus de 4 mil-



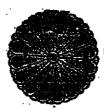
offre un séjour GRANDLUXE d'une semaine en pension complète à partir de 1240 P avec piscine-sanna-gymnase cinéma privé-site exceptionnel-accès direct aux pistes

Rens.: Tel. 225 31 31/359 40 25 78, Champs Élysées, Paris 8°

Vous devez implanter vos produits et votre société au Japon !

Créateurs et animateurs responsables d'entreprises sur place, depuis près de vingt ans pour certains d'entre nous, nous prendrons en charge vos intérêts et vous montrerons que votre capacité d'innovation technique ou commerciale, le dynamisme de votre marque ou la qualité de vos produits ou de vos matériels peuvent vous assurer un marché solide et permanent au Japon. L'analyse sur le vif des réussites de certaines entreprises nous a permis de mettre au point des modèles précis de développement éprouvés depuis des années par les faits et adaptables à chaque cas. Si vous avez la volonté d'apprendre avant d'entreprendre, de remettre en cause les notions trop souvent erronées qui ont encore cours à propos du Japon, et si vous avez l'expérience que rien ne se fait en un jour, venez nous voir ou écrivez-nous. P. Martin, J. Pigeaire, Y. Gasqueres, G. Austin, A. Bouilleux. P.M.C. TOKYO, C.P.O. BOX 2127. Telex J 22831. Tel. 585-1135/9





Un partenaire difficile pour la C.E.E.

Les Japonais sont-ils vraiment imbattables?

Par ALAIN VERNHOLES

Les relations économiques entre les pays industrialisés capitalistes et le Japon vont-elles compatire une crise très grave? La question vant d'être posée tant la situation s'est dégradée enire Tokyo et ses parienaires commerciaux. L'hypothèse d'une crise majeure, d'un retour au protectionnisme, n'est pas à exclure, l'Europe et les Etats-Unis reprochent de plus en plus violemment au Japon de l'inonder de fabrications et de produits trop bon marché qui ruinent leurs propres entreprises.

ES pays occidentaux sont d'autant plus virulents dans leurs critiques et décidés à réagir que, depuis le choc profond causé à leur économie par les hausses du prix de pétrole de 1973, la plupart d'entre eux l'Allemagne de l'Ouest exceptée se révèlent incapables de rééquilibrer leur balance des palements courants, alors que le Japon a effectué dans ce domaine un redressement spectaculaire qui,

L'Europe reproche aussi à Tokyo de ne pas jouer le jeu du libéralisme en multipliant les obstacles de toute sorie (sanitaires, tachniques, commerciaux...) pour empêcher les produits de fabrication française, anglaise, italienne, etc., d'être vendus au Japon. Enfin les Nippons pratiqueraient une concurrence déloyale pour emporter — à tout prix — les marchés d'équi-pement que proposent les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de développement riches en matières premières

pos à la tentation de vous retirer de ce jeu; vendez davantage chez nous, cela est possible.

Aînsi les propositions laives par Tokyo à la Commission de Bruxelles — propositions examinées lors du récent « sommet » européen de La Haye — ont-elles été peu positives. Elles ont en tout cas semblé insignifiantes aux Européens. Les choses, à l'évidence de la laive de laive de laive de la laive de laive de laive de laive de laive de la laive de la laive de la lai

La question qu'on doit d'abord se poser est de savoir si les Japonais sont vraiment imbattables. La seconde est de savoir s'ils se battent à armes égales. La décision — politique — qui consistera à prendre ou à ne pas prendre des mesures de rétorsion ne peut venir qu'après.

Les Japonais sont-ils vraiment imbattables? À la fin de novembre, le premier ministre français avait promoncé devant de nombreux chefs d'entreprise un discours qui fit quelque bruit. C'était à l'occasion de la remise du prix du «manager de l'année» au président d'une société française de fabrication de skis. Cette société a beancouro exporté, sans aide a beaucoup exporté, sans aide particulière de l'Etat, notamment particulière de l'Etat, notamment au Japon où elle a conquis pres-que 20 % du marché. Tout le discours de M. Raymond Barre, qui s'en était vivement pris à la passivité et à l'attentisme des chefs d'entreprise français, avait été axè sur le thème : « Qui veut peut ; essayez d'abord, lamentez-vous ensuite. » Ce faisant, le pre-mier ministre n'a pas conforté la mier ministre n'a pas conforté la thèse « d'industriels français battus par une concurrence déloyale » même s'il avait reconnu peu aupa-ravant que des problèmes existent dans certains secteurs.

Il est vrai, par ailleurs, que sur des marchés tiers situés en zone d'influence japonaise des firmes

vrai aussi que la perte de certains marchés est due parfois à un manque de combativité assez alarl'un des prétendants français n'a pu trouver un ingénieur acceptant de s'expatrier pendant deux ans...

Il est vrai enfin qu'au sein des pays occidentaux ce sont ceux dont la situation financière est les plus mauvaise qui accusent les Japonais de concurrence déloyale, la France bien davantage l'Allemagne occidentale.

l'Allemagne occidentale.

L'industrie japonaise, solidement épaulée par un réseau bancaire auquel elle est complètement attachée mais aussi par un réseau commercial probablement unique au monde pour son efficacité (les célèbres Shosha), est très puissante. Elle est organisée, scientifique, productive, et ne connait pas — ou très peu — les problèmes sociaux que connaissent les industries européennes. C'est de plus, maintenant, une industrie linaginative et créatrice fabriquant souvent d'excellents produits. Nul pays probablement n'a autant que le Japon été capable d'éliminer de ses structures industrielles les secteurs de production en déclin.

capanie deiminer de ses structures industrielles les secteurs de
production en déclin.

Reste, parmi d'autres, le problème essentiel des coûts de
revient auquel il est extrèmement
difficile d'apporter une réponse
indiscutable. Les industriels nippons, quand on les interroge sur
leurs coûts salariaux, exhibent des
feuilles de paye qui montrent
qu'effectivement le travailleur
japonais d'une grande firme est
souvent — compte tenu d'un ou
deux bonus annuels — aussi bien
payé que le travailleur européen,
la seule différence apparente
étant qu'au Japon un ingénieur
gagne en début de carrière moins
qu'un ouvrier qualifié déjà expérimenté; il lui faudra sept ou
huit ans pour dépasser le salaire
de son ainé ouvrier qualifié, alors
qu'en France, par exemple, le de son aine diviner quainte, alors qu'en France, par exemple, le diplôme d'ingénieur est, dès le premier jour de la vie active, cher payé (les statistiques les plus rècentes montrent même qu'aux niveaux élevés il est plus cher payé qu'aux Etais-Unis).

Les industriels nippons font également remarquer que si les prélèvements obligatoires de type social (sécurité sociale) sont net-

tement moins élevés au Japon que dans certains pays d'Europe — en France notamment — les firmes doivent financer elles mêmes, outre une partie des frais d'assuoutre une partie des frais d'assu-rance, une multitude de dépenses que l'Etat, quasiment absent en matière sociale, ne prend pas à sa charge. Des sociétés comme Hitachi, par exemple, financent elles-mêmes écoles maternelles, maisons de vacances, cantines, logements, formation profession-nelle et même hôpitanx, dans les-quels les soins sont très hon quels les soins sont très bon marché.

Ce qu'on sait beaucoup moins, en revanche, parce que les responsables japonais — privés ou publics — le cachent soigneusement, c'est que, comme dans les mers arctiques, seule la partie supérieure de l'iceberg est visible : ce sont les grandes firmes, le personnel qui leur est attaché et qui bénéficie de nombreux avantages. La partie immergée — quasi invisomei qui leur est attache et qui leur est attache et qui leur et aux avantages. La partie immergée — quasi invisible aux économistes et en tout cas aux statisticiens — c'est ce qu'on pourrait appeler les sous-traitants, c'est-à-dire les toutes petites entreprises dont l'existence dépend du sort des grandes. Lors d'une visite que nous avions faite à Matsushita un responsable de la firme avait reconnu que le nombre de personnes travaillant en sous-traitance était aussi élevé que celui des ouvriers de la firme Matsushita elle-même. Mais ces ouvriers sous-traitants, avait-on encore reconnu, ne bénéficient d'aucun des avantages de leurs camarades attachés à une grande firme et reconnus comme teis. Ce qui en dit long sur les chiffres qui en dit long sur les chiffres officiels publiés en matière de chômage et sur la misère que doivent entrainer pour beaucoup les périodes de récession ou même de simple frelnage de l'activité.

de simple freinage de l'activité.

Il est impossible d'extrapoler les chiffres recuelllis chez Matsushita.

— d'allleurs fournis très officieusement.

— à l'ensemble de l'industrie japonaise. Mais il est certain que, malgré son extrême modernisme, l'appareil productif japonais bénéficie encore, pour une partie de ses prix de revient, de coûts salariaux et sociaux extrêmement bas.

Ces facteurs devraient être

Ces facteurs devraient être davantage pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir si la concurrence japonaise est complè-tement loyale... ou si elle ne l'est

Les négociations avec Tokyo visent surtout à réduire le déficit commercial des Neuf

(Suite de la page 25)

tience de celle-ci, les negociations avec le Japon vont prendre sans doute une dimension nouvelle, s'accélérer, rentrer davantage dans le concret. Mais le gouver-nement de Tokyo fera en sorte nement de Tokyo tera en sorte qu'elles demenrent ordannées et ne fassent nes place à d'improvisation. Trouver un juste millen entre ces deux tendances — la hâte inquiête des Européens et le sang-froid circonspect des Japonais — ne devrait pas être hors de portée.

S'ils se montrent ouverts au dia-logue, les Japonais sont d'autant noins disposes à se faire forcer-la main qu'ils estiment sans fondement la piupart des accusa-tions lancées contre eux Que pen-ser ainsi de leur prétendue agres-sivité commerciale? Ils font remaymer chiffrés à l'appui, que la part du commerce extérieur dans leur P.N.B. est très inférieure à celle qu'elle occupe dans les pays de la Communauté ; que, si l'on cumule les résultats des trois dernières années (1974, 1975). et 1976), leur halance des pale-ments courants est déficitaire alors que celle des Etats-Unis et surtout celle de l'Allemagne occidentale montrent des surplus importants. Ils insistent surtout sur le caractère récent et fragile

du redressement de leurs échanges extérieurs ; la balance des paie-ments courants n'est excédentaire la germent responsables de la crise actuelle pour avoir surinvesti au cours des années passées, se faidans l'ordre des choses qu'ils ne que depuis février, et tout porte répondent pas au doigt et à croire explique-t-on à Tokyo, l'œil aux invitations pressantes de la Communauté. Vu l'impatience de celle-ci, les négociations d'augmenter au taux du premier semestre; d'autre part, que les importations, la reprise intérieure se confirmant, vont progresser à un rythme plus rapide.

un rythme plus rapide.

A Bruxelles, sans nier la validité de certains des arguments ainsi avancés; un nie se montre pas, bien sûr, pleinement convaincn. « On ne peut pas négliger que l'affaire est un peu bizarre; leur économie, en depit d'une libéralisation formelle, reste étrangement enfermée dans un carcan; ce qui est irritant, anormal avec le Japon, contrairement à ce qui se passe avec les Etats-Unis, c'est le caractère structurel de noire déficit commercial », commentait sinsi devant nous un haut fonctionnaire britannique de la Commission, pourtant peu susla Commission, pourtant peu sus-pecté de tentation protectionniste.

Pour y voir plus clair et essayer de faire œuvre utile en laissant de côté les procès d'intention, les de coté les proces d'interiator, les Japonais et la Commission euro-péenne — qui gère le dossier au nom des Neuf — ont décidé, dès le mois de juin, d'examiner systé-matiquement les différents élé-

Les importations en provenance du Japon

Les importations des Neuf en provenance du Japon avaient progressé de 15 % de 1974 à 1975 et, au cours du premier semestre 1976, elles se sont accrues de 5 % par rapport au premier semestre de 1975. En 1976, la percée japonaise dans le Marché commun a été particullèrement impressionnante au Danemark, en Irlande, en Italie et en Belgique. Son effet est d'autant plus spectacullaire que les exportations nippones sont concentrées sur un nombre limité de secteurs produits sidérurgiques, navires, équipement mécanique, électronique « grand public », voitures. Ainsi, la part du marché automobile occupée par les Japonais en Belgique et aux Pays-Bas, qui était respectivement de 12,9 % et de 11,8 % en 1974, a atteint 16,7 % et 15,5 % en 1975. Au Royaume-Uni, pays producteur, elle est passée de 6,7 % à 9 %. Comment freiner cette pénétration qui, pour les secteurs évoqués, menace de plus en plus gravement les entreprises communautaires?

En ce qui conventics naveaux confrontés à une forte surcapacité. Ce qu'il convient ici d'organiser, c'est une réduction ordonnée de la production. Des consultations ont été engagées dans ce sens à l'O.C.D.E. Les Japonais, qu'on estime en Europe Curvir davantage Cestro dans ce sens à l'O.C.D.E. Les Japonais, qu'on estime en Europe dans ce sens à l'O.C.D.E. Les Japonais, qu'on estime en Europe Cestro dans ce sens à l'O.C.D.E. Les Japonais, qu'on estime en Europe dans ce sens à l'O.C.D.E. Les Japonais, qu'on estime en Europe Cestro de la C.E.E. vers le Japon que, sans doute, le gouvernement de Tokyo, ainsi que le patronat nippon, est le plus désireux de consentir des efforts substantiels. Cette volonité d'ouvernement de 12,9 % et de 11,8 % en 1974, a atteint 16,7 % et 15,5 % en 1974, a atteint fê,7 % et 15,5 % en 1974, a atteint fê,7 % et 15,5 % en 1974, a atteint fê,7 % et 15,5 % en 1974, a atteint fê,7 % et la production, des Erindaren (l'organisation partonat nippon, est le production des Erindaren (l'organisation partonat nippon, est le production des Erindaren (l'organisation des l'organi

ments du contentieux entre les deux parties. Cette approche méthodique a déjà permis d'enre-gistrer quelques résultats.

Ouvrir davantage le marché nippon

en Italie et en Belgique. Son einer et d'autant plus speciaculaire que les exportations nippones sont concentrées sur un nombre limité de secteurs : produits sidérurigiques, navires, équipement mécanique, électronique « grand public », voitures. Ainsi, la part du marché automobile occupée par les Japonais en Belgique et aux Pays-Bas, qui était respectivement de 12.9 % et de 11.6 % en 1975. Au Royaume-Uni, pays productur, elle est passée de 6.7 % à 9 %. Comment freiner cette pénétration qui, pour les secteurs évoqués, menace de plus en plus gravement les entreprises communautaires?

En ce qui concerne les produits sidérurgiques, les Japonais, qui avaient dejà pris l'engagement de modérer leurs exportations en 1976, seuls ils s'astreignent : en 1976, seuls ils s'astreignent : en 1976, seuls ils s'astreignent : en 1976, seuls ils s'astreignent et en 1977 et de renforcer encore l'autodiscipline à laquelle ils s'astreignent : en 1976, seuls ils s'astreignent et en 1977 et de renforcer encore l'autodiscipline à laquelle ils s'astreignent et en 1977 et de renforcer encore l'autodiscipline à laquelle ils s'astreignent et en 1976, seuls ils exportations vers la C.E.E. ont tout de même progressé de façon sensible. Tokyo, les résultais obtenus par les outsiders, les exportations vers la C.E.E. ont tout de même progressé de façon sensible. Tokyo s'est engagé à intervenir également au pr ès des entreprises moins importantes, afin de les aumener, elles aussi, à davantage de raison.

Le publième des ventes de navires se présentait sous un jour plus difficile. En raison de la chute

largement responsables de la crise actuelle pour avoir surinvesti au cours des années passées, se faisaient tirer l'oreille, estimant qu'il n'y avait guère de raisons pour que leur productivité, supérieure à celle des constructeurs européens, soit artificiellement pénalisée. Il serait raisonnable, selon eux, qu'en 1980 50 % des commandes des navires passées dans le monde reviennent à leurs chantiers. La Communauté a fait savoir avec force qu'elle estimait cette position inacceptable. A la suite de l'avertissement solemel formulé récemment par M. Gundelach, ils viennent de faire un premier pas, modeste mais significatif, dans la voie de la conciliation en acceptant qu'outre les consultations engagées à l'O.C.D.E. des négociations puissent avoir lieu sur le plan bilatéral entre la Communauté et euxmêmes. Il est difficile d'imaginer que cette conception de la procédure ne soit suivie d'aucun effet concret.

Tout en s'exprimant en termes products ils paraissent également.

prudents, ils paraissent également disposés à maintenir au niveau actuel leurs exportations de voitures, au moins vers le marché le plus sensible, celui du Royaume Uni.

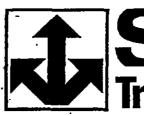
Quant aux exportations japonaisès vers les marchés traditionnellement clients de la C.E.E., les
Neuf reprochent aux Japonais de
leur ravir des contrats sur ces
marchés tiers en pratiquant des
prix de dumping. Cette concurrence « sauvage » frappe particullèrement les producteurs
d'acier et les groupes industriels
qui s'orientent vers la vente
d'usines clés en main. Le dommage, ici, peut être sérieux et
indirect; il est moins facilement
estimable et politiquement plus
difficile à contrer; aussi les Japonais paraissent-ils davantage décidés à résister aux pressions
européennes.

La Commission n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin et a déposé une liste de demandes concrétes à Tokyo. Elle estime judicieux de tenter, dans l'immédiat, un effort supplémentaire pour les produits susceptibles d'être vendus sans effort commercial trop considérable dan s l'archipel : produits pharmaceutiques, mais aussi produits agricoles, tabac, etc. Les Japonais semblent prêts à lui donner satisfaction, voire même à aider les importateurs locaux.

En résumé, la Communauté, même si elle se garde de faire preuve de trop d'optimisme, ne serait-ce que pour maintenir la pression politique exercée par les Neuf sur Tokyo, constate que les efforts consentis par le gouvernement nippon, à la fois pour freiner ses exportations vers la C.E.E. et pour accélèrer le développement de ses achais, ne sont pas négligeables. En ce qui concerne les produits sidérurgiques, les Japonais ont répondu de manière positive à pratiquement toutes les demandes européennes. Ils ont fait

Japonais ont répondu de manière positive à pratiquement toutes les demandes européennes. Ils ont fait un geste non négligeable pour les voitures et les navires et, surtout, ils se montrent disposés à favoriser l'entrée des produits de la Communauté dans leur pays. La négociation se poursuit, mais en l'état actuel des chosés, elle ne paraît pas al mal engagée.

PHILIPPE LEMAITRE. PHILIPPE LEMAITRE.



Transport International.

Agences et filiales dans les principales villes de

- Agence de Compagnies de navigation

- Manutention portuaire

Commission de transport international

- Opérations de Douane - Transports routiers et fluviaux

 Fret aérien - Stockage et distribution

FRANCE • AFRIQUE • MOYEN-ORIENT • ETATS-UNIS CANADA • BRESIL • EXTREME-ORIENT

SCAC A Paris : SCAC

30. Quai National 92806 Puteaux Tél.: 776.41.00 Poste 36.35

A Tokyo: SCAC Banque de l'Indochine Building 1-1-2 Akasaka, Minato-Ku C.P.O. Box 2139 - Tokyo Tél.: 585.99.39 Télex : 25381

OLIVIER K.K NIHON

Une structure d'action commerciale intégrée au service des industriels français

Siège social : Tokyo

French Bank Building

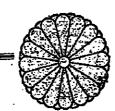
1-2, 1 - chome Akasaka Minato-ku - Tokyo Tél.: (03) 582-0871/6 Telex: J 22869 Câble: Austrasia Tokyo Bureau d'Osaka

Shinto Building

7,1 - chome Saiwai-Cho-Dori Naniwa-ku - Osaka Tél.: (06) 561-9391/2 Câble: Olivicelo Osaka

FILIALE DE COMPAGNIE OLIVIER S.A.

Siège social : 1, rue Robert-de-Flers 75740 PARIS CEDEX 15 Tél.: 578-61-27 Télex 270606 Astrosia Paris



Supplément Japon =

Vous souhaitez développer vos relations commerciales ou financières avec le Japon.

Vous recherchez:

- des renseignements sur ce marché

- débouchés commerciaux, réglementations,
- moyens d'accès au marché des capitaux. des conseils et une assistance dans l'étude et la négociation de vos contrats.

par sa Représentation (conjointe avec le Banco di Roma et la Commerzbank)

des crédits adaptés à vos opérations.

M. Bemard DUPUY D'ANGEAC Rooms 521-522 Fuji Building 2-3 Marunouchi 3 Chome, Chiyoda-Ku

Tokyo 100-91

La bourse de Tokyo vous intéresse.

Vous recherchez des informations sur cette place ainsi que sur la conjoncture économique

 Vous avez le projet d'investir en valeurs mobilières mais désirez connaître les me opportunités de placement.

par sa Société financière (filiale conjointe avec le Banco di Roma et la Commerzbank)

NIPPON EUROPARTNERS Nishikawa Building 1.5.3 Nihonbashi Chuo-Ku Tokyo - Japon 103

le Crédit Lyonnais peut vous aider à résoudre tous vos problèmes financiers, professionnels ou personnels

CREDIT LYONNAIS

Alfaires Internationales 16 rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris Tél. 295.70.00 - Télex : 630.200 Credi

Europartenaires : Banco di Roma - Banco Hispano Americano - Commerzbank - Crédit Lyonnais

Un tournant dans la politique extérieure

Le "globalisme", une stratégie à l'échelle de l'économie mondiale

(Suite de la page 25)

M. Miki, alors vice-premier ministre, fait une tournée des capi-tales arabes. Il se montre partide 3 milliards de dollars à titre d'aide, aussi bien à l'Egyote. qu'à la Syrie, l'Trak ou l'Arable Saoudite. Des bureaux de représentation des grandes sociétés japonaises s'ouvrent dans plusieurs villes du Proche-Orient. En 1976, le chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) se tend à Tokyo. Les autorités autorisent l'installation d'un bureau de l'O.L.P. dans la capitale japonaise.

plus directe. Cependant, cette région ne constitue plus aujourd'hui une base suffisante pour établir la puissance du Japon.

A part le caoutchouc, elle lui

fournit trop peu de matières premières. Selon une étude du Japan Economic Research Center, 13,7 %

seulement des importations japo-

naises proviendront en 1980 de l'Asie du Sud-Est ; ce pourcentage s'élevait en 1960 à 20 %. Le déficit commercial que subissent les

pays de la région limite leurs

possibilités d'achat. Le Japon a donc choisi d'y investir. Il accèlère ainsi le processus de restructuration de son économie.

La division internationale du

travail s'établit ainsi : au Japon,

les industries à forte valeur ajou-

tée utilisant une main-d'œuvre

qualifiée; aux pays du Sud-Est

asiatique les industries à main-

d'œuvre banale fabriquant des produits textiles ou exercant une activité de sous-traitance. Une

telle politique nécessite un apport

massif de capitaux japonais. Cer-

tains envisagent la création d'une

une monnaie de réserve pour les

pays de l'Asie. Le Japon dépen-

drait alors moins du dollar et des

autres devises fortes pour pouvoir

y investir. Ses gains en devises

lui serviraient à d'autres investis-

Un pays qui veut, d'une part,

s'assurer des sources stables d'ap-

provisionnement en matières pre-

mières et, d'autre part, interna-

tionaliser sa production doit

exporter ses capitaux dans toutes

les parties du monde. Telle est

bien l'ambition du Japon. En 1975, les investissements japonais à l'étranger s'élevaient à près de

16 milliards de dollars. Selon une

étude prospective du MITI (mi-

sements à l'étranger.

Une «zone yen» en Asie? EN Asie du Sud-Est, la péné- nistère du commerce extérieur

tration japonaise est beaucoup japonais), ils devraient atteindre

Par ces gestes, le gouvernement en 1985 plus de 90 milliards de japonais cherche à gagner la dollars. sympathie des pays arabes. Pratiquement, la percée japonaise apparaît moins spectaculaire. Sur terrain, les banquiers et les industriels japonais se montrent beaucoup plus prudents. Ils n'hésitent pas à s'allier avec des groupes américains ou européeus pour accèder à des marchés qui leur sont difficilement approchables. Il en va de même en Afrique francophone — en Côted'Ivoire et au Niger - où les firmes japonaises s'associent à des sociétés françaises pour exploiter des gisements de minerais.

Pour financer ses investisse

ments et payer ses achats de avoir une balance commerciale largement excédentaire. Les inques percées en Amérique latine a: Proche-Orient et en Europe de l'Est, mais elles ne sont décisives et demandent à être marchés des pays occidentaux, où l'offensive japonaise ne manque pas de susciter des réflexes pro-tectionnistes. Les Etats-Unis pontraient alors exercer de nouveau leur fonction de tuteur et demander au Japon de redéfinir d'une manière plus modeste sa stratégie « globaliste ».

MAXIME DOUBLET.

SUMITOMO Partners in trade with France

Sumitomo Shoji est une des principales compagnies japonaises de commerce international. En tant que telle. non seulement elle importe des produits en France, mais elle exporte des produits français au Japon. Ou dans n'importe quel autre pays du monde.

Mais nous sommes beaucoup plus que cela. Nous sommes associés, par exemple, dans des entreprises communes (joint ventures) avec des entreprises françaises de premier plan pour des projets de mise en valeur des ressources naturelles au Moyen-Orient ou aux Etats-Unis. Nous installons aussi des usines complètes, nous fournissons une assistance technique, ainsi que des services d'information et de conseils sur le marché.

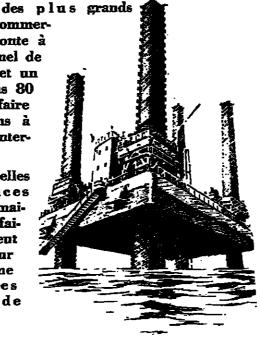
> Nous sommes la branche commerciale du Groupe Sumitomo — l'un

ensembles industriels, financiers et commerciaux du Japon dont l'histoire remonte à plus de 350 ans. Grâce à un personnel de près de 8.000 spécialistes qualifiés et un réseau de plus de 120 bureaux dans 80 pays étrangers, nous pouvons satisfaire

vos besoins à l'échelle internationale.

res, on peut compter sur nous comme partenaires confiance.

Avec de telles références dans le domaine des affaidignes de



ILOHS OMOTIMUS

SUMITOMO SHOJI KAISHA, LTD. Tokyo & Osaka, Japan

SUMITOMO SHOJI FRANCE S.A.

15, Rue de Berri, 75008 Paris Tel. 359-67-24 to 359-67-27 Telex: 650013 "SUMITO PARIS"

Banque Européenne de

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME EN EURO-DEVISES PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo Ltd.,

- The Industrial Bank of Japan Ltd.

- Bank of Tokyo Holding S.A.,

- The Long Term Credit Bank of Japan Ltd., - The Nippon Fudosan Bank Ltd.,

- The Kyowa Bank Ltd.,

- The Taiyo Kobe Bank Ltd.,

- The Saitama Bank Ltd., - The Hokkaido Takushoku Bank Ltd.

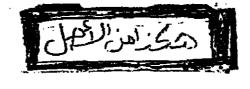
Le total de l'actif des banques participantes dépasse 170 milliards de dollars.

les grandes affaires ne sont plus nationales. Elles ont des ramifications dans le monde entier et il leur faut l'aide de banquiers experts dans le domaine international. Mitsubishi est de ceux-là. C'est une banque multinationale disposant de capitaux qui lui permettent de financer quelques-uns des plus importants projets de notre époque - depuis

la mise en valeur des ressources naturelles jusqu'aux découvertes les plus récentes de la technique moderne. Mitsubishi, qui est l'une des plus anciennes banques du Japon, est au premier rang pour conseiller les groupes français souhaitant faire des affaires au Japon et dans d'autres pays asiatiques. Notre représentant à Paris sera heureux de vous aider.

Bureau de Représentation de Paris. 4, pl. de la Concorde, 75008 PARIS, France - Tél.: 742-0001. Télégramme: BÍSHIBANK PARIS 123 - Télex: 680.810-

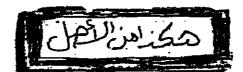
MITSUBISHI BANK



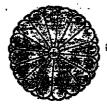
Lokyo s.a. paris Fondée en 1968 Total du bilan : 2381 millions de francs au 31 décembre 1975

A STATE MINION

tenne de



≡ Supplément Japon



Important marché financier

La Bourse de Tokyo, une rivale pour Wall Street

disent les chefs d'entreprises étrangers, difficile à analyser assurent les économistes. La Bourse de Tokyo, par exemple, est l'une des premières places financières du monde et s'annonce

E Kabutocho aura bientôt cent ans. La création de la Bourse de Tokyo date en effet de 1878. Elle fait partie du gigantesque effort entrepris sous le règne de l'empereur Metji pour ouvrir la société japonaise sur l'extérieur et en occidentaliser les institutions. Mais la greffe prendra mal et, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le marché restera étroit et spéculatif, les grands congiomérais — les Zaibatzu, — peu soucieux de subir les contraintes de la Bourse, trouvant ailleurs leurs financements.

L'occupation américaine auporte

L'occupation américaine apporte une deuxième vague de grandes réformes à laquelle le marché financier n'échappe pas. Il s'agit de mettre en place une institution moderne, largement copiée sur le modèle de Wall Street, et capable de participer activement

développement accéléré que ne viendront interrompre que deux crises : la première, celle de 1961-1965, montrera la fragilité d'un système financier encore très instable (la Bourse n'en sortira qu'avec l'aide de la Banque du Japon et au prix de réformes) ; la deuxième crise sera causée par la récession mondiale de 1974 : le marché japonais montrera cette la récession mondiale de 1974 : le marché japonais montrera cette fois qu'il a atteint l'âge adulte et qu'il est, autant que d'antres, capable de résister au choc de la dépression. L'indice des valeurs ne perdra à Tokyo que 37 %, contre 45 % à Wall Street, 50 % à Paris et plus de 70 % à Londres.

Un rôle très secondaire dans le financement des investissements

PORTE par la croissance économique du pays, le Kabuto-cho est devenu un des tout pre-miers marchés financiers du monde : troisième par le nombre des valeurs cotées (1397 en 1976). des valeurs cotees (1397 en 1976) après New-York et Londres; il se situe au deuxième rang derrière Wall Street si on retient le critère du volume des transactions: 183 millions de dollars par jour, soit trois fois plus qu'à Londres et huit fois plus qu'à Francfort et à Paris

Le marché obligataire, quant à lui, a multiplié par six son volume d'émissions en dix ans, atteignant, en 1975, 50,7 milliards de dollars, soit plus de cinq fois le chiffre français pour la même période.

ment stagnante. Quant au mar-ché obligataire, il est littéralement accaparé par les banques (60 % du totail), qui y trouvent une part importante de leurs ressources et, plus récemment, par l'Etat, les organismes publics et les collec-tivités locales 35 %). Ces emprun-teurs ne laissent au secteur indus-tifiel qu'une portion congrue, inférieure à 10 %.

Le marché obligataire, quant à inférieire à 10 %.

lui, a multiplié par six son volume d'émissions en dix ans, atteignant, en 1975, 50,7 milliards de dollars, soit plus de cinq fois le chiffre français pour la même période.

Maigré son volume, le marché financier japonais reste insuffi
mérieire à 10 %.

En fait, c'est au travers des des marché obligataire finance l'investissement productif. Ce détour renforce un peu plus les liens entre les entreprises industrielles — dont l'autofinancement excède rarement 30 à 40 % — et leur principal préteur.

La forme seule est occidentale...

L'es Japonais ont largement tion des investisseurs et surveil-copié sur les Etats-Unis les lance du marché par une structures de leur marché finan-cier : un seul cours pour les titres cet pas de marché à terme, mais les lance) aussi sévère et aussi un système d'achat à crédit des indiscrète que celle de Wall distinction stricte faite entre les Mais alors que le marché amétaire semble s'ouvrir plus la activités des banques et des broricain est un des plus transparents ment aux emprunteurs étrankers (maisons de titres), protecdu monde, celui de Tokyo est à mesure que la balance

comme la prochaine rivale de Wall-Sireet. C'est pourizant encore un marché financier opaque, dont la forme seule est occiden-tale et qui, en fait, protège l'inextricable échevasu des parti-cipations croisées sur lequel est bâti le capitalisme japonais.

sous la tutelle des quatre plus grosses maisons de titres qui se partagent, en réalité, le marché. Les transactions concernent au maximum 15 à 20 % des titres, les plus gros paquets étant immobilisés et constituant ces participations croisées qui font du capitalisme japonals un écheveau inextiricable.

L'information est formellement assurée, mais celle qui importe value des porteurs, pratiquant les achats-ventes, à crédit réalisent à eux seuls 25 % des transactions.

Un concurrent redoutable pour les autres pays capitalistes

DERNIER détail Les manœuves utilisées pour couper court aux questions indiscrètes des actionnaires lors des assemblées actionnaires lors des assemblées générales des sociétés — y compris les plus honorables — ont un nom : les Sokatya Elles relèvent du chantage et de la pression physique pure et simple. La route qui même à la démocratisation du Kabutocho est encore longue.

La Banque du Japon et le ministère des finances controlles — comme dans d'autres, le Japon s'appréte à devenir un concurrent redoutable pour les autres pays capitalistes développés. L'accession de Tokyo au rang de leur marché financier sur l'extérieur de l'état de santé de la balance des paiements, autant dire que le marché de Tokyo ne s'est qu'entrouvert.

Dernis trois on quaire ans

que le marché de Tokyo ne s'est qu'entrouvert.

Depuis trois on quatre ans pourtant, on a pris conscience, au Japon, que Tokyo deviendrait une des grandes places financières du monde capitaliste. Même si les investisseurs étrangers ne possèdent qu'une faible part — 5 % — du portefeulle japonais, leur rôle d'animation du marché n'est plus négligeable. Des entreprises étrangères cherchent à participer à l'expansion d'une Bourse active à l'expansion d'une Bourse active plus sansible aux plus-values qu'aux dividendes (ceux-ci demeuqu'aix inventes contre l'enteur rant remarquablement faibles par rapport à la valeur boursière des titres : 2,8 % à Tokyo, contre 5,1 % à Paris en 1974). Seize valeurs américaines ou européennes (dont la Compagnie française des pétroles et Parihas) sont cotées à Tokyo. Inversement, les valeurs japonaises sont nom-breuses sur les places européennes (quatre à Paris, mais plus de vingt-cinq respectivement à Francfort et à Amsterdam).

A son tour, le marché obligataire semble s'ouvrir plus lars ment aux emprunteurs étranger



BNP

パリ国立銀行 **Au JAPON**

Tokyo

929, Kokusai Building, 1-1 Marunouchi, 3-Chome Chiyoda-ku Tél.214.2881 Télex: J 24825

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris Tel.523.55.00

Nous ne pouvons pas vous apprendre le Japonais, par contre nous pouvons vous aider à le comprendre.



La première dans les affaires bancaires internationales depuis 1880

Bank of Tokyo, présente partout dans le monde grâce à plus de 250 succursales, bureaux de représentation ou participations, est fière d'avoir un rôle à jouer dans le développement économique de la France.

BUREAU À PARIS: 4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1er Tél: 261-58-33 BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A.: 4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1er Tel: 261-58-55

Banque et financement mondiaux **BANK OF TOKYO** SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES présente toutes ses literies chez **CAPELOU** EXPOSITION ET CENTRE D'ESS Seule adresse de vente : 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS XI^a Métro Parmentie Tél. 357.46,35 A ses lecteurs

qui vivent hors de France Le Monde

Sélection hebdomadaire

lls y frouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

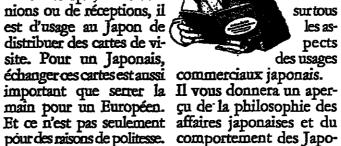
rents des nôtres. Ils sont ne a une signification très rité: "Les Affaires au Japon". te quelle autre compagnie. particulière. Mais rassurezvous, nous sommes la pour vous aider à les com-

Par exemple, lors de réunions ou de réceptions, il est d'usage au Japon de distribuer des cartes de visite. Pour un Japonais, échanger ces cartes est aussi commerciaux japonais. important que serrer la Il vous donnera un apermain pour un Européen. çu de la philosophie des Et ce n'est pas seulement affaires japonaises et du

En fait, c'est une cou- nais tout simplement tume très utile, qui vous parce que ces deux points permettra de retenir les influencent quotidiennoms de vos interlocuteurs nement les discussions et de connaître précisé- commerciales.

ment la position qu'ils occupent dans leursociété. Aussi pour vous aiderle JAL

prendre.



Mais tout cela n'est JAPAN AIR LINES qu'une petite partie de l'aide que le JAL Executive Service peut vous fournir avant, pendant et après votre séjour au Japon.

Si vous désirez en savoir

Le Japonais est une lan- Executive Service peut im- plus sur le JAL Executive gue très difficile à appriendre primer, pour une somme Service, découpez ce bon et les usages commerciaux très modeste, vos propres et dites-vous bien que ce sont également très diffé- cartes de visite bilingues. n'est pas sans raison que D'autre part, et toujours la JAL transporté plus réglés par des coutumes pour vous aider, JAL a édi- d'Européens sur ses lignes très strictes et dont chacu- té un ouvrage qui fait auto- vers le Japon que n'impor-

> Ce livre vous donnera des Japan Air Lines. informa- 75, av. des Champs-Elysées, tions pré- 75008 Paris. cieuses Nom.

surtous Fonction.

les as-

Adresse

Vous êtes



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité prolonge le mandat de la FUNU dans le Sinaï...

L E Conseil de sécurité a renouvelé pour un an le 22 octobre le mandat de la force d'urgence des Nations unles au Sinal qui venait à expiration le 25 octobre. Treize Etats membres ont voté en ce sens, la Chine et la Libye n'ont pas pris part au vote. La résolution souhaite aussi une reprise des négociations.

... et déplore les mesures prises par Israël dans les territoires occupés Réuni le 1º novembre pour examiner une plainte égyptienne contre Israël au sujet des pratiques dans les territoires occupés, le Conseil de sécurité a adopté par consensus un texte déplorant vivement les mesures prises par replorant vivement les mesures prises par Israël dans ces territoires. En particulier il juge que ces mesures modifient la composition démographique et le caractère géographique, notamment par l'établissement de colonies. Le Conseil déclare aussi que ces mesures n'ont aucune valeur légale » et constituent un obstacle à la paix.

VETO AMERICAIN CONTRE L'ADMISSION DU VIETNAM — ADMISSION DE L'ANGOLA. — Le 15 novembre, les Etats-Unis ont opposé leur veto d l'admission du Vietnam aux Nations unies. Les quatorze autres Etats membres ont voté en luveur de l'admission. En revanche, l'Angola a été admise à l'ONU le 22 novembre par un vote du Conseil de sécurité (treise voix pour, une abstention : Etats-Unis; la Chine ne participait pas au vote) recommandant à l'Assemblée générale de prendre une décision en ce sens.

A l'Assemblée générale : résolutions sur les Palestiniens, l'Afrique australe, Chypre, etc.

La trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies, réunie depuis le 27 septembre, a poursuivi l'examen des problèmes inscrits à l'ordre du jour. Elle a pris position notamment, sur des projets de résolution concernant la aituation des Palestiniens, sur la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, la question de Chypre, etc.

Sid, la question de Chypre, etc.

Situation des Palestiniens. — Par 118 voix contre 2 (Israël et Costa-Rica) et avec 2 abstentions (Malawi et Papouasie-Nouvelle-Guinée), l'Assemblée a déploré le refus des Israéliens de rapatrier deux cent quarante mille Palestiniens environ déplacés à la suite de la guerre de 1967. Le texte invite Israél à prendre des « mesures immédiates » pour assurer leur retour dans leurs foyers. Le même jour, qualre autres résolutions ont été adoptées à propos des activités de l'Office de secours et de travaux des Nations unies en faveur des réfugiés arabes des Nations unies en faveur des réfugiés arabes de Palestine (UNRWA), organisation s'occupant de l'ensemble des réfugiés depuis la création de

Le lendemain, l'Assemblée a adopté le projet de résolution qui lui était présenté par le comité chargé de veiller à la mise en œuvre des droits des Palestiniens. Elle y proclame le droit des Palestiniens à rentrer chez eux et à créer un Etat sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). Le texte a été voté par 90 voix contre 16 (dont les Etats-Unis) avec 30 abstentions. La France n'a pas pris

L'avartheid en Afrique du Sud. - Dix résolutions ont été adoptées à ce propos le 9 novembre, notamment : sur l'application de l'embargo (110 voix contre 8, 20 abstentions) : la collabo-ration d'Israël avec Pretoria (91 voix contre 20, 28 abstentions) ; la préparation d'une conven-28 abstentions); la préparation d'une convention internationale contre l'apartheid dans le sport (128 voix pour, 12 abstentions); la cessation de toute collaboration économique avec Pretoria (110 voix contre 6, 24 abstentions); l'illégalité du régime de l'Afrique du Sud et la réaffirmation que l'A.N.C. et le P.A.C. sont les représentants authentiques de la majorité sudafricaine et que leur combat est légitime (108 voix contre 11, 22 abstentions), etc. Par 124 voix (16 abstentions), l'Assemblée a aussi demandé au Conseil de sécurité d'envisager des mesures visant à interdire de nouveaux investissements en Afrique du Sud.

mesires visant à interdire de nouveaux inves-tissements en Afrique du Sud.

Condamnant la collaboration de tous les pays et celle des intérêts économiques étrangers avec les régimes racistes d'Afrique australe (par 93 voix contre 9), l'Assemblée a dénoncé, en particulter, la collaboration de six Etats: France, R.F.A., Royaume-Uni, Etats-Unis, Israël et

Japon.

Transkei. — Le 26 octobre, l'Assemblée générale a adopté, par 134 volx et avec 1 abstention (Etats-Unis), une résolution qui rejette l'indépendance « postione » du Transkei proclamée le même jour et invitant la communauté intermotionale à par par reconstitue la Transkei nationale à ne pas reconnaître le Transkel.

Chypre. — Par 94 voix contre 1 (Turquie) et avec 27 abstentions, une résolution sur Chypre a été adoptée le 12 novembre. L'Assemblée y exige notamment l'application urgente de ses deux précèdentes résolutions (3212 et 3395), où elle demandait, d'une part, le retrait de toutes



les forces armées étrangères, le retour des réfugiés dans leurs foyers et la poursuite des négociations entre les deux communautés; où elle « exigenit » le retrait de toutes les forces étrangères et la « reprise » des négociations, d'autre part. La Turquie avait demandé, en vain, que l'on réexamine la procédure concer-nant l'audition des représentants des deux communautés (autorisés à s'exprimer seulement en commission).

en commission).

Dialogue Nord-Sud. — Une résolution a été adoptée le 19 novembre par 99 voix (30 abstentions), dans laquelle l'Assemblée fait état de son inquiétude et de sa déception devant le manque de résultats concrets à la conférence sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud).

Non-recours à la force, espace, etc. — Par 88 voix contre 2 (Chine et Albanie) et avec 31 abstentions, une résolution demande aux Etats d'examiner un projet de traité proposé par les Soviétiques sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Deux autres résolutions adoptées sans vote concernent la souscription au traité sur l'exploration et l'infilisation de l'espace et les effets des radiations ionisantes.

ionisantes.

Elections à l'ECOSOC. — L'Assemblée a élu dix-huit membres du Conseil économique et social pour un mandat de trois ans à partir du 1° janvier 1977.

AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Au cours de la seconde réunion de sa solvante et unième session. Le Conseil économique et social (ECOSOC) a décidé le 2º octobre de transfèrer de Beyrouth à Bagdad le siège de la Commission économique des Nations unies pour l'Asia occidentale. Il a élu d'autre part douve des dir-huit membres du groupe de transail sur les pratiques de corruption et fixé les dates de sa première session : du 15 au 19 novembre 1976. L'ECOSOC a aussi modifié le calendrier des réunions de certains de ses organes subsidiaires.

DETTE DE L'ONU. — Le 27 octobre, le comité chargé de négorier la dette des Nations unies a été suisi d'un texte révisé faisant l'inventaire des e éléments possibles pour une solution globale ». ACTIVITES AU SABEL. — Le secrétaire général de l'ONU a publié le 21 octobre son rapport d'activité su: le bureau des Nations unites au Sahel. Plus de sourante-dix projets sont en cours dans les pags de la région au titre des secours et de la reconstruc-

DECOLONISATION. — Le comité de la décoloni-sation a approuvé le 26 octobre les recommanda-tions de la mission qui s'est rendue en mai et juin derniers dans les îles Tokelaou et en Nouvelle-Zélanda. Le rapport note que les populations souhaitent pour le moment conserver des liens étroits avec la Nouvelle-Zélands.

e COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La Commission économique des Nations untes pour l'Europe (C.S.E.-ONU) a publié le 17 novembre son Bulletin économique pour l'Europe, volume 28 : Evolution récente du commerce européen. Il fait en particulier le point des échanges et des paiements entre l'Est et l'Ouest de 1965 à 1974 ; les échanges à l'intérieur de l'Europe occidentals et en Europe orientale jont l'objet de chaptires séparés.

occidentale et en Europe orientale font l'objet de chapitres séparés.

— Réuni à Geuève du 6 au 3 octobre, le comité de l'industrie chimique de la C.E.E.-ONU a approuvé uns étude sur 'es besoins en matières premières de l'industrie chimique selon laquelle le danger d'une pénurie mondiale semble faible.

— Le comité du bois de la C.E.E.-ONU a tenu sa trente-quatrième session à Genève, du 18 au 23 octobre. Il était saist, entre autres, de trois exposés sur les causes des fluotuations cyaliques u marché du bois. Comme d'habitude, le comité a procédé à un exumen du marché.

Travail

Une convention sur le contrôle des navires

L'A soixante-deuxième session (maritime) de la Conférence internationale du travail, qui s'est déroulée à Genève du 13 au 29 octobre, a été marquée par l'adoption d'une convention instaurant un contrôle des navires où prévalent des conditions inférieures aux normes, et en particulier des navires battant pavillon de complaisance (qui représentent à l'heure actuelle le tiers du tonnage de la marine marchande mondiale).

le tiers du tonnage de la marine marchande mondiale).

Cette convention donnera aux pays qui l'auront ratifiée le droit de procéder à une inspection des navires réputés « suspects » qui feront escale dans leurs ports, en cas de plainte émanant d'un membre de l'équipage, d'un organisme professionnel, d'un syndicat ou de toute autre personne « ayant intérêt à la sécurité du navire ». La convention entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle au moins dix pays représentant ensemble un tonnage brut de 25 % de la flotte marchande mondiale l'auront ratifiée. Au cours de cette conférence, ont également été adoptés des instruments internationaux concernant les congès payés des gens de mer, la protection des jeunes marins et la continuité de l'emploi.

AIDE AU POÈTUGAL. — Le Buscu international

AIDE AU PORTUGAL. — Le Burecu international du travail (BIT) a annoncé, le 3 novembre, qu'u allait apporter une assistance directe à l'élaboration du plan de développement du Portugal pour la période 1977-1980. Quatre experts du BIT seront chargés de formuler les objectits d'emploi qui seront retenus dans ce plan. Le BIT indique que c'est la première fois qu'un pays européen sollicits son concours pour la mise sur pied de son plan de développement.

de développement.

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Un programme pour améliorer les conditions de travail et notamment pour réduire le nombre des accidents professionnels a été approuvé par le conseil d'administration du BIT au cours de sa session d'automne, du 15 au 19 novembre, à Genève. Ce programme comprend des urissions de spécialistes dans les pays qui en 'éront la demande pour les aider à fixer turis object/s. Il permetira également d'assurer une plus large diffusion des informations, en particulier grâce à la mise sur pied d'un système miernational d'alerte pour les substances dangereuses. Ce programme répond aux préoccupations exprimées par le conférence internationale du travail en juin 1975 consernant l'absence de progrès constatée dans l'humanisation du travail et la réduction des maladies et accidents professionnels.

LEGISLATION BOCIALE. — Ceut cinquante-deux réduction des maladies et accidents professonnels.

LEGISLATION SOCIALE. — Ceut cinquante-deux pays ont apporté plus d'un millier d'améliorations à leur législation sociale au cours des treize dernières années, dont 31 % sur le continent latinoaméricain, 30 % en Europe, 23 % en Afrique et 16 % en Asie et en Océanie. Ces indications sont contenues dans une étude publiée par le Bureau international du travail sous le titre : « L'impact des conventions et recommandations internationales du travail » Y sont recensées toutes les améliorations apportées par les Etats membres de l'Organisation internationale du travail à leur législation et à leurs réglementations pour les mettre en conformité avec les conventions et les recommandations de l'Organisation.

A la conférence régionale pour l'Afrique : les perspectives alimentaires mondiales

L s'iuation alimentaire mondiale est dans l'immédiat meilleure qu'elle ne l'a été depuis plusieurs années, mais les tendances à long terme de la production alimentaire dans les pays en voie de développement restent d'une faiblesse inquiétante, a déclaré en substance M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) à la neuvième session de la conférence régionale de la F.A.O. pour l'Afrique, réunissant au mois de novembre à Frectown les ministres et les délégués de quarante pays et mouvements de libération nationale d'Afrique.

La F.A.O. estime que la production mondiale de céréales en 1976 dépassera les 1 300 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 % par rapport à 1975. On s'attend à une augmentation des stocks de report. Selon la F.A.O., les besoins de céréales importées par les pays pauvres les plus durement touchés par la récession économique actuelle devraient être nettement moindres que l'an dernier. situation alimentaire mondiale est dans

moindres que l'an dernier.

CONTRIBUTION DU VENEZUELA AU FONDS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — M. Garlos Andres Perez, président de la République du Venezuela, a canancie, le 19 novembre, que son pays était disposé à contribuer à nouveau au FIDA (Fonds international de développement agricole) dans le cadre de la contribution générale que pourraient faire les pays membres de l'OPEP.

pags memores de l'OPEP.

LES SATELLITES ET L'AGRICULTURE. — Le premier cours international sur les applications à l'agriculture de la télédétection (ou détection à distance) s'est ouvert au sège de la FALO. à la fin du mois d'octobre. Ce cours est organisé par les Nations unies, cuec la coopération de la FALO. de UVINESCO et du gouvernement italien; îl a été conçu pour l'Afrique, et traits tout particulièrement de l'application de la télédétection à l'utilisation des sols et à l'inventaire végétal des pags semi-arides d'Afrique.

a Afrique.

PLAN D'URGENCE POUR LE LIBAN. — Un plan d'urgence pour le liban, destiné à secontr, pendant quatre mois, les 1 350 000 victimes de la guerre civile libanaise a été annoncé le 16 novembre par M. Edouard Saouma. Au cours d'un entretien avec une délégation ministérielle libanaise, le directeur général de la F.A.O. a autorisé uns aide immédiate d'une valeur de 4,7 millions, à présurer sur les resources d'urgence du Programme alimentaire mondiale (PAM) pour les opérations de secours.

ADE ALIMENTAIRE A L'ANGOLA ET AU SOU

diale (PAM) pour les opérations de secours.

AIDE ALIMENTAIRE A L'ANGOLA ET AU SOUDAN. — Le PAM a envoyé une cide alimentaire
d'urgence d'uns valeur de l'a million de dollers à
l'Angola pour les personnes déplacées à l'intérieur
du pays, ainsi que pour les Angolais qui rentrent
dans leur patrie. Une aide alimentaire d'une voleur
totale de 233 500 dollars au Soudan, destinés aux
réjugiés non érythréens en provenance de l'Ethiopie
a également été décidée le 28 octobre.

UN BILAN DES ACTIVITES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le PAM assume, à présent, près du strième de l'aide altmentaire plobale, alors que, récemment encore, il n'en assumait que le dixième. Selon le directeur exécutif du PAM par intérim, avec l'approbation attendue de vingt-

trois projets par le comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire, la valeur totale des engagements pour des projets de développement économique et social et pour répondre aux besoins d'urgence s'élèvera à plus de 3 milliards de dollars depuis que la PAM a commencé à jonctionner, en janvier 1963.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, — La dix-neuvième conférence générals de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est déroulés du 28 octobre au 30 novembre à Nairobi. On trouvers un brefrésumé de ses travaux durs notre prochain numéro.

de ses trabaux auns nouve procesan numero.

• SANTE. — Une réunion, convoquée au mois d'octobre par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) à Genève, a conalu à la nécessité d'établir un système mondial de transfert de l'information sur les médicaments, au profit des pays en vois de développement. Les participants ont aussi souhaité que l'Organisation contribus, par la coopération teahnique avec les pays en vois de développement, au transfert de l'information sur les médicaments et favorise la création d'organismes de contrôle des médicaments.

— Conformément que priorités établies par le

medicaments.

— Conformément aux priorités établies par le comité régional de l'O.M.S. pour l'Afrique, le programme à long terme en javeur de la salubrité de l'environnement se concentre désormais sur la mise en place de services d'approvisionnement en eau et d'évaouation des déchets pour desservir la population de tous les pays de la région. Un comité d'experts régionaux r'est réuni à Brazzaville du 25 qui s'y rattachent.

— Dans la cadre du programme à long terme du

qui s'y rattachent.

— Dans le cadre du programme à long terme du bureau régional pour l'Europe en matière de santé mentale, un groupe de trusal sur l'apenir des hôpitaux psychiatriques s'est réuni à Mannheim du 2 au 5 novembre, pour examiner les formes de traitement et de réadaptation des malades dans des services ambulatoires et non plus dans des institutions fermées.

◆ ENERGIE ATOMIQUE. — L'Agence internatio-nole de l'énergie etomique (A.I.E.A.) a célébré, le 26 octobre, le vingtième enniversaire de la signature de son statut. Cet événement sera commémoré au cours d'une conférence internationale sur l'énergie d'origine nucléaire qui aura lieu au mois de mai 1877 à Salebourg.

a Saleboury.

• NAVIGATION MARITIME. — L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a anuoncé, le 26 octobre, sa décision d'aider le gouvernement de la Barbade à lutter contre la pollution des eaux de mer l'OMCI apportera, pur l'intermédiaire de son comité de la coopération technique, l'assistance technique nicessaire pour mener à bien une étude sur les éfets de la pollution, notamment de la pollution par les hydrocarbures.

— L'OMCI a réuni à Londres, au mois de novembre, une conférence chargée d'alopter une nouvelle convention internationale sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes. Cette nouvelle convention remplacera la convention internationale sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, signée à Bruxelles en 1957 et entrée en vigueur en 1968.

— Le nouveau conseiller maritime régional de

— Le nouveau conseiller maritime régional de l'OMCI gour l'Asie et le Pactifique, M. Erik de la Motte (Suède) est entré en fonctions le 15 novembre dernier. Il seru chargé de l'exécution des projets de l'Organisation dans les pays de la région.

TELECOMMUNICATIONS. — La République populaire d'Angola est devenue, le 13 octobre dernier, le cent cinquante-deuxième pays membre de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.).

(U.I.T.).

• METEOROLOGIE. — La commission des systèmes de base de l'Organization météorologique mondiale (O.M.M.) a tenu une session extraordinaire au début du mois de novembre à Genève. La commission, qui est chargée de la planification et du contrôle à l'échelle mondiale du système qui effectue des observations météorologiques régulières et qui les transmet à tous les pags du monde en fonction de leurs besoins respectifs — système connu sous le nom de Veille météorologique mondiale, — a examiné un certain nombre de questions urgentes en matière d'exploitation qui ne pouvaient être laissées en suspens jusqu'à la prochaine session prévue en 1979.

WELLENTS KOM

-1-

. . . .

2 (2) 2 (2) (2) (2)

77.79.5

Fonds monétaire international

Près de 840 millions de D.T.S. sont mis à la disposition du Mexique

D'IMPORTANTES mesures d'aide ont été prises le 28 octobre au Fonds monétaire international (F.M.I.) en faveur de l'économie mexicaine sérieusement touchée par l'inflation (le peso avait été dévalué à deux reprises ces derniers mois). Au total, c'est l'équivalent de 837,125 millions de D.T.S. qui ont été mis à la disposition de ce pays :

disposition de ce pays:

— 185 millions de D.T.S. (en devises étrangères) au titre du « mécanisme compensatoire », disponibles immédiatement, pour faire face au déclin des revenus d'exportation;

— 134.125 millions de dollars (en devises étrangères) au viscours d'exportation; etrangères) sous forme d'un tirage sur sa pre-mière tranche de crédit (36% du total); — 518 millions de dollars, sous forme d'une ouverture de crédit pour trois ans, au titre du mécanisme élargi pour venir en aide aux pays ayant des difficultés de balance des paiements.

ACHATS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Outre le Mezique (voir cidessus), quatre pays ont reça du Fonds monétaire international l'autorisation d'affectuer des achais de devises dans le cadre du financement compensatoire : la Samoa-Occidentaile (27 octobre), pour un montont équivalent à 500 000 droits de tirage spéciaux (D.T.S.); la Jamaique (8 novembre), pour l'équivalent de 13.25 millions de D.T.S.; le Sri Lanka (11 novembre), pour l'équivalent de 15.8 miltions de D.T.S., et l'Afrique du Sud (12 novembre), pour une somme équivalent à 160 millions de D.T.S.

LA FROCEDURE DES VENTES D'OR. — Pour ses venies d'or, le Fonds monétaire a annoncé, en novembre, le retour à la méthode du prix uniforme dits « des enchères hollandaises », qui àvait dejà été utilisée pour ses deux premières adjudications. NOMINATIONS. — M. Justin Bevin Zulu (Zambie) a été nommé directeur du département africain du Fonds monétairs international. Il succède à M. Ma-moudou Touré (Mauritanie).

Groupe de la Banque mondiale

La Banque emprunte 700 millions de dollars sur les marchés financiers internationaux

O N a annoncé le 18 novembre une double émission, sous la conduite de Salomon Brothers, Morgan Stanley and Co et la First Boston Corporation, de bons et d'obligations de la Banque mondiale se montant au total à

500 millions de dollars. Le 29 octobre, un accord portant sur le placement privé de bons libellés en deutschemarks, d'un montant de 200 millions de deutschemarks, avait déjà été signé avec la Bayerische Landesbank Girozentrale; au total, c'est donc 700 millions de dollars que la Banque a empruntés en quelques semaines sur les mar-chés financiers.

La double opération du 18 novembre se présente comme suit : — Une émission publique de 250 millions de dollars de bons à dix ans (à 7,80 % d'intérêt) venant à échéance le 1° décembre 1986 et non remboursables avant cette date;

Temboursables avant cette date;

— Une émission publique de 250 millions de dollars d'obligations à vingt-cinq ans venant à échéance le 1° décembre 2001 (à 8 3/4 % d'intérêt). Les obligations pourront être amortles à partir du 1° juin 1939 à des prix qui diminueront. Au moyen du fonds d'amortissement obligations, la Banque remboursera 92 % des obligations avant échéance.

Quant au précédent emprunt annoncé le 27 octobre, il consiste en bons portant intérêt à 8 1/8 % l'an, qui seront remboursés au pair le 1º décembre 1985.

SEPT PRETS DE LA BANQUE. — Une série de prêts ont été accordés par la Banque mondiale (Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou BIRD) en faveur des pays sui-

descloppement on BIRD) en laveur des pays suvants:

- Papouasie-Nouvelle-Guinée (31 octobre):

16 milions de dollars (2 2.70 %) pour un programme de développement de l'agriculture;

- Portugal (21 octobre): prêt de 24 millions de
dollars à 8,70 % pour un programme de remise en
état et d'entretien du réseau routier;

- Inde (22 octobre): 25 millions de dollars pour
inancer en partie le développement des transports
de l'agglomération de Bombay;

- Indonésie (28 octobre): 52 500 000 dollars pour
un projet de développement urbain à Djakarta et
à Sourabaya;

- Indonésie (4 novembre): 32 millions de dollars
aljectés à l'extension du port de Tanjung-Priok, le
plus important port de marchandises du pays;

- République de Corée (18 novembre): 22 500 000
dollars attribués à la Bonque coréanne de dévepour accroître ses ressources; 75 millions de dollars
jinanceront le coût des produits importés directement en vue de la réalisation des projets industriels
en 1977 et 1978; le solde du prêt, soit 7 500 000 dollars,
sern rétrocédé à la Société coréanne de leasing
industriel pour l'achat de machines et de matériels
loués à des entreprises de petite et moyenne importance;

- Re Maurice (18 novembre): 3 600 000 dollars
pour financer en partie un projet nortrades

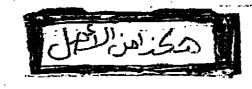
tance:

— le Maurice (13 novembre): 3 600 000 dollars

pour l'inancer en partie un projet portuaire. Ce

prèt, accordé aux conditions du « traisième guiact », porte intérét à 4,70 %.

NOUVEAU MEMBRE. — Le 29 octobre, les Comores sont devenues le cent vingt et unième Etat membre de la Banque; leur part du capital souscrit s'élève à 1800 000 dollars.



CREDITS DE L'ABSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationals de développement (IDA), fillals de la
Benque mondiale, a approuvé deux crédits:
— 5 millions de dollars accordés le 21 octobre
à la Bépublique arabe du Yémen pour un projet
de développement de l'élevags;
— 14 millions de dollars, le 4 novembre, à Madagascar pour l'aider à décentraliser son système
d'enseignement et à en améliorer la qualité.

AUTHARNITATION DES BONDE BONDE LA RECHERd'enscignement et à en améliorer la qualité.

AUGMENTATION DES FONDS FOUR LA RECHER-CHE AGRICOLE. — Les douze centres ou programmes internationaux de recherche agricole, réunis sous l'épide du Groupe consultatif en matifère de recherche agricole internationale (G.G.I.A.R.), receptont un montent total de 18 millions de dollars environ pour poursuirre leurs activités en 1977. Ce montent est basé sur les mélions relatives à l'aide financière fournie par le plupart des membres dondésurs du C.G.I.A.R., dont la réunion sementrielle s'est tenue du 27 cm 29 octobre cu siège de la Banque mondiale, à Washington. Rappelons que le C.G.I.A.R. a été fondé en 1970, sous l'impulsion de la F.A.O., du GROUPE CONSULTATTE POUR LE COUDAN

PNUD et de la BIRD.

GROUPE CONSULTATIF POUR LE SOUDAN. —
Le Groupe consultatif pour le Soudan s'est réuni
les 4 et 5 nomembre au bureau européen de la
Bunque mondiale. La délégation du gouvernement
soudanais a exposé, dans ses grandes lignes, les
objectifs du plan de développement prévu pour les
six prochaines années, qui doit prendre effet le
iré juillet 1977. Elle a également soumis aux participants le « programme de développement agricole
de bast » préparé par le Fonds arabe de développement social et économique, en collaboration avec
le gouvernement soudanais et dont le premier plan
d'investissements sera confilé à l'Office arabe d'investissements et de développement agricole crée récemment à Khartoum avec le concours de douze gouvernements du monde arabe. A l'issue de cette session,
les participants sont convenus de continuer à
assurer une aide à ce pags — augmentée même dans
certain cas — dans des conditions très favorables.

Banque européenne d'investissement

Prêts au Kenya et à la Grande-Bretagne

Bretagne

UN prêt global d'une contre-valeur de 2 millions d'u.c. (environ 18,5 millions de schillings kényans) a été consenti le 27 octobre par la Banque européenne d'investissement (BEL) à la Development Finance Company of Kenya, qui en rétrocédera le produit, avec l'accord de la BEL, pour promouvoir le dévelopment de diverses initiatives industrielles dans le pays.

11 s'agit là de la psemière opération de la BEL accordée sur ses ressources propres dans le cadre de la Convention de Lomé, ainsi que du premier financement de la Banque en faveur d'investissements dans un pays africain angiophone. Ce prêt a été octroyé pour onze ans, au taux d'intérêt de 6 %.

D'autre part, le 16 novembre, la Banque a consenti un prêt d'une contre-valeur de 5 millions de livres destinés à financer l'agrandissement de deux aérogissems exploités par British Rafi sur les legnes reliant Calais et Boulogne au port de Douvres. Ce prêt a été accordé pour dix ans au taux de 9 %.

NOUVEAUX TAUX DES INTERETS. — Le consentitation de le la part de 10 nouveaux de 20 nouv

ACCORGE POUR CHE SIS SU TRUE CE 9 76.

MOUVEAUX TAUX DES INTERRETS. — Le conseil d'administration de la B.E.I. a décidé, le 20 octobre, d'appliquer les taux d'intérêts suivants : Prêis versés en plusieurs monnaies : 8 3/8 % (durée de cinq à huit aus) et 9 % (durée supérieurs à huit aus); prêts uniquement versés en dollars des Etais-Units : 8,50 % (durée de six à huit aus et taux phoot de sept aus) et 9 1/8 % (durée supérieure à huit aus et taux phoot de sept aus) et 9 1/8 % (durée supérieure à huit aus et taux pivot de dix aus); prêts versés uniquement en france suisses : 6 1/4 % (durée de cinq à huit aus et taux pivot de six aus).

Banque interaméricaine de développement

NCIERS

PEMENT

Dix prêts de la Banque L A Banque interamericaine de développement (BID) a annoncé l'ocirci de dix prêts :

— A la République Dominicaine (28 octobre) : 3,9 milions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) qui financeront l'extension d'une université privée;

— A la Bolivie (4 novembre): 5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans, à 1% l'an pendant les cinq premières années et à 2% ensuite) destinés à financer un programme de préinvesti

— Au Honduras (4 novembre): 40 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) qui permettront la réalisation de la seconde étape d'un programme de développement agricole intégral.

— A l'Argentine (4 novembre): 60 militons de dollars (à l'aide de ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8,5 % l'an) affectés à un programme de crédit visant à faciliter et à améliorer les possibilités de stockage des récoltes;

— A la Banque centraméricaine pour l'intégration économique (11 novembre): 3 millions de dellars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans, à 1% pendant les dix premières années et à 2% ensuite) qui alderont au financement d'études de préinvestissement en Amérique centrale: en Amérique centrale :

— Au Nicaragua (18 novembre): deux prêts d'un montant total de 15 millions de dollars destinés à financer la deuxième phase d'un programme de crédit à l'industrie agricole ainsi qu'aux autres industries du pays. Trois millions ont été accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-cinq ans et à 3,6 %; 12 millions proviennent du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite;

— A l'Equateur (18 novembre): 11 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour quarante ans, à 2 %) contribueront au développement des activités de l'Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias, un institut national spécialisé dans la recherche agricole:

agricole;
— Au Brésil (18 novembre): deux prêts d'un montant total de 66,4 millions de dollars qui financeront un programme de recherche ainsi que le développement de la technologie dans le secteur agricole; rétrocédés à l'Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuaria 34,4 millions de dollars proviennent des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans à 8,6 %) et 32 millions ont été consentis à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-ring ans et à 3 %. rations spéciales (pour vingt-cinq ans et à 3 %

NOUVEAU MEMBRE. — La Guyana est devenue, depuis le 16 novembre dernier, le trente-quatrième membre de la Banque.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

— La Banque asiatique de développement a approuvé, le 21 octobre, l'outroi d'un prêt de 14 millions de dollars à l'Alghanistan pour financer un plan de modernisation de l'industrie des semences de blé et de coton. Ce prêt a été accordé à l'aide du fonds de ressources spéciales de la Banque, pour quarante aus et à 1 % l'an.

— Le conseil des gouverneurs de la Banque a décidé, le 8 novembre, uns augmentation du capital de la Banque asiatique, qui, de 3 milliards 707 millions, passe à 8 milliards 711 millions (soit une augmentation de 156 % avait pris effet en novembre 1972.

tion de 150 % avait pris effet en novembre 1872.

• CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIPFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS. — Présidés par M. Kitagi (représentant de l'Ouganda au conseil exécuti), la dirième
session annuelle du conseil administratif du Centre
international pour le réplement des différends relaitis aux investissements (CIRDI) s'est tenue le
7 catobre à Manille.

Au cours de cette réunion, les membres du
conseil ont pu prendre connaissance du budget de
l'exercice inancier en cours ainsi que du rapport
annuel pour 1975-1976 relatif aux activités du
CIRDI. Rappelons que cet organisme agit en tant
que membre autonome du groupe de la Banque
mondiale.

GATT

Le conseil est saisi du problème des violations des règles de PA ccord

S ELON les conclusions du conseil du GATT O (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), réuni à huis clos le 12 novembre à Genève, le système américain DISC (Domestic International Salis Corporation), dont bénéfi-clent les sociétés américaines de vente à l'étranger depuis le 1° janvier 1972, est contraire retranger depuis le 1 de la les Etats-Unis dans l'Accord général. Une étude effectuée par des experts du GATT, à la suite d'une plainte de la Communauté économique européenne, précise que 75 % des exportations américaines sont ainsi effectuées en violation des règles du communers international. du commerce international.

du commerce international Après avoir examiné trois autres rapports élaborés à la suite de plaintes américaines, le consail a constaté que certaines modalités fiscales en vigueur en Belgique, en France et aux Pays-Bas pour favoriser les exportations constituent, elles aussi, au même titre que les pratiques américaines, des subventions déguisées à l'exportation et sont donc également en contradiction avec les dispositions du GATT. Aucune mesure n'a été prise par le conseil, ses membres ayant demandé des délais pour étudier le contenu des rapports.

O. C. D. E.

Révision en baisse des perspectives de la croissance

Corganisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a révisé, en baisse, ses pronostics. Elle a réduit de 1 % le taux de croissance qu'elle avait prévu en juillet dernier, aussi bien pour le semestre en cours que pour les six premiers mois de 1977. La reprise de 1976 (après le recul moyen de 1,3 % enregistré en 1975) ne serait donc plus que de 5 %; l'an prochain, l'expansion tomberait à moins de 4 %, soit une moyenne de 2 % seulement par an pour le quadriennat 1974-1977, au leu des 5,5 % de naguère. Vu les gains de productivité attendus dans les pays occidentaux, ces cadences ne permettraient pas de réduire le chômage pendant les quatorze prochains mois. ORGANISATION de coopération et de déve

COMTTE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. — La quinzième réunion à haut niveau au Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. s'est tenue à Paris les Z' et 28 octobre, pour ezaminer notamment les moyens les plus efficaces pour répondre aux besoins des divers groupes de pays en vois de développement et de leur population, en particulier des plus pauvres d'entre eux.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. —
Les Euts membres de l'Agencs internationale de
l'énergie (AJE.) ont confirmé, le 9 novembre à
Paris, « leur volonté politique de prendre de
mesures individuellement ou multilatéralement pour
que soit assuré un mellieur équilibre de l'offre
et de la demande de pétrole ». Ils sont convenus
« d'identifier et de surmonter les limitations de
toutes natures qu'ils rencontrent pour développer
leurs programmes dans le domaine de l'utilisation
rationnells de l'énergie et leur politique concernant
le développement de toutes les sources d'énergie :
pétrole, charbon, gaz naturel, énergie nucléairs et
hydro-électricité ».

hydro-électricité ».

OFFRE ET DEMANDE MONDIALES DE PRO-DUITS AGRICOLES. — Les perspectives agricoles mondiales pour les dix à quinze années à venir ont leut l'objet d'une étude publiée par le secrétaire général de l'O.C.D.E. à la fin du mois d'octobre, sous le titre Etude des tendances de l'offre et de la demande mondiales des principaux produits agricoles. Il ressort de ce document qu'eu cours de cette vériode les pays industrialisés resteront la principale source de produits agricoles à l'expor-tation, tandis que la situation des pays en develop-pement restera critique; les besoins d'importation des pays de l'Est constitueront, dans ces conditions, un élément critique de l'équilibre des marchés.

RECENTES PUBLICATIONS Turquis dans la série e Etudes économiques », soût 1978.

 L'évolution récente de la politique agricole des Etus-Unis, 73 pages, 1976.

 Politique des sciences sociales : Norvège, 197 pages, 1976.

 Politiques visant à promouvoir l'adaptation industrielle, 53 pages, 1976.

 Statistiques de recettes publiques des pays Statistiques de recettes publiques des pays membres de l'O.C.D.E. 1965-1974 — Une classification normalisée, 296 pages, 1976.
 Conférence sur les politiques en matière d'informatique et de télécommunications : compte rendu de la conférence de l'O.C.D.E. en février 1975, 381 pages, 1976.

Association européenne

de libre-échange

Au conseil ministériel

L'Econseil de l'Association européenne de libre-échange (AELE.) et le conseil mixte AELE-Finlande se sont réunis au niveau ministériel à Lisbonne, le 11 et le 12 novembre. ministériel à Lisbonne, le 11 et le 12 novembre. Parmi les sujets abordés : l'évolution économique mondiale dans son ensemble et dans les pays de l'AELE; la mise en œuvre du Fonds AELE de développement industriel en faveur du Portugal; les rapports du président du conseil sur les dernières réunions du comité consultatif de l'association, et l'évolution des rélations entre le monde industrialisé et les pays en voie de développement.

en voie de développement.

Les ministres ont exprimé leur préoccupation au sujet de la reprise économique qui semble marquer une pause dans la plupart des grands pays. Ils ont alors rappelé la nécessité de maintenir des politiques commerciales libérales, soutient l'importance des reletions commerciales. rigné l'importance des relations commerciales et économiques avec l'Europe orientale et souhaité des résultats concrets en 1977 dans les négociations commerciales multilatérales du GATT.

PREMIER PRET AU PORTUGAL. — Le premier prêt consenti à une entreprise portugaise dans le cadre du Fonds A.E.L.E. de développement industriel en javeur du Portugal a été approuvé, le 26 octobre, par le comité de direction intérimaire du fonds. Un crédit de 55 millions d'escudos (environ 2 millions de dollars) sera accorde, pour une durée de sept ans, à une société jabriquant des emballages en métal pour les produits alimentaires ajin de lui permettre d'accroître sa capacité de production et la productivité de su main-d'ouvre.
REUNION DES PARLEMENTARES.

REUNION DES PARLEMENTAIRES. — Une pro-position visant à établit, au sein de l'AELE., un comité parlementaire avec rôle consultatif a été examinés le 26 octobre à Genève, à l'occasion de la réunion des parlementaires des pays de l'Associa-tion. Le secrétaire général de l'Association a été chargé de présenter un rapport au conseil des ministres lors de leur session de novembre (voir plus haut). L'aide en faveur du Portugal et le setsième rapport annuel de l'Association ont égale-ment fait l'objet de débats.

Association latino-américaine de libre-commerce

La convocation du conseil est ajournée

LA convocation du conseil des ministres des affaires étrangères, instance suprême de l'Association latino-américaine de libre-com-

merce (ALALC), a été ajournée sine die. En effet, mis aux voix le 25 octobre après de longues tractations, le projet de résolution du comité exécutif convoquant le conseil pour la période comprise entre le 22 et le 25 novembre n'a recneilli que quatre voix, celles de l'Argentine, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay.

En dépit de l'unanimité des membres du em depit de l'unanimité des membres du comité exécutif sur l'opportunité d'une telle réunion pour tenter de sortir l'Association de l'impasse, les divergences d'ordre politique qui s'étaient déjà manifestées le 15 octobre au moment de la discussion d'une proposition du gouvernement paraguyen ont fini par prévaloir. Les explications de vote allaient en outre révèler les écarts qui séparent les onze parte-naires quant à la procédure à suivre pour convoquer le conseil.

CONFERENCE ANNUELLE DE L'ALALC. — Les transuz de la seixieme période de sessions ordinaires de la conférence de l'ALALC ont commencé le 5 novembre au sège du secrétarist de Montevideo. Placée uns la présidence du représentant de l'Equateur, estre session, consacrée aux affaires couranies, devat être la plus courie de l'histoire de l'association, la fin des travaux étant prévue pour le 26. Un brej résumé en sera publié dans le prochain numéro du Morde diplomatique.

NOMENCLATURE DOUANIERE. — La commission d'experts de la nomenclature douanière de l'ALALC a tenu à Nontevideo sa treisième réunion ordinaire. Ses travaux ont été en grande partie consacrés à l'étude de la nomenclature douanière des Nations unies pour une classification uniforme du commerce international, dont une deuxième version corrigée est entrée en vigueur en janvier dernier. Les experts ont porté leur attention sur les différences qu'elle présente par rapport à la nomenclature de l'ALALC, basée, on le sait, rur celle de la Communauté européanne. Ils ont aussi poursuivi leurs travaux d'actualisation des textes.

SYSTEME REGIONAL D'INFORMATION DES MARCHES ACRICOLDE. — La cinquième réunion des directeurs des offices nationaux de commercialisation et d'approvisionnement des produits de l'agriculture et de l'élevage, qui s'est tenue à Mexico du l' un 8 novembre, a poursuivi ses travaux de mise au point du système régional d'information des marchés agricoles. En rapport avec ces travaux, les directeurs des offices nutionaux avaient insert à l'ordre du jour de leur réunion le problème de la promotion du commerce régional des produits de l'agriculture et de l'élevage qui, d'après les statustiques de 1974, ne représente, en volume, que 12 % de la production totale de ce secteur. Les directeurs des offices nationaux se sont mis d'accord sur la nécessité d'adopter un programme de coopération et à assistance portant, en gras, sur les mécanismes de commercialisation, la divulgation des progrès technologiques, l'amétioration des structures, notamment des nutallations de stockage, et la politique de substitution d'importatione, atinsi que sur la déjuntion d'une attitude commune dans leurs interventions à l'extérieur.

Communauté des Caraïbes

Neuvième session du conseil des ministres

A neuvième réunion du conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes s'est tenue à Georgetown (Guyana), les 24 et 25 octobre, en présence des représentants de la Corporation d'investissement des Caraïbes, organisme de financement de l'intégration régionale, et d'importantes délégations du Marché commun de l'est des Caraïbes et de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Saisi de deux rapports, portant sur le développement mique pour l'Amérique latine (CEPAL). Saisi de deux rapports, portant sur le développement économique des pays membres dans le cadre de l'intégration et sur les progrès dans l'application du plan régional pour l'alimentation, le conseil a en outre examiné les arrangements concernant les exportations de sucre, de bananes et de rhum, les mesures spéciales en faveur des pays les moins développés de la zone, et, dans le domaine de ses relations extérieures, les négociations, à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago) ; entre les représentants du Canada et ceux de la Communauté sur l'élaboration d'un nouvel accord de coopération.

TELECOMMUNICATIONS. — Un groupe de travail pour la coopération dans le domaine des télécommunications régionales a tenu sa première réunion du 25 au 28 octobre au secrétariat de Georgetoun (Guyana). Les participants ont mis l'accent sur les besoins d'assistance technique de la région pour le développement de son réseau des télécommunications, en particulier ceux des pays les moins avarcés.

les moins avarcés.

UN NOUVEL INSTRUMENT D'HARMONISATION JUEIDIQUE REGIONALE. — Poursuivant la miss en place des orpanes institutionnels de la Communauté des Caralbes, les représentants des gouvernements des pays membres ont procédé, le 27 octobre, à l'installation de l'Office pour l'harmonisation du droit au niveau régional, dont la compétence s'étendra à un large éventail de matières : protection de la propriété industrielle, licences, brevets d'invention, droits réservés (coppright), marques d'origine, patentes et marques commerciales. Le nouvel organe fonctionnera dans le cadre su département juridique du secrétariat régional.

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans élan sans relâche, construit son avenir.



- LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINTBENEZET, popularis à travers la monde
 par la légende et la chanson; ses nombreux
 édifices civils et religieux;
 LES TRESORS DE SES MUSEES;
 DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS
 LA PROVENCE;
 SON FOLKLORE (danses et viailles traditions).
 UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 15 soût) Théâtre, chorégraphie, cinéma, musique.

- 15 août) Theatre chorégraphie cinéma musique.

 DES SALLES DE REUNION;

 DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS au car-couchettes a siler et retour au départ de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGNE LIEGE BRUXFILES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;

 SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS;

 DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Fâpe, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);

 LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son quipement pour toutes les manifestations et congrès ess grandes et luxueuses salles de coulérences, de restaurant, son i m me n se parking
- Parking Visitez AVIGNON » La Sonneuse de Joie L. »
- Reaseignements . Maison du Tourisme, cours Jean-Jaures

ELIUME STALL

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

A la session du conseil : mise en application des résolutions de la conférence de Nairobi

L'econseil du commerce et du développement, dont la seixième session s'est achevée le 23 octobre, a approuvé une série de décisions et de résolutions destinées à mettre en pratique les recommandations de politique générale adoptées à Nairobi en mai dernier par la Conférence des Nations unles sur le commerce et le développement (CNUCED):

1) Programme intégré pour les produits de base : le conseil a créé un comité intergouvernemental spécial chargé de coordomer toutes les questions relatives à ce programme et, notamment, d'établir un calendrier indicatif des réunions préparationes à tenir sur ces produits ; le comité, qui est ouvert à tout pays membre de la CNUCED désireux d'y être représenté, devait se réunir pour la première fois le 24 povembre ; 24 novembre :

24 novembre:

2) Coopération entre pays en voie de développement: le conseil a créé une commission de la coopération économique entre pays en voie de développement, qui aura le statut de grande commission du conseil et sera ouverte à la participation de tous les membres de la CNUCED; elle aura pour tâche de recommander des mesures destinées à appuyer la coopération économique entire ces pays aux niveaux sous-régional, régional et interrégional; elle ttendra sa première session en férrier 1977. Le conseil a également pris note du rapport de la conférence sur la coopération économique, qui s'est tenue à Mexico en septembre demier (voir le numéro d'octobre du Monde diplomatique); il a chargé le secrétaire général de la CNUCED d'examiner les demandes de mesures d'appui contenues dans ce document (organisation de réunions, élaboration des études nécessaires) et d'en faire rapport à la première session de la commission;

3) Transfert de ressources réelles : le conseil

session de la commission;

3) Transfert de ressources réelles : le conseil a demandé instamment aux pays développés d'accroltre leur aide publique au développement afin d'atteindre avant la fin de la décennie l'objectif de 9,7% du P.N.B.; pour obtenir un financement pour le développement à partir d'autres sources, le conseil a recommandé l'utilisation régulière du produit des ventes d'or monétaire détenu par le Fonds monétaire international (F.M.L.) et l'établissement d'un lien enire la création des droits de tirage spéciaux

(D.T.S.) et des ressources financières additionnelles pour le développement;

4) Commerce avec les pays socialistes : pour favoriser davantage ce commerce, le conseil a créé deux nouveaux groupes intergouvernementaux d'experts. L'un de ces groupes sera chargé d'étudier les moyens d'appliquer les modes de palements multilatéraux entre les pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle (Comecon) et les pays en développement, ainsi que le passage à un système de palements en monnaie librement convertible ou à un système de comptes de compensation; l'autre groupe identifikera les possibilités commerciales nouvelles offertes, aux pays en développement par l'application des divers plans multilatéraux des pays du Comecon;

5) Questions d'organisation et d'administration : le conseil a notamment invité l'Assemblée générale des Nations unies à examiner les conséquences financières de l'alourdissement du programme de travail de la CNUCEO consécutif aux décisions de Nairobi.

programme de travall de la CNUCED consécutif aux décisions de Nairobl.

REUNION SUR LE JUTE DANS LE CADRE DU PROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUTS DE BABE. — La réunion préparatoire de la CNUCED sur le jute, le kénaf et les fibres apparatées, regroupant environ quarante-chap pags, s'est tenus à Genève du 25 au 29 octobre. Cette rencontres s'inscrivant dans le cadre des décisions relatives cu programme intégré pour les produits de base adoptées par la conférence de Nairobl en mai dernier ; la première réunion préparatoire, qui concernait le cuirre, a eu lieu à la fin du mois de septembre (voir le numéro de novembre du Monde diplomatique)

Les participants à la réunion sur le jute ont souligné la nécessité de conclure des arrangements internationaux appropriés et d'autres mesures concertées à l'échelon international sur le jute et les articles en jute; les trasaux continueront au niveau des experts gouvernementaux jusqu'à la prochaine session (ou plus tard en avril 1977). Le programme de travail a pour objectif de stabiliser le commerce du jute et des articles en jute à des niveaux rémundrateurs et justes pour les producteurs et équitables pour les consommateurs, d'assurer un approvisionnement répulier et suffisant en jute, d'accroître les recettes d'exportation des pays producteurs, de séduire les coûts de production du jute et des articles en jute, d'augmenter les rendements et d'améliorer la qualité du jute, il vise également dune amélioration de l'accès aux marchés en tenant compte des intérêts des pays en voie de développement.

NORMES RELATIVES AUX CONTENEURS. — Le groupe interpouvernemental des normes relatives aux conteneurs utilisés dans le transport international de normalisation (180) en matière de conteneurs. l'incidence de la normalisation dans le transport pur conteneurs sur l'économis des pays développés et des puys en voie de développement, et l'eventuells élaboration d'un accord international sur les normes relatives aux conteneurs.

MEMERSE DE LA CNUCED. — La CNUCED indique qu'elle comptett, su moi

Groupe andin

Les conditions du retrait du Chili
TERMINANT les travaux de la vingtième pé
1 riode de sessions ordinaires le 30 octobre, la
commission du Groupe andin a approuvé la
décision n° 102, en vertu de laquelle « à partir
du 30 octobre 1976, cessent pour le Chili les
droits et obligations qui découlent de l'Accord
de Cartagena, de ses protocoles, décisions et
résolutions à l'exception des droits et obligations émanant des décisions n° 40 (Accord sur
la double imposition), n° 36 (Statut des entreprises multinationales), n° 56 (Convention sur le
transport international sur route), et n° 94 (Plan
de construction du réseau routier andin) ».
(Article I, paragraphe l.) Sont inclus dans les
dispositions de ce paragraphe les avantages
recus et accordés par le Chili dans le cadre du
programme de libération des échanges.

L'origine de la crise avec le Chili remonte,
on le sait, au 4 août dernier, lors de la cérémonie de ratification du protocole additionnel
à l'Accord de Cartagena (décision n° 100 de la
Commission). Le refus du Chili de ratifier ce
protocole, auquel il avait pourtant souscrit le
9 avril, était fondé sur son opposition à la
décision n° 24 de la Commission sur le régime
commun applicable aux investissements étrangers, et à la politique protectionniste qui, à son
avis, inspire le tarif extérieur commun. La
solution de ces problèmes de fond était pour le
Chili la condition préalable à toute ratification.

Un assouplissement de la décision n° 24, décidé
par ses partenaires le 14 août à Sochogota,
Colombie (« Déclaration de Boyaca »), et Les conditions du retrait du Chili

Un assouplissement de la décision n° 24, décide par ses partenaires le 14 août à Sochogota, Colombie (« Déclaration de Boyaca »), et l'abaissement généralisé des droits du tarif extérieur commun minimum proposé par la Commission ne suffirent pas à donner satisfaction au Chili, qui, le 24 septembre, opposa un nouveau refus aux autres propositions contenues dans la « déclaration de Call ». Tentant un dernier effort pour éviter la crise les six nues dans la « déclaration de Cali ». Tentant un dernier effort pour éviter la crise, les six pays adoptaient le 5 octobre le « protocole de Lima ». Celui-ci mettait en place une commission ad hoc formée, d'une part, du Chili, et, d'autre part, de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela, chargée de définir, dans un délai de vingt-quatre jours, un régime spécial dont bénéficierait le Chili pendant une durée déterminée.

Le constat d'échec où sont parvenus les deux parties le 30 octobre allait entraîner automatiquement, conformément aux dispositions du « protocole de Lima », le retrait du Chili de l'Accord de Cartagena. Le Groupe andin ne

l'Accord de Cartagena. Le Groupe andin ne comprend plus désormais que cinq pays : Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela.

Dans la déclaration commune adoptée à la fin des travaux, les deux parties, « inspirées des principes de solidarité et de coopération internationales et dans le but de renjorcer leurs relations », ont créé une commission mixte andino-chilienne ayant pour tâche : a) de veiller à l'application des décisions 40, 46, 56 et 94; b) de promouvoir une coopération dans les domaines industriel, commercial, financier et technologique, en fonction des textes en vieueur.

CONSEIL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELE-VAIGE. — La seconde réunion du conseil de l'agriculture et de l'élevage du Groupe andin s'est tenue à Lims du 27 octobre au 3 novembre dans la persective d'une nouvelle impulsion de l'intégration dans ce s'ecteur de base de l'économie des pays membres. Le conseil a en eifet examiné les mesures de nature d accélèrer le processus de l'intégration, et s'est longuement penché sur les projets du comit portant sur l'industrialisation de l'agriculture et le développement des productions alimentaires. Dans un autre ordre d'idées, le conseil a pris connaissance des travaux du comité sur l'assurance agricole, dont les premières propositions seront présentées aut gouvernements avant le 30 fuillet 1977. La création gouvernements avant le 30 fuillet 1977. La création d'une « banque de données » sur les marchés sous-régionaux de l'offre et de la démande en vue de Javoriser la commercialisation des produits a été envisagée. La date l'imite de la mise au point de la réglementation des décisions de la commission en la matière a été Jixée au mois de mars 1977.

en la matière a été fixée au mois de mors 1977.

ASSURANCES. — La première réunion des directeurs des administrations nationales des assurances rest tenue à Lima du 18 au 28 octobre. Les participants ont discuté des problèmes que poserait une éventuelle écopération des Etats membres en rue du développement d'un marché sous-régional des assurances. Ils ont aussi examiné les moyens d'établique collaboration permanente entre les administrations rationales en matière de contrôle et de législatum.

INDUSTRIES CHIMIQUES ET PHARMACEUTI-QUES. — Le groupe d'experts gouvernementaux des problèmes des industries chimiques et pharma-ceutiques s'est réuni d Lima, du 18 au 28 octobre, pour examiner les programmes sous-régionaux de développement de ces secteurs d'activité. Ce pro-gramme tend notamment à développer la production afin d'assurer une part croissante de la demande du marché intérieur, tributaire des importations de pays tiers, et à l'adapter aux besoins de la politique sous-régionale de la santé.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Deux cents millions de prêts à

quarante-cinq pays du tiers-monde quarante-cinq pays au tiers-monde

L e conseil des gouverneurs du Fonds spécial

de l'Organisation des pays exportateurs de
pétrole (OPEP), crèé en janvier 1976 à Paris
et destiné à venir en aide aux pays en voie de
développement, a décidé le 11 novembre à
Vienne d'allouer 200 millions de dollars (1 milliard de francs environ) à quarante-cinq pays
du tiers-monde. Cette somme, qui représente
un quart des sommes dont dispose le Fonds
(800 millions de dollars), sera distribuée sous
forme de crédits sans intérêt, remboursables en
quinze ans avec un différé de remboursement
de cinq ans. Le montant de ces prèts dépendra
de la population et du revenu de chacun des
pays bénéficiaires; il variera de 1,55 million de pays bénéficiaires : il variera de 1,55 million de dollars (pour les îles du Cap-Vert) à 21,8 mil-lions de dollars (pour l'Inde).

Les principaux bénéficiaires seront l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et l'Egypte.

Le Fonds a par ailleurs décidé de surseoir provisoirement à l'allocation des 200 millions restant disponibles (400 millions étant toujours réservés au Fonds international de développement agricole de la F.A.O.).

REUNION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE. — Selon la commission économique de l'OPEP, réunie à Vienne dans la semaine du 15 au 20 novembre, le pouvoir d'achalt des producteurs de pétrole a baissé d'au moins 30 % depuis le dernier relèvement du prix du pétrole brut, en octobre 1975. Les experts ont préparé un rapport à l'intention de la prochaine réunion ministérielle de l'OPEP, alors prévus pour décembre, qui doit prendre une décision sur une éventuelle augmentation du prix du pétrole.

COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST. — La Communaulé de l'Afrique de l'Est a organisé, à Arusha. au début du mois de septembré, une réunion d'experts consacrée à la lutte conire la maladie du sommell.

— La Banque de développement de l'Afrique de l'Est a convoqué, du 15 au 19 septembre, à Arusha,

un séminaire sur les méthodes et les techniques d'évaluation des projets de financement, dans le but de faciliter les opérations conjointes de finan-cement entre les établissements de développement de l'Est africain.

e PROGRAMME DU BASSIN DU PLATA. — Du 15 au 18 novembre, s'est tenue à Asuncion (Paraguay), la réunion préparatoire à la septième conférence des ministres des aflaires étrangères du bassin du Plata, qui devait se tenir à Brasilia du 7 au 9 décembre L'ordre du jour rétenu comprenait les problèmes de l'énergie, de l'inivastructure, des communications, et de la santé des populations du bassin, ainsi que le jonctionnement du Fonds financièr pour le développement. Rappelons que les Etats membres du Programme du bassin du Plata sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

le Paraguay.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — La production mondiale de bié pour 1976 est, à l'heure actuelle, évaluée entre 395 et 480 milions de tonnes par le Conseil international du blé. Une production intermédiaire (3975 millions de tonnes) représenterait 45 millions de tonnes (12,7 %) de plus qu'en 1975 et 26,5 millions de tonnes (7,1 %) de plus que le précédent record de 1973 (371 millions te tonnes). En ce qui concerne les achats de l'Union soviétique aux Etais-Unis, le total, pour la première année de l'onctionnement de l'accord de

cinq ans conclu entre les deux pays, s'élève à 2,65 millions de tonnes de blé et 1 millions de tonnes de mais.

tonnes de mais.

e CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. —
Réuni à Madrid du 16 au 18 novembrs pour sa
trente-cinquième session, le Conseil otéticle international (C.O.I.) a procédé à un examen de la
situation du marché international de l'huile
d'olive: la production pour 1976-1977 sera
moyenne (en comparaison avec la très bonne production de 1975) mais neanmoins suffisante pour
couvrir les besoins de la consommation mondiale
d son niveau actuel. A l'issue de ses travaux, le
Conseil a adopté une résolution recommandant le
maintien des stocks régulateurs nationaux, un
assouplissement des systèmes régissant les échanges
internationaux et une relance de la consommation
d'huile d'olive (afin de réduire les charges du
stockage).

COCAGE!

COCANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEURS DE PETROLE. — La réunion des ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportaleurs de pétrole, prévue pour le 15 décembre à Quiar, a été retardée de cinq jours : c'est ce qu'a annonce le cheikh Al Otaiba, ministre des Emirais arabes unis, le 23 novembre à Kowelt, à l'issue d'une réunion ministérielle de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) où a été discutée, notamment, la question d'une hausse du pétrole.

Marché commun

Pas de modification des « systèmes compensatoires »

TES ministres de l'agriculture et des finances des Neuf se sont séparés le 26 octobre à Luxembourg sans avoir modifié le système des montants compensatoires monétaires » qui contraint la C.E.E. à subventionner à raison de 40 % de leur valeur, soit 1,5 million de livres par jour, les importations britanniques de denrées agricoles pour effacer la détérioration du pouvoir d'achat du sterling.

Le gouvernement britannique — qui a refusé tout vote sur cette question — s'est fortement opposé à tout changement de ce mécanisme, pour ne pas alourdir le coût de la vie en Grande-Bretagne.

Grande-Bretagne.
L'Allemagne occidentale s'y est également opposée pour une autre raison. Une modification du système entraînerait une adaptation régu-lière des prix agricoles à la valeur réelle des monnaies et dans le cas de l'Allemagne une diminution relative des prix à la production exprimés en marks.

Les difficultés monétaires des pays « hors serpent »

Les ministres des finances des Neuf, réunis le 8 novembre à Bruxelles, ont brièvement évoqué la situation de la livre sterling. La majorité des participants, y compris la Grande-Bretagne, estiment qu'une aide de la livre doit être décidée dans une autre enceinte, celle du « groupe des Dix » dont font partie les États-Unis, le Japon et la Suisse.

Les grands argentiers ont également examiné le problème posé par le non-renouvellement d'un crédit à court terme de 490 millions de dollars accordé par la Grande-Bretagne à l'Italie dans le cadre communautaire.

Au cours de leur réunion officielle, les minis-tres ont surtout parlé du plan présenté par leur collègue nécriandais, M. Duisenberg, qui vise à établir des relations plus ordonnées entre les monnaies membres du « serpent » (R.F.A., Pays du Benelux, Danemark) et les autres, qui flottent isolément à l'égard du dollar (franc français, lire italienne et livre anglaise). Il ot reta d'objectifs », régulièrement ajustées en fonction d'indicateurs économiques pour éviter un flottement sauvage.

Les ministres ont reconnu l'utilité d'un tel système, mais ont estimé qu'à l'heure actuelle la mise en place n'était pas possible. Il suppose aussi une convergence plus grande des politiques économiques des différents pays membres.

Les Neuf restent divisés sur la coordination des politiques d'aide au développement

Les Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord, le 9 novembre, sur la coordination de leurs politiques d'aide au développement. En dépit politiques d'aide au developpement. En depit d'une délibération qui s'est prolongée jusqu'au milleu de la nuit, les ministres responsables de l'aide au développement ont du pour la deuxième fois cette année, demander à leurs représentants permanents la rédaction d'une résolution sur la coordination et l'harmonisation des politiques de coordination et l'harmonisation des politiques de coopération au développement au sein de la C.E.E.

Le projet de résolution soumis aux ministres devait expliciter l'engagement pris le 16 juillet 1974, dans une autre résolution, de réaliser une telle coordination. On s'est heurté à des controverses sur la nécessité de coordonner les volumes d'aides ou au contraire de soumettre à des principes communs les politiques de coordination. coopération.

En outre la délégation française a refusé que es politiques nationales soient obligatoirement coordonnées avec celles de la C.E.E. en dehors de la zone couverte par la convention de Lomé (qui institue une coopération particulière avec quarante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

Faute de résultat sur cette question, la déléraute de resultat sur cette question, la délégation allemande, qui avait en 1974 exigé une coordination des actions nationales avant toute extension de la politique communautaire, a refusé de cautionner l'attribution d'une aide de 22 millions de dollars en faveur de pays non associés à la C.E.E.

La préparation du Conseil européen de La Haye, relations avec le COMECON, etc.

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont achevé le 15 novembre une session de deux jours au cours de laquelle ils se sont efforcés de ranimer le dialogue Nord-Sud en donnant à leur délégation à Paris de nouvelles instructions lui permettant de formuler au restractions des pérsonnes d'attents aux revendications. des réponses d'attente aux revendications

du tiers-monde.

Le principal progrès accompli à est égard consistait en une position plus conciliante des Neuf à propos de l'endettement des pays sous-développés les plus défavorisés. Pour le reste, le « sommet » européem (20 et 30 novembre à Le Haye) devait « déterminer les nouveurs efforts que la C.E.E. est prête à consentir ».

Au cours de la même session, les ministres avaient rédigé la réponse de la C.E.E. au COMECON, qui avait demandé à ouvrir des négociations commerciales avec elle. négociations commerciales avec elle.

En dépit des « compétences différentes » des deux organisations, a dit le président du conseil, M. Max Van der Stoel (Pays-Bas), la

C.E.E. manifeste sa bonne volonté en proposant des échanges d'information avec le COMECON et en renouvelant son offre de négociations commerciales séparées avec chacun de ses

Les ministres ont aussi préparé le voyage que leur président, M. Max Van der Stoel, devait entreprendre en Yougoslavie début décembre. Ils ont donné à la Commission du Marché commun des instructions pour la négociation d'un accord de coopération économique avec l'Iran.

Les Neuf ont également décidé d'assouplir les conditions de l'aide financière qu'ils ont promise à l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et Israël avec lesquels ils espèrent conclure définitivement des accords d'association avant

Les ministres ont enfin poursuivi la discussion du rapport du premier ministre belge, M. Léo Tindemans, sur les perspectives de création d'une « union européenne ».

PAS DE SITE POUR LES EXPERIENCES SUR LA FUSION THEREMO-NUCLEARRE. — Les ministres de la recherche scientifique des Neuf se sont séparés le 13 novembre sems avoir choist de site pour y installer la machinerie qui doit permetre à la Communauté européenne d'expérimenter la jusion thermo-nucléaire, l'énergie de l'an 2000. C'était la troisième fois cette année que les ministres abordaient ce sujet. Ils ont tout de même accompliquelques proprès : pratiquement seuls, les centres de recherche nucléaire de Culham (Grande-Bretagne) et de Garaching (Allemagne) resteraient encore en compétition.

L'Italie, qui défendait le centre communautaire d'Ispra (au nord de Milan), a défà obtenu une compensation : des recherches seront poursuivies à Ispra dans d'autres domaines.

Ispra dans d'autres domaines.

VERS UNE COUR DES COMPTES EUROPEENNE.

— Le conseil des ministres du 27 octobre a adopté un projet de loi autorisent la ratification du traité signé à Bruxelles le 22 fuillet 1975 par les ministres des affaires étrangères des neul Etats membres de la Communauté, a modifiant certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes ». L'essentiel de ce traité est consacré d la création d'uns Cour des comptes européennes de la création d'uns Cour des comptes européennes de la création d'uns Cour des comptes européennes de la création d'uns Cour des comptes de la totalité des recettes et des dépenses de la Communauté sous l'angle de la légalité, de la régularité et de la bonne gestion (financière. Pour remplir sa mission, elle pourra procéder à des contrôles sur pièces, et au besoin sur place auprès des institutions de la Communauté et des Stats membres. Dans ce dernier cas, elle agira en liaison avec les institutions de contrôle et les services nationaux. Elle assintera de contrôle et les services nationaux. Elle assistera l'Assemblés et le Conseil dans leurs fonctions de contrôle et d'exécution du budget.

CONTROLE et a execution au ouages.

ULTIMATUM DE LA C.E.B. AU JAPON. — Une véritable misse en demeure a été adressée au Japon le 17 novembre à Bruxelles, par M. Finn Olav Gundelach, commissaire européen chargé des relations estérieures, lors des consultations C.E.E. Japon à haut niveau. Tokyo a été invité à présenter avant le 29 novembre à la C.E.E. un programme de réduction de ses exportations en direction de l'Europe, à déjaut duquel la C.E.E. avertissait qu'elle ne feraitrien pour empêcher les pays membres de prendre des mesures de sauvagarde destinées à protéger l'emploi dans les pays du Marché commun.

RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LA C.E.E. ET ISRAEL. — La Communauté européenne va intensifier sa coopération avec Israel. Un communiqué conjoint publié le 10 novembre indique que les négociations engagées le 29 octobre en vue de la conclusion d'un protocole additionnel d'accord du 11 mai 1975 se sont achevées.

en vus de deventation en protocole distribunel et l'accord du 11 mei 1975 se sont achevées.

Le protocole additionnel qui vient d'âtre négocié vise à realocer la coopération dans les domaines de l'industrialisation, de la promotion sociale, des produits esportés par israél, de l'agriculture et de la péche, ainsi que de l'encouragement des investissements privés et de la coopération scientifique et technique le protocole orévoit en/in que la Banque européenne d'investissement metra 30 millions d'unités de compte (33 millions de dollars) à la disposition d'israél pour cinq ans. Le gouvernement d'Israél a demandé que cette période soit ramenée à trois ans à compter de la signature du protocole. Des accords analogues ont été conclus récemment par la C.E.E. avec l'Egypte, la Syrie et la Jordanie.

L'AIDE A LA GRECE. — Les ministres des alfaires étrangères des Neuf ont arrêté, le 16 novembre à Bruxelles, la répartition de l'aide qu'ils offrirorit à la Grèce dans le cadre du protocole jinancier ioint à l'accord d'association flant ce pays à la C.E.E. depuis 1982.

Au total, l'aide de la C.E.E. atteindra 230 millions d'U.C. (1 U.C. = environ 1,1 dollar des Etats-Unis.

MAIGRES RESULTATS A LA REUNION DES

MAIGRES RESULTATS A LA REUNION DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — Les ministres des transports des « Neul » ont décidé le 4 novembre de transports de contrôler par un étamen unique pour l'ensemble de la C.E.E. l'aptitude des jounes conducteurs de poids lourds âgés de dix-huit à

vingt et un ans. C'est le seul résultat positif de teur réunion, qui aveit pourtant une douzaine de points à son ordre du jour.

Les ministres n'ont pas en effet réussi à se mettre d'accord sur un nouveau système de tarification pour les transports de marchandises par route. Ils ont également remoyé une proposition de la Commission de la CEE. sur l'unification du contrôle technique des camtons et noids lourds dans l'Europe des Neul. Enfin, ils n'ont pas fait de progrès en ce qui concerne le relance de la copération entre les sociétés européennes de chemins de fer.

LES NEUF CNT UNE POLITIQUE EXTERIEURE, COMMUNE DE LA PECHE. Au terms d'une longue période d'incertitude, les ministres des affaires étrangères des «Neul» se sont mis d'accord, le 31 octobre d la Haye, sur une politique extérieure commune de la pêche fondée sur la création d'une come de péche communautaire de deux cents milles de partir du l'ar janvier prochain, et sur l'averture de négociations avec les pays tiers.

Le régime intérieur de la zone communautaire de l'anne pre cente que l'en régiene de l'en régiene miérieur de la zone communautaire de l'anne régiene de l'anne par cente que les régienes des l'annes de l'annes que les pays tiers.

Le régime intérieur de la zone communautaire n'a pas pu copordant étre réglé, et l'on s'attend à La Baye à re que les négociations à ce sujet soient longues et difficiles.

CECA

Le plan anti-crise de l'acier tombe à point...

A U moment précis ou M. Simonet, vice-président de la Commission de Bruxelles, terminait sa deuxième série de consultations sur le plan anti-crise qu'il va soumettre, sous sur le plan anti-crise qu'il va soumettre, sous sa forme définitive, au conseil des ministres des Neuf, les nouvelles les plus alarmantes parvenaient de plusieurs bassins. En France, des milliers d'emplois sont menacés de suppression dans les aciéries lorraines, du fait de l'aggravation de la situation financière de la sidérurgie; en Allemagne fédérale, il a été annoncé aux Journées de la sidérurgie que la capacité de production des usines n'était plus guère employée au-delà de 70 % et que des réductions d'emplois étaient probables.

d'emplois étaient probables.

Des informations aussi pessimistes proviennent de Grande-Bretagne et de Belgique. De sorte que les experts de la Commission européenne ont réctifié en baisse leurs pronostics pour le trimestre en cours. A les en croire, la production d'acter brut des Neuf ne dépassers pas 33,7 millions de tomes d'acter d'octobre à décembre, soit un peu plus que pendant la période de crise du quatrième trimestre 1975 (39,8 millions), mais 14 % de moins que pendant les trois derniers mois de 1974. Il apparaît clairement maintenant qu'une partie notable de la demande supplémentaire emegistrée à la fin de 1975 et au début de 1976 était due au regarnissement des stocks des utilisateurs et des négociants, dans la perspective d'une reprise plus vive de la consommation d'acter et d'une hausse des prix. Maintenant, ces tomnages stockés pèsent sur le marché et rendent indispensable une attitude prudente sur le plan de stockes pesent sur le marché et rendent indis-pensable une attitude prudente sur le plan de la production. Du fait du faible niveau des commandes de produits laminés, tout dépasse-ment vers le haut des prévisions de production d'acter brut entrainerait un déséquilibre du marché et, par conséquent, des suites graves pour le niveau des prix et l'emploi.

Les statistiques montrent d'ailleurs que le recui du nombre des emplois a commence il y a déjà longtemps. De juillet 1975 à juin 1976, vingt-cinq mille emplois ont été supprimés, dont la moitié environ au Royaume-Uni. Dans ce climat, M. Simonet est fondé à penser que son plan anti-crise tombe à point nommé. Un ultime échange de vues à son sujet a eu lieu le 25 novembre à Lauxembourg, devant le Comité consultatif de la CECA. Les ministres trancheconsultatif de la CECA. Les ministres trancheront d'ici peu.

ront d'ici peu.

Le texte remanié a reçu, estime-t-on à Bruxelles, un accueil largement favorable, quoique certaines préoccupations se soient encore fait jour, selon les préférences politiques de chaque pays. La Commission s'est efforcée, dans la deuxième version de son texte, de tenir compte de ces préoccupations, notamment en ce qui concerne le respect des règles de concurrence. Pour coopérer avec Bruxelles, les sidérurgles des Neuf se sont dotées d'un organe représentatif, l'Eurofer, qui prendra officiellement naissance le 9 décembre Cette associareprésentatif, l'Eurofer, qui prendra officiel-lement naissance le 9 décembre. Cette associa-tion est appelée à devenir l'interlocuteur privi-légié de la Communauté dans le domaine sidérurgique, désamorçant ainsi la tentative de créer une représentation interrégionale des sidérurgies allemande, néerlandaise, juxembour-geoise et de Sidmar, qui avait vu le jour en juillet dernier, sous la dénomination de Dene-jux, et en laquelle beaucoup avaient cru apercevoir la renaissance d'un cartel européen de l'acier.

Le Japon limite ses exportations d'acier vers l'Europe

Après plusieurs semaines d'échanges assez vifs, les représentants du Japon et de la C.E.E. sont parvenus le 12 novembre à un accord. Comme par le passé, les principales sociétés sidérurgiques nippones ont accepté de limiter leurs livraisons d'acier à l'Europe des Neuf : à concurrence de 1,4 million de tonnes dans l'année, cette fois, contre 1,22 précédemment. Cet arrangement, espère-t-on à Bruxelles, sera respecté par les quelque solxante petites et moyennes entreprises sidérurgiques japonaises qui avaient été responsables, ces derniers mois, des dépassements sensibles des livraisons prévues par la sidérurgie japonaise sur le marché de la CECA.

de la CECA.

La délégation japonaise attend, en contrepartie, qu'il ne soit plus question, sur le marché
de la Communauté, d'un boycottage des fournitures japonaises d'acier. Elle s'est d'ailleurs
montrée beaucoup moins compréhensive pour ce
qui concerne les souhaits communautaires
relatifs à une auto-discipline qui s'étendrait
non seulement aux livraisons sur le marché
commun de l'acier, mais également à celles
dans les pays tiers où les sidérurgistes de la
Communauté offrent traditionnellement leurs
produits.

LES AIDES À TAUX D'INTERET REDUIT ACCORDEES PAR LA FRANCE à son industrie sidé-rurgique n'ont pas soulevé d'objections de la part

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone: 033-05-97

BIBLIOTHEQUE DE LA REVUE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE

EDOUARD THOUVENEL ET LA DIPLOMATIE DU SECOND EMPIRE par LYNN M. CASE

Dans la même collection :

LA SECONDE REPUBLIQUE, CHARLES-ALBERT ET L'ITALIE DU NORD EN

LES BUREAUX DU SECRETARIAT D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES

SOUS LOUIS XV, par J.-P. SAMOYAULT, 360 pages 40 F H.T.

RIS ORGANISATION TECHNIQUES ET S

Table 1

44.0 17 P. 17

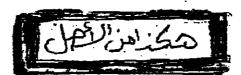
...

.

. ...

The second secon

.



de la Commission européenne. Il s'agit de crédits d'un montant global de 1,520 millierd de francs octrogés par le Fonds de développement économique et social (F.D.R.S.), accordés eux conditions ordinaires : toux d'intérêt de 9,5 % et durés maximale de quinze ans, ainul que, le cas échéant, un amortissement différé pour les cinq premières années. Le toux d'intérêt représentant un avantage d'environ 1 % par rapport aux taux de référence pour la France, on peut considérer que « l'équivalent-subvention » net de l'aide se stitue aux elentours de 4,25 % des crédits.

Ces sommes sont destinées à des investissements dont le coût global est évalué à 3,22 milliards de F ; il courriront donc en moyenne quelque 47 % de ces cotts; « l' « équivalent-subvention » net des aides correspond à 2 % environ du coût de l'investissement.

AIDES DE READAPTATION. — Diverses aides de réadaptation ont été accordées aux mineurs et aux sidérurgistes allemands. Elles concernent les cokerles Gralschwerin, Emscher-Lippe et les aciéries de Manufaches.

de Neunkirchen.

COOPERATION SIDERURGIQUE. — La Commission européenne a autorisé un groupe d'entreprises qui exércent des activités de production ou de distribution dans le secteur pricé de l'industrie sidérurgique au Royaume-Uni à créer en commun une société : la North Sea Iron Company. L'objet de cette entreprise sera la construction et l'exploitation d'installations de réduction directe de mineral de jer sur la côte nord-est de l'Angleterra. Les firmes en cause sont : Sheerness Steel Company Lid, Sheerness, Kent; Consolidated Gold Fields, Londres, avec sa fillale Tennant Trading Ltd. Londres, avec sa fillale Tennant Trading Ltd. Londres, avec sa fillale Tennant Trading Ltd. Londres, entreprises exercant des activités de distribution de ferro-alliages; Tube Investment Lid, Birmingham; et Manchester, fillale de Eliem-Spigerverket (UE) Ltd.

PRETS DE MODERNISATION. — La Commission

fittale de Elkem-Spigerverket (UE) Ltd.

PRETS DE MODERNISATION. — La Commission européenne a accordé un crédit d'investissement de 18 millions de deutschemarks (environ 5.5 millions d'unités de compte) à la société sidérurgique allemande August Thyssen, pour la première tranche de travaux de construction du nouveau centre de formation professionnelle (neul cents places environ) appartenant à la société à Duisburg-Hamborn. La British Steel a reçu, de son côté, deux prêts d'un montant total de 9.8 millions de libres pour quatre projets d'amélioration des installations antipollation d'usines d'acter dectrique à Sheffield-aldwarke, Stockbridge et Tinsley Park, et pour de nouvelles installations de recherche sur les bords de la Tess (nord-est de l'Angleterre).

UN EMPRUNT DE 150 MILLIONS DE DOLLARS

UN EMPRUNT DE 150 MULIONS DE DOLLARS a été placé en deux jois par la CECA en novembre aux Etate-Unis. C'est le neuvième de ce genre dans ce pays. Il porte le total des emprunts contractés par la CECA depuis sa création à 4,0821 milliards d'unités de compte.

PROROGATION DU REGIME D'AIDE AU CHABBON A COKE. — La Commission européenne envisage
de pronoger de 1978 à 1985 le système datant de
1967 selon lequel les charbons produits par la Communauté en vue d'être utilisés sous jorme de coke
dans les hauts fourneaux de la sidévergie de la
Communauté peuvent bénéficier, sous certaines
conditions, d'aides gouvernementales tendant à
jaciliter, d'une part, la production et, d'autre part,
l'écoulement. Un financement communautaire existe
pour les autes à l'écoulement afférentes à des
échanges intracommunautaires; à est effet, un jonds
spécial est géré par la Commission et financé yeu
des contributions de la CECA (6 millions d'unités
de compte par an), des États membres qui participent aux échanges intracommunautaires et de
l'industrie sidérurgique. Il est prévu mointenant de
relever le plajond d'intervention du jonds communautaire spécial de 15 à 18 millions de tonnes par
an et d'augmenter le volume de ce jonds de 30 à
5 millions d'unités de compte par en entre 1977
et 1985. PROROGATION DU REGIME D'AIDE AU CHAR-BON A COKE. — La Commission européenne envisage

LES CONTINGENTS D'IMPORTATION D'ACLERS SPECIAUX européens aux États-Unis deoraient augmentes, extine la Commission européenne, du luit de l'amélioration de la conjonature américaine. Ils ont varié, selon les années, aux environs de 30 000 tonnes par an mais pourraient progresser. LE PRELEVEMENT CECA, premier impôt euro-peen, restera ins au taux de 0,23 % du chijfre d'affaires des houillères et de la sidérurgie.

CONCENTRATION AUTORIBES.— Bruxelles a autorisé l'acquisition, par le holding Denain Nordest Longwy, d'une participation de 65,1 % dans le capital social de la société Ferenbal, productrice d'emballages métalliques. Cela permettra à Denaind'embaliages métalliques. Cele permetira à Des NEL de contrôler Ferembal, transformateur

fer-blana. La consommation de ce dernier représente 57,2 % de la production de fer-blanc du groupe D.N.S.L. et moine de 1 % de la production sidérur-gique plobale des Neuf.

Parlement européen

Le débat budgétaire

P RESQUE tous les députés au Parlement suropéen se sont élevés, le 27 octobre, contre L'enropéen se sont élevés, le 27 octobre, contre le système des montants compensatoires au cours du débat sur le projet de budget des Communanties européennes pour 1977.

Alors que les ministres de l'agriculture et des finances des Neuf, réunis en consell à Luxembourg, discutaient précisement de sa réforme, les pariementaires faisaient le procès de ce système et des abus qui sont faits en son nom. Plusieurs orateurs ont souligné que les sommes exorbitantes versées au titre des montants compensatoires n'ont plus rien à voir avec les prohièmes agricoles, mais constituent simplement « des subsites oux produits dimentaires, dont le bénéficiaire est le consommateur ». L'unanimité s'est faite autour de la nécessité absolue d'une réforme du système, faute de quoi la Communauté « risque un effondrement total ».

Les parlementaires se sont, d'autre part, déclares hostiles au déséquilibre qui caractérise le rudget 1987, où les trole querts des dépenses

déclarés hostiles au déséquilibre qui caractérise le budget 1987, où les trois quarts des dépenses sont consacrés au seul secteur de l'agriculture. Le projet de hudget des Communautés euro-péennes a été adopté en première lecture le 27 octobre, après avoir été fortement amendé.

L'absence de politique énergétique

Les parlementaires européens, réunis le 16 novembre à Luxembourg ont adopté deux résolutions dénonçant l'absence de politique énergétique commune des Neuf et leur carence en matière de recherche scientifique.

Rien n'a été fait, ont constaté les parlementaires, pour économiser l'énergie. Le développement de sources énergétiques de substitution au pétrole n'a pas été encouragé non plus et aucun engagement n'a été pris sur le problème de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

« Il est absurde, ont fait remarquer les parlementaires, pour la Communauté de vouloir participer activement au sein des organisations

participer activement au sein des organisations internationales (dialogue Nord-Sud, etc.) si cette action n'est pas soutenue par une politique communautaire ferme et coherente. » Pour sa part, M. Guido Grunner, commissaire Pour sa part, M. Guido Grunner, commissaire européen responsable de la recherche, a décharé : « La situation qui nous attend sera identique à la crise énergétique que nous avons eue et que nous n'avons pu maîtriser. » Selon les calculs de la Commission de Bruxelles, si les prix du pétrole devaient augmenter de 10 %, le la Commission de Bruxelles, si les prix du pétrole devaient augmenter de 10 %, le la Commission de Bruxelles de la Commission de Bruxelles de la Commission de la prix dil periole devalent algimenter de la %, le déficit de la balance des palements de la Com-munauté fera un bond d'un milliard de dollars, aliant de 3,7 milliards à l'heure actuelle, à 4,7 milliards en 1977. Si l'augmentation devait être de 15 %, le déficit s'établirait alors à 5,5 milliards de dollars.

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE CONJONCIUREILE. — Use troissance réelle de plus ou moins
§ %, une réduction d'empiron § % du tauz de
châmage moyen, une diminution de la hausse des
prix à la consommation de l'ordre de 7 à 8 % dans
les pays de la C.E.E., tels sont les objectifs « ambitieux » que s'est intès la Commission.
C'est te qu'a déclard le vice-président de la
Commission, H. W. Hajerkamp, le 18 novembre
devant le Parlement europeur, rendant compte du
rapport annuel sur la situation économique de la
Communauté.
M. W. Hajerkamp a présidé qu'un term de châ

Communauté.

M. W. Haierkemp a précisé qu'un taux de chômage de l'ordre de é %, c'est-à-dire quatre à cinq
millions de chômeurs, « est un chiffin supérieur
à ce que nos systèmes de démocratie libérale peuvent supporter à la longue ».

conférence a Dris acte de l'engagement de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) « de n'intervenir dans les affaires d'aucun pays arabe » et a réalfirmé son atta-chement aux résolutions du « sommet » arabe de Rahat (1974) qui stipulent que « FOLP. est l'unique et légitime représentant du peuple

Au cours de cette réunion, M. Mahmoud Riad. serrétaire général de la Ligue arabe, a été reconduit pour cinq ans dans ses fonctions.

OTAN

Vingtième session du groupe des plans nucléaires

L'astion du traité de l'Organi-sation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui comprend les ministres de la défense du Canada, des Etats-Unis, de la Grèce, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, de l'Allemagne de l'Ouest et de la Grande-Bretagne, a tenu sa vingtième réunion semes-trielle les 17 et 18 novembre à Londres. Les ministres ont entendu un exposé du secrétaire américain à la défense, M. Rumsfeld, sur le rapport des forces nucléaires entre l'Est et l'Ouest. Ils ont examiné la question du maintien « des moyens de défense et de dissussion suffi-sants, compte tenu des développements et déploiements intervenus récemment dans les deplotements interpents recemment dans les jorces sométiques de toute nature » et ont rappelé que « les ejjorts que déplote le pacte de Varsovie pour s'assurer la supériorité mili-taire doivent être considérés comme un élément déstabilisateur et une menace pour la pair ». Ils se sont également préoccupés de l'évolution de la technologie des armes nuclésires tactiques de la technologie des armes nucléaires tactiques ainsi que de l'armélioration des procédures de consultation politique au sein de l'OTAN sur une utilisation éventuelle de l'arme nucléaire pour la défense de l'Alliance. Selon M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, les ministres pour la desente eux creats de l'organisation vont demander aux experts de l'organisation d'envisager les divers aspects du déploiement du missile américain Cruise en Europe occidentale pour répondre au renforcement de l'arsenal nucléaire soviétique.

Conseil de l'Europe

Une convention européenne sur la répression du terrorisme

Le texte de la convention européenne sur la répression du terrorisme a été adopté le 10 novembre par les délégués des ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de l'Europe. Selon son préambule, la convention répond à « l'inquiétude croissante causée par la multiplication des actes de terrorismes et au convention de la convention souhait que a des mesures efficaces soient prises pour que les auteurs de tels actes n'échappent pas à la poursuite et au châtiment », l'extradition constituant aun moyen particulièrement efficace de parvenir à ce résultat ». La convention dresse une liste d'infractions qui ne seront plus considérées comme des infractions poli-tiques et qui seront donc assimilées à des infractions de droit commun (1) : ce sera le cas des actes de piraterie aérienne, des attentats contre actes de piraterie aérienne, des attentais contre « les personnes ayant droit à une protection internationale », des enlèvements et des prises d'otages ainsi que des infractions comportant l'utilisation de bombes, de grenades, d'armes à feu automatiques et de colis piègès. Peuvent également ne pas être considérés comme infrac-tion politique « tout acte grave de violence (_) qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle pri la liberté des personnes » et a tout acte grave prince de la les personnes » et a tout acte grave prince de la liberté des personnes » et a tout acte grave qui est dirigé contre la vie, l'intégrite corporelle ou la liberté des personnes » et « tout acte grave contre les biens (...) lorsqu'il a créé un danger collectif pour des personnes »; il en sera de même en ce qui concerne « la tentative de commettre une des infractions précitées ou la participation en tant que co-auteur ou complice » d'une personne qui commet (ou tente de commettre) une telle infraction.

Aux termes de l'article 5, un Etat peut ne pas extrader un individu s'il a des «raisons pas extrader un individu s'il a des «raisons sérieuses» de croire que la demande d'extradition a été présentée « aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques»; mais si cet Etat n'extrade pas l'auteur soupconné de l'infraction, il devra « sans aucune exception et sans retard
infratifé » soumettre l'affaire à ses autorités infustifié » soumettre l'affaire à compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Une procédure d'arbitrage est prévue en cas de différend entre Etats contractants.

La convention sera soumise à signature lors de la réunion du comité des ministres qui se tiendra le 27 janvier prochain à Strasbourg. tiendra le 27 janvier prochain à Strasbourg.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. — Les ministres responsables de l'aménagement du territoire des pays membres du Conseil de l'Europe, réunis à Bari (Italie) du 21 eu 21 octobre, ont adopté uns série de principes directeurs pour l'élaboration d'une politique de développement urbain en Europe dans le cadre de l'aménagement du territoire. Ils ont particulièrement insité sur « la pécasté du contrôles par les pouvoirs publics des zones à bâtir, de manière à faire profiter la collectivité de la plus-value »; ils ont, d'autre part, souligné que les problèmes des grandes aires métropolitaines doivent être examinés « non seulement dans un cadre directement urbanistique, mais dans le cadre même de la programmation économique générale ». Les conclusions de la conférence seront transmises au comité des ministres, qui décidera des suites à leur donner.

LUTTE CONTRE LA DROGUE. - Le Conseil de l'Europe vient de recommander l'intensification, au niveau international, des récherches sur la lutte contre la drogue. Le comité des ministres préconies, dans une résolution adoptée au début du mois de (1) Voir l'article de Gérard Soulier : « Contre le terrorisme, quelle Europe sa dessine? », le Monde diplomatique, novembre 1976.

nocembre, la mise en œuvre d'études sur les données officielles concernant l'abus des drogues, les formes de délinquance relatives à cet abus, l'évolution d'échantillons représentatifs d'utilisateurs de drogues, les effets de la législation sur l'évolution du phénomène de la drogue, les effets de la drogue sur la conduite automobile et les méthodes de détection de l'abus de drogues chez les conducteurs.

SERVICE VOLONTAIRE INTERNATIONAL. —
L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
a organisé du % au 12 novembre, à Straybourg, le
sixième séminaire consacré au rôle du service polon-taire international dans la coopération au dépolop-

LA CRIMINALITE DES APPAIRES. — Une cen-taine de directeurs, d'administrateurs et de juristes des diz-neuf pays membres du Conseil de l'Europe out participé, du 15 au 18 novembre, à Strasbourg, à la conférence de directeurs d'instituts de recher-ches criminologiques, consecrée à la lutte contre la délinquance d'affaires. La conférence a chargé une nouvelle sous-commission du Conseil de l'Europe d'approjondir les problèmes résultant de la crimi-nainé économique et notamment l'escraquerie im-mobilière, la 'raude à la législation de la Commu-nauté économique européense et la fraude jiscale nauté économique européenne et la fraude fisc des grandes entroprises et des sociétés multinat

Association du transport aérien international

Trente-deuxième assemblée séné-

TA trente-deuxième assemblée générale L annueile de l'Association du transport aérien international (IATA), qui s'est tenue à Singapour du 8 au 10 novembre, a pris position sur un certain nombre de problèmes concernant le transport aérien : 1) intensification du programme de sécurité aérienne : l'assemblée a adopté une résolution réclamant la mise en application immédiate des procédures de sécurité minimale de l'IATA sur les aéroports internationaux; 2) dispositions en matière de responsabilité : l'assemblée a exprimé sa préoccupation à ce propos, demandé aux gouvernements de réviser et de moderniser le système actuel basé sur la convention de Varsovie de 1929, et recommandé que les protocoles complémentaires de Montréal de 1975 solent rapidement ratifiés au niveau national; 3) redevances d'utilisation : l'assemblée a adopté une résolution reflétant la préoccupation de l'industrie du transport aérien mondial devant l'augmentation des redevances demandées aux utilisateurs des aéroports internationaux des droits découlant de l'emmant. vances demandées aux utilisateurs des aéroports vances demandées aix utilisateurs des aeroports internationaux, des droits découlant de l'emprunt des routes de navigation aérienne et des autres contributions du même ordre. L'assemblée a également décidé de créer un poste de président du comité exécutif de l'ATA : M. Floyd Hall a été nommé à ces fonctions.

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (ESA) ment officiellement d'accepter le moteur d'apogée à propèrgol solide, qui a été conçu. réalisé et testé pour son compte par la SNIA-Viscosa (Italie) en collaboration avec la SEP (France) et qui est destiné à son satellite scientifique géostationnaire Geos.

ASSEMBLEE DES DARLEMENTAIRES DE

rique géosiationnaire Geos.

ASSEMBLEE DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN. — La vingt-deuxième session de l'Assembles parlementaire de l'Organization du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est achevée le 19 novembre à Williamsburg (Etma-Unis), après cinq jours de travaux marqués par l'adoption de résolutions sur l'Espagne et l'éventualité d'une arrivée des communistes au pouvoir en Burope occidentale. Adoptée à une large majorité, la résolution sur l'Espagne souligne que « son admission au sein de l'alliance stiantique ne pourra pas être envisagée aussi longtemps qu'un régime véritablement démocratique n'aura pas été résabil dans ca pays ». L'autre résolution, dont l'adoption a été loin de faire l'unantmité, affirme que l'alliance e pe peut faire aucune concession au danger que représenterait l'arrivée au pouvoir de partis à doutrine collectiviste ».

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La seizième conférence du Pacifique sud s'est déroulée l Nouméa (Nouvelle-Calédonie) du 20 au 29 octobre

dernier.

• CROIX-ROUGE. — Le 27 octobre, après onze mois de captivité, deux coopérants français ont été libérés par le Front POLISARIO (Front populaire de libération de Saguia-el-Hamra et Rio-de-Oro-Sahara occidental), au cours d'une cérémonie à laquelle participaient des représentants des autorités et de la Croix-Rouge française, du Croissant-Rouge algérien et du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.).

— D'après des statistiques publiées au mois d'octobre, le C.I.C.R. a acheminé au Liban depuis le dévut du conflit un total de 2700 tonnes de secours représentant une valeur de 14 millions de francs suisses. Ces secours ont été réparts entre

secours représentant une valeur de 14 millions de frances suisses. Ces secours ont dié répartis entre les victimes de toutes les parties au conflit.

• ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Le

ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Le conseil pour l'enseignement et la recherche scientifiques de l'Organisation du traité central (CENTO) s'est réuni du 16 au 18 novembre à Téhéran (Iran) pour passer en revue les activités du CENTO dans le domaine scientifique en 1976.
 — Des spécialistes des cinq pays membres du CENTO (Iran, Pakistan, Turquie, Royaume-Um et Etais-Unu) ont participé, du 14 au 16 novembre, à Téhéran, à un séminaire sur les progrès récents en matière de réduction des risques sismiques
 PACTE DE VARSOVIE. — Le comité eonsuitatif

PACTE DE VARSOVIE. — Le comité consultatif politique du pacte de Varsovis s'est réuni à Bucarest (Roumanie) les 24 et 25 novembre. On trouvera un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

numéro du Monde diplomatique.

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

— M. F.K. von Pichuse, secrétaire général par intérim de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), a remis le 25 octobre é M. Edmond Nessler, président de l'assemblée de l'Union, le teste du mandat du comité permanent des armements, qui avait été adopté par le conseil des ministres de l'U.E.O. en mai dernier. Selon ce mandat, qui vient d'être rendu public, le comité permanent des armements est chargé d'étudier la situation de l'industrie d'armements dans les sept pays membres de l'Union et de rassembler des données économiques s'y rapportant. Uitérieurement, le comité devra procéder à un inventaire par secteur des capacités de l'industrie européenne d'armements et des relations inter-industrielles existant entre les pays européens.

AUGGE CHONESSICKE ECCHECUES

Lique des États Arabes

Le « sommet » du Caire entérine l'accord de Ryad sur le Liban

A huitième assemblée plénière des chefs d'Etat des pays membres de la Ligue des Etats arabes s'est réunie au Caire les 25 et 26 octobre dernier, pour examiner les résultats de l'accord conclu à Ryad le 18 octobre sur le conflit libanais (voir le munéro de novembre du Monde diplomatique). Y participaient quatorze chefs d'Etat : le roi Khaled (Arabie Saoudite), le cheikh Khalifa Ben Hamad El Thani (Qatar), le président Salem Robaye Ali (Yémen unis), le cheikh Khalifa Ben Hamad El Thani (Qatar), le président Salem Robaye Ali (Yémen du Sud), le commandant Ibrahim El Hamdi (Yémen du Nord), le cheikh Issai Ben Salmane El Khalifa (Bahrein), le président Nemeiry (Soudan), M. Mokhtar Ould Daddah (Mauritanie), M. Siad Barre (Somalie), le général Hafez El Assad (Syrie), M. Elias Sarkis (Liban), le roi Hussein (Jordanie), le cheikh Sabah (Koweit) et le président Sadate (Egypie). La Tunisie, l'Algérie, le Marco, l'Irak, le suitanat d'Oman et l'Irak étalent représentés par un d'Oman et l'Irak étaient représentés par un

Les participants ont approtive par acclamation le plan de paix pour le Liban adopté à Ryad; seul le représentant irakien a refusé d'entériner l'accord. Mais le communiqué publié à l'issue des travaux ne donne aucune précision sur les modalités d'application du plan de paix, et notamment sur la composition de la « force notamment sur la composition de la cyores arabe d'intervention et de dissuasion ». Le commet » a cependant confirmé que l'Arabie Saoudite, le Koweit, Qatar et Ahou-Dhahi s'étaient engagés à fournir 58,5 millions de dollars (sur 90 millions) pour l'entretien et le fonctionnement de cette force au cours du prochain semestre; d'autres pays arabes ont accepté de contribuer aux frais. Au sujet de la situation en Cisjordanie et dans le sud du Liban, les vingt et un chefs de délégation arabes ont exprimé a leur projonde inquiétude jace aux agressions israéliennes »; la question de l'aide à la reconstruction du Liban a été renvoyée devant le conseil économique arabe. Quant aux accords libano-palestiniens conclus au Caire en 1969 sur la présence des Palestiniens au Liban, ils ont reçu une nouvelle fois l' « adhésion totale » des chefs d'Etat arabes; créé à Ryad le 18 octobre dernier, un comité composé de représentants syrien, saoudien, koweltien et égyptien veillera à l'application de ces textes au cours du trimestre à venir. La arabe d'intervention et de dissussion ». Le

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ORTHO YERT, DICTIONNAIRE ORTHOGRAPHI-QUE ET GRAMMATICAL - André Sève (avec la collaboration de Jean Perrot) * Editions sociales, Paris, 1976, 638 pages, 59 F.

bases, 59 F.

Dans un format très maniable et uns reliure solide, c'est un instrument dont ont dù longtemps rèver tous ceux qui ont pour profession d'écrira : enseignants, journalistes, rédacteurs en tous genres, lictionnaire et grammaire à la fois, l'Ortho vert dépanners rapidement celui un trènuche sur l'accent qu'il convient de placer sur le i de chapitre, qui ne sait s'il faut un f ou deux à boursouller ou qui hésite entre « communiquant » et « communicant ».

L'accerclés entre les listes de mots, se

Intercales entre les listes de mota, se trouvent des tableaux (en nombre impressionnant et rédigée en une langue très simple) qui recycleront le plus savant sur les règles d'accord, les participes passés, la classification des noma, l'usage des majuscules. L'auteur, André Sève, a été directeur d'imprimente, et cela se sent, tant la présentation de l'ouvrage est didactique, répondant par avance à celui qui se rend compte qu'il va commettre une faute. On us peur qu'adhèrer pleinement à la présese du professeur R.L. Wagner, qui souhatte la mellieure chance à ce petit chef-d'œuvre de sens pratique et d'érudition tout à la fois.

A SUPPLEMENT TO THE OXFORD ENGLISE DICTIONARY. — R. W. Burchfield

★ Vol. II: H-N, Oxford University Press, 1978, 1282 pages, 22 livres.

* Vol. II: H-N, Oxford University Press, 1978, 1282 pages, 22 livres.

Volci is deuxième tome du supplément à l'Oxford English Dictionary (connu de tous les angliciates sous ses initiales O.E.D.) et dont la première édition en douse volumes s'était échelomée de 1894 à 1928. Le premier tome (lettres A à G) était sorti en 1972; on attend, pour 1979, le tome III (O - S) et, pour 1982, le dernier (J - Z). Ce sera le terme d'un giganteaque rassemblement d'efforts érudits qui feront de ce supplément — et sans doute pour qualques décennies — un indispensable instrument de travail pour tous ceux qui aiment les mots anglais. Le volume II en contient treise nuile, divisée en vingt-deux mille sens. Les lettres correspondantes avaient été traitées dans l'édition originale en.... 1907. Aussi a-t-il failu introduire tous les apports de la science, de la technologie, la terminologie des deux dernières guerres mondiales, sans compter celles de la pop music, du monde de la drogue, etc. Pour chaque mot, on trouve la date du premier emploi connu et plusieurs citations. En feuilletant cet ouvrage, à la mise en pages et à la présentation remarquables, on se prend à admirer chaque fois un peu plus une entreprise qui fait honzeur à l'édition britannique.

TITLES AND FORMS ADDRESS

★ A.C. Black, Londres, 1976, 190 pages, 1.75 livre (15 édition). Pour savoir comment s'adresser correc-tement à l'épouse du fils cadet d'un due oralement et par écrit, ou au chan-celler d'une université, ou à un membre du Conseil privé ou, bian sûr, à la raine. Ce n'est pas inutile dans un pays — l'Angleterre — où l'aristocratie jous encore un rôle social (et économique) important. Au début de l'ouvrage, une liste des abréviations les plus utilisées : il y en a vingt-trois pages i

HISTORICAL DICTIONARY OF THE BRITISH CARIBBEAN. — William Lux

* Scarecrow Press, Bailey Bros and Swinfen Ltd. Folkestone, 1975, 266 pages,

Un titre promettent, car la documenta-tion de base sur la Caraîbe angiophone : Barbade, Bellze, Guyana, Jamaique, Tri-nité-et-Tobago, lies du Vent (Dominique, Granade, Sainte-Lucis, Saint-Vincent), lies Sous-le-Vent (Anguilla, Antigua, Barbuda et Bedonda Montserrat, Nevia, Saint-Kitte) n'est pas faciliement accessi-ble, encore moins en un seul volume. Cet ouvrage ressemble environ deux mille entrées allant des noms des gouverneurs

à celui des journaux de res territoires divers, en passant par les principales villes, rivières, les noms des écrivains, etc. On peut lui faire le reproche de ne pas être à jour; la bibliographie, en par-ticulier, s'arrète en 1967. Il pourra, en

Le Monde dossiers et documents NUMERO DE DÉCEMBRE

- LA POLITIQUE DE LA SANTÉ
- LA MER CONVOITÉE

Le numéro : 2,50 F - Abonnement 1 an (10 numéros) : 25 F

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LE DÉFI

Critique du marxisme ou critique du capitalisme?

DES ETHNIES

Par MARC FERRO *

*Directeur d'étude à l'Ecole pratique des

Irlandals de l'Ulster, Indiens du Kenya et Juifs d'U.R.S.S., Uighurs de Chine populaire cler ou comparer, par souci du contexte, des spécificités. Nui n'aurait imaginé non plus que dans la République une et indivisible, dans le melting-pot américain, voire dans les deux grands emplres marxistes, des conflits « d'un autre âge » resurgiralent des pro-

Pourtant, au début de ce siècle encore, les Etats « modernes » avaient connu pareils comme des « séquelles » de la conquête coloniale, Avec K. Kautski, O. Bauer ou K. Renner, la tradition marxiste avait déjà observé que ces distinctions n'avalent guère de légitimité, comme en attestalt par exemple le cas de la Russie, où Géorgiens et Tatars, bientôt même les Ukrainlens, dont l'identité élait moins affirmée, possient à l'Etat tsa-riste, et ultérieurement à l'Etat soviétique, des problèmes de plus en plus semblables.

étaient vouées à la disparition car, avec l'industrialisation, la lutte des classes prendrait la relève de ces conflits d'un autre âge ; les prolétaires n'avalent pas de patrie.

coîncidait, au reste, avec l'intérêt bien compris des organisations politiques. Les fondateurs des partis socialistes, puls communistes, considéralent comme bourgeoise, c'est-à-dire condamnée par l'histoire, donc ou du soutien au parti, dont la raison d'être était la lutte sociale, elle seule. Etaient ainsi condamnées, et implicitement considérées comme rivales à combattre, les organisations fondées sur l'identité ethnique ou religieuse, mais également les figues féministes, les orgarateurs, etc. - Nous devons gagner les femmes ouvrières à notre cause, écrivait les revendications des femmes (comme ceiles des ethnies, des jeunes, etc.) ne pouvaient être considérées avec attention et sympathle que pour autant qu'elles affaiblissaient l'Etat à combattre et qu'elles aidaient au renforce-

Si les partis et organisations marxistes, voire jacobins, réussirent le plus souvent à briser ligues féministes et mouvements de jeunes, à les intégrer à feur combat, il en alla différemment des nombreuses organisations de caractère ethnique. A l'Est comme à l'Ouest, elles résistèrent souvent à l'Etat ou aux partis jacobins et centralisateurs. Et même réapparurent, dotés d'une forme organisationnelle aux traits politiques de plus en plus marqués, des groupes culturels qui se définissalent, certes, par l'appartenance à une ethnie, mais que l'on croyait voir un jour se diluer dans la société où ils s'intégralent, tels les Jaunes des Etats-Unis, les Gailois, les Corses ou les Flamands.

le pas sur les conflits politiques tradition-nels, sur la lutte des classes. Plus exactement, l'identité ethnique se fait plus forte que l'appartenance à la classe parce que, d'une part, celle-ci s'est diluée — comme surtout parce que, ainsi que l'écrit Daniei Beli (2), l'identité ethnique associe désormais Deviendrait-li plus payant pour le pouvoir dans les régimes démocratiques de donner, mique aux Bretons plutôt qu'aux postiers?
Aux Etats-Unis, le jour est arrivé où les leaders noirs surveillent et contrôlent la politique africaine du département d'Etat avec la même vigilance que les Juits son attitude envers Israēl: sur un grand nombre de pro-bièmes, la réponse des ethnies compte ainsi autant, sinon déjà plus, que celle des partis ou des syndicats. L'idéologie du melting-pot, triomphante pendant la première partie du

A cause de ces phénomènes ? A l'Ouest comme à l'Est, il faut la voir à la fois dans la multiplication et le renforcement du pouvoir de l'État, dont les activités, après nom du progrès, de la liberté, de l'intérêt supé-rieur de l'Etat, l'identité des groupes ethniques ou culturels a ressenti alnsi deux vagues d'agressions, qui se sont sursjoutées l'une à l'autre, le capital et l'Etat s'essociant (à l'Est, le capitalisme d'Etat) pour atteindre les citoyens non plus seulement dans leurs activités mais, par-delà les changements économiques et sociaux, dans leur être, dans ce qu'ils sont. Ainsi est atteinte leur identité permanente, et irréductible, de Noirs ou d'indiens au Kenya ou en Guyane, de Basques ou de Gallois, de Julis en U.R.S.S., de Corses ou de Bretons. Agressions collectivement ressenties, indépendamment de l'appartenance à une classe, à une fonction, à un Etat, et qui, par réaction, les attache à la sauvegarde de leur identité essentielle, leur culture.

AGUERE, seuls les partis politiques, les fini par oublier, par ne plus même s'interronisation, de tel parti, à s'identifier à une classe ou à la nation et, au nom de cette fin des années 50, après la publication du rapport Khrouchtchev et la disparition du mythe américain, on avait pu croire qu'était arrivés la fin des identifications abusives et, avec elle, la fin des idéologies. En réalité, prenait fin la crédibilité des idéologies dont étalent porteuses les organisations dominapouvoir ou non, puis l'Etat en Europe occidentale. Mals une nouvelle idéologia prenaît la relève. Particulièrement vivace dans ces éléments qui se considéralent comme une · fraction du tiers-monde · à l'intérieur de l'Occident (ou des pays de l'Est), cette idéologie des dominés était fondée sur l'identité culturelle Elle commandalt bientôt aux choix fondamentaux de la vie politique autant, sinon

recouvrait pas necessairement. La délense de l'identité etholque et culturelle qui en est à la base, teintée ou non de racisme, constituait la fondement principal des luttes poli-tiques, et pas seulement aux Caraïbes ou en Afrique orientale, où le gradient race/classe comme aux indes, en France ou en Belgique, etc., peu importe que, dans ces pays, la résistance à l'intégration par l'Etat et le capi-

N pariait autrefols de « contagion » révolutionnaire. Il est significatif ethniciste ou culturelle, les Canadiens fran-cais s'appellent déjà eux-mémes les « Nègres biencs de l'Amérique du Nord »; une iden-tification qui résume blen le cheminement d'une révolte. Celle-ci vise naturellement les excès commis par les doctrinaires de l'Etat centralisé, et plus sûrs garants de l'éclatement du territoire de la nation. Contre eux, ceux qui veulent défendre leur culture, leur être, se trouvent définis comme subversifs, et me-nacés du châtiment, une conjoncture qui rappelle singulièrement le langage et la faillite de ceux qui s'adressalent naguère aux peuples

A priorité actuelle accordée aux phénomènes de culture ne met pas en cause, seulement, l'analyse marxiste tradition-nelle. Plus profondément, elle est en contradiction avec le projet politique et le projet économique : que ceux-ci soient associés ou, à l'Ouest, dissociés.

Depuis le selzième siècle, observe Daniel Bell, l'individu s'était peu à peu libéré du groupe "et des contraintes qu'il subissait : par la Réforme, se substituant à l'Eglise, interprétait Dieu ; par l'aventure capitaliste, il se libérait de la corporation ; et blentôt, par la Révolution, il se libérait de l'institution monarchique. Ces transformations, depuis les Lumières, se plaçaient sous le drapeau du Progrès. Or, deux siècles plus tard, sentiments ethniques et besoins culturels commencent à tourner to dos à ce « progrès ». En Europe, la contestation n'est plus avant-gardiste ni moderniste, comme elle le fut encore avec consommation. Les Noirs américains se veulent désormais moins citovens américains, comme ils le souhaitaient naguère, qu'ils ne revendiquent, comme les Antillais, leur airicaine négritude. Au sein même du monde politicien et producteur, la croissance elle-même est

En réalité, ce n'est pas le progrès qui est mis en cause, mais bien la système qui s'identifie à lui pour mieux manipuler la société, assurer son emprise sur elle : le système de l'Etat et du capital, ou des deux associés.

(1) Sur les relations inter-ethniques, voir l'ouvrage collectif publié l'an dernier sur Etats-Unis : Ethnicity. Theory and Experience, avec une introduction de N. Glazer et D. P. Moynihan (Harvard University Press. 1975, 526 pages. Sans doute en désacrord avec cette théorie marxiste, les auteurs l'ignorent proportionnes.

(2) Daniel Bell, The Cultural Contradictions f Capitalism, Basic Books, New-York, 1976,

Dans ce numéro :



CROCODILE

que vous ne pouvez ignorer

156, rue de Rivoli, 156 🖁

ededede mètro:Louvre ededede

Pages 2 et 3:

La crise des organisations internationales : les Nations unles peuventelles être démocratisées? par Marc Nerfin.

Les militaires brésiliens face aux plèges de la «libéralisation», par Page 5:

Le roi du Maroc et son opposition, par Elsa Pingaud-Assidon. Correspondance.

Page 6: Malaisie : La « vieille garde » impose un virage à droite, par Philippe

Page 7: Suite de l'article de Jean-Pierre Vigier : L'Europe sous hégémonie germano-américaine?
L'Europe des iconoclastes, par Pierre Mayer.

Pages 8 à 11: LE PORTUGAL EN EQUILIBRE INSTABLE, reportage d'Yves Hardy.

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

documentation sur demande

Page 12:

La Yougoslavie, enjeu des convoltises internationales, par Bernard Féron. Le marxisme confronté au socialisme de l'union de la gauche, par Jean-Luc Dallemagne.

Page 13:

Albanie : De nouveaux moyens pour faire échec au bureaucratisme, par Eric Vigne. Quand le passé de la Russie éclaire le présent de l'U.R.S.S., par Maurice T. Maschino.

Pages 14 et 15 :

LE HOLE MULTIPLE D'ISRAEL DANS LA CRISE LIBANAISE, par Amnon Kapeliouk. — Suite de l'article de Selim Turquià : Le Liban sous mandat. — Jésus et la libération de la Palestine, Micheline Paunet.

LA LONGUE MARCHE INDIENNE, par Michel de Certeau.

Page 17: Au Burundi : Un coup d'Etat porteur d'espoir, par Jean-Pierre

L' . Annuaire français de droit international » (Philippe Bretton). Page 18:

CINEMA POLITIQUE : Mélodrames français, par Ignacio Ramonet, Serge Daney et Jean-Pierre Jeancolas. Pages 19 à 23:

GRANDES MANŒUVRES DANS L'OCEAN INDIEN, par Philippe Leymarie. Page 24:

Les livres du mois, Pages 25 à 29 :

Supplément sur le Japon.

Pages 30 à 33:

L'activité des organisations internationales

Le numéro du « Monde diplomatique » de novembre 1976 a été tiré à 120 000 exemplaires.

Décembre 1976